

150120150

ICATION

est prêt
lais des 1993



Supplément « Initiatives »

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

15, rue Falgaire, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14329 - 6 F

MERCREDI 20 FÉVRIER 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Les tentatives de règlement du conflit du Golfe et la préparation de l'offensive terrestre

Le plan de paix soviétique embarrasse Washington

Les « beaux restes »
de M. Gorbatchev

Il n'est pas dit que M. Gorbatchev recevra un second prix Nobel de la paix pour son action présente dans le Golfe, mais le président soviétique tire déjà un bénéfice important de son rôle actuel dans la crise. S'il obtient le retrait volontaire des Irakiens du Koweït, il recueillera tout l'avantage diplomatique de l'effort de guerre de la coalition et frustrera le président Bush d'une partie de sa victoire. S'il échoue, il gardera, notamment dans une partie du monde arabe, l'image d'un combattant de la paix qui aura essayé jusqu'au bout de limiter les dégâts.

De fait, le président soviétique a joué ses cartes avec autant d'énergie que d'habileté. Au lieu d'interroger ses interlocuteurs irakiens sur les intentions de leur chef et les divers aspects de leur déclaration du 15 février, ce qui aurait permis à M. Tarek Aziz de faire trainer les choses, il a choisi d'ignorer ce texte pour lui opposer un plan de son cru, pratiquement à prendre ou à laisser, et dont la signification est double. D'une part, ce plan est suffisamment conforme aux résolutions de l'ONU pour ne pas soulever d'objections ouvertes du côté américain. D'autre part, il est assorti d'une menace implicite : si la réponse de Bagdad est jugée plus positive à Moscou qu'à Washington, l'Union soviétique se réserve le droit de critiquer la poursuite de la guerre et de se solidariser de son « allié » américain.

Le durcissement de la politique intérieure soviétique et la « grogne des généraux » ont-ils joué un rôle dans l'affaire ? C'est un fait qu'un clan des nostalgiques de la grande guerre pensée critique la ligne pro-américaine suivie jusqu'à présent et que des généraux en particulier, s'inquiètent de la montée en puissance de la machine de guerre américaine. De même, les présidents du Kazakhstan et de la Kirghizie viennent-ils de dire leur inquiétude devant ce qui se passe à proximité du « centre mondial de l'islam ».

Mais cette attitude sert plutôt M. Gorbatchev, puisqu'elle renforce sa main dans la partie de bras de fer engagée, bien au-delà du sort de M. Saddam Hussein, entre les deux anciennes super-puissances. Et son rôle actuel dans la crise du Golfe permet au président soviétique de tenir la dragée haute à ses sollicitateurs occidentaux en matière de droits de l'homme, comme il l'a fait auprès de M. Pöös, le ministre luxembourgeois des affaires étrangères, venu à Moscou au nom de la Communauté européenne pour parler des Baltes.

Il reste que cette politique dite des beaux restes de la rivalité Est-Ouest a ses limites. La première est que les États-Unis, plus que jamais, seule grande puissance, ont toutes les chances d'être, avec leurs alliés arabes les plus résolus tels que les pays du Golfe, l'Égypte et le Syrie, les maîtres du jeu dans la Proche-Orient d'après la crise. La seconde est que l'URSS, quels que soient ses dirigeants, a et aura besoin d'une aide occidentale. Enfin, le maintien durable d'un rôle diplomatique important pour Moscou exige que soient réglés les problèmes de l'empire soviétique. Et l'on en est toujours aussi loin.

M0147 - 0220 0 - 6.00 F

Selon l'Irak, la guerre a déjà fait plus de 20 000 morts

On ignorait encore, mardi 19 février en milieu de journée, à quel moment M. Gorbatchev recevrait la réponse de Bagdad au plan de règlement qu'il avait soumis lundi au ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, et qui semble embarrasser les dirigeants américains. A Washington, on redoute que la proposition soviétique, prévoyant un retrait inconditionnel du Koweït, ne représente une échappatoire pour le président irakien. Après avoir été reçu par le président iranien Rafsanjani, mardi en fin de matinée, à Téhéran, M. Tarek Aziz devait regagner la capitale irakienne. Selon le vice-premier ministre irakien, la guerre a déjà fait plus de vingt mille morts.

WASHINGTON
de notre correspondant

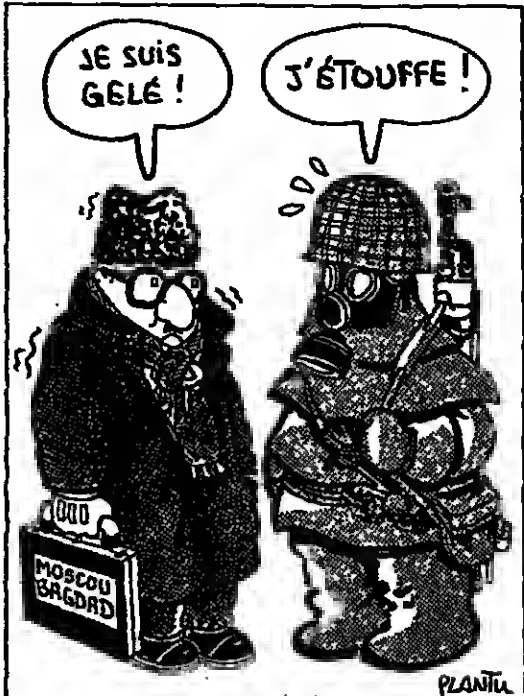
Les États-Unis n'ont été informés par l'URSS de la substance de l'initiative soviétique qu'après que ce plan eut été communiqué aux Irakiens : c'était assez pour irriter les responsables de la Maison Blanche, mais pas pour les conduire à afficher trop ostensiblement leur mauvaise humeur.

Le président Bush a pris connaissance des grandes lignes des propositions soviétiques à son retour à Washington, lundi 18 février, dans l'après-midi, après un week-end de trois jours dans sa maison de Kennebunkport (Maine). Peu après, son porte-parole, M. Martin Fitzwater, publiait un communiqué plutôt sec : le président « a apprécié »

l'envoi par les Soviétiques d'un « compte rendu succinct » de la rencontre entre M. Gorbatchev et le ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz. Cependant, Moscou ayant demandé que le contenu du compte-rendu reste confidentiel, la Maison Blanche a précisé : « Nous ne le commenterons pas. Notre campagne militaire continue conformément aux plans ».

Ce qui signifie à la fois que Washington garde ses distances vis-à-vis d'une initiative qui n'a pas été prise en consultation avec la Maison Blanche, et qu'il n'est pas question de modifier pour cette raison la conduite de la guerre, c'est-à-dire la préparation de l'offensive terrestre.

JAN KRAUZE
Lire la suite page 3



L'ardoise de Bagdad

L'Etat français avait apporté depuis quinze ans sa garantie aux industriels travaillant avec l'Irak. Coût probable : 29 milliards de francs

« C'est invraisemblable, mais ces armes dont ils se servent contre nos troupes, nous leur avons données », s'étonne douloureusement un haut fonctionnaire. Battu, cocu, mais plus couteux, l'Etat français, guerre obligée, est en train d'offrir à l'Irak des armes et des équipements. Et la note du client Irak est amère. En quinze ans de relations « privilégiées » avec Bagdad, les industriels français ont certes beaucoup vendu. Mais l'Irak, lui, n'a pas beaucoup réglé, et aujourd'hui c'est l'Etat, donc la fine le

contribuable, qui paie les factures. Autoroutes, ponts, casernes, aéroports, avions, missiles, hélicoptères, et l'on en passe. Une bonne partie de ce qui a été vendu depuis un mois les bombardements alliés - autoroutes, - est de fait un cadeau de la France... sans que celle-ci en tire autre chose qu'un effet d'image désastreux aussi bien dans les pays arabes qu'en Israël ou dans les pays anglo-saxons !

M. Jacques Chirac en 1974, est catastrophique. Il se reflète très exactement dans le montant de la dette laissée par Bagdad. Elle est importante : 25 milliards de francs en ce comptant que le principal, dont 14 pour le militaire et 11 pour le secteur civil. Et 29 milliards avec les intérêts...

Des chiffres officiels, calculés et recalculés patiemment depuis plusieurs semaines par les services du Trésor chargés d'établir la note. VÉRONIQUE MAURUS
Lire la suite page 17

Les militants socialistes sous le choc

Même si les démissions restent peu nombreuses
le « parti du président » vit mal l'engagement dans la guerre

Guerre ou pas guerre, à gauche, un militant reste un militant. Donner du grain à moudre à l'adversaire politique, qu'il soit d'un autre courant ou d'un autre bord, est une erreur, sinon une faute. Tout socialiste sait cela. Le choc du Golfe ? On en parle sous couvert de l'anonymat, avec réticence. On rend ainsi le désarroi difficile à mesurer, en tout cas à décrypter. Il semble pourtant réel.

Mardi 15 janvier à 20 heures, comme tous les soirs en rentrant du travail, Albert allume son poste de télévision pour suivre le journal d'Antenne 2. Il regarde les nouvelles sans bouger jusqu'à ce qu'Henri Sanzior annonce la météo. Albert se dirige alors vers le buffet. Il ouvre le tiroir dans lequel il range ses papiers. Il en extrait une carte du Parti socialiste et la déchire en petits morceaux : « La SEIO s'est toujours fait élire pour la paix et elle a toujours fait la guerre. Ça été comme ça en 14 et en 39, puis avec l'Indochine et l'Algérie. C'est

pour cela que je l'avais quittée. Après Epinay, on nous a dit que rien ne serait plus comme avant, et je suis revenu. Mais je vois que ça continue. Alors... » Dans quelques mois, Albert sera à la retraite d'EDF. C'est d'« un vieux militant » de l'ordre. Mais il n'accepte pas le vote de l'engagement militaire dans le Golfe par les parlementaires.

Vendredi 15 février, Jean-Marc passe l'après-midi, l'écouteur de son transistor fiché dans une oreille, sous le goutte-à-goutte de France-Info. Il suit les réactions aux dernières propositions de Saddam Hussein. Vers 19 heures, il sort de son portefeuille la carte du PS qui est à côté de sa carte de presse. Il glisse la première dans une enveloppe qu'il adresse au siège du parti, 10, rue de Solferino : « La base, c'est vraiment le niveau des piquettes. On paye une cotisation de mille ou quinze cents francs par an pour aller coller des affiches ou distribuer des tracts sur les marchés. Avant le congrès de Rennes, on

n'a pas débattu, on s'est fait racoler par les fournisseurs de contribution clés en main. Maintenant, il faudrait accepter sans broncher ce qui est clairement non pas une guerre de libération du Koweït mais une guerre de destruction de l'Irak ? Sans moi », Jean-Marc a la trentaine. Depuis trois ans il militait dans l'Poise.

Deux démissions pour un mois de guerre. La première, épidermique, d'un « simple ouvrier ». La seconde mûrie par un « fichu intello ». Sont-elles significatives, dans la base du parti du président de la République, d'un malaise rampant, d'un trouble caché, d'une fracture secrète provoquée par l'engagement militaire de la France aux côtés des Américains contre l'Irak et cristallisées par la démission de M. Jean-Pierre Chevènement ?

Daniel Vaillant emplit la lettre grecque « epsilon » pour mesurer et qualifier le phénomène. ALAIN GIRAUD
Lire la suite page 10

Achats d'entreprises à l'étranger
Les groupes français ont fait 324 acquisitions importantes en 1990
page 18

Les tensions en URSS
L'armée soviétique est intervenue en Géorgie contre des indépendantistes
page 8

M. Gorse cède la place
Le maire de Boulogne-Billancourt abandonne son mandat au profit de M. Paul Graziani
page 24

Un antiraciste au tribunal
M. Frédéric Pascal, président de la SCIC, est poursuivi pour non-attribution d'un logement HLM à une Algérienne
page 11

Le monde de Proust
Une centaine de photographies de Paul Nader, exposées à l'hôtel de Sully, immortalisent les personnages qui ont servi de modèles à « la Recherche »
page 12

TECHNOLOGIES
Ordinateurs sans clavier
Des ordinateurs utilisables en écrivant directement sur l'écran : la révolution des années 90 ?
page 19

SCIENCES & MÉDECINE
Le gang nazi des blouses blanches
Les médecins allemands qui, sous le IIIe Reich, se sont livrés à des expériences criminelles ont pu exercer librement après la guerre.
■ Transparence ordinaire.
■ Les centrales nucléaires et leurs vapeurs.
■ Pour l'annuaire des chèvres.
■ La disparition d'Alfred Jost.
pages 15 et 16
Le sommaire complet se trouve page 24

MARGUERITE
YOURCENAR
de l'Académie française

LE TOUR DE LA PRISON
nrf
GALLIMARD

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,60 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 850 m.; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 8 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Espagne, 175 PTA ; Grèce, 70 p.; Hongrie, 180 HUF ; Italie, 2 000 L.; Luxembourg, 33 F.; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL.; Portugal, 150 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 2,5 \$; USA (autres), 2,50 \$.

الشرق الأوسط

LA GUERRE DU GOLFE

Le film des événements Frustration américaine

Même si tous deux prétendent inscrire leurs initiatives de guerre et de paix dans le droit fil des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, les États-Unis et l'Union soviétique ne partagent pas les mêmes vues sur la suite des événements. Et cela commence à se voir. Le plan « très détaillé » de règlement politique du conflit que M. Mikhail Gorbatchev a soumis, lundi 18 février, à M. Tarek Aziz, le chef de la diplomatie irakienne, et dont il a transmis un « résumé succinct » à M. George Bush, a été accueilli, outre-Atlantique, avec prudence et embarras.

« Notre position est toujours celle d'un retrait inconditionnel des troupes irakiennes du Koweït sur la base des résolutions de l'ONU », a affirmé M. Vitali Ignatenko, porte-parole du président soviétique. En contrepartie, l'URSS s'opposerait au « dépeçage » de l'Irak ainsi qu'à d'éventuelles mesures de représailles et favoriserait l'ouverture de négociations sur les problèmes en suspens, ailleurs au Proche-Orient.

Le temps presse. « Il faut une réaction immédiate pour éviter l'escalade de la guerre », a souligné M. Ignatenko. Moscou a donc prié Bagdad de lui faire connaître sa réponse aussi vite que possible. Ce délai varie de vingt-quatre heures à trois jours selon les sources. D'après le porte-parole de M. Gorbatchev, ce plan de paix aurait été accueilli avec « intérêt et compréhension » par la délégation irakienne. Celle-ci aurait expliqué que la proposition du 15 février « ne contenait pas de conditions mais un programme ». A cet égard, Al Jounhoury, un quotidien gouvernemental, a dénoncé, lundi, « les réactions hâtives et précipitées exprimées par les milieux de l'agression », suite à la dernière offre de Saddam Hussein.

« Victoire totale »
Téhéran qui, avec Moscou, tente, in extremis, de forcer les portes de la paix, en a déjà conclu que ses efforts ont donné des « résultats positifs » puisque Saddam Hussein s'est dit prêt à se retirer du Koweït. Pour le président iranien Rafsanjani, il convient, maintenant, d'« amener la partie en guerre contre l'Irak à faire preuve de bonne volonté ». Et d'évoquer, selon la méthode Coué, la « brillante perspective » de règlement du conflit. « Tant mieux si les Soviétiques peuvent obtenir que l'Irak se retire du Koweït », a brièvement déclaré le porte-parole de la Maison Blanche, qui s'est refusé à commenter un plan encore confidentiel. « Notre campagne militaire continue selon le calendrier prévu », a-t-il ajouté. « Il se passe des choses intéressantes », a noté, mi-fugue, mi-resein, le président Bush.

Si, pour maintenir son rang de grande puissance, l'Union soviétique a tout à gagner à monter ainsi en première ligne, les États-Unis craignent, en revanche, que ses initiatives les privent d'attirance leur but tait, à savoir une « victoire totale » sur Saddam Hussein dont ils ont juré la perte. Dès lors qu'est offerte ainsi une porte de sortie honorable au dictateur de Bagdad, ils redoutent de voir leur ennemi, qu'ils étaient en très bonne voie de mater, devenir le nouveau héros du monde arabe.

Cela dit, si Saddam Hussein obtient, les États-Unis ne pourront pas faire autrement que d'en prendre acte, même en mesurant. « Cela n'aurait pas de sens » d'« éteindre » les troupes irakiennes si elles commencent à se retirer, a reconnu le général Norman Schwarzkopf, commandant en chef de l'opération « Tempête du désert ». Peu question, au tout cas, pour les forces de la coalition, d'attendre le bon vouloir du dictateur de Bagdad et de compromettre le succès de l'offensive terrestre sous l'affet d'un antiséisme diplomatique.

L'ultime tentative de règlement du conflit

Moscou espère que M. Saddam Hussein verra dans son plan de paix le moyen de sauver la face

MOSCOU
de notre correspondant

Après trois heures d'entretien avec le président soviétique, le ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, et le vice-premier ministre, M. Saadoun Hamadi, sont repartis, lundi 18 février, pour Bagdad, avec un plan de paix de M. Gorbatchev, qui attendait mardi la réponse du président irakien.

Les Soviétiques n'ont pas voulu révéler le contenu de ce plan, qu'ils ont communiqué aux alliés de la coalition anti-irakienne, en leur demandant de respecter la confidentialité. M. Vitali Ignatenko, le porte-parole de M. Gorbatchev, a cependant indiqué qu'il s'agissait d'un « programme très détaillé » prévoyant « un large spectre des problèmes qui pourraient être résolus dans le Golfe ». Il a ajouté que les propositions soviétiques avaient été accueillies « avec intérêt et compréhension » par les Irakiens, qui ont fait valoir que le communiqué publié vendredi 15 février par le Conseil de commandement de la révolution contenait « non pas des conditions mais un programme ». « C'est déjà une différence », a-t-il ajouté, soulignant ainsi l'assouplissement des positions irakiennes par rapport à vendredi dernier.

« Il faut une réponse immédiate pour éviter une escalade de la guerre », a encore dit M. Ignatenko, estimant qu'il y avait « plus d'espoir » après les entretiens du Kremlin qu'une semaine plus tôt. Bien que pressé de questions par les journalistes, il n'a pas voulu en dire plus, déclarant sans humour : « Je ne sais plus ce que je suis autorisé à vous dire ou pas. Je propose de nous limiter à ce que nous avons déjà dit. » On devait savoir davantage mardi après-midi sur le plan soviétique, une « communication » sur le Golfe du ministère des affaires étrangères étant attendue au Parlement.

Tout laisse penser que ce plan prévoit le retrait des troupes irakiennes du Koweït, que les Soviétiques ont constamment réclamé depuis le début de la crise, et sur lequel ils ont abondamment insisté ces derniers jours. Selon M. Sergueï Grigoriev, porte-parole adjoint du Kremlin, l'exigence de retrait inconditionnel du Koweït serait assortie de la promesse « que l'Irak survive au conflit et qu'il n'y aura plus d'ingérence dans ses affaires intérieures ». Plus précisément, le plan, visant à permettre au président irakien de sauver la face, proposerait le maintien des frontières et des structures étatiques de l'Irak, l'absence de représailles contre le gouvernement de Bagdad, la promesse faite par

l'URSS qu'elle ferait son possible pour que soit débattue la question palestinienne une fois la guerre finie. On voit ici réapparaître le but affiché depuis de très nombreuses années par le Kremlin d'organiser une conférence internationale sur le Moyen-Orient.

Pressé par le temps, car les alliés, en particulier les États-Unis, n'ont pas caché que la phase terrestre des combats n'allait pas tarder dans le Golfe, M. Mikhail Gorbatchev dispose d'une très faible liberté de manœuvre. Il souhaite maintenir sa fidélité aux résolutions du Conseil de sécurité, mais ne veut pas, notamment en raison de la pression des milieux conservateurs et de certains cercles militaires, voir l'Irak, qui fut l'un des plus anciens alliés de l'URSS au Proche-Orient, trop durement frappé. Le conseiller militaire du président, le maréchal Sergueï Akhromeev, a encore critiqué lundi les bombardements alliés « contre le peuple et l'économie » de l'Irak. « Cela ne peut être toléré plus longtemps », a-t-il ajouté dans une interview avec l'agence Interfax. — (Interfax)

Les embarras des États-Unis

Suite de la première page

Il n'empêche que les États-Unis ne peuvent de toute évidence pas ignorer une démarche qui, si elle trouvait un écho favorable à Bagdad, mettrait M. Bush au pied du mur. Il lui faudrait alors soit accepter de se voir frustré du fruit de sa victoire, ou du moins du fruit qu'il convoite le plus : la liquidation de Saddam Hussein, soit reconnaître ouvertement que les États-Unis avaient trompé le monde et leurs alliés et que leurs objectifs réels dépassaient largement la libération du Koweït.

« Les éclairages de M. Primakov »
Même si la tentation d'aller jusqu'au bout est très grande, même si l'opinion souhaite dans sa grande majorité avoir « la peau » de Saddam, un certain nombre d'élus et d'observateurs, y compris parmi ceux qui avaient poussé à la guerre, commencent à mettre en garde M. Bush contre pareil excès de zèle : le plus grand

plus important. Pourquoi ce plan n'a-t-il pas fait l'objet d'une concertation préalable avec Washington ? « L'URSS n'est pas encore une puissance de second ordre », a répondu M. Primakov. Et il a ajouté que les États-Unis auraient grand tort de lancer une offensive terrestre avant que ne soit connue la réponse de Bagdad. De combien de temps dispose l'Irak pour donner cette réponse, a-t-on encore demandé à M. Primakov. « Il faut que M. Tarek Aziz rentre à Bagdad », a-t-il répondu, et cela serait allé plus vite si un général américain n'avait pas annoncé qu'il pourrait se faire tirer dessus » (les porte-parole du Pentagone, interrogés lors de divers briefings, avaient refusé d'évoquer la possibilité de donner à l'émir irakien une garantie de sécurité). Mais, a ajouté le responsable soviétique, il n'est pas vraiment nécessaire que M. Tarek Aziz retourne ensuite à Moscou. Ce qui veut dire que M. Saddam Hussein peut répondre directement, et sans doute publiquement, à une proposition qui s'appelle pas de discussions supplémentaires. Manière de suggérer qu'elle est à prendre ou à laisser.

JAN KRAUZE

Un projet en quatre points selon le quotidien « Bildzeitung »

Selon des informations publiées mardi 19 février par le quotidien populaire allemand Bildzeitung, la présidence soviétique, M. Mikhail Gorbatchev, a présenté un plan de paix en quatre points à M. Tarek Aziz, ministre irakien des affaires étrangères :

1. L'Irak retire sans conditions ses troupes du Koweït occupé pour rendre possible « une paix rapide ».
2. L'Union soviétique se prononce pour un « maintien de la structure étatique et des frontières de l'Irak ».
3. L'Union soviétique s'oppose à « toute mesure punitive, y compris contre Saddam Hussein personnellement ».
4. Des négociations doivent s'engager sur tous les autres problèmes du Proche-Orient, y compris la question palestinienne.

Les alliés ne se prononcent pas sur les propositions soviétiques

Secret mal gardé que le « plan de paix » de M. Gorbatchev, dont le contenu sans surprise a été révélé à la fois par une fuite du Kremlin et, en Allemagne, par le quotidien Bild qui garde, comme en bon vieux temps, la primauté des informations confidentielles et du provenance de Moscou. Mais secret qui aura permis aux principaux membres de la coalition, informés par un message de M. Gorbatchev et par des entretiens téléphoniques avec le ministre des affaires étrangères soviétique, M. Alexandre Bessmertnykh, de n'avoir pas à se prononcer officiellement sur son contenu ni à faire de promesses sur la réponse de M. Saddam Hussein. Selon M. Ignatenko, porte-parole de M. Gorbatchev, cette réponse était attendue mardi 19 février, tandis qu'un conseiller de politique étrangère, M. Nikolai Chichine, pouvait mardi matin de « deux à trois jours ».

Persoane, on a donc fait de commentaire sur la perspective qu'ouvrent les propositions soviétiques, à savoir la possibilité pour M. Saddam Hussein de sauver son régime s'il accepte de demander un cessez-le-feu pour se retirer inconditionnellement du Koweït. Dans toutes les capitales coccroisées, on a fait valoir que l'URSS avait demandé la discrétion. Le porte-parole de la Maison Blanche a ajouté qu'en revanche elle n'avait pas demandé de suspendre les opérations sur le terrain ni les préparatifs de l'offensive terrestre et que par conséquent la campagne militaire « suivait son cours ». Inquiet tout de même, M. Shamir a déclaré « compter sur les États-Unis pour agir

avec perspicacité » après la démarche soviétique. « Les chances de relancer le processus de paix ne se présenteront qu'à la fin de la guerre », a-t-il estimé.

Les plus bruyants auront été lundi les Allemands, qui recevaient le ministre irakien des affaires étrangères à Bonn et qui n'ont apparemment pas eu envie de jouer l'effacement dans la crise. Le chancelier n'a pas même attendu la fin des entretiens du Kremlin pour téléphoner à M. Gorbatchev, qui a dû interrompre sa conversation avec M. Tarek Aziz pour lui répondre. Ce rendez-vous téléphonique était prévu depuis plusieurs jours, a fait valoir le porte-parole de la chancellerie, en précisant qu'il avait porté sur le plan de paix de M. Gorbatchev, mais pas sur les réactions irakiennes (c'était trop tôt) et que d'autres sujets avaient été abordés.

On retrouve, nous indique notre correspondant à Bonn, Luc Rosenzweig, dans le communiqué publié mardi par le ministre allemand des affaires étrangères après les entretiens entre M. Hans-Dietrich Genscher et son collègue irakien, Ali Akbar Velayati, à peu près les mêmes préoccupations que celles reléguées par le plan de paix soviétique tel que divulgué par Bild : Bonn et Téhéran « espèrent que l'Irak acceptera les résolutions du Conseil de sécurité, créant ainsi les conditions d'un arrêt des hostilités. Les deux ministres se sont préoccupés de l'instauration d'un ordre de paix stable dans la région, et se sont mis d'accord sur le fait que l'intégrité territoriale de l'Irak ne devait pas être mise en

cause. La solution des graves problèmes concernant la région doit venir de la région elle-même. L'Allemagne et l'Europe auront alors un rôle éminent et responsable à jouer ».

M. Velayati devait poursuivre, mardi, ses entretiens politiques à Bonn, qui devraient aboutir à une intensification des relations politiques, économiques et culturelles entre l'Allemagne et l'Irak. Bonn, qui a toujours cultivé des relations privilégiées avec Téhéran — M. Genscher aime à rappeler qu'il avait condamné en son temps l'agression irakienne contre l'Iran — entend ainsi mettre un terme définitif aux conflits qui avaient surgi à la fin de l'ère Khomeiny.

Après Rome, Moscou et Bonn, il était question que M. Velayati se rende à Paris où l'on confirmait mardi que cette visite était « à l'étude ». Se posant, lui aussi, en artisan du rétablissement de la paix dans le Golfe, l'Iran met à profit la situation pour renforcer son assise diplomatique. Lors de son escale obligée à Téhéran, lundi soir, M. Tarek Aziz devait rencontrer le président Rafsanjani. Le Téhéran Times continuait lundi de présenter le communiqué irakien de la semaine dernière comme « un signe prometteur », tandis que l'Ibidjalestah Ahmad Khomeiny dénonçait sur Radio-Téhéran la réaction américaine à l'acceptation « explicite et sans ambiguïté » par Bagdad de la résolution 660 du Conseil de sécurité. — (AFP, AP, Reuters)

coalition anti-irakienne, en leur demandant de respecter la confidentialité. M. Vitali Ignatenko, le porte-parole de M. Gorbatchev, a cependant indiqué qu'il s'agissait d'un « programme très détaillé » prévoyant « un large spectre des problèmes qui pourraient être résolus dans le Golfe ». Il a ajouté que les propositions soviétiques avaient été accueillies « avec intérêt et compréhension » par les Irakiens, qui ont fait valoir que le communiqué publié vendredi 15 février par le Conseil de commandement de la révolution contenait « non pas des conditions mais un programme ». « C'est déjà une différence », a-t-il ajouté, soulignant ainsi l'assouplissement des positions irakiennes par rapport à vendredi dernier.

« Il faut une réponse immédiate pour éviter une escalade de la guerre », a encore dit M. Ignatenko, estimant qu'il y avait « plus d'espoir » après les entretiens du Kremlin qu'une semaine plus tôt. Bien que pressé de questions

par les journalistes, il n'a pas voulu en dire plus, déclarant sans humour : « Je ne sais plus ce que je suis autorisé à vous dire ou pas. Je propose de nous limiter à ce que nous avons déjà dit. » On devait savoir davantage mardi après-midi sur le plan soviétique, une « communication » sur le Golfe du ministère des affaires étrangères étant attendue au Parlement.

Tout laisse penser que ce plan prévoit le retrait des troupes irakiennes du Koweït, que les Soviétiques ont constamment réclamé depuis le début de la crise, et sur lequel ils ont abondamment insisté ces derniers jours. Selon M. Sergueï Grigoriev, porte-parole adjoint du Kremlin, l'exigence de retrait inconditionnel du Koweït serait assortie de la promesse « que l'Irak survive au conflit et qu'il n'y aura plus d'ingérence dans ses affaires intérieures ». Plus précisément, le plan, visant à permettre au président irakien de sauver la face, proposerait le maintien des frontières et des structures étatiques de l'Irak, l'absence de représailles contre le gouvernement de Bagdad, la promesse faite par



UN RÉQUISITOIRE CONTRE CES "SACRÉES GUERRES"

348 pages 66F



POUR COMPRENDRE LES DESSOUS DE L'ACTUALITÉ

128 pages 40F



Le réveil de l'Islam

ROBERT DU MOULIER



L'IDÉOLOGIE ARABE LA PLUS RÉPANDUE DANS LE MONDE MUSULMAN

348 pages 115F

CERF INFORMATIONS : 45 55 57 38

« Il faut une réponse immédiate pour éviter une escalade de la guerre », a encore dit M. Ignatenko, estimant qu'il y avait « plus d'espoir » après les entretiens du Kremlin qu'une semaine plus tôt. Bien que pressé de questions

par les journalistes, il n'a pas voulu en dire plus, déclarant sans humour : « Je ne sais plus ce que je suis autorisé à vous dire ou pas. Je propose de nous limiter à ce que nous avons déjà dit. » On devait savoir davantage mardi après-midi sur le plan soviétique, une « communication » sur le Golfe du ministère des affaires étrangères étant attendue au Parlement.

Tout laisse penser que ce plan prévoit le retrait des troupes irakiennes du Koweït, que les Soviétiques ont constamment réclamé depuis le début de la crise, et sur lequel ils ont abondamment insisté ces derniers jours. Selon M. Sergueï Grigoriev, porte-parole adjoint du Kremlin, l'exigence de retrait inconditionnel du Koweït serait assortie de la promesse « que l'Irak survive au conflit et qu'il n'y aura plus d'ingérence dans ses affaires intérieures ». Plus précisément, le plan, visant à permettre au président irakien de sauver la face, proposerait le maintien des frontières et des structures étatiques de l'Irak, l'absence de représailles contre le gouvernement de Bagdad, la promesse faite par

l'URSS qu'elle ferait son possible pour que soit débattue la question palestinienne une fois la guerre finie. On voit ici réapparaître le but affiché depuis de très nombreuses années par le Kremlin d'organiser une conférence internationale sur le Moyen-Orient.

Pressé par le temps, car les alliés, en particulier les États-Unis, n'ont pas caché que la phase terrestre des combats n'allait pas tarder dans le Golfe, M. Mikhail Gorbatchev dispose d'une très faible liberté de manœuvre. Il souhaite maintenir sa fidélité aux résolutions du Conseil de sécurité, mais ne veut pas, notamment en raison de la pression des milieux conservateurs et de certains cercles militaires, voir l'Irak, qui fut l'un des plus anciens alliés de l'URSS au Proche-Orient, trop durement frappé. Le conseiller militaire du président, le maréchal Sergueï Akhromeev, a encore critiqué lundi les bombardements alliés « contre le peuple et l'économie » de l'Irak. « Cela ne peut être toléré plus longtemps », a-t-il ajouté dans une interview avec l'agence Interfax. — (Interfax)

« Les éclairages de M. Primakov »
Même si la tentation d'aller jusqu'au bout est très grande, même si l'opinion souhaite dans sa grande majorité avoir « la peau » de Saddam, un certain nombre d'élus et d'observateurs, y compris parmi ceux qui avaient poussé à la guerre, commencent à mettre en garde M. Bush contre pareil excès de zèle : le plus grand

LA GUERRE DU GOLFE

La situation militaire

Les forces de la coalition maintiennent leur pression

Dans l'attente de la réponse irakienne au plan de paix proposé lundi 18 février par M. Gorbatchev, les forces alliées accentuent leur pression militaire sur le terrain. Les patrouilles en territoire koweïtien et irakien se multiplient.

DHARHAN

de notre envoyé spécial

Dornnavant, le nez collé sur la frontière, les soldats attendent, partagés entre l'espoir d'éviter un assaut terrestre qu'ils savent devoir être meurtrier et le désir d'en finir au plus vite « mission accomplie ». La plupart, toutefois, avouent qu'un règlement diplomatique ne les décevrait pas et, si mince que soit aujourd'hui l'espoir d'une solution négociée, beaucoup s'y raccrochent, tout en se préparant à cet assaut dont la menace reste bien réelle.

Contrairement aux semaines précédentes, quand les patrouilles irakiennes venaient tester les défenses alliées et voir à qui ils avaient affaire, l'initiative est aujourd'hui

du côté des soldats de la coalition qui, traversant leurs propres défenses, vont « chercher » les troupes irakiennes et étudier de plus près les systèmes de protection qu'ils auront à franchir lors de cette offensive terrestre.

Ces patrouilles de reconnaissance ont provoqué, ces dernières vingt-quatre heures encore plusieurs escarmouches le long des frontières irakienne et koweïtienne, au cours desquelles les forces britanniques et américaines ont ramené de nouveaux prisonniers de guerre. Un de ces accrochages a de plus opposé, près de la frontière koweïtienne — où sont déployées les troupes arabes — une patrouille saoudienne, koweïtienne et américaine à six véhicules blindés irakiens. Deux de ces blindés auraient été détruits, les quatre autres ayant regagné leur base.

Missions annulées

Ces incidents, qui pourraient dégénérer en un affrontement plus large, sont, en tout cas, le signe

évident de la volonté des troupes alliées de ne pas relâcher leur pression au moment où la diplomatie semble reprendre un peu le dessus. Cet espoir semble aussi jouer du côté irakien où, depuis trois ou quatre jours, les déserteurs se font rares.

Le mauvais temps qui sévit de nouveau dans la région a toutefois conduit à l'annulation de plusieurs missions de bombardement, réduisant à 2 400 sorties aériennes, au lieu de 2 600 à 2 800 habituellement, l'activité des alliés.

Un nouveau pays, les Emirats arabes Unis, est venu se joindre à cette campagne, engageant pour la première fois ses Mirage 2000, qui ont effectué, selon les déclarations du porte-parole saoudien, confirmées par les autorités d'Abou Dhabi, quatre sorties contre des sites logistiques. Avec l'entrée en lice des Emirats arabes unis, ce sont désormais, à l'exception d'Oman, tous les pays du Golfe qui se sont joints à la campagne aérienne alliée contre l'Irak. La participation des pays du Conseil de coopération du Golfe — Arabie

saoudite, Koweït, Bahrein, Qatar, Emirats arabes unis, Oman — est régulièrement soulignée par le porte-parole saoudien, alors même que certains Etats, comme Bahrein n'ont jamais fait mention de l'activité de leur aviation et aimeraient visiblement mieux se faire oublier.

Deux navires américains sérieusement endommagés

C'est toutefois sur le plan naval que s'est produit lundi, dans la nuit, le plus grave incident qui ait touché jusqu'à maintenant la formidable armada déployée dans les eaux du Golfe. Deux navires américains, l'*USS Tripoli*, porte-hélicoptères avec des bateaux d'assaut amphibies, et l'*USS Princeton*, l'un des derniers-nés des croiseurs lance-missiles, ont heurté deux mines à 18 kilomètres de distance l'une de l'autre. Les explosions ont provoqué des dégâts importants et blessé en tout sept marins : trois — dont un sérieusement — à bord du *Princeton*, et quatre légèrement sur le *Tripoli*. Les trois blessés du *Princeton* ont été transférés sur un navire-hôpital britannique.

On ignore si les explosifs en cause étaient des mines plus perfectionnées amarrées au fond des eaux du Golfe et qui sont attirées par la signature magnétique ou acoustique du passage d'un bateau. Une mine de contact à l'équivalent de 100 kilos de TNT, alors qu'une mine amarrée représente environ 400 kilos de TNT. Si, selon le porte-parole américain, l'*USS Tripoli*, qui peut embarquer deux mille marins avec six cent trente hommes d'équipage, demeure pleinement opérationnel, le *Princeton*, qui embarque trois cent soixante hommes d'équipage, tournerait à 50 % de sa puissance.

Le risque de heurts des mines était souligné par les marins depuis le début de l'opération « Tempête du désert » tant le Golfe

présentait de dangers à cet égard, à la fois avec les mines de la guerre Iran-Irak et avec celles que l'Irak continuerait à larguer, selon les porte-parole alliés, à partir de petits bateaux difficilement repérables et très nombreux. Plus de quatre-vingts mines ont déjà été détruites et leur chasse, à laquelle participent à la fois les marines saoudiennes, britanniques et américaines, se poursuit activement depuis le début du déploiement maritime allié.

L'*USS Tripoli* est l'un des quatre porte-hélicoptères faisant partie des trente et un navires qui se dirigent vers le nord du Golfe dans la perspective d'un éventuel débarquement, à propos duquel une évidente publicité, qui contraste singulièrement avec le secret observé par ailleurs, est faite.

Ces incidents risquent toutefois de retarder cette option tant on souligne que, avant tout débarquement, au moins un chenal devrait être à peu près dégagé. Certains experts militaires se montrent d'ailleurs sceptiques sur l'efficacité d'une opération amphibie, qui, compte tenu de la configuration de la côte koweïtienne et des défenses qui y sont installées, risquerait d'être très meurtrière.

Même court, le temps de nouveau donné à la diplomatie devrait permettre aux stratégies militaires de peser encore leur plan de bataille, dans lequel l'élément de surprise demeure primordial.

Ce nouveau et sans doute dernier round diplomatique a cependant créé ici un certain sentiment de malaise dans la mesure où le principal but recherché, au-delà de la libération du Koweït, reste la chute du régime de Saddam Hussein. C'est peut-être cette victoire que le président irakien se refuse aujourd'hui à donner à ses ennemis, qui vivent déjà comme on cauchemar secret la permanence de son pouvoir, même affaibli.

FRANÇOISE CHIPAUX

La guerre aurait déjà fait plus de vingt mille morts a déclaré le vice-premier ministre irakien

Plus de vingt mille personnes ont d'ores et déjà péri et soixante mille autres ont été blessées au cours des vingt-six premiers jours de la guerre du Golfe, a déclaré en Iran le vice-premier ministre irakien M. Saadoun Hamadi, rapporte mardi 19 février un journal iranien. Le quotidien *Djornhuri Eslami* écrit que M. Saadoun Hamadi a fait état de ces chiffres lors d'une rencontre avec le vice-ministre iranien des Affaires étrangères, M. Ali Mohammad Recharazi, près de l'agence iranienne IRNA.

Le vice-premier ministre a ajouté dans l'entretien avec le quotidien iranien que la guerre avait déjà causé pour 200 milliards de dollars de dégâts en Irak même. Le compte rendu fait par IRNA de l'entretien ne donne pas d'autres détails. M. Saadoun Hamadi s'était rendu à Téhéran la semaine dernière pour transmettre la réponse de l'Irak à une initiative de paix iranienne. Cité par M. Ali Mohammad Recharazi, il avait alors déclaré au président iranien Ali Akbar Hashemi Rafsanjani que l'objectif des Etats-Unis et de leurs alliés était en fait d'annihiler l'Irak. — (Reuters)

○ Sauvetage d'un pilote américain. — Le porte-parole américain à Ryad, le général Richard Neal, a annoncé lundi 18 février, que des hélicoptères américains avaient secouru un pilote américain qui s'était éjecté de son chasseur F-16 à 60 kilomètres à l'intérieur des territoires sous contrôle irakien. Il a précisé que l'avion s'était écrasé au cours de combats. Les unités de récupération « ont établi que le pilote était indemne, puis elles ont organisé et exécuté un sauvetage à 60 kilomètres à l'intérieur du territoire ennemi », dit le général Neal. — (Reuters)

Où l'on reparle du « super-canon » irakien...

Le gouvernement britannique avait été averti à plusieurs reprises que des acélérateurs anglais étaient impliqués dans la fabrication d'éléments d'un « super-canon » irakien, et-on apprit lundi 18 février à la BBC.

Selon l'ingénieur britannique Christopher Crowley, qui a participé à ce projet de construction d'une pièce d'artillerie à très longue portée (480 kilomètres), des

misés au garde avaient été adressées aux dirigeants britanniques par des employés de ces sociétés, des représentants des douanes et un député conservateur. Le projet avait été mis en œuvre par un Américain d'origine canadienne, George Bull, assassiné dans des conditions mystérieuses le 22 mars 1990 à Bruxelles.

M. Crowley a également accusé des ministres jordaniens

at un haut fonctionnaire du ministère belge de la défense d'avoir reçu des pots-de-vin pour fermer les yeux sur l'exportation illégale de poudre destinée à ce super-canon, dont un exemplaire serait opérationnel près de la ville de Bagdad, au centre de l'Irak. Cet explosif spécial, produit par les Poudreries réunies de Belgique, aurait été livré à l'Irak via la Jordanie. — (AFP)

Sur la base d'El Ahsa

« Nous faisons notre part du boulot et nous la faisons bien »

affirment les pilotes de Jaguar français

RYAD

de notre envoyé spécial

Les aviateurs français font ce qu'on leur dit de faire avec le matériel mis à leur disposition. Et leur rôle, dans une éventuelle offensive terrestre, sera tout sauf secondaire. Après le général Raymond Germainot à Paris (le *Monde* du 19 février), c'est l'état-major de l'opération « Daguet » à Ryad qui a tenté, lundi 18 février, d'effacer le souvenir produit par les déclarations de deux pilotes qui avaient mis en cause la vétusté de leurs avions et la modicité de leur participation aux opérations (le *Monde* du 16 février).

Ainsi, c'est au général Claude Solanet, adjoint du général Michel Roquejeoffre, qu'il incombait de présenter l'exposé quotidien des forces armées françaises. Sans jamais désavouer sur le fond les critiques formulées par les pilotes, le général a rejeté sur le pouvoir politique la responsabilité de la définition des missions des aviateurs.

« Un avion un peu vieux »

Le général, qui a estimé les sorties françaises à environ « 5 % du total des sorties alliées », a affirmé que ce niveau d'engagement était « une décision politique. Les autorités françaises ont décidé que nous étions engagés à ce niveau-là. Je n'ai pas d'état d'âme là-dessus. »

« C'est vrai que le Jaguar est un avion un peu vieux et que son système est un peu rustique », a reconnu pour sa part un pilote qui participait au point de presse au côté du général Solanet. Compte tenu des missions dévolues aux aviateurs français, ce pilote a néanmoins estimé que ces appareils étaient adaptés. « On arrive à mettre nos bombes sinon directement ou but, du moins suffisamment près », a-t-il ajouté.

« Même si les Jaguar sont anciens, ils font du bon travail et ils continueront à en faire », expliquait au même moment, à quelques centaines de kilomètres, le colonel Marc Amberg, « patron » de la base d'El Ahsa, qui recevait le pool des envoyés spéciaux. « Notre objectif n'est pas de faire du bilan, pour faire du bilan. Je ne regarde pas dans la soupe du voisin. Peut-être

qu'effectivement, nous suivons les Américains, mais nous le faisons avec nos moyens. Il est inutile de dire « si l'avion tel ou tel matériel... », on se qu'on a, on fait ce qu'on fait, et il faut déjà le faire. Même si on ne représente qu'une petite partie du dispositif d'ensemble, on fait notre part du boulot, et on le fait bien. En comparaison avec les forces alliées, nous ne nous sentons pas ridicules, loin de là. »

Prêts à davantage de risques

Mais les aviateurs français, qui estiment désormais avoir fait passer le message qu'ils souhaitent faire passer, se concentrent sur le

rôle qui leur sera imparti en cas d'attaque terrestre. Et tout indique que ce rôle devrait être difficile, voire périlleux.

Au premier jour de la guerre, alors que quatre de leurs appareils avaient été touchés par les défenses au sol ennemies et un pilote blessé à la tête, ils avaient décidé, explique le colonel Amberg, de « changer de tactique » afin de « préserver le potentiel ». En clair, les nouvelles procédures d'attaque ont consisté à effectuer les vols à haute altitude.

Dès que les opérations s'engageront, leur nouvelle mission consistera notamment à expliquer le général Solanet, à nettoyer le terrain devant les troupes du disposi-

tif « Daguet », ou « plus loin, dans la zone qui intéresse nos troupes ». « Sans compter que nous pouvons aussi intervenir en dehors de cette zone », a tenu pour sa part à préciser le colonel Amberg.

En tout état de cause, il faudra bien, pour atteindre un maximum de précision sur un champ de bataille, où régnera la plus grande confusion, et notamment éviter de « tuer ses amis », se résoudre à voler à plus basse altitude tout en étant conscients qu'on encourt ainsi davantage de risques. Les aviateurs français affirment aujourd'hui y être prêts.

DANIEL SCHNEIDERMAN

Le magazine américain « Forbes » juge l'armement français dépassé

NEW-YORK

de notre correspondant

Pourquoi, lors de leurs attaques aériennes, les pilotes français utilisent-ils des Jaguar au lieu de Mirage 2000 ? Pour éviter que la marine américaine ne confonde la chasse française avec les mêmes appareils précédemment vendus par la France à l'Irak (1). Mais il y a plus grave que ce retour de bâton, affirme le magazine économique *Forbes* dans son édition à paraître le 4 mars. La guerre du Golfe démontre que la plupart des armements français sont dépassés et que ceux dont l'Irak dispose sont « heureusement de seconde catégorie » et en retard d'une génération par rapport aux meilleurs équipements utilisés par les Etats-Unis.

Cette guerre est le meilleur terrain d'expérimentation des matériels militaires dont on puisse rêver. Les équipements américains ont largement apporté la démonstration de leur supériorité dans cet exercice, indique le magazine des milieux d'affaires conservateurs, rapportant les propos d'un parlementaire français selon lesquels « les pays du Golfe seront équipés à l'avenir en matériels américains et la France devra se contenter de ramasser les initiales que nos alliés

américains voudront bien nous laisser ».

A l'appui de son analyse, passablement orientée, *Forbes* indique que l'Irak n'a procédé au lancement que d'un seul Exocet alors que tout le monde se souvient du succès de ce missile, de fabrication française, lors de la guerre des Malouines ou, plus récemment, à l'occasion de l'attaque irakienne dirigée en 1987 contre le navire américain *Stark* (et qualifiée ultérieurement par Bagdad de simple « erreur »).

« L'Exocet a fait son temps »

A présent, affirme le magazine, ces missiles ne constituent plus une menace face aux systèmes de contrôle-radar dont est équipée la marine américaine, ce que confirme par ailleurs le succès remporté par un pilote saoudien lorsque, à bord de son F-15, il a abattu un chasseur irakien porteur de deux missiles de cette catégorie. « L'Exocet a fait son temps. Il est dépassé par les missiles GBU-15 fabriqués par Rockwell International et qui ont détruit de nombreuses installations en Irak », écrit la revue américaine.

Par ailleurs, poursuit le bi-men-

suel, le Mirage F-1, qui constitue l'appareil de base de la chasse irakienne, a vingt ans d'âge et peut être assimilé au chasseur F-4 dont les Etats-Unis ont cessé la production il y a dix ans. Dessaut Aviation travaille certes sur une nouvelle génération de chasseur, mais elle ne sera disponible que dans cinq ans « et ne sera guère en avance sur le F-16 de General Dynamics et le F-18 de McDonnell Douglas, si ce n'est par son prix, voisin de 100 millions de dollars par exemplaire, frais d'adaptation compris », affirme-t-il.

La France, dont le budget de la défense représente le dixième du budget militaire américain, s'est toujours livrée à une politique « agressive d'exportation » de ses matériels, mais l'industrie française de l'armement, créée par le général de Gaulle dans sa forme moderne et qui emploie 300 000 personnes, « est surdimensionnée » pour un pays de 24 millions de salariés dont le produit national brut représente le cinquième de celui des Etats-Unis, conclut le magazine.

SERGE MARTI

(1) La France a vendu à l'Irak des Mirage F1, qui n'ont pas la même silhouette que le Mirage 2000. Elle n'a pas vendu de Mirage 2000 à l'Irak.

Des masques à gaz danois refusés par Israël

COPENHAGUE

de notre correspondante

Le gouvernement danois, qui avait proposé aux autorités israéliennes de leur adresser 25 000 masques à gaz à l'intention des Palestiniens, a reçu un « non, merci » poli. L'ambassade de l'Etat hébreu à Copenhague a justifié ce refus en expliquant que la modèle danois des masques à gaz était ancien et ne répondait pas aux normes fixées en Israël.

Les Danois n'ont pas très bien compris. Ils ont même été un peu vexés car ces masques à gaz étaient exactement les mêmes que ceux qui avaient été envoyés, quinze jours auparavant, à 45 000 exemplaires en Turquie où l'on s'en était déclaré fort satisfaits.

Les dirigeants danois ont malgré tout décidé de les faire parvenir aux Palestiniens, mais par le canal d'une organisation des Nations unies (UNRWA).

Une procédure qui n'est pas tout à fait la même puisque les masques à gaz proposés à Tel-Aviv auraient été auparavant « éprouvés » et un conséquence leur expédition n'aurait posé aucun problème juridique. En revanche, pour l'UNRWA, il s'agit d'un don et la Folketing

(Parlement danois), devra l'approuver, budget et règlement obligent.

La Suède et la Norvège avaient déjà envoyé, quelques jours auparavant, des masques à gaz aux Palestiniens par l'intermédiaire de l'UNRWA et les experts israéliens qui les avaient examinés les avaient également trouvés très inférieurs en qualité aux normes arrêtées en Israël.

Selon certains techniciens, les Israéliens, par ailleurs, craignent que ces masques anciens ne résistent pas aux gaz extrêmement toxiques que M. Saddam Hussein aurait l'intention d'utiliser.

CAMILLE OLSEN

○ Une aide d'urgence de 18 millions de dollars à la Grande-Bretagne. — Le Danemark a décidé d'octroyer une aide de 100 millions de couronnes (18 millions de dollars) à la Grande-Bretagne pour soutenir ses efforts dans la guerre du Golfe, mais a refusé toute assistance militaire, a-on appris, samedi 16 février, de source parlementaire à Copenhague. — (AFP)

Des détenus américains se portent volontaires pour combattre

Patriotes dans l'âme ou désireux d'échapper à la prison, des détenus d'une prison du Kentucky se sont portés volontaires pour aller servir dans le Golfe. « J'imagine qu'ils ont tous vu (le film) les Douze Salopards », a commenté le président du Bureau des remises en liberté sur parole, John Runda. Dans ce film, datant de 1967, douze soldats prisonniers se voient offrir la liberté à l'acceptation de participer à une mission suicide lors de la Seconde guerre mondiale.

Environ vingt-cinq détenus, condamnés pour vol et pour meurtre, ont proposé leurs ser-

vices, a précisé M. Runda, en échange de leur libération. L'un d'entre eux, un réserviste, s'est d'ailleurs affectivement appelé par l'armée pour combattre dans le Golfe. « Evidemment, il ne peut pas aller », a commenté le porte-parole.

« Toute personne qui se trouve en prison et pense pouvoir y échapper en se rendant au Proche-Orient se trompe tristement, et pour sa part commenté un recruteur des marines. Les personnes coupables de délit criminel ne sont généralement pas acceptées dans les forces armées. » — (AFP)

هنا من الاصل

LA GUERRE DU GOLFE

Le débat entre l'armée et la presse

Une « école française » de « couverture » de la guerre

La liberté de la presse et la censure étaient au centre de l'épreuve de force qui a opposé, le 18 février, le ministère de la défense aux télévisions françaises. Une « école française » pourrait se dégager : la désignation d'une dizaine de journalistes seuls habilités à suivre en permanence les opérations.

RYAD

de notre envoyé spécial

Faut-il montrer la guerre et son cortège d'horreurs, de moins en moins « chirurgicales » à mesure que se développera une éventuelle offensive terrestre ? Faut-il que, chaque soir, tous les téléspéctateurs français, y compris éventuellement les familles des intéressés, subissent de plein fouet le visuel de corps mutilés ou carbonisés ? Et sinon, à qui faire assumer ce qu'il faudra bien alors appeler la censure ? A l'armée ou, solution plus audacieuse, aux journalistes eux-mêmes ?

Les réponses à ces questions, au moins aussi vieilles que le siècle, sont ruses moins qu'évidentes. M. Pierre Joxe, qui s'est personnellement chargé du dossier, se les pose depuis son arrivée au ministère de la défense.

Elles sont au centre de l'épreuve de force qui, toute la journée du lundi 18 février, a opposé, sur place, le ministère de la défense aux représentants des télévisions françaises en Arabie saoudite - à défaut de leurs hiérarchies parisiennes, qui semblent jouer dans l'affaire un rôle modérateur - et ont conduit les envoyés spéciaux des télévisions à « boycotter » l'armée française. La suspension de ce boycottage pour la journée de mardi ne doit pas faire illusion. En cas de déclenchement de la bataille terrestre, l'épreuve de force entre le gouvernement et les chaînes de télévision ne pourrait que se durcir.

Au cours de son dernier séjour à Ryad, la semaine dernière, M. Joxe avait été le terrain auprès des envoyés spéciaux. Il s'était déclaré

prêt à faciliter aux organes de presse écrite des séjours prolongés de vingt-quatre à trente-six heures au sein des unités, mais il avait avancé avec une certaine prudence, argument de la nécessité dans un premier temps de « tester la formule » pour vérifier que les unités étaient capables de supporter ces intrusions.

Un test pour M. Joxe

Avec un enthousiasme qui eût surpris plus d'un, le hiérarchie militaire, à Ryad, embolisa le pas à son ministre et se montra même plus ouverte encore : l'armée était toute disposée à accueillir, dès lundi 18 février, huit journalistes (un par « type » de média) pour séjourner vingt-quatre heures dans les unités. En fait, il semble bien que les « patrons » de régiment, isolés depuis de longs mois dans le désert saoudien, soient souvent eux-mêmes demandeurs de reportages qui fassent connaître leur action.

C'est alors que M. Joxe imposa que les journalistes de télévision ainsi « immergés » viennent sans cadreur : on leur prêterait le concours des techniciens - militaires - de l'ECPA (Etablissement

cinématographique et photographique des armées). Après tout, les chaînes, depuis le début de la guerre, n'utilisent-elles pas couramment des images de l'ECPA pour compléter leurs propres reportages ? Mais les sujets « de complément » sont une chose, et la couverture de la bataille proprement dite en est une autre. Hier, dans les états-majors des chaînes qui interviennent auprès de M. Joxe, la volte-face du ministre qui, pour gagner quelques jours, imposa que l'on en revienne à sa formule initiale du « test ». La volonté du ministre d'éviter aux familles de soldats, notamment, mais aussi - inutile de se le cacher - à l'opinion française tout entière, un déluge d'images traumatisantes, peut se comprendre. Pour autant, cette réticence à accepter les cadres au front est d'autant plus étonnante que les militaires français à Ryad, croyant leur système définitivement accepté par le pouvoir politique, s'étaient préparés à faire face à tous les journalistes candidats à ces « immersions », la promesse de soumettre leurs reportages à la censure militaire.

Cette fois, il n'aurait plus suffi, comme au cours du mois écoulé, de s'engager à ne pas diffuser de renseignements stratégiques ni

d'images attentatoires à la « dignité humaine ». Il se serait bel et bien agi d'une lecture ou d'un visionnage préalable des reportages, conformément au statut des correspondants de guerre de 1944. On aurait peut-être pu filmer les cadavres mais pas diffuser, au moins immédiatement, les images.

Ce système, après tout, était comparable à celui pratiqué par les journalistes américains dont tous les articles et reportages sont vus par l'armée avant diffusion ou publication. Mais, dans l'entourage de M. Joxe, on affirmait lundi soir - les positions dans ce débat étant mouvantes de jour en jour - ne pas vouloir s'aligner, en la matière, sur les Américains. Et, à mots couverts, on dégageait les grands traits de ce qui pourrait être une « école française » de la « couverture » de la guerre.

Une sélection autoritaire

Il s'agirait de désigner parmi les journalistes, de façon si possible consensuelle, un tout petit nombre d'entre eux - une dizaine au grand maximum - qui, seuls, seraient habilités à suivre quasiment en permanence les opérations combattantes, tous leurs confrères devant

se contenter de séjours très brefs, de l'ordre d'une heure ou deux.

Ces journalistes, soulignait-on, devraient être choisis de préférence parmi les habitués de longue date des problèmes de défense. Faut-il d'un accord entre les reporters, indiquait-on encore au cabinet du ministre, tout le système serait annulé et la presse tout entière réduite à la portion congrue des visites d'élitisme à l'arrière de l'avant.

Selon qu'on la considère avec bienveillance ou non cette proposition encore une fois formulée de M. Joxe peut s'interpréter comme la manifestation d'une volonté de tout faire pour éviter la censure militaire ou bien comme une tentative particulièrement habile et sornoise de faire organiser et assumer l'autocensure par les journalistes.

Car si M. Joxe, encore récemment, a répété aux « patrons » de presse qu'il était hors de question pour lui de sélectionner autoritairement les journalistes admis au front, il paraît évident que cette tentative dérange le ministre de la défense. Ainsi, alors que l'on aurait pu imaginer des formules de coopération ou de tirage au sort, c'est le ministre de la défense en personne qui a nommé et désigné nos deux confrères, chargés de « tester » la nouvelle formule de l'immersion dans les unités, des journalistes du *Parisien* et de l'AFP.

Encore, à l'intérieur même du groupe des trois envoyés spéciaux de l'AFP à Ryad, tous trois d'ailleurs accrédités, le ministre a-t-il, de surcroît, sélectionné l'heureux élu : le confrère choisi, en sus de ses qualités professionnelles, présente celle d'être capitaine de réserve.

Tout ce débat entretenu par la presse sur son propre rôle peut paraître abstrait, voire imprégné de revendications corporatistes. Mais la guerre peut réserver de tragiques surprises. Confrontés à l'horreur, veut-il mieux que les journalistes se taisent ou, même au risque de le courroux, qu'ils continuent, jour après jour, à porter témoignage ?

D. S.



En concurrence avec les reporters de la télévision

Les francs-tireurs de la photo face à la censure

Les reporters photographes, qui étaient au premier plan pendant la guerre du Vietnam, sont désormais éclipsés par la télévision qui alimente toutes les polémiques. Pour contourner la censure des pools, ils rivalisent d'astuces afin de rapporter les fameux « Fragonard », ces clichés qui prennent valeur de documents.

Le meilleur photographe de la guerre du Golfe s'appelle CNN. A la faible qualité d'image répond la force de l'émotion. VSD ne s'y est pas trompé qui, dans son numéro du 23 janvier, annonçait en couverture « les premières photos du front » et qui, en outre, sur plusieurs doubles pages, une multitude d'écrans TV empruntés à la chaîne américaine. A cet instant et pour tout le conflit, l'image et la polémique sont le fait de la télévision. Tant mieux, commente le reporter et cinéaste Raymond Depardon, pour une fois, la photographie ne prend pas tous les coups.

Des coups, la photo en prend pourtant. « C'est dur, très dur. Abominable. » Venant d'un responsable de Sipa, une agence photographique réputée pour dénicher des clichés dans les situations les plus difficiles, la remarque en dit long sur les conditions de travail des photographes dans le Golfe. Concurrence inégale de la télévision, peu d'images à se mettre sous le dent, un contrôle et une censure de tous les instants, la photographie de guerre, genre majeur s'il en est, n'est-elle pas en train de perdre son prestige d'enfant ? Actuellement, comme l'explique Robert Pledge, directeur de l'agence Contact, « des photos, on en voit beaucoup, mais elles ne nous disent rien sur ce qui se passe ».

La photo, « vous l'avez ou vous ne l'avez pas ». Après un mois de conflit, personne n'a encore fait un « Fragonard », ce cliché qui devient le document, celui dont l'impact

peut « faire très mal ». C'est le syndrome Vietnam, expliquent en chœur les anciens du métier. Et de rappeler l'époque où le photographe dictait sa loi au commandement, parcourait la zone à l'hélicoptère, imposait des missions aux officiers pour prendre ses plus belles photos. Le « syndrome Vietnam », ce sont aussi les documents ambimatiques de la fin des années 60 qui ont fait exploser peu à peu l'opinion américaine : une petite fille rapatriée hâtée sa douleur et court, nue, sur une route du Sud-Vietnam ; le chef de la police de Saigon fait sauter la tête d'un responsable présumé du Viêtcong.

Voleurs d'images

Ces images-là, les autorités militaires ne veulent plus les voir. C'est ainsi que la guerre des Malouines en 1982 a été verrouillée et qu'aucun photographe n'a pu accompagner les combattants américains lors de l'intervention à la Grande en 1983. « Les alliés comme l'Ontario », explique un responsable d'agence, des images qui ont la couleur de l'info, mais sans être de l'info. Comme il est impossible de concilier une guerre « propre » avec des clichés qui finissent souvent par devant « aïe », les militaires « encadrent » ces fameux « chiens de chasse » qui fouillent leur appareil partout et qu'il faut toujours suivre car ils sont généralement sur de bons coups, comme les décrit un reporter de presse écrite.

Plus légers que les équipes de télévision, les photographes sont donc plus sévèrement contrôlés. Ainsi, les reporters photographes des agences Associated Press, Reuters et AFP sont pour le moment interdits à Bagdad d'où nous recevons pourtant quotidiennement des images télévisées. Dans la capitale irakienne toujours, le 19 janvier, trois photographes ont été molestés et retenus plusieurs heures pour « espionnage », yeux bandés et menottes aux poignets. Une méfiance qui n'étonne plus Robert

Pledge : « L'appareil photo est muet, incontrôlable, mystérieux. Et son utilisateur considéré comme un voleur d'images », explique-t-il.

Côté alliés, le contrôle s'opère par le biais des pools (groupes) qu'ils soient français, anglais et américain. Tolerable pour un sommet de chefs d'Etat, le pool impose des conditions de travail peu compatibles avec la liberté de l'œil dont le photographe a besoin. Les reporters connaissent bien ces pools : pendant la guerre Irak-Iran, ils les avaient baptisés « guerre en autobus », un surnom moins pudique. « Ce dur trois heures, on prend un avion, on vous débarque en plein désert, explique Jean-Claude Coutasse, de l'agence Contact. Je me suis retrouvé face à des soldats de plomb. On nous les avait choisis propres, naïfs, assésés. On nous offrait en prime des militaires qui n'avaient rien d'humain. Alors qu'on savait qu'il y avait des camps d'Américains qui jouaient au poker, font la fête et boivent des coups... Mais ces atmosphères-là, on ne pourra jamais les saisir. »

Respect des « règles du terrain »

Le pool américain est la plus convoitée, car le plus opérationnel ; or le photographe de guerre a besoin, contrairement aux journalistes de presse écrite, d'être en première ligne pour prendre ses images. Mais seule quelques médias américains triés sur le volet - l'agence Associated Press, Time, Newsweek - y ont accès ainsi que l'agence britannique Reuters. Mais l'Agence France Presse, troisième agence mondiale, en est écartée. Elle a attaqué le Pentagone sur ce sujet.

Le pool américain est encore plus convoité que le français, chacun des « élus » devant s'engager par signature à respecter les « ground rules » (les règles du terrain) : ne donner aucune indication sur les lieux où l'on se trouve, ne photographier ni blessés ni cadavres, ne pas parler avec les soldats, ne pas

essayer de prendre des photos en dehors de ce que l'on vous montre, ne travailler qu'en négatif couleur (de moins bonne qualité que la diapositive). Surtout, les paleilles sont centralisées à Dharhan où la censure voit tous les tirages, avant d'envoyer les journaux et magazines du monde entier avec la mention technique de DOD (Department of Defense). Qui plus est, l'ambiance de ce pool est qualifiée de « détestable » par nombre d'observateurs, certains n'hésitant pas à dénoncer les rares photographes qui réussissent à se faufiler dans leurs rangs pour accéder aux premières lignes...

Ecartée du pool américain, les reporters de Sygma, Gamma et Sipa, les trois principales agences photographiques françaises - et mondiales, - ont dû « se démerder, comme à leur habitude », explique Claude Thieret de Sygma. A Dharhan et Ryad, tous les débrouillards de la photo qui travaillent hors des pools s'appellent les « FTP » (« Fuck The Pool », c'est-à-dire « enc... les pools »), surnom que Georges Ménilon, de Gamma, et Patrick Durand, de Sygma, ont inventé après avoir « grâté » la censure et la pool américaine lors de la contre-attaque alliée à Khafji, le 8 février. Les « FTP » sont une réponse au « carcan monstrueux du pool américain ». A ceux que pe emue de photographier les marines en train de se raser dans le désert, explique Georges Ménilon, qui vient de recevoir la prestigieuse première prix du World Press pour son reportage, l'année dernière, sur les troubles au Kosovo.

Avec les « FTP », ça passe ou ça casse. Ça casse lorsque des reporters de Sipa, refoulés aux portes de Rafif, ont contourné la ville en première ligne pour prendre ses images. Mais seule quelques médias américains triés sur le volet - l'agence Associated Press, Reuters et AFP - y ont accès ainsi que l'Agence France Presse, troisième agence mondiale, en est écartée. Elle a attaqué le Pentagone sur ce sujet.

attention », explique Claude Thieret. Certains ont imaginé d'autres astuces. « Pour passer les points de passages, tous surveillés par les Saoudiens, il faut avoir l'air américain, avec tréillis US et écharpes très courts, un véhicule 4x4 avec tous les gadgets adéquats, et on arrive alors à sortir des villes ni vu ni connu », expliquent des reporters.

Il n'en resta pas moins que les images produites restent « terribles », reconnaît Robert Pledge. « Au désenchantement du conflit, quand il n'y avait aucune image, l'écueil était mis sur la modernité du matériel militaire et l'entraînement des troupes. On nous téléphonait : « Faites-nous de l'action ! Des avions qui décollent ! ». Moi, je n'appelle pas ça une couverture des événements, mais de la propagande... » Les magazines, principaux acheteurs de photographies, vont dans la même sens : « Nous sommes pessimistes car il n'y a pas plus incoincident que photo à censure », explique-t-on à Paris-Match qui a dû illustrer son premier numéro de « guerre » avec des photos d'archives et qui, à cause des pools, éprouve des difficultés à trouver des images exclusives, qui constituent pourtant une des bases du marché.

Beaucoup de photographes espèrent retrouver leur liberté de ton en cas d'attaque terrestre. « Il y aura d'énormes brèches ; à nous d'en profiter », explique Georges Ménilon, les grosses pointures américaines n'attendent d'ailleurs que ça pour envoyer balader leur pool. « D'autres pensent que les Américains « verrouilleront » jusqu'au bout, tant ils redoutent l'impact sur l'opinion de photos de cadavres américains. Mais tous sont d'accord pour dire que des bonnes photos existent déjà. C'est après la guerre qu'on les découvrirait. »

MICHEL GUERRIN

Les autorités saoudiennes contrôleront plus sévèrement les déplacements des journalistes

Les autorités saoudiennes ont publié, lundi 18 février, de nouvelles règles autorisant l'expulsion de journalistes qui s'approcheraient sans autorisation de la frontière du royaume avec le Koweït ou l'Irak. Ce règlement de six points a été adopté, selon le ministère saoudien de l'information, « parce que certains envoyés spéciaux ont circulé sans escorte dans des zones militaires ou interdites. Leur présence pouvait mettre en danger leur propre sécurité et celle des troupes alliées en attirant l'attention des soldats ennemis. Le refus de ces dispositions pourrait entraîner un retrait des accréditations des journalistes, voire leur expulsion ».

Les nouvelles règles resserrent encore l'accès au front des envoyés spéciaux qui portent en petit groupe - et sous contrôle - rejoindre les unités militaires.

Lundi dernier, trois cent journalistes internationaux, irrités de ne pas pouvoir aller en reportage à cause du « monopole » consenti à leurs confrères américains et britanniques, avaient menacé de s'y rendre par leurs propres moyens. Ils avaient exigé un aménagement des règles régissant leurs déplacements avant mercredi, faute de quoi ils s'affirmaient prêts à défilier les autorités militaires saoudiennes et américaines.

Le sort des journalistes de CBS élargi à Moscou. - MM. Mikhaïl Gorbatchev et Tarek Aziz ont évoqué également, lors de leur entretien, le sort des quatre journalistes américains de la chaîne CBS disparus en Irak. Selon le porte-parole de la présidence soviétique, le ministre irakien des affaires étrangères a promis de faire ce qui est de son pouvoir pour les retrouver. - (AP)

Démision du directeur du Prado, à Madrid. - M. Alfonso Perez Saechez, directeur du musée du Prado de Madrid, a adressé sa démission au ministre de la culture, M. Jorge Semprun. Il entendait ainsi se solidariser avec deux hauts fonctionnaires du ministère, M. Jaime Brihuega, directeur des beaux-arts, et M. Juan Manuel Velasco, directeur du Livre, qui avaient dû quitter leurs fonctions pour avoir exprimé publiquement leur hostilité à la politique du gouvernement de M. Felipe Gonzalez dans le conflit du Golfe.

Les récits et dépêches des envoyés spéciaux en Irak de toutes les grandes agences de presse internationales sont soumis à la censure préalable des autorités de Bagdad, qui s'encadrent à les journalistes. D'autre part, les services de presse des armées alliées stationnées en Arabie saoudite contrôlent la plupart des reportages diffusés par les chaînes de télévision occidentales et exigent notamment que les lieux de tournage ne soient pas indiqués avec précision. La censure militaire préalable n'est pas appliquée en Egypte ni en Jordanie. En Israël, elle existe, mais les autorités n'exigent pas de voir les articles des journalistes avant leur transmission.

PROMO-LIVRE
9-16 rue Bonald
69007 LYON 72 73 10 58
L'entraînement par les annales pour B.T.S.
pochettes de sujets de 1984 à 1990 :
● Culture générale
● Eco - droit
● Cas Action Co.
● Cas Comm. Intern.
● Cas Compta.
● Cas bureaucratique

LA GUERRE DU GOLFE

Les répercussions du conflit dans le monde

En Tunisie, un nouveau ministre de la défense pourrait être prochainement désigné

Une certaine appréhension se manifeste dans les cercles politiques tunisiens devant l'imminence des combats terrestres dans le Golfe. On craint, semble-t-il, que les réactions populaires, qui s'expriment déjà avec passion depuis un mois, prennent davantage d'ampleur et soient exploitées par les islamistes pour favoriser des désordres.

TUNIS

de notre correspondant

L'inquiétude des milieux politiques serait à l'origine du remplacement, à la tête du ministère de l'intérieur, de M. Abdesslem El Echeikh, par le ministre de la défense, M. Abdallah Kallal (le Monde du 19 février). Toutefois, la formule selon laquelle M. Kallal cumulerait pendant un temps la direction des deux ministères, afin que soient concentrés sous la même autorité tous les services de sécurité, ne paraît pas finalement devoir être retenue. Un nouveau ministre de la défense

pourrait être désigné très rapidement. M. Kallal se consacrerait exclusivement à ses nouvelles fonctions, dans lesquelles il sera assisté du général Ali Serati, nommé lundi 18 février, directeur général de la sûreté nationale.

Vingt-quatre heures après son annonce, le départ de M. Echeikh du ministère de l'intérieur est généralement considéré dans les milieux politiques comme un limogeage. On reprocherait à M. Echeikh - dont l'attitude politique n'est pas mise en cause - un certain laxisme dans l'octroi d'autorisations pour les marches de soutien à l'Irak, dont il se coiffe, en certaines, en province, ont dégénéré sous l'impulsion de groupes islamistes. L'escalade de la violence, que semble avoir choisie depuis quelque temps ces mêmes groupes, y compris hors de tout rassemblement populaire, n'aurait pas non plus aidé en sa faveur.

Le pouvoir qui, jusqu'ici, semblait vouloir laisser s'exprimer la rue à condition que ce soit dans le calme, est-il en train de réviser sa stratégie ? Il est permis de le penser si l'on se réfère aux propos qu'a

tenu M. Kallal, lors de son installation dans ses nouvelles fonctions. « Autant nous nous engageons à intensifier notre action préventive », a-t-il déclaré, « autant nous veillons à ce que l'appareil de sécurité poursuive sa mission en réprimant tout abus sans hésitation et avec toute la fermeté requise, afin de ne laisser à quiconque la moindre occasion de porter atteinte à la sécurité et à la stabilité du pays ».

Faisant allusion à l'attaque d'un bureau du Rassemblement constitutionnel démocratique à Tunis, le nouveau ministre a été moqué partiellement par l'opposition. L'insurrection est dite de s'en prendre au régime et de provoquer troubles et désordres dans le pays. Cette agression - sans précédent - a suscité une vive désapprobation dans l'opposition. L'un des dirigeants du mouvement islamiste Ennahdha, M. Abdelkader Mourou, s'est déclaré déçu. « Ces faits sont inacceptables, surtout pour des islamistes », a-t-il déclaré. Nous sommes contre la violence, nous sommes un parti politique et ce qui s'est produit n'est pas de la politique ».

En dépit des dénégations de M. Mourou, le mouvement Ennahdha, mettant à profit l'effervescence causée par la guerre, a-t-il décidé de s'engager dans une nouvelle phase de l'affrontement qui l'oppose depuis longtemps au régime ? S'agit-il, comme on veut le croire dans les milieux proches du pouvoir, des derniers soubresauts d'un mouvement, déjà divisé par la crise du Golfe et privé de ses cadres, dont les plus actifs sont sous les verrous ? Est-ce le résultat des appels à la révolte que le chef d'Ennahdha, M. Rachid Ghannouchi, lance fréquemment depuis Alger, où il est réfugié la plupart du temps ? Quoi qu'il en soit, les méthodes terroristes employées depuis quelques jours paraissent être plus proches d'une réaction de rejet de la part des Tunisiens qu'un recrutement de nouveaux adeptes.

MICHEL DEURÉ

En Inde, M. Chandra Shekhar est désormais un chef de gouvernement en sursis

La décision de mettre fin au ravitaillement en carburant des avions américains sur le territoire indien a été prise dans une grande confusion, ce qui a contribué à cristalliser la crise politique. La présentation du budget est repoussée et les jours du gouvernement de M. Chandra Shekhar semblent désormais comptés.

NEW-DELHI

de notre correspondant

« Ceci est un gros mensonge », M. Chandra Shekhar a déclaré, ce titre de l'éditorial du *Herald*, journal du parti du Congrès-I de M. Rajiv Gandhi, donne le ton. Le reste est à l'avenant : « la nouvelle, malheureuse et dangereuse dimension » du premier ministre, ses capacités « extrêmement douteuses », son « ignorance impardonnable », bref, ajoute le *Herald*, M. Chandra Shekhar est devenu « un poids mort pour la nation, pour les partis qui le soutiennent et même pour son propre parti ». De multiples raisons sont avancées pour justifier cette ire du principal parti de la majorité gouvernementale, dont le soutien est indispensable au premier ministre (1). Mais c'est le dernier incident, lié à la question du ravitaillement des avions militaires américains sur le sol indien, qui a mis le feu aux poudres.

Après avoir annoncé, dimanche, sa décision de mettre fin à ces ravitaillements, le premier ministre s'est contrait à au moins deux reprises le lendemain (le Monde du 19 février). La presse du mardi 19 février publie en première page une photo d'un C-58 Galaxy de l'US Air Force sur l'aéroport de Bombay, ravitaillé en carburant lundi matin, soit de nombreuses heures après que M. Chandra Shekhar ait annoncé la suspension de cette autorisation. Le premier ministre s'est livré à une laborieuse explication, selon laquelle ces avions, pour être militaires, n'étaient pas pour autant des « avions de guerre », ajoutant que les fonctionnaires concernés

avaient sans doute pas reçu les nouvelles instructions.

M. Gandhi, pour qui ces opérations de ravitaillement constituent une « honte » pour l'Inde, a manifestement décidé d'en faire un prétexte pour lancer une nouvelle - et peut-être décisive - offensive contre un premier ministre qu'il ne supporte plus. Le président du Congrès-I s'était rallié à la candidature de M. Chandra Shekhar au poste de premier ministre, en novembre 1990, pour deux raisons : en provoquant une scission au sein du Janata Dal, le parti de l'ancien premier ministre V. P. Singh, M. Chandra Shekhar avait été l'instrument de sa chute. A l'époque, d'autre part, M. Gandhi ne voulait pas reprendre si vite la direction du gouvernement, qu'il avait quittée en perdant les élections générales de novembre 1989. Le Congrès avait alors choisi le soutien sans participation au gouvernement de M. Chandra Shekhar, lui laissant en quelque sorte la responsabilité et l'impopularité d'une situation économique difficile.

Un budget

provisoire

M. Gandhi a maintenant réalisé que cette attitude ne lui rapportait aucun bénéfice politique, au contraire. Le Congrès est jugé seul responsable de la politique gouvernementale et de ses errements, et, bien que l'influençant, il n'a pas vraiment les moyens de la conduire. D'où la crise actuelle. La question du ravitaillement des avions américains est symptomatique : comme tous les partis, le Congrès est préoccupé par le poids du vote musulman en cas d'élections anticipées. Même s'il ne souhaite pas que celles-ci aient lieu, il est obligé de s'y préparer. Or, la communauté musulmane a manifesté son hostilité au ravitaillement des avions américains, et route vers le Golfe.

M. Chandra Shekhar n'a, de son côté, d'autre choix que celui de faire le gros dos. Devant l'ultimatum du Congrès, il choisit donc de renoncer au ravitaillement des

avions américains, mais en « traînant les pieds ». Ce n'est pas la seule concession à laquelle il est contraint. Gardant à l'esprit la perspective de retourner devant les électeurs, M. Gandhi est préoccupé par l'effet désastreux que le budget va avoir dans l'opinion. La crise du Golfe aidant, il est impératif que l'Inde obtienne un nouveau et important prêt du Fonds monétaire international. Cette fois-ci, le FMI exige un sérieux programme de rigueur. Le budget, qui devait être examiné par le Parlement dès le 21 février, doit nécessairement comporter des mesures impopulaires.

M. Gandhi estime que ce n'est pas le moment. Cédant à un nouvel ultimatum du Congrès, le premier ministre a donc annoncé, lundi, que la discussion budgétaire est repoussée de « quelques mois ». En attendant, le Parlement se prononcera sur un budget provisoire permettant au gouvernement d'écarter des dépenses pour une période de trois ou quatre mois. D'ici là, une issue aura été trouvée à la crise politique. D'ores et déjà, de nombreuses consultations sont engagées avec le président de l'Union indienne, M. Venkatarman, sur les données constitutionnelles de la crise. Si le Congrès retire son soutien au gouvernement, un premier ministre soutenu par 54 députés a-t-il l'autorité morale et politique de provoquer la dissolution du Parlement, dont M. Gandhi ne veut surtout pas ?

Si M. Venkatarman répond par la négative, peut-il purement et simplement remplacer M. Chandra Shekhar par M. Gandhi ? La question, de toute façon, n'est plus de savoir si le premier ministre devra quitter le pouvoir, mais de quel « aura-t-il disposé ».

LAURENT ZECCHINI

(1) Le parti du premier ministre, le Janata Dal (S), regroupe 54 députés au Lok Sabha (Assemblée nationale), qui compte 513 sièges.

L'opposition marocaine proteste contre l'interdiction de manifester

Au Maroc, les partis et les syndicats de l'opposition, rassemblés dans un « comité national de solidarité avec le peuple irakien », ont protesté, lundi 18 février, contre l'interdiction de la manifestation pro-irakienne dans les rues d'Alger.

A Tunis, le ministre espagnol des affaires étrangères, M. Francisco Fernandez Ordonez, achevant sa tournée au Maghreb, a souligné la nécessité d'un renforcement des relations entre les pays de l'Europe du sud (Italie, France, Espagne et Portugal) et ceux de l'Union du Maghreb arabe. Selon M. Ordonez, il existe une « certaine préoccupation que le phénomène islamiste ne se traduise, dans certains pays du Maghreb, par des actes terroristes et que, si la guerre se prolonge, il n'y ait un danger d'instabilité ».

En Algérie, la compagnie aérienne nationale a indiqué, lundi, qu'elle allait suspendre ses vols à destination du Caire. Cette décision survient

après l'annonce faite par l'Egypte de l'interdiction de ses liaisons avec l'Algérie, pour protester contre le sacage de ses locaux, vendredi, lors d'une manifestation pro-irakienne dans les rues d'Alger.

A Tunis, le ministre espagnol des affaires étrangères, M. Francisco Fernandez Ordonez, achevant sa tournée au Maghreb, a souligné la nécessité d'un renforcement des relations entre les pays de l'Europe du sud (Italie, France, Espagne et Portugal) et ceux de l'Union du Maghreb arabe. Selon M. Ordonez, il existe une « certaine préoccupation que le phénomène islamiste ne se traduise, dans certains pays du Maghreb, par des actes terroristes et que, si la guerre se prolonge, il n'y ait un danger d'instabilité ».

Une « neutralité bienveillante » à l'égard de Bagdad

Le Yémen reconnaît les torts de l'Irak mais s'insurge contre l'« intransigeance » des Etats-Unis

Le Yémen avait accueilli avec enthousiasme l'initiative de paix irakienne de la semaine dernière et, sans attendre les discussions soviéto-irakiennes à Moscou, son président, M. Ali Abdallah Salah, avait téléphoné à plusieurs chefs d'Etats arabes frères, même aux présidents Moubarak et Assad, pour leur demander d'assumer leurs responsabilités dans « cette phase critique de l'histoire arabe » et d'exercer leur influence afin de « sauver la paix dans le Golfe » et « mettre fin à l'agression contre le pays frère d'Irak ».

SANAA

de notre envoyé spécial

La radio et la télévision consacrent une bonne partie de leurs bulletins d'informations à cet « événement historique » et les éditorialistes de la presse stigmatisent ceux qui, en refusant les propositions de Bagdad, démontrent qu'ils sont pour la poursuite de la guerre « pour détruire l'Irak et imposer l'hégémonie des Etats-Unis dans le Golfe ».

Nous recevons dans son bureau du ministère des affaires étrangères, M. Abdelkarim El Idrissi, chef de la diplomatie de Sanaa, affirme tout de go que, si « l'Irak a toujours été disposé à négocier son retrait du Koweït », « il n'a jamais affirmé qu'il était prêt à le faire sans conditions ». Très proche du président Ali Abdallah Saleh, dont il est, dit-on, un des conseillers les plus écoutés, M. Idrissi n'a jamais occulté le fait que l'occupation de Koweït est à l'origine de la crise actuelle. « Le Yémen, souligne-t-il, a, dès le début, condamné l'occupation du Koweït et l'usage de la force pour régler les litiges frontaliers. » Mais, ajoute-t-il, avant que la crise

n'éclate, le 2 août, « nous avons fait preuve de beaucoup de sympathie à l'égard de la thèse de Bagdad - que les Koweïtiens n'ont jamais voulu comprendre - selon laquelle un débouché vers les eaux internationales, outre le Chant-al-Arab, constitue, pour la survie de l'Irak, une nécessité absolue ».

On affirme dans les milieux bien informés de Sanaa que lors d'un séjour à Bagdad, M. Idrissi a demandé avec insistance au président Saddam Hussein d'accepter de se retirer de l'émirat, afin de permettre un dénouement pacifique de la crise. A ce propos, le chef de la diplomatie yéménite rappelle que son pays a voté la résolution du Conseil de sécurité condamnant l'annexion du Koweït par l'Irak. En ce qui concerne la dernière proposition de paix irakienne, il récite à plusieurs reprises : « Demander la reddition inconditionnelle de l'Irak, sans que soient résolus en même temps les problèmes qui ont abouti à l'occupation de l'émirat, n'aura qu'un seul résultat : la continuation de la guerre. » Pour M. Idrissi, l'Irak n'a pas l'intention de capituler, mais souhaite tout simplement négocier. Et la récente initiative de M. Saddam Hussein définit les « conditions irakiennes pour une telle négociation ».

« L'objectif des Américains n'a pas encore été atteint »

La réponse des Américains et de leurs alliés, dit-il, a toujours été : « Capituler sans conditions ou bien c'est la guerre. C'est la seule alternative qui, jusqu'à présent, était offerte à l'Irak ». En réalité, ajoute-t-il, « Les Américains et leurs alliés veulent la destruction de l'armée irakienne. Le rejet de l'initiative de paix de Bagdad ne peut donc s'expliquer que par le fait que cet objectif n'a pas encore été atteint ».

Cela dit, M. Idrissi souligne que, malgré le fait que la politique du Yémen n'est pas alignée sur l'Irak (« Nous n'avons violé aucune des résolutions votées par les Nations unies », son pays subit durement cette crise (« nous sommes punis pour avoir adopté, dès le début de la crise, une position politique indépendante »). Il en veut à la presse occidentale, notamment américaine, d'avoir accusé le Yémen d'être une « force de soutien à la guerre », et d'avoir obéissant aux directives d'un centre unique, d'ignorer délibérément « la position de neutralité » du Yémen et de parler d'un « axe Bagdad-Sanaa ». « Je le répète : nous n'avons conclu aucune alliance militaire ou autre avec l'Irak, avant ou après le début de la crise. Il est vrai que nous entretenons des relations d'amitié avec Bagdad, mais nous ne faisons également avec d'autres pays. Et nous sommes prêts à étendre cette amitié à tous ceux qui sont prêts à l'accepter », dit-il.

Premiers signes de lassitude

« Le malheur du Yémen, estime, pour sa part, un bon observateur, c'est qu'il a eu la malchance de faire partie du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies ». L'ardeur déployée à la tribune des Nations unies par M. Achkar, le représentant du Yémen, à défendre une solution pacifique du conflit a été interprétée comme un alignement sur les thèses irakiennes. D'autres parlent, à ce propos, de « neutralité bienveillante », ce qui paraît plus conforme à la réalité. La situation à Sanaa rappelle d'ailleurs, à bien des égards, celle qui prévaut à Amman. Avec des manifestations quasi-quotidiennes en faveur de l'Irak, plus ou moins contrôlées par les autorités.

A Sanaa, cependant, une cer-

taine lassitude commence à apparaître au sein de la population. Celle-ci, d'ailleurs, ne fait preuve d'aucune hostilité à l'égard des rares étrangers qui sont encore demeurés au Yémen, ce qui est loin d'être le cas en Jordanie.

Les relations d'amitié du Yémen avec Bagdad, explique M. Idrissi, ne datent pas du conflit actuel mais remontent au début des années 40. Les rapports entre les deux pays, ajoute-t-il, ont été depuis au beau fixe et ont atteint leur apogée au cours de la guerre irano-irakienne, lorsque, avant l'unification, le Yémen du Nord a été le seul pays arabe à avoir participé à la guerre contre l'Iran, en envoyant une brigade de mille cinq cents soldats sur le front. « Cette brigade symbolique », souligne-t-il, « était relevée tous les trois mois, ce qui fait que près de trente mille soldats du Yémen du Nord ont pris part à la première guerre du Golfe, aux côtés de l'Irak ».

L'attitude de l'ancien Yémen du Sud a été plus réservée à l'égard de l'Irak, mais maintenant que l'unité est devenue un fait irréversible, neuf mois après l'assassinat d'Adnan, le Yémen n'est plus qu'un seul Etat. Il n'y a plus désormais de voix discordantes. L'Irak a d'ailleurs beaucoup fait, après l'unité, pour faciliter la mise en place des institutions unitaires du nouvel Etat, dont le but manifeste était de le rendre capable de s'opposer aux menées de l'Arabie saoudite, qui n'a pas accepté de gaieté de cœur la création d'un Etat fort de douze millions d'habitants à sa frontière méridionale.

Plus d'un million de rapatriés

L'Arabie saoudite constitue, pour la plupart des Yéménites, le principal adversaire du nouvel Etat unifié. En bon diplomate, M. Idrissi évite cependant de mettre nommément

en cause la monarchie wahhabite mais ne peut s'empêcher d'évoquer le drame de plus d'un million de citoyens yéménites, chassés d'Arabie saoudite à la suite de mesures d'intimidation, dans le but de déstabiliser la nouvelle république unifiée en exacerbant ses difficultés économiques. « Le Yémen, dit-il, n'a jamais lésé les intérêts militaires, politiques et économiques des pays membres de l'alliance anti-irakienne. Cependant, il est regrettable de constater que certains, parmi ces derniers, ont infligé au Yémen de sévères pertes économiques, qui ne pourront être compensées qu'après de longues et nombreuses années. » Une allusion à la « guerre économique » déclenchée par Ryad, les Etats-Unis et certains pays occidentaux contre le Yémen. Ce dernier a beau respecter l'embargo imposé par les Etats-Unis à son « ami irakien », il est lui-même soumis à un embargo qui n'ose pas dire son nom et dont le but inavoué est de l'amener à résipiscence.

M. Idrissi s'en prend à la presse saoudienne qui, dit-il, parle à longueur de colonnes d'une « conspiration jordaniano-irakienne », qui aurait pour objectif de « dépecer » l'Arabie saoudite. « Une monnaie comme une autre de justifier les torts qu'ils nous ont causés ». D'ailleurs, ajoute-t-il, « plus il devient clair au monde entier que ces accusations sont sans fondement, plus les journaux saoudiens deviennent féroces dans leurs attaques ».

De l'avis général, cette campagne systématique de dégoisement de la part de l'Arabie saoudite, ainsi que l'expulsion d'un million de travailleurs yéménites, ont eu le résultat contraire de l'effet escompté et ont affaibli considérablement, en le discréditant, le lobby politico-militaire pro-saoudien qui, pendant de longues années, faisait la pluie et le beau temps au nord du Yémen.

JEAN GUEYRAS

Après avoir quitté Paris

L'ambassadeur d'Irak qualifié d'« irresponsable » l'attitude de la France

L'ambassadeur d'Irak en France, M. Abdel Razzaq Al Hachemli, a quitté Paris pour Bagdad, lundi 18 février, à la suite de la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays, officiellement notifiée par l'Irak le 8 février.

Avant son départ, M. Al Hachemli a estimé que, « même si la paix était imminente, la France risque de perdre sur les deux tableaux, du côté irakien et du côté de tous les pays arabes ». De passage à Amman, le diplomate irakien a qualifié la position de la France et des autres Etats occidentaux de « regrettable et irresponsable, en particulier à l'égard de la cause palestinienne ». L'ambassadeur d'Irak en Italie, M. Al Basri, a quitté Rome le même jour. (AFP, UPI.)



DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde ARTS ET SPECTACLES

هنا من الاصل

LA GUERRE DU GOLFE

Les attentats à travers le monde

Comment a été démantelé un réseau irakien à Bangkok

BANGKOK
correspondance

Avec un intérêt tout particulier, les services espionnes thaïlandais apprirent, en octobre 1990, la nomination de M. Muzir Darle-Razaki au poste d'attaché commercial adjoint irakien à Bangkok. Trois mois plus tôt, en effet, le même Razaki avait été, en compagnie de vingt-trois de ses collègues, prié de quitter les Etats-Unis pour, bien sûr, « mandes incompatibles » avec sa mission officielle. Dès son arrivée dans la capitale thaïlandaise, il fut donc l'objet d'une surveillance aussi efficace que discrète.

Sa première erreur fut sans doute de s'installer dans une maison jouxtant celle de M. Salim Nishi Al-Jiboyri, un prince thaïlandais acrobate d'ambassade, en réalité responsable en Thaïlande depuis un an de la Moukhebarat, les polices secrètes irakiennes. Les deux hommes adoptèrent, dès le début, un profil haut. Salim se déplaçait le plus souvent dans une voiture de sport rouge. Tous deux visitaient avec assiduité les quartiers fréquentés par la communauté arabe locale. Ils ne regardaient pas à la dépense, mais comment, cependant, l'imprudence de laisser derrière eux quelques ardoises.

A peine installé, Razaki est rejoint par une première équipe dépechée par Bagdad, « l'équipe classique », explique une source proche de la police, composée d'un organisateur, véritable professionnel secondé par un agent plus jeune, mais na connaissant pas l'opération que les grandes lignes. Le cerveau : un certain Mahmoud A. Mohamed, expert en explosifs, instructeur dans un camp de formation de guérilla en Irak, un proche d'Abou Mideh. Une seconde équipe arrive à la veille du jour de l'an, nantie de passeports jordaniens. Le responsable, Rudi A. Shaniari, est

un ami de Razaki. Quelques jours plus tard, affirme la police, des explosifs sont transférés du domicile de Razaki. La guerre du Golfe éclata alors. Deux jours plus tard, le 19 janvier, le département d'Etat américain met en garde les autorités locales contre la possibilité d'attentats à Bangkok.

Dénoncé par des belles de nuit

Dan mambras des deux équipes se rendent régulièrement à l'ambassade d'Irak. De nombreux coups de téléphone ne passent pas non plus inaperçus. Prudent, Salim utilise de préférence des cabines publiques. Main, avec son compagne, il a pris l'habitude de sortir en compagnie de Jeunna Thaïlandaise, des professionnelles, devant lesquelles il se vante souvent d'être un homme important et parle beaucoup trop. Il finira par être dénoncé par ces belles de nuit.

A leur arrivée, Mahmoud et ses assistants se présentent comme des hommes d'affaires. Ils louent plusieurs chambres à Bangkok et à Pattaya, la station balnéaire proche de la capitale. « Peu d'hommes d'affaires louent des chambres au mois sans les occuper », remarquera plus tard un policier. Les agents irakiens prenant contact avec la Babylon Trading Company, qui, depuis des mois, sert de couverture aux activités de la Moukhebarat en Thaïlande.

A la mi-janvier, après une série d'échanges avec les services de renseignement de pays occidentaux, les Thaïlandais passent à l'action. L'armée patrouille les rues et assure, de façon très visible, la protection de quatre ambassades : Etats-Unis, Grande-Bretagne, Israël et Australie. Salim confie à son amie du moment que tout cela gêne beaucoup ses plans. Il était de

plus en plus déprimé, dira plus tard cette dernière aux enquêteurs. Le 21 janvier, Salim et Razaki sont informés qu'ils doivent quitter la territoire thaïlandais. Expulsés le lendemain vers le Malaisie, qui les renvoie vers Bangkok, ils sont embarqués en direction de l'Irak, via Vienne.

Avant de partir, ils tentent de brûler dans leur jardin des piles de documents, mais s'y prennent mal. La police retrouve des listes de noms, de cibles, des informations inespérées, et, dans la cuisine de Razaki, on découvre des traces d'explosifs. Les quatre agents, qui ne disposent pas de passeports diplomatiques, sont arrêtés et interrogés. Les deux chefs d'équipe persistent à se présenter comme des hommes d'affaires mais se contredisent. Entre-temps, le responsable de la Babylon Trading Company s'est évanoui dans la nature. Mais ses deux assistants - qui avouèrent n'avoir reçu qu'un entraînement de trente-cinq jours seulement d'entraînement au Proche-Orient après avoir été recrutés par un certain George Abou - finissent par beaucoup parler. Ils sont expulsés, tout comme un mystérieux homme d'affaires, un de plus aux multiples passeports. Mais ces agents, faute de pays d'accueil, sont toujours détenus à Bangkok par les services d'immigration.

Le tout petit monde de véritables hommes d'affaires de Bangkok a refusé de se laisser utiliser par ces agents. Les services spéciaux thaïlandais ont fait savoir à ses résidents que, si par malheur une bombe venait à exploser dans la capitale - ou ailleurs dans le pays - on serait obligé de vérifier les livres de comptes des entreprises citées par des irakiens. Le message est bien passé. Jusqu'à présent, Bangkok est resté calme.

JACQUES BEKAERT

LIBAN

L'ambassade de France a une nouvelle fois été visée par un attentat à l'explosif

BEYROUTH
de notre correspondant

L'ambassade de France, rue Clémenceau, et une banque libanaise liée aux capitaux du Golfe, la Lebanon and Gulf Bank, ont été la cible d'attentats, lundi 18 février à Beyrouth-Ouest, secteur musulman de la capitale. Touchée par des éclats, une fillette a perdu un œil et sept autres passants ont été légèrement blessés. Les soldats syriens

qui contrôlent le secteur ont tiré sur une des voitures transportant les auteurs supposés de l'attentat mais sans l'atteindre.

C'est la deuxième fois que l'ambassade de France est visée depuis le début des hostilités dans le Golfe. L'explosion de lundi, qui n'a pas provoqué de dommages majeurs aux bâtiments, était sept fois plus puissante que la première.

Vingt attentats ont été commis au Liban contre des institutions

qui semblent avoir été choisies en signe de représailles contre la guerre du Golfe. Aucun n'a été revendiqué. Outre l'ambassade de France, celle d'Italie ainsi que des centres culturels et des banques françaises, britanniques ou de pays du Golfe ont été visés. A chaque fois, les dégâts matériels ont été peu importants, du moins selon les normes libanaises.

LUCIEN GEORGE

Pour protester contre la guerre

Un jeune Américain s'est immolé par le feu

Un jeune homme s'est donné la mort, lundi 18 février, en s'immolant par le feu dans le centre de la ville universitaire d'Amherst (Massachusetts), pour protester, semble-t-il, contre la guerre du Golfe, d'après la police locale. Agé d'un vingtaines d'années, il portait une pancarte sur laquelle était écrit « Paix » et s'est saupé d'un liquide inflammable avant de

mettre le feu à ses vêtements à l'aide d'allumettes. Plusieurs passants ont tenté d'éteindre le feu avec leurs manteaux, mais, quand un policier a réussi à en venir à bout avec un extincteur, l'homme était déjà mort. On ignore encore si la victime était un étudiant. Cette petite ville du Massachusetts avait déjà été le théâtre de manifestations d'hostilités à la guerre du Golfe. (AFP, AP)

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

Préservez votre dos fragile avec le sommier articulé à lattes de bois
INCREDIBLE LÈGE ET PIED SOULÈVE BIEN la colonne vertébrale
CAPÉLOU

AMÉRIQUES

COLOMBIE : l'explosion d'une voiture piégée

L'attentat de Medellin a été revendiqué par des tueurs du cartel de la drogue

La bande de « los Priscos », tueurs au service du cartel de la drogue de Pablo Escobar, a revendiqué lundi 18 février, auprès de plusieurs stations de radio de Medellin, le massacre de la voiture piégée de la Macarena, à Medellin, qui a fait samedi vingt-deux morts et cent soixante-seize blessés, selon un dernier bilan.

Les tueurs ont affirmé aux différents radios que leur action visait la police, en représailles d'opérations policières dirigées contre leurs dirigeants. En janvier, la police avait abattu à Medellin Juan Diego Prieto et à Rio Negro, à 30 kilomètres au nord de Medellin, Armando Prieto Lopez. Elle avait capturé également plusieurs chefs de la bande, ce qui avait fait dire à la police que la bande était exterminée.

Le chef des forces de l'ordre de Medellin, le colonel José Ernesto Ferrero, avait accusé directement dimanche les narco-trafiquants du cartel de Medellin d'être responsables de l'attentat meurtrier de samedi soir.

Par ailleurs, les trois techniciens français, détenus par la guérilla depuis le 18 janvier, ont demandé l'intervention des autorités colombiennes et françaises en vue de leur prompt relâchement. Un message enregistré, daté du 30 janvier et parvenu lundi à l'AFP, les trois techniciens ont été enlevés par l'ELN (Armée de libération nationale, marxiste nationaliste) lors d'une attaque contre un chantier de la compagnie

française Spie-Capag à Zaragoza (500 kilomètres au nord-ouest de Bogota). Dans ce message, les trois techniciens, Marcel Chabaud, quarante-cinq ans, et Pierre Tansu, cinquante ans, travaillant tous trois pour Spie-Capag, indiquent à leur famille qu'ils sont bien traités et en bonne santé. Dans un texte joint à la cassette, la guérilla indique de son côté qu'elle espère que « le gouvernement français et la compagnie (Spie-Capag) tiendront compte de ses exigences pour la libération » des trois Français.

Le gouvernement colombien s'est en outre félicité lundi de « l'attitude positive » des guérilleros de l'Armée de libération nationale et des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), qui ont accepté de discuter avec les autorités d'un éventuel cessez-le-feu. Le ministre de l'Intérieur, Humberto de la Calle, a indiqué que le gouvernement était disposé à entamer des discussions avec la coordination de ces deux mouvements et d'une fraction dissidente de l'Armée populaire de libération (EPL), en s'engageant à ne pas organiser d'opérations militaires à l'endroit où le dialogue se déroulerait. Les négociations devraient débuter dans la commune de La Uribe (sud-est du pays) puis se tenir à l'étranger, dans un « pays ami » d'Amérique centrale, mais aucune date n'a encore été fixée. (AFP)

Selon M. Fidel Castro

Cuba doit se préparer à « la pire des situations économiques »

Cuba doit se préparer à « la pire des situations économiques », avertit M. Fidel Castro, dimanche 17 février, en conclusion des débats de l'assemblée provinciale du Parti communiste, à Santiago de Cuba, dans l'est de l'île. « Aujourd'hui, le camp socialiste a disparu, l'Union soviétique a été en danger de se désintégrer, mais nous continuons de l'avancer », a déclaré le dirigeant cubain, cité par l'agence officielle AIN.

« Nous devons gagner du temps dans cette première étape de période spéciale et nous préparer pour la deuxième et troisième étapes », a-t-il affirmé. Lancée à la suite de l'effacement du camp socialiste d'Europe et des difficultés de l'Union soviétique, la première étape de cette « période spéciale » a été marquée par toute une série de mesures d'économies d'énergie et par le lancement d'un plan alimentaire destiné à assurer l'autosuffisance alimentaire de l'île.

La troisième étape se définit par l'instauration d'une économie de guerre en temps de paix. « Plutôt la mort que de renoncer au socialisme »,

l'indépendance », a conclu Fidel Castro. Le socialisme serait d'ailleurs compromis à Cuba par la délinquance et la corruption, si l'on en croit un sociologue de l'Académie des sciences cubaine, M. Fernando Barral. Dans un rapport commandé par le ministère de l'Intérieur, ce sociologue attire l'attention des autorités sur le développement d'une « deuxième économie » illégale qui, selon lui, gagne du terrain dans toutes les couches de la société de l'île.

Son rapport, daté d'avril 1990 et auquel l'AFP vient d'avoir accès, note une imbrication de la petite délinquance avec la corruption de personnes occupant des fonctions dans le système. « Le groupe marginal de la petite délinquance, la couche de fonctionnaires corrompus et celle d'intermédiaires et commerçants illégaux, qui ont des intérêts antagonistes à la révolution, constituent un grand groupe social à haut risque », d'où pourrait surgir « un mouvement politique spontané d'un caractère potentiellement explosif contre-révolutionnaire » conclut le rapport. (AFP)

ASIE

CORÉE DU SUD : à la suite d'un scandale financier

Le président Roh Tae-woo a remanié son gouvernement

TOKYO

de notre correspondant

Un scandale politico-financier a contraint, lundi 18 février, le président Roh Tae-woo à remplacer deux de ses ministres chargés des affaires économiques ainsi que son secrétaire pour les affaires administratives. Le maire de Séoul a également démissionné. Samedi dernier, neuf personnes, dont cinq parlementaires et un conseiller du président, avaient été arrêtées pour avoir reçu des pots-de-vin dans ce qui apparaît être la plus grave affaire de corruption depuis l'arrivée au pouvoir de M. Roh en 1988.

Le ministre de la planification, qui a rang de vice-premier ministre, M. Lee Seung-yoon, a été remplacé par M. Choi Gak-kyu, ancien ministre du commerce et de l'industrie et président de la commission politique du parti au pouvoir. Le gouvernement a accepté sa démission mais n'a qu'il soit mêlé au scandale. En revanche, son vice-ministre, M. Lee Jin-sul, qui avait en tutelle le ministère de la construction, paraît bien être impliqué. Le maire de la capitale, M. Park Seh-jik, qui avait été nommé il y a deux mois après avoir dirigé le comité d'organisation des Jeux olympiques de Séoul,

n'aurait pour sa part accordé des passe-droits en faveur de Hanbo Housing Development Co.

Hanbo est le trente-neuvième groupe industriel coréen. Son président a été arrêté. Hanbo avait acquis des terrains dans le sud de la tentaculaire ville de Séoul, où vit plus d'un quart de la population de la Corée du Sud. Pour mener à bien ses projets, il avait versé 1,4 million de dollars en pots-de-vin à des parlementaires et à des hauts fonctionnaires. L'un des députés arrêtés, M. Lee Won-bae, membre du parti d'opposition pour la paix et la démocratie (PPD), dont le chef est M. Kim Dae-jung, a mis en cause le chef de l'Etat en personne : il affirme que, selon le président de Hanbo, celui-ci était au courant de l'infair.

Ce scandale a pu aggraver le sentiment de malaise et de frustration qui prévient depuis des mois dans la population. La libération estotamée depuis 1988 s'est traduite par un affaiblissement et une corruption rampante dont souffrent les petites gens et la classe moyenne. C'est notamment le cas pour les logements, en raison de la pénurie et de loyers inabordable pour un salaire moyen.

L'affaire renforcera la méfiance que les Sud-Coréens nourrissent à

EL SALVADOR

La guérilla a attaqué le siège de l'état-major de l'armée

Un sous-officier a été tué et huit personnes ont été blessées, lundi 18 février, dans l'attaque du siège de l'état-major de l'armée à San Salvador par un commando du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN), guérilla de gauche. Quatre véhicules ont été touchés, dont deux complètement détruits, par cinq roquettes RPG-7 tirées d'une distance de quelque 400 mètres, selon le ministre de la Défense, le général René Emilio Ponce, qui a précisé que l'attaque survint à 12 h 50 locales (18 h 50 GMT) et avait provoqué la mort d'un sergent, blessé un soldat et sept employés.

Une des roquettes a atteint un local proche des bureaux du colonel Mauricio Vargas, chef adjoint de l'état-major. Des éclats de roquette ont par ailleurs endommagé d'autres édifices du commandement militaire qui abrite, outre l'état-major, le ministère de la Défense et l'école militaire, dans le sud-ouest de la capitale.

Selon le général Ponce, les roquettes utilisées sont de fabrication industrielle et non artisanale comme lors des précédentes attaques du FMLN. C'est la quatrième attaque des guérilleros du FMLN contre les installations de l'état-major depuis le début de la guerre civile qui a fait 72 000 morts en onze ans. Le général Ponce a co-ordonné l'attaque du FMLN pour « obliger le pouvoir de faire obstacle aux négociations et aux élections (législatives et municipales du 10 mars prochain) ». Une déléguée du FMLN doit rencontrer des représentants du gouvernement salvadorien, mardi au Costa Rica, pour poursuivre les négociations en vue d'un cessez-le-feu, qui ont débuté en avril dernier sous l'égide de l'ONU. (AFP)

BRÉSIL : deux propriétaires terriens incriminés pour le meurtre d'un syndicaliste. Deux frères ont été incriminés, lundi 18 février, pour le meurtre du dirigeant syndicaliste Jose Helio da Silva, conseiller du syndicat des ouvriers agricoles de Palmares, dans l'Etat de Pernambuco. Ce dernier a été tué par balles en décembre, pendant le procès des assassins de Chico Mendes, président du syndicat des exploitants d'hévéas, lui-même assassiné en 1988. Romilda Brandao, propriétaire de deux plantations de caoutchouc à sucre, est accusé d'avoir ordonné l'assassinat de da Silva, que son frère Edinaldo Soares Brandao aurait exécuté. (Reuters)

ERRATUM : Une erreur de transmission a fait écrire à Marcel Niedergang, dans son article sur la visite du président équatorien en France, M. Borja (le Monde du 19 février), « transandin » au lieu de « transandino » et « vallée jodicoce » au lieu de « vallée andine ».

PHILIPPE PONS

PAKISTAN : Lapidation publique. Un Pakistanais accusé d'avoir violé une jeune femme a été lapidé à mort par des chefs tribaux devant des milliers de personnes, lundi 18 février, comme le prévoit la loi islamique en vigueur dans le pays depuis 1979. La police a amené l'homme, Bahadar Khan, sur un terrain situé dans la région de la passe de Khyber. Là, on lui a lancé des pierres jusqu'à ce qu'il décède, a rapporté le journal The Nation. L'homme avait été reconnu coupable par un tribunal. (AP)

EUROPE

GRANDE-BRETAGNE : les attentats dans des gares de Londres

L'IRA s'attaque de nouveau à des lieux publics

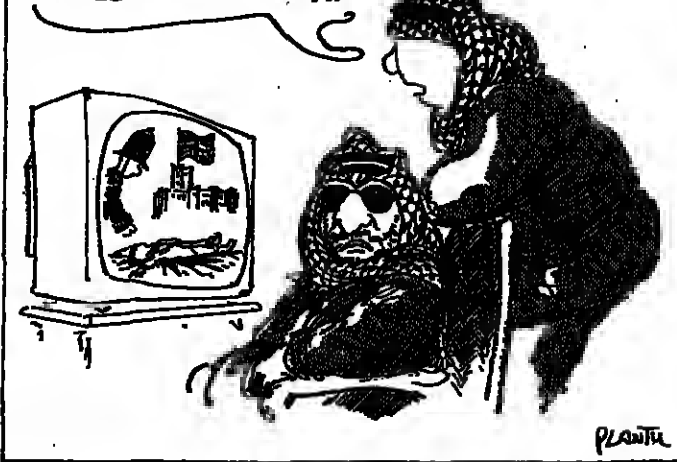
Les terroristes de l'Armée républicaine irlandaise pouvaient se vanter, lundi 18 février, d'avoir réussi ce que l'aviation allemande n'avait pas pu accomplir pendant le Blitz de l'hiver 1940-1941 : paralyser toutes les gares de Londres. Un premier attentat vers 4 heures du matin à la gare de Paddington était destiné à servir de signal. Il n'a fait que des dégâts matériels. Mais le second, à 7 h 45, dans le hall central de la gare Victoria, au moment où arrivent les passagers des trains de banlieue, a été meurtrier. Un homme d'une trentaine d'années a été tué et quarante-trois personnes ont été blessées, dont plusieurs grièvement.

de notre correspondant

L'IRA revendique ces attentats comme elle le fait habituellement, par un communiqué diffusé à Dublin. L'organisation républicaine a accusé la police de ne pas avoir pris au sérieux l'avertissement constitué par la bombe de Paddington, qui avait été suivi par un appel téléphonique. A 7 heures du matin, un homme se réclamant de l'IRA avait téléphoné au centre des transports londoniens et affirmé que des bombes allaient exploser quarante-cinq minutes plus tard dans toutes les gares de Londres.

Scotland Yard avait alors décidé de procéder à des fouilles mais de ne pas faire évacuer les gares. Ce n'est qu'après l'explosion de Victoria que la police a fermé, en un quart d'heure, toutes les gares de la capitale. Les reproches adressés aux autorités, notamment par la presse populaire, sont un peu contradictoires. On les accuse

ET SI MAINTENANT ON SOUTENAIT L'IRA ?!!
CE SERAIT BON POUR NOTRE
IMAGE DE MARQUE ?!!



d'avoir fait preuve de laxisme après l'avertissement de l'IRA, et d'avoir réagi ensuite de façon excessive en interdisant pendant plusieurs heures l'accès à toutes les gares, ce qui a créé un chaos énorme et rendu la vie très difficile à environ un million de passagers.

M. George Churchill-Coleman, chef de la brigade antiterroriste de Scotland Yard, a répliqué vivement à ces critiques. Il estime que le message téléphonique de l'IRA, à 7 heures du matin, était « volontairement vague ». Il était suivi d'un mot de passe qui n'avait jamais encore été utilisé par l'organisation irlandaise. Le nombre d'alertes à la bombe fictives étant considérable : vingt-neuf pour la seule journée de vendredi dernier, la police a donc décidé de passer outre.

La bombe avait été déposée dans une corbeille à papiers, au milieu

du hall de la gare Victoria, près d'une filiale de la chaîne de librairies W. H. Smith. Un passager qui se trouvait à proximité a été tué sur le coup. Sur les quarante-trois blessés, une douzaine ont été sévèrement atteints par des éclats de métal provenant probablement de la corbeille elle-même. Une jeune femme a dû être amputée d'un pied. Une autre passagère a eu la jambe arrachée.

« L'oxygène de la publicité »

Le hall, tel qu'il a été montré à la télévision, a été dévasté. Dans les premières minutes qui ont suivi l'explosion, des passagers erraient dans la gare en état de choc, le visage en sang. Une des premières mesures prises par British Rail n'a été d'enlever toutes les corbeilles à papiers de la gare Victoria. Ce sera

bien sûr le cas dans toutes les autres gares. Les consignes automatiques pourraient être également supprimées.

Le gouvernement a décidé de ne pas faire de déclaration aux Communions sur cette affaire, afin de priver l'IRA de « l'oxygène de la publicité » selon l'expression souvent employée par M. Thatcher dans des occasions de ce genre. Le leader travailliste, M. Neil Kinnock, a approuvé cette attitude. Le consensus entre la majorité et l'opposition est traditionnel face à l'IRA, mais il atteint actuellement des proportions plus grandes encore en raison de la volonté du dirigeant travailliste de ne pas se démarquer du premier ministre à propos de la guerre du Golfe.

Les attentats aveugles en Angleterre étaient fréquents dans les années 70. L'IRA possédait alors régulièrement des bombes dans des gares ou des pubs. Mais l'organisation avait changé de stratégie après l'attentat contre le grand magasin Harrod's en décembre 1983 qui avait fait six morts et de très nombreux blessés. L'IRA n'avait depuis cette date attaqué que des « cibles » militaires ou politiques telles que des casernes ou des bâtiments supposés symboliser le pouvoir britannique, comme la Bourse de Londres ou le Carlton Club, un établissement fréquenté par les parlementaires conservateurs.

En visant à nouveau des lieux publics, l'IRA transporte en Angleterre les méthodes qu'elle applique en Irlande du Nord. Les alertes à la bombe, fausses ou réelles, font partie de la vie quotidienne à Belfast. Elles sont encore plus nombreuses le vendredi lorsque de nombreux habitants vont faire leurs achats. La police est alors inondée d'appels et doit vérifier d'innombrables objets suspects. Quelques-uns d'entre eux se sont avérés être des bombes, mais l'habitude a été prise en Irlande du Nord de prendre chaque menace au sérieux.

DOMINIQUE DHOMBRES

URSS : la tension dans les Républiques périphériques

- Un Lituanien succombe à ses blessures
- L'armée intervient en Géorgie

Un Lituanien de cinquante ans, blessé dans la nuit du 12 au 13 janvier lors de l'assaut de la tour de la télévision de Vilnius par les troupes soviétiques, est mort de ses blessures, à l'hôpital, lundi 18 février, a annoncé l'agence indépendante Bait-fax. Ce décès porte à seize le nombre de victimes de cette opération de l'armée soviétique.

Le président lituanien, M. Vytautas Landsbergis, s'est pour sa part déclaré « profondément déçu » par l'attitude des trois ministres des Affaires étrangères de la CEE qui viennent de rencontrer M. Gorbatchev à Moscou. Dans un entretien accordé à une radio néerlandaise, M. Landsbergis a estimé que la CEE ne devrait envisager une reprise de son aide à l'URSS, gelée après les sanglants événements de Vilnius et Riga, que lorsque les troupes soviétiques se seraient retirées des pays baltes. Pour l'instant, l'armée contrôle toujours les bâtiments qu'elle a occu-

pés de force en janvier. En Géorgie, l'armée soviétique est intervenue, lundi, à l'aide de chars et de blindés, pour prendre d'assaut une base d'une organisation paramilitaire indépendantiste géorgienne, la milice des Mikhedroni (cavaliers), dans les environs de Tbilissi. Deux soldats ont été blessés dans les échanges de coups de feu qui ont suivi l'assaut.

Le chef des Mikhedroni, M. Djaba Iosseliani, a ensuite accusé le président géorgien, M. Zviad Gamsakhourdia, d'être à l'origine de cette intervention et a annoncé que sa milice se transformait en parti politique. « Bien que certains de nos cavaliers aient été déarmés, nous allons continuer notre combat, a-t-il dit devant un rassemblement de deux mille personnes. A partir d'aujourd'hui, nous nous proclamons parti politique pour lutter contre le fascisme. » (Reuters, UPI, AFP).

ROUMANIE : le contrôle du gouvernement sur les médias

Suppression des tribunes politiques à la télévision

BUCAREST

de notre correspondant

Malgré de vives protestations, la télévision roumaine a supprimé, pour des raisons « techniques », à partir de lundi 18 février, les émissions « Points de vue », qui permettaient aux partis politiques d'opposition d'exprimer librement leurs opinions. Les programmes dans les langues des minorités nationales, notamment en hongrois, ont été réduits ou transférés sur le second canal, qui n'est pas capté en Transylvanie; c'est pourtant là que vit l'essentiel de la minorité hongroise (2,5 millions d'habitants), qui a massivement voté pour l'Union démocratique des Magyars (UDMR, opposition) en juin dernier.

M. Emanuel Valeriu, directeur général de la télévision, a expliqué lors d'une conférence au Monoc et à l'AFP qu'une réduction du temps d'antenne de 15 % (soit soixante-dix à cent quarante-sept heures par semaine), qui touche d'autres émissions, était nécessaire car « les équipements de la télévision étaient prévus pour cinquante heures par semaine » et que la technique était à bout de souffle après les augmentations de programme consécutives à la révolution. Selon M. Valeriu, la direction de la télévision a choisi de supprimer les quatre heures d'émissions politiques — lors desquelles « les partis d'opposition n'expliquaient pas leur politique mais attaquaient le gouvernement, le président, et même la télévision et d'autres institutions » — car « elles n'inté-

saient pas les téléspectateurs ». Le porte-parole du gouvernement, M. Bogdan Baltazar, a affirmé, lors d'une conférence de presse très largement retransmise par la télévision, que la disparition de « Points de vue » affectait surtout le gouvernement, qui a besoin d'exposer sa politique économique. Cependant, nous a expliqué le directeur de la télévision, le temps d'antenne pour les émissions économiques va être augmenté.

Outre « Points de vue », les émissions « Devant la nation » où le président et le premier ministre intervenaient une fois par mois, ont elles aussi été supprimées, mais, a précisé M. Valeriu, « ils pourront s'exprimer s'ils le souhaitent ».

L'Alliance civique (opposition extraparlamentaire), la Convention pour la démocratie (opposition parlementaire), l'Union démocratique des Magyars et l'Association des journalistes ont dénoncé ces mesures comme « antidémocratiques ». Le mois dernier, l'opposition avait fermement condamné l'attitude des responsables de la télévision lors de la présentation du rapport sur les événements de juin à Bucarest, jugeant qu'en interrompant volontairement les programmes lors des troubles du 13 juin 1990, ils avaient artificiellement créé une atmosphère de drame et provoqué l'intervention des militaires dans la capitale. La télévision roumaine n'avait alors diffusé aucune image des violences des militaires ou « des raisons techniques ».

JEAN-BAPTISTE NAUDET

ALBANIE

Durcissement du mouvement étudiant

La police albanaise a encerclé, lundi 18 février, l'université de Tirana, où quelque 630 étudiants et enseignants ont entamé une grève de la faim pour appuyer leurs revendications, ont indiqué des responsables du Parti démocratique (opposition).

Les protestataires, qui se sont barricadés dans la cantine universitaire, demandent que l'université, qui porte le nom de l'ancien leader stalinien, Enver Hoxha, soit débaptisée; ils réclament aussi l'abandon des « protocoles d'indépendance politique » et l'amélioration de leurs conditions de vie. Lundi, ils ont allongé la liste de leurs revendications, exigeant désormais la démission de plusieurs membres du gouvernement et hauts fonctionnaires. (AFP, Reuters, UPI).

BIBLIOGRAPHIE

Bouleversements à l'Est

Chaque année, la Documentation française publie une sorte d'état des lieux dans les pays de l'Est, URSS comprise. Le cri 1989-1990 de cette publication est évidemment d'une tonalité un peu particulière et on comprendra que les auteurs aient jugé bon d'intituler « Bouleversements à l'Est ». Ces bouleversements se sont à ce point précipités que, de pays en pays, les faits vont parfois plus vite qu'il n'est possible de les enregistrer et, compte tenu des délais de fabrication, les chronologies — qui contribuent à faire de cet ouvrage

BULGARIE

Tensions dans les zones à population turque

Les tensions entre la minorité turque et les nationalistes bulgares à Kardjali, dans le sud de la Bulgarie, se sont aggravées, lundi 18 février, après la décision gouvernementale d'autoriser l'enseignement facultatif de la langue turque à partir du 1^{er} mars.

Les écoles ont été fermées, les parents bulgares refusant d'y envoyer leurs enfants ou empêchant les enfants turcs de s'y rendre, selon des militants turcs. Une foule s'est rassemblée dans les rues pour attendre l'arrivée d'une délégation officielle de Sofia dépeçée sur place pour enquêter.

La petite ville de Kardjali, où les Bulgares non-turcs sont minoritaires, a été le théâtre de tensions ethniques à plusieurs reprises. (AFP, UPI).

AFRIQUE

CAP-VERT : une première en Afrique

Le chef de l'opposition élu président

Avant même que les résultats complets et définitifs de l'élection présidentielle, organisée dimanche 17 février, ne soient enregistrés (le Monde du 20 février), tout le monde en connaissait la conséquence, quelques heures seulement après la clôture du scrutin. En remportant la majorité dans cinq des neuf îles habitées de l'archipel — dont les trois premières sont les plus peuplées du pays — le chef de file de l'opposition, M. Antonio Mascarenhas Monteiro, était assuré de la victoire.

Le président sortant, M. Aristides Pereira, a d'ailleurs, dès lundi matin, reconnu sa défaite, qu'il a dit accepter « avec sérénité et modestie », avant de saluer le « président élu » et lui souhaiter « beaucoup de succès » à la tête du pays. C'est la première fois, au Cap-Vert, qu'était organisée une élection présidentielle pluraliste. C'est aussi et surtout la première fois, en Afrique, qu'un



dirigeant de l'opposition arrive au pouvoir par le moyen des urnes. Juriste de formation, M. Monteiro, quarante-sept ans, a étudié le droit à Lisbonne puis à Coimbra, au Portugal, avant de se réfugier en Belgique, en 1967, pour éviter d'être incorporé dans l'armée coloniale portugaise. C'est à l'université catholique de Louvain qu'il obtiendra sa

licence de droit et un poste d'assistant chargé de recherches, au centre interuniversitaire de droit public. Ses activités universitaires ne l'empêcheront pas de rejoindre les rangs du Parti africain de l'indépendance de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert (PAIGC) et de participer à la lutte de libération nationale de 1969 à 1971, date à laquelle il rompt avec le PAIGC « pour divergence idéologique avec la direction du parti ».

De retour au pays deux ans après l'indépendance (1975), il exerce les fonctions de secrétaire général de l'Assemblée nationale populaire, puis celle de juge à la cour suprême, qu'il présidera par la suite de 1980 à 1990. C'est à ce titre qu'il participera, notamment, à la conférence ministérielle de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), qui a élaboré la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples. (AFP)

AFRIQUE DU SUD : après l'accord entre le gouvernement et l'ANC sur l'abandon de la lutte armée

Les extrémistes se rebiffent

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Le récent accord sur l'abandon de la lutte armée, signé par le Congrès national africain (ANC) et le gouvernement (Le Monde daté 17-18 février), suscite des remous, à l'extrême gauche comme à l'extrême droite.

A gauche de l'échiquier politique, le Congrès panafricainiste (PAC) a

dénoncé le rapprochement entre l'ANC et le pouvoir en annonçant qu'il remettrait à plus tard la « conférence du front patriotique », décidée d'un commun accord lors de la rencontre avec l'ANC, le 4 février.

Le secrétaire général du PAC, M. Benny Alexander, a appelé l'ANC, lundi 18 février, à revenir sur sa décision de participer à « une conférence de tous les partis avec le gouvernement et d'autres organisations ». Selon M. Alexander, l'accord ANC-gouvernement signifie que « le processus de changement restera bien calé dans la main du pouvoir blanc ». En jouant sur les mots à partir du slogan traditionnel du PAC « Un colon, une balle », M. Alexander a estimé que « sans élections, la solution de la balle ne pouvait pas être abandonnée ».

Le secrétaire général du PAC a encore reproché à l'accord de ne prévoir que « la libération de prisonniers politiques et le retour d'exilés membres de l'ANC ». M. Alexander a rappelé qu'un membre du gouvernement avait affirmé qu'il serait nécessaire que le PAC participe au

processus des négociations avant que ses membres emprisonnés ne soient libérés, « ce qui constitue un chantage politique inacceptable », a-t-il estimé.

A l'extrême droite, le chef de l'AWB, M. Eugene Terreblanche, a demandé à ses commandos de ne pas se dissoudre. « La décision de la branche armée de l'ANC de suspendre sa lutte armée n'a rien à voir avec les commandos de l'AWB », a déclaré, lundi, M. Terreblanche, sanglé dans son uniforme beige marqué d'un symbole rappelant la croix gammée. « Les militaires de l'ANC voulaient renverser le gouvernement tandis que l'AWB n'a fondé ses commandos que dans un esprit d'auto-protection », a-t-il précisé. M. Jaap Marais, le responsable du HNP, un autre parti d'extrême droite, a accusé, lundi, le président Frederik De Klerk d'« abandonner les Afrikaners » et de « considérer leur langue comme négociable dans le cadre d'une nouvelle Afrique du Sud ».

FREDERIC FRITSCHER

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

POLITIQUE

Les répercussions de la guerre du Golfe

Les dirigeants du Front national et du Parti communiste ne sont pas suivis par leurs sympathisants

La préfecture de police de Paris a interdit, lundi soir 18 février, le défilé contre la guerre du Golfe que les pacifistes de « l'Appel des 75 » voulaient organiser, mardi, à partir de la place de la République. Le Front national tiendra pour sa part une réunion publique intitulée « Gloire à l'armée ! Non aux socialistes ! », vendredi à la Mutualité, en présence de M. Jean-Marie Le Pen. Toutefois, qu'il s'agisse des communistes ou de l'extrême droite, une série de sondages montre qu'un décalage existe actuellement entre les électeurs et les dirigeants.

M. Jean-Marie Le Pen s'est présenté pendant longtemps comme un contre-réformiste dans le débat politique. Sur nombre de sujets, les partis et leurs dirigeants, à droite comme à gauche, étaient appelés à réagir et à se situer par rapport au président du Front national et à ses options. Le verbe outrancier de son chef de file tirant le meilleur profit des grands moyens de communication, le mouvement d'extrême droite occupait ainsi, sur l'échiquier, une place beaucoup plus importante que celle de son strict poids électoral.

Les débuts de la crise du Golfe n'avaient pas enrayé cette mécanique. Indulgent avec M. Saddam Hussein à la suite de l'invasion du Koweït mais sévère avec M. François Mitterrand à cause de l'engagement de la France aux côtés des États-Unis, M. Le Pen s'était, comme à son habitude, délibérément mis en marge de la classe politique. Il avait poussé le bouchon un peu loin en proposant d'envoyer l'armée de l'Union par Bagdad, se refusant de reconnaître la condition d'usage aux ressortissants étrangers retenus en

Irak, puis ce multipliant les déclarations sur le profit politique de la libération de quelques dizaines de ces otages.

M. Le Pen voulait alors se donner la stature d'un homme d'État. Dès la fin août, toutefois, il appaissait, dans les coquilles d'opinion, que son électoral manifestait son trouble, et même son incompréhension (le Monde daté 26-27 août). Prolifère avant le 17 janvier, le président du Front national est devenu discret depuis le déclenchement des hostilités. D'une opposition farouche à l'intervention militaire française dans le Golfe, il est passé - phase active oblige - à un soutien affectif aux soldats de l'opération « Daguet », qui, à en croire ses déclarations d'évent-guerre, sont dotés d'un équipement dont le vétusté n'a d'égale que l'inefficacité. M. Le Pen se retrouve ainsi dans une position de grand écart qui le met mal à l'aise. Un autre dirigeant du Front national reconnaît même que son parti adopte aujourd'hui un « profil bas » contraire à la nature de son chef.

Cette difficulté de M. Le Pen à trouver un discours juste et une position originale trouve une traduction dans une série de six sondages effectués par BVA depuis le début janvier. Ces coquilles révèlent que les sympathisants du Front national, comme la plupart des autres Français, persistent, eux aussi, dans leur approbation des décisions de M. Mitterrand sur le Golfe. Le taux d'approbation le plus bas (50 %) a été atteint le 26 janvier et le taux le plus élevé (75 %) figure dans la dernière vague, réalisée les 16 et 17 février auprès de cent quarante-six personnes.

Compte tenu de la faiblesse de l'effectif d'extrême droite dans

l'échantillon, il faut interpréter ces chiffres avec précaution, mais ils manifestent tout de même un décalage important entre la position de M. Le Pen et le sentiment de son électoral, lequel ne semble pas croire, comme le soutient récemment le président du Front national au « Club de la presse d'Europe 1-Libération », que M. Mitterrand conduit cette guerre d'un intérêt personnel afin d'écarter dans l'Histoire.

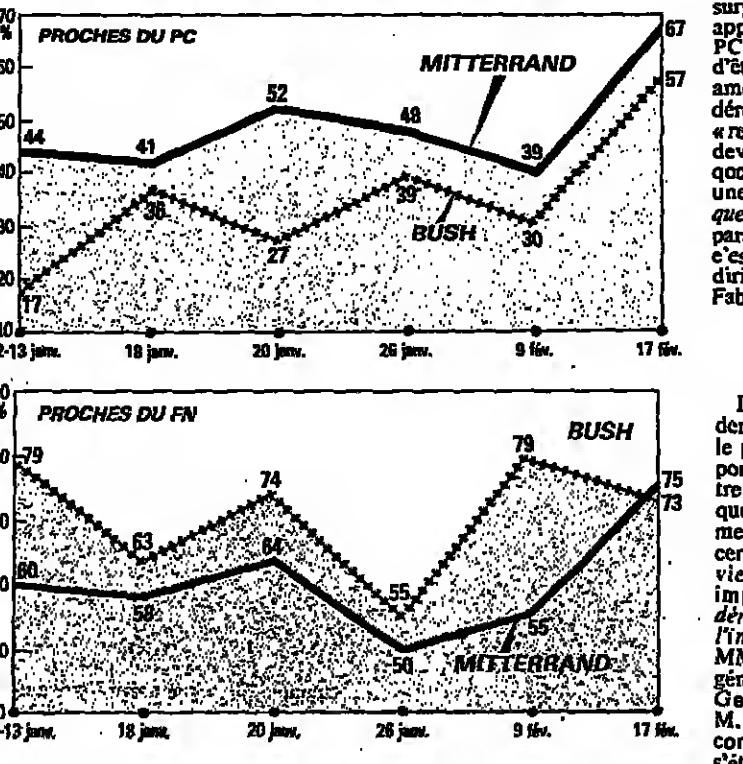
Coincé entre un pacifisme qu'il rejette - « Je suis très troublé, je l'avoue, de voir que dans la guerre du Golfe la position de notre Front

national est exactement celle des communistes et de leurs satellites », écrivait un lecteur dans un récent numéro de National-Hebdo, que dirige M. Roland Gaucher, membre du bureau politique - et un attachement viscéral à l'armée, sans pour autant être à l'initiative de la création de comités de soutien aux soldats dans laquelle s'investit le RPR, le mouvement d'extrême droite se rassure en affirmant que ces sondages ne portent pas sur l'ensemble de la politique du chef de l'État. En se fendant, non sans raison, sur l'expérience du passé, M. Bruno

Megret estime ainsi qu'il ne traduisent pas un « ralliement durable à M. Mitterrand ». « Quand viendra l'heure du bilan, notre électoral s'apercevra que la politique du président de la République n'était pas la bonne », assure le député général du FN, qui se refuse à faire du « stérisme ».

Si, à sa manière, l'électoral d'extrême droite fait la preuve qu'il ne suit pas l'analyse de l'état-major du Front, la remarque vaut tout autant pour l'électoral communiste. Dans une proportion encore plus importante, celui-ci manifeste une approbation accrue (+28 points) pour les décisions de M. Mitterrand dans le dernier sondage BVA. Cette considérable progression, qui mérite également des précautions d'interprétation, s'accompagne d'une non moins surprenante hausse dans le soutien apporté par les sympathisants du PCF à M. George Bush. Loin d'être atteint par une vague d'anti-américanisme, et semblant considérer, comme l'a souligné l'un des « fondateurs », M. Guy Hermeri, devant le comité central du parti, que ce conflit ne peut être réduit à une « guerre impérialiste classique », l'électoral communiste apparaît pas, lui non plus, en phase - c'est un euphémisme - avec les dispositions de la Place du Colonel-Fabien.

Approbation comparée des décisions prises par M. Mitterrand et par M. Bush (en pourcentage).



Pas de profit électoral

Les élections partielles de ces dernières semaines ont montré que le pacifisme ne sert pas de vague porteur au PCF : celui-ci enregistre plutôt des résultats catastrophiques. M. Pierre Zarka, nouveau membre du secrétariat du comité central, chargé de l'organisation, vient d'ailleurs de l'admettre implicitement en disant que « la démission de la remorque de l'influence (du PCF) est à faire ». MM. Georges Marchais, secrétaire général du parti, et Jean-Claude Geyssot, prédécesseur de M. Zarka, assuraient pourtant, contre toute évidence, qu'elle s'était amorcée aux élections législatives de 1988 et poursuivait aux municipales de l'année suivante.

Le Front national risque d'être confronté, à moyen terme, à un problème du même type. Dans un fort contexte d'abstention, les récentes consultations moutrent, notamment, les limites électorales du Front. M. Le Pen, en effet, peut difficilement soutenir que les Français rejettent la « bande des quatre » pour se tourner résolument vers « le parti qui défend la France », alors que son propre discours se réduit pas cette abstention à son profit. Pour lui aussi, cette démonstration reste à faire.

OLIVIER BIFFAUD

Le RPR souhaite la réquisition des dockers de Marseille

M. Hervé Fabre-Anbrosy, secrétaire national adjoint du RPR, a souhaité, lundi 18 février, « une réflexion sur l'abrogation de la loi de 1947 régissant le fonctionnement de nos ports », à la suite du refus des dockers marseillais d'embarquer des conteneurs de munitions pour l'armée française. « Scandalisé » par l'attitude des dockers CGT du port autonome de Marseille-Fos qui avaient refusé, le 14 février, de charger ces conteneurs à destination de l'Arabie saoudite, le responsable RPR a préconisé « le retrait des cartes de dockers des ouvriers concernés et, à l'avenir, si un tel incident se reproduisait, la réquisition des dockers nécessaires ».

Interrogé sur cette grève, M. Pasqua a, pour sa part, jugé, lundi 18 février à Cergy-Pontoise, l'attitude des dockers « tout à fait inacceptable ». Il a ajouté : « Il fallait d'abord faire intervenir les forces de police pour dégager le port. C'est ensuite, la loi étant la même pour tous, au gouvernement d'engager des poursuites contre les meneurs ». Enfin le sénateur RPR a estimé que le coût actuel de la guerre de devises ne pouvait pas entraîner la création d'un impôt ou d'un emprunt supplémentaire.

« La paix n'est pas un absolu biologique »

déclarent les écrivains croyants d'expression française

Dans un texte publié jeudi 14 février, l'Association des écrivains croyants d'expression française (AECF), qui regroupe des écrivains juifs, musulmans, catholiques, protestants et orthodoxes, estime que « la guerre actuelle n'est pas une guerre de religions », mais qu'« elle engage la responsabilité des religions ».

L'AECF « se réjouit que les croyants, en France, se rencontrent et se rassemblent pour éviter affrontements et exclusions, dans la pratique commune d'une laïcité ouverte. Nous souhaitons que cette démarche ne cesse de s'amplifier, jusqu'à toucher ces terres bibliques et prophétiques où la guerre aujourd'hui se déchaîne ou menace [...] ».

« La paix n'est pas un absolu biologique », poursuit le communiqué. « Elle n'est pas seulement non plus l'addition de buts de paix, si nécessaires et généreux soient-ils [...] ».

« La paix est beaucoup plus, elle est ce germe de communion que Dieu met dans nos cœurs et qu'il nous faut faire grandir ensemble, par une véritable méthode de vie... »

DIAGONALES

La guerre du Golfe devrait déchaîner les donneurs de leçons professionnels. Elle met en jeu des principes, leur fond de commerce, et non la défense du pré carré qui, relevant du patriotisme, est l'affaire de tous. De plus, ce sont des engagements qui pèsent sur nos consciences, non des appels à la solidarité d'urgence qui pèsent sur la gorge à la parole, exercice pour lequel les penseurs de l'arrière ont souvent manqué de dons.

Au moment où se livre une bataille de techniciens, y compris pour les idées, et où les hommes de plume devraient avoir beaucoup à dire, il se trouve que leur crédit s'est effondré, jusqu'à n'être plus coté sur aucune place idéologique. Ils se sont tant trompés ou dédités ! Certains n'en parlent que davantage, mais le public n'y prête plus attention. Modeste nouvelle de parleurs institués, désinvolture neuve de l'opinion devient l'autorité liée naguère à l'univers des Livres : la littérature retrouve une fonction moins exorbitante. La question se pose désormais, salubre : bricoler dans le signe et le symbolique, travailler sur la chimie et le mot, pourquoi diable cela donnerait-il un surcroît de clarté et de rectitude ?

Les auteurs de qui paraissent des romans ces jours-ci se plaisent à rappeler cette liberté de « penser à autre chose » qu'au Golfe. Du droit à l'étourderie, faut-il faire un devoir ?

L'oreille au transistor, j'ai passé le week-end à chercher comment s'occupaient nos grands écrivains, du temps des grands écrivains, quand des tragédies historiques frappaient à leurs carreaux (tout en sachant que les degrés d'implication, volontaire ou non, sont incomparables d'un conflit à l'autre).

Lors des deux guerres mondiales, tout dépendait des liens de la gent pensante avec le concept de « solidarité », donc de l'expérience vécue. Pour les combattants de la première ligne comme Maurice Genevoix, la bataille fut l'occasion de redécouvrir un lien animal avec autrui, lien que le temps de paix estompe. De retrouver des réflexes propres, eux bêtes ne peut que réjouir, que consoler du moins, cet homme des bois. Dans la Mort de près (Pion, 1972), c'est avec le plaisir d'une confiance

Droit à l'étourderie

renouvelée dene l'Homme que le vétéran de 1914 se remémore le regard d'un mourant, dont le dernier signe muet, sur cette terre, en lui déconseillant d'emprunter certaines tranchées, et en lui évitant la mort, eura assuré la survie de l'espèce.

D'ordinaire, le travail solitaire de l'écrivain porte moins à de telles fraternités qu'à un égoïsme de choc. Paul Léautaud incarne cette tendance. Dans son Journal d'août 1914 (Mercure de France, tome I, p. 956), il s'indigne que Gourmont, et volontiers contradictoire, édifie la solidarité des « soldats ». « Gourmont oublie le contraire », s'énervait Léautaud, la potence en cas de refus. Et de soupçonner les rébellions antérieures de Gourmont, puis, que la première épreuve eue raison d'elles, et a jeté son ami vers le « troupeau patriote ».

En septembre 1939 (tome II, p. 2113), celui qui son anachorisme de droite conduira, comme c'est évident, à de contestables accommodements, compare l'entreprise « colonisatrice » d'Hitler à celle de nos démocrates en Afrique. Nous prétendons imposer la civilisation et le progrès à des peuples inoffensifs et désarmés, sans leur demander leur avis. « Tout se vaut », conclut Léautaud, en réduisant l'héroïsme à un « abstrait sous la contrainte des gendarmes ».

Héroïque au feu, Giono l'a été, présent aux Espéras, au chemin des Dames, sur la Somme, et gazé. Mais au lieu de s'en vanter, quand survient la seconde guerre mondiale, il se reproche ses faits d'armes comme une « lâcheté ». Pour les actions dangereuses, il « ne donne d'ordre qu'à lui seul », autre singularité, mais il aurait été plus fier de désertir. Pour avoir osé cet aveu (Refus d'obéissance) et milité en conséquence, on l'enferma au fort Saint-Nicolas de Marseille, fers aux pieds.

Proust, on s'en doute, pousse l'obsession professionnelle à un point pathétique et réjouissant. En novembre 1918, un seul tourment parait l'habiter : qu'attend Gell-

mard pour lui renvoyer à corriger les épreuves du Côté de Guermantes, remis en juin ? C'est vrai, ça, y a-t-il plus important ? Pour nous aussi, aujourd'hui encore, qu'est-ce qui aurait le plus changé nos vies : une envolée coccardière de l'auteur de la Recherche, ou que le poste ait égaré le manuscrit de Guermantes ?

Gide, en septembre 1939, e l'âge (soixante-dix ans) de fermer les rideaux. Il décide d'apprendre par cœur du Racine. La libération le trouvera plongé dans Salluste. Il s'explique dans son Journal 1939-1949 (Pléiade) : il s'est tu par « incertitude », et parce que son passé aurait perdu et à s'enrôler, toute valeur. A propos de Malraux (la Lutte avec l'ange), il s'écrit que mot rationnelle de technicien : le littérateur doit chercher à « faire voir », non à « faire comprendre ». L'art pour l'art est-il une attitude de refuge, de dérobade ? On dirait un sujet de dissertation : vous avez quatre heures, à midi, je remette !

Jean Paulhan tient un équilibre séduisant entre les réflexes de l'artisan en lettres et ceux du citoyen embarqué dans le galère commune. Engagé en 1915, il écrit le Guerrier appliqué (Gallimard, 1921, « L'Imaginaire »), jets pour noter que le souvenir des assauts lui revient, « humble et persistant comme un chien attend à une porte ».

L'en fin mot de l'engagement de l'écrivain en temps de bataille, c'est à Maurice, une fois de plus, qu'on s'envie de le demander, dans un article de janvier 1941. Après s'être étonné - prophétiquement - qu'on s'en prenne aux artistes, les lendeins de drame, celui qui va donner à l'engagement son sens le plus élevé n'a que dédaigné souverain pour la politique. Pour un intellectuel, écrit-il, « l'entrée dans la politique a toujours signifié la renoncement aux lettres, et les ministres cultivés qui, entre deux portefeuilles, ont prétendu y revenir, n'ont donné que des livres contaminés par le verbiage et les menaces de la politique ».

Et Maurice de conclure : « La sincérité envers soi-même, ce qu'il y a de plus contraire à la politique, voilà aujourd'hui notre pierre de touche pour reconnaître un véritable écrivain. »

On y prend goût

Nouvelles FRONTIÈRES

aux épices, quel souk là-dedans !
poivre, cannelle, safran
et curcuma...
et le rouge là,
c'est quoi ?
Ah ! mon ami, il faut goûter...
c'était de la poudre à éternuer !

MARRAKECH 990 F

VOL ALLER-RETOUR DÉPART DE PARIS. PRIX MINIMUM
TAPEZ 36 15 NF. TÉLÉPHONEZ AU (1) 42 73 10 64

POLITIQUE

Les répercussions de la guerre du Golfe

Les militants socialistes sous le choc

Suite de la première page

Député de la Goutte-d'Or à Paris, secrétaire national chargé des fédérations, Daniel Vaillant évalue à une vingtaine, sur près de sept mille, les sections qui ont fait parvenir au siège du PS des motions contre la guerre du Golfe. « Sur les cent premiers fédéraux, c'est-à-dire les responsables départementaux, quatre-vingt-cinq ont apporté leur soutien au président de la République le 17 janvier, y compris des gens du courant Chevènement, Socialisme et République. » Il circonscrit les « zones d'ombre » et leur « influence dépressive » : aux courants minoritaires lors du congrès de Rennes, Socialisme et République (8 %), popérenistes (7 %) et Nouvelle École socialiste (1,3 %), et à quelques départements comme l'Essonne : « Si la guerre avait provoqué une fracture importante au sein du parti, les appels de Max Gallo ou de Régis Debray auraient recueilli beaucoup de signatures. Et ces pétitions auraient été publiées. Ce n'est pas le cas. »

Pourtant, tout en affirmant que « le parti en profondeur soutient le président de la République », Daniel Vaillant reconnaît qu'il ne faut pas sous-estimer le débat depuis qu'on est entré dans la phase concrète de la guerre.

Faut-il comprendre que la situation est plus complexe que ne veut bien le reconnaître le député du dix-huitième arrondissement de Paris ? Les militants ne sont-ils pas les premiers cibles des trois cent mille affiches et du million et demi de tracts imprimés par le PS avec pour message : « Aujourd'hui le combat pour le droit, demain l'action pour une paix juste » ?

Des sections anéanties

Tous les témoignages concordent sur un point : le congrès de Rennes a laissé le bas du parti en état de catalepsie. « Si j'avais des législatives, il n'y aurait plus beaucoup de monde pour aller coller les affiches », disent en substance Elisabeth, la Marseillaise, mitterrandiste depuis 1978, et Claude, la Parisienne, rocardienne depuis le PSU. Sur la côte méditerranéenne comme sur les rives de la Seine, ces deux femmes, qu'un demi-siècle sépare, ont constaté que les réunions s'anéantissent de plus en plus : « Sur cent militants, une soixantaine participent régulièrement ou

trouvons ; maintenant, on se retrouve à vingt-cinq ou trente. Dans certaines sections, c'est pire. »

Rue de Solferino, on tient le phénomène pour naturel : il y a toujours un reflux du militantisme après un congrès, surtout quand les échéances électorales ne sont pas proches. Une baisse de 7,5 % dans le renouvellement des cartes (- 15 000) entre janvier 1990 et janvier 1991 est considérée comme un bon résultat.

Bref, quand les troupes de Saddam Hussein envahissent le Koweït, le 2 août, cela ne provoque aucun sursaut militant. « Dans les sections, on est plus

riel à cinquante et on a 203, ce militant du troisième arrondissement de Paris ne voit pas comment la guerre aurait pu être évitée : « La pax americana vous mieux que la pax de Saddam Hussein. » Le soutien au président de la République s'explique en général de la façon suivante : « On est contre la guerre, mais... » Un « mais » qu'on fait suivre de parallèles Saddam-Hitler, de références à Mucich, d'idées sur le nouvel ordre mondial... Ainsi pour Jean, fribourgeois lyonnais, « 80 % des militants se sont trouvés en pleine cohérence avec François Mitterrand ». Le sondage BVA du 11 février réalisé pour « 7 sur 7 » et Libération confirme d'ailleurs cette appréciation.

« Taupes trotskistes »

Reste donc 20 % de socialistes qui précèdent leur distance avec la politique de M. François Mitterrand. Ce sont des pacifistes purs sucs, d'anciens trotskistes, des jeunes venus au PS par le



familier avec les questions locales et nationales qu'avec la géo-politique. C'est la première raison pour laquelle les militants n'ont pas été immédiatement demandeurs d'un débat sur le Golfe. La deuxième tient à la nature du parti : on est devenu « mitterrandolâtre ». Or, en intervenant aux Nations unies, le président de la République nous a d'autant plus facilement convaincus que la France saurait éviter le passage de l'embargo à la guerre que les socialistes sont « génétiquement » des hommes de paix », explique Xavier, cadre dans une société d'information, militant de la gauche du nord de Paris.

Le 15 janvier, la logique de guerre s'impose ainsi sans que la base ait eu à en débattre. Cela aurait-il changé quelque chose ? Facteur du FLN à seize ans, membre d'un cabinet ministériel

canal lycéen. Ils sont contre l'engagement aux côtés des États-Unis, pour une solution au problème palestinien. Ils demandent un repositionnement du parti sur les valeurs de gauche. Ils vivent mal l'engagement dans la guerre.

Ancien objecteur de conscience, cet enseignant du Nord s'est heurté à un mur d'incompréhension, « presque de rejet », dressé par ses camarades favorables au conflit : « J'avais toujours cru que le pacifisme faisait partie de l'héritage des pères du socialisme français. » Si, en refusant leur confiance au gouvernement, des députés n'avaient pas « ouvert une brèche », il aurait quitté le PS.

Gérard, qui appartient pour certains à l'espèce des « taupes trotskistes », n'ayant adhéré au parti qu'après 1981, a eu une réaction semblable : « Choqué »,

il restera malgré tout au PS, en espérant que « l'engagement du gouvernement dans le conflit ne peut-être lui permettre de se relever du massacre du congrès de Rennes ».

Les témoignages significatifs du trouble égoïd par la guerre foisonnent. A Palaiseau, dans une section où les collaborateurs de ministres sont nombreux, on remarque que « beaucoup de femmes ont déserté les réunions aux premiers jours ». A Paris, chez les « Albanais » du XVIII^e (quasi-unanimité pour le courant Jospin lors du congrès de Rennes), le député, qui organise une réunion début février, eût été « douze personnes sur quinze prendre la parole contre la guerre ». A Marseille, les « rébeus » des quartiers nord ne veulent plus entendre parler du PS : « Vous avez vu comment ils traitent Harlem Désir ! On veut pas jouer les Arabes de service. »

A Lyon, plutôt que de coller les affiches du candidat à l'élection législative partielle, Philippe a participé aux manifestations de SOS-Racisme : « Tout est ramené au soutien au président de la République. Personne ne peut s'y opposer, parce que le PS fonctionne sur le système de culpabilité. » Secrétaire de section dans la Haute-de-Seine, David, « j'ai eu rocardien », a décidé de « tirer un trait sur le parti ». Postier et conseiller municipal (minoritaire) dans l'est parisien, Bernard se sent « glisser vers le RPR ».

La difficulté tient à l'analyse qu'on peut faire de cette situation. Pour certains, il s'agit de « micro-phénomènes affectifs » sans signification ou portée réelles. D'autres y voient les signes avoués d'une décomposition à l'intérieur des courants lorsque la guerre sera terminée. Jacques, membre d'une commission exécutive fédérale : « Jean Poperen doit se coller avec les deux cents membres de son courant appartenant à l'Union de la gauche, et rendre publique une pétition intitulée Pour la démocratie dans le parti et dans le courant 2. » Pareil chez les ébénistes. A Athis-Moos, Marie-Noëlle Lienemano a été rudement critiquée par les cadres moyens du parti, qui n'ont pas apprécié qu'elle ne respecte pas la discipline de vote alors que des militants de base lui confient leur soutien. D'autres lui ont signifié qu'ils se repositionnaient chez les rocardiens.

« La discussion avant l'union sacrée »

Pour Mathieu, politologue de profession et secrétaire d'une section par conviction, ces clivages des clivages s'expliquent facilement : « Les fubiusiens ont une stratégie de prise de pouvoir. Pour atteindre cet objectif, ils font bloc quelles que soient les circonstances. Ils ne font pas de la politique au sens strict : quand il y a un problème, ils disparaissent du paysage pour ne pas se trouver en difficulté. Excepté chez certains vieux cathos de gauche venus du PSU, on retrouve le même phénomène chez les rocardiens. Les courants politiques sont plus naturellement portés au débat, donc à dissensions éternelles. » Ancien trotskiste, devenu jospiniste, il s'est lui-même résolu à prendre le risque de s'élancer contre l'engagement militaire après avoir longuement analysé la situation : « En ce moment plus que jamais le mot d'ordre est : silence dans les rangs. »

Les sanctions contre les députés qui n'ont pas respecté la discipline de vote, les déclarations du premier secrétaire, Pierre Mauroy, ont donné l'impression que le PS ne voulait pas voir une tête dépasser du rang. Les critiques que peut cogérer une telle position n'ont pas échappé rue de Solferino. On y répète donc qu'il n'est pas question d'étouffer le débat. On annonce des réunions de vote hebdomadaires de fédérations. Cela n'empêche pas les dirigeants de la Nouvelle École socialiste de se sentir l'objet d'une véritable chasse aux sorcières.

Militant de ce courant dans le Loiret, Henry est bouleversé par le pilonnage intensif de l'Irak par les B-52, par la complète déstabilisation du Proche-Orient qui suivra la victoire sur Saddam Hussein, par l'alliance des États-Unis avec le dictateur

Les doutes de M. Bellon et de ses électeurs

DIGNE

de notre envoyé spécial

Ce village de Haute-Provence s'acharne à ne pas mourir. On n'y bat pour le maintien de l'industrie, du code postal, ou de l'agent des eaux et forêts. On s'évertue à grappiller toutes sortes de subventions pour le clocher de l'église ou le ramassage scolaire. La liste des doléances est longue. Le député, M. André Bellon, qui visita le camion est tout disposé à les recueillir. Il a réuni quelques électeurs au bar de l'hôtel où il fait étape. Ils sont une vingtaine. Parmi eux : un ingénieur en retraite revenu au pays et son fils aubergiste, un écrivain public, une enseignante et son mari, un cuisinier de collectivité, un autre retraité fêtu de théâtre, un médecin du cabinet de groupe installé au chef-lieu, une secrétaire de mairie... Tous ont leur cara du Parti socialiste, certains par tradition, d'autres par conviction, et ils forment un ensemble de « fidèles à Tonton ».

« Le droit, partout, toujours »

Depuis le 17 janvier, ils vivent l'oreille collée au transistor, l'œil rivé aux journaux télévisés, les doigts noircis par l'encre des quotidiens, entre stress et angoisse. Dans cette campagne où les noms gravés sur le monument aux morts forment les strates de la géologie sanglante du siècle, la canonnade du Golfe a un écho sinistre. On a été prisonnier, on s'est battu dans le maquis, on a fait la guerre d'Algérie, on a perdu un

mari ou un fils au combat. On se demande comment cette nouvelle guerre a pu éclater et pourquoi la France y est impliquée. Les questions fusent.

Calé contre la comptoir, André Bellon trouve dans ces interrogations aliment à ses propres doutes. A l'Assemblée nationale, il avait voté à reculs l'engagement militaire de la France. En réunion de groupe, il avait dit : « La guerre est une erreur à laquelle nous sommes contraints. » Ancien du CERES, rallié à Lionel Jospin, il a reçu sa permanence de Manosque quelques cartes d'électeurs accompagnées de billets dénonçant l'engagement dans la guerre.

Le député déplore que les circonstances ne soient pas propices à un large débat interne. Les interlocuteurs se rejettent dans deux camps, les mitterrandistes d'un côté, les bellicistes-américano-sionistes de l'autre. Pour son auditoire, cet ancien polytechnicien analyse ainsi les raisons du trouble ambiant : « Le président de la République a fondé l'engagement de la France en disant : « Le droit, partout, toujours. » Dans la bouche de François Mitterrand le mot « droit » signifie justice mais je crains que, dans la logique des Américains, droit ne signifie légalité. Or, le problème n'est plus de savoir comment on est entré dans cette guerre, mais quelle guerre on fait et comment on va en sortir, pour quel ordre international nouveau. Les militants n'en sont pas rassurés pour autant. »

A. G.

syrien, par l'indifférence générale à l'égard du problème des Kordos, par l'indifférence d'Israël à l'égard des Palestiniens : « Je ne suis pas le seul, le malaise dans le parti est réel. Une convention nationale pour débattre de ces questions est nécessaire. La discussion est plus prioritaire que l'union sacrée. Sinon, le PS se prépare le même avenir que la SFIO avec la guerre d'Algérie. »

Pour Henry, un recadrage du parti « sur les vraies valeurs de gauche » est nécessaire. Il espère qu'il pourrait se faire à partir de la motion Paix et socialisme qui est proposée aux militants de tous les courants dans seize départements, en prélude à une réunion nationale des « anti-guerre » mi-mars : « Sinon, aux prochaines élections, l'union de la gauche se

fera avec Michel Noir ou Philippe Seguin. »

Argument qu'on récuse pour l'instant dans la majorité du PS : « On est bien conscient qu'on ne gagnera pas les élections de 1993 avec les 70 % de gens qui se déclarent favorables à l'action du président de la République actuellement. Mais chaque chose en son temps. Il va d'abord falloir résoudre les problèmes économiques et sociaux que soulèvent la guerre. »

ALAIN GIRAUDO

(Avec nos correspondants de Lyon, Limoges, Marseille, Alpes-de-Haute-Provence, Deux-Sèvres, Drôme, Haute-Garonne, Haute-Vienne, Hauts-de-Seine, Jura, Loire, Lot-et-Garonne, Mayenne, Pas-de-Calais, Puy-de-Dôme, Seine-Maritime, Rhône, Vendée, Yonne).

« A leurs yeux, je n'étais plus une camarade j'étais une Arabe... »

Militants socialistes d'origine arabe, beaucoup estiment que leur intégration dans le parti du président de la République était la reconnaissance de leur compétence et de leur conviction. Depuis le déclenchement de la guerre du Golfe, certains ont le sentiment qu'on les regarde comme les représentants de la communauté maghrébine.

Ferida travaille dans le mode, les relations publiques et tout ce qui tourne autour. C'est une « beurette » très « chébrane ». Son carnet d'adresses ressemble à un annuaire. Elle y a consigné les numéros personnels d'une foule de dignitaires du PS qu'elle appelle par leur prénom. Avoir collé des affiches pour Pierre, René, Paul, et écrit un rapport pour Jacques, lui donnait la certitude d'être intégrée.

« Quand j'ai dit que cette guerre contre l'Irak était une énorme connerie, on m'a répondu que je réagissais de façon affective. A leur yeux je n'étais plus une camarade, j'étais une Arabe. »

Elle a pensé qu'il valait mieux se retirer sur la pointe des pieds. Elle ne sait pas si son carnet d'adresses lui servira encore. Small aat né dans la Sahara. Il aat devenu sociologue grâce à l'école de Jules Ferry. C'est un défenseur de la laïcité. Il milite à la base, action Créteil, et il anime une radio associative (94 FM). « Aux prochaines élections le PS risque de ne pas retrouver les voix des Franco-Maghrébins. Et contre l'annexion du Koweït, cela n'implique pas l'occupation de la destruction du barreau du monde arabo-islamique. » S'il comprend le silence des Arabo-Musulmans, il a choisi de parler.

Arrêter les distractions

Il demande que le PS tienne une convention sur la guerre et l'après-guerre, il ne veut pas que le sort des Palestiniens reste en suspens. Il préfère réfléchir avant de signer des pétitions mais il reste dans le parti.

Meb Toul est réalisateur de cinéma. Il est le seul Arabe membre du comité directeur du

PS. Dans cette instance il a voté le soutien au gouvernement et au président de la République. « Qu'est-ce qu'on n'aurait pas dit si j'avais pris position contre... ? » Or il n'a pas voté la destruction méthodique de l'Irak. Il pense que le courage aujourd'hui serait d'arrêter la guerre. Il souligne le danger d'un dédoublement des communautés arabes métropolitaines comparé au comportement de celles du Maghreb. Il estime que la solution de la question palestinienne permettra à la démocratie de s'imposer dans le monde arabo-musulman. Pour que ces idées aboutissent, il souhaite que le PS reste le parti du dialogue et ne devienne pas celui de l'exclusion.

Trois témoignages d'Arabes impliqués à des degrés divers dans le fonctionnement du parti socialiste. Ils révèlent une certaine déaffectation sur les espoirs d'intégration qu'avait pu susciter le PS. « On nous a fait sentir, volontairement ou non, qu'on est des potes mais qu'on reste des basanés. » Mais lors eucun ne veut plus jouer le rôle d'« Arabe de service ». »

A. G.

Face aux menaces terroristes

Sécurité renforcée dans les gares et les trains

Avant même le double attentat commis lundi 18 février dans les gares londoniennes, la SNCF avait pris la menace terroriste au sérieux. La guerre du Golfe et les départs en vacances de février ont, en effet, conduit la société nationale à adopter un ensemble de mesures de sécurité.

Dès le 17 janvier, date du déclenchement de la deuxième phase du plan Vigipirate, les consignes automatiques de bagages ont été fermées afin d'éviter tout dépôt d'explosifs dans les casiers métalliques. Pour une raison similaire, les poubelles et corbeilles à papiers ont été enlevées des gares. Par ailleurs, un filtrage exercé à

l'entrée de certains services, comme les bureaux d'information ou de réservation, a été confié aux personnels de sociétés privées de gardiennage.

Les départs en vacances de neige ont encore incité à renforcer le dispositif. Quatre cents policiers et cent agents de la RATP supplémentaires sont venus prêter main forte aux patrouilles habituelles. La plupart des TGV, sur les lignes Atlantique et Sud-Est, sont, à présent, contrôlés par des équipes « mixtes » de policiers et d'agents de la SNCF chargés de l'identification des bagages. Au départ du train, les haut-parleurs installés dans les compartiments appellent les voyageurs à la vigilance et leur demandent de signaler tout bagage « non accompagné » et suspect aux responsables de la sécurité. Des chiens policiers au flair exercé à la découverte d'explosifs arpentent, en outre, les wagons de certains TGV. Enfin, des messages réguliers sont diffusés dans les gares pour inciter les voyageurs à la vigilance.

Déjà appliquées les 15, 16 et 17 février, ces mesures seront de nouveau à l'œuvre lors des départs de cette fin de semaine, ainsi qu'à l'occasion des retours de vacances, début mars.

E. In.

هنا من الأصل

SOCIÉTÉ

JUSTICE

L'attribution d'un logement HLM devant le tribunal de Paris

Un antiraciste accusé de racisme

M. Frédéric Pascal, président du groupe SCIC, filiale immobilière de la Caisse des dépôts, comparaissait, lundi 19 février, devant la 17^e chambre du tribunal de Paris. Une jeune femme algérienne, s'étant vu refuser l'attribution d'un logement à Sartrouville, sous une forme inadmissible, poursuivait pour racisme M. Pascal, dont de nombreux témoignages et personnalités ont venus attester, eu contraire, l'engagement permanent contre les discriminations et en faveur des droits de l'homme.

L'affaire est simple au départ et aurait pu devenir exemplaire : M. Djamilia Tolba, une jeune coiffeuse algérienne vivant seule avec un enfant, avait demandé un logement HLM à Sartrouville. La mairie de la ville avait présenté son nom, avec deux autres, pour un logement précis sur le contingent de la municipalité, dans un immeuble appartenant à la société Travail et progrès, l'importante filiale immobilière de la Caisse des dépôts.

Le 22 septembre 1989, une lettre de l'antenne de gestion de la SCIC informait le maire, M. Laurent Wetzel (CDS), qu'on ne pouvait donner suite à sa demande, et l'argument utilisé allait faire tout le problème : « En effet, un appartement libéré par un Français doit obligatoirement être réservé à un Français. Voici la politique de la SCIC. » On tenait là, exceptionnellement, une preuve écrite de la règle bien connue et tacite du « un pour un » dénoncée

par le rapport Geindre (le Monde du 27 octobre 1989) sur l'attribution des logements HLM et sur les discriminations pratiquées notamment à l'encontre des étrangers, qu'ils soient maghrébins ou africains, et des Français de couleur.

En septembre 1990, M. Tolba, informée par le maire du contenu de cette lettre et justement blessée et indignée, attaque la signataire de ladite lettre, M. Annie Witze, et le PDG de la SCIC, M. Frédéric Pascal, pour délit de racisme.

Entre-temps, M. Wetzel avait, au grand scandale des associations contre le racisme, refusé de signer les certificats d'hébergement permettant aux membres de la famille d'un immigré maghrébin de venir en France lui rendre visite, en arguant que cela favorisait l'immigration clandestine. Il avait également porté sur la place publique l'affaire de M. Tolba, dénonçant les « pratiques raciales » des organismes d'HLM (le Monde du 28 mai 1990), et écrit au président de la République.

Devant le tribunal, M. Pascal et M. Witze estiment « intolérables » les termes de la lettre incriminée, qui a été « dévaluée immédiatement et publiquement » et n'a été signée par M. Witze que par inadvertance, dans un grand nombre de lettres soumises chaque jour à sa signature. Une erreur humaine pour une lettre écrite par un jeune agent de la SCIC, insuffisamment formé. L'audience sera l'occasion d'une défense et illustration de la politique de la SCIC : cette société accueille une forte proportion d'immigrés dans ses 110 000 logements de la région parisienne. Elle a logé - sans y être obligée - une quinzaine des familles campant sur la place de la Réunion, à Paris, en mai et juin dernier. Mais, aussi, elle se réserve le droit de maintenir dans ses immeu-

bles les équilibres entre pauvres et moins pauvres, familles nombreuses et monoparentales, populations d'origines diverses.

« Il faut bien choisir, dira M. Witze, quand on a cinq demandes pour un logement. Et on ne peut pas créer de tensions inutile. Si, demain, un Kawetien me demandait un logement, je ne pourrais pas le lui donner s'il se trouve que son voisin de palier est irakien... »

M. Laurent Wetzel, qui n'intervenait que comme témoin de M. Tolba, a dénoncé, pile-mêle, les attributions de logements HLM, « le mur glacé et kafkaïen des quotas clandestins », la politique d'intégration du gouvernement, la loi anti-ghetto. Volubile, exalté, excessif, il semblait un peu trop prendre le prétexte pour une tribune politique, interrompant les autres témoins, ceux de M. Pascal, au point de se faire rappeler à l'ordre par le président du tribunal, qui devait le faire sortir de la salle d'audience pour avoir attaqué M. Souleau-Larivière, avocat du PDG de la SCIC, pendant sa plaidoirie. Son manque de calme et de maîtrise de soi l'avait conduit, dans la salle des témoins, à s'en prendre vigoureusement à M. Paul Delouvrier et François Bloch-Lainé.

Des témoignages unanimes

Car des témoins de son antiracisme, M. Frédéric Pascal en avait, et non des moindres, venus dire la vie militante de cet homme, né en Egypte il y a cinquante-cinq ans, qui n'a cessé de lutter pour les droits de l'homme et contre les discriminations. Vice-président d'Amnesty International pendant plusieurs années, président depuis 1981 de la FONDRA (Fondation pour le déve-

loppement de la vie associative), il a contribué à faire sauter les verrous qui limitaient le droit d'association des étrangers.

M. François Bloch-Lainé, qui fut médiateur dans l'affaire de la place de la Réunion, a estimé qu'« une maladresse subalterne et désapprouvée ne peut pas servir de cas de figure significatif pour régler le grand problème du logement des immigrés ». M. Edmond Maire, ancien secrétaire général de la CFDT, est venu dire qu'« il serait paradoxal de voir la loi se retourner contre ceux qui l'appliquent le mieux ». M. Harlem Désir, président de SOS-Racisme, a affirmé que beaucoup de maires « se rejettent les étrangers comme des paquets de linge sale radiocatif », et souhaité « qu'on ne banalise pas le racisme en affirmant que tout le monde est raciste », en soulignant que la SCIC travaille avec SOS-Racisme pour l'animation de quartiers difficiles.

M. Marcel Lair, président de la Fédération des sociétés anonymes d'HLM, a fait remarquer que si « une employée de base, était condamnée, tous les employés de tous les organismes sociaux se sentiront visés ». M. Sidi Bouaziz, responsable du Comité pour la participation des étrangers à la vie associative, s'est dit « consterné de voir accusé de racisme un homme qui a tant donné de lui-même pour lutter contre le racisme ». Bref, pour tous ces témoins, M. Laurent Wetzel s'était manifestement trompé d'adversaire.

Jugement le 25 mars.
JOSÉE DOYÈRE

Simone Weber devant les assises de Meurthe-et-Moselle

Un procès obèse

Alors que les derniers témoins seront entendus jeudi 21 février, le procès de Simone Weber éperait, après un mois de débats, sous la forme d'une audience pléthorique, riche en manifestations d'opinions mais singulièrement pauvre en dépositions circonstanciées portant sur des faits concrets.

NANCY

de notre envoyé spécial

Après cinq ans d'instruction, ce procès-fleuve révèle seulement qu'il ne faut pas confondre la force et l'obésité. Plusieurs éléments à charge viennent conforter l'accusation qui soutient que M. Weber a tué Bernard Hettier en 1985 avant de découper ses membres avec une meuleuse à béton. Mais ces éléments sont dilués dans un océan de témoignages superflus ou redondants quand ils ne sont pas franchement inutiles. En tout cas, la majeure partie des dépositions se terminent toujours par une longue évocation du caractère de M. Weber, comme s'il s'agissait de la charge principale.

La journée du lundi 18 février constitue d'ailleurs une sorte de maquette en réduction de ce procès qui e du mal à conserver une direction précise tant les témoignages font voyager la cour en divers points d'un dossier immense. Le premier témoin, M. Suzanne Bouasse, habite face à l'appartement de Simone Weber. Le lendemain de la disparition de Bernard Hettier, soit le 23 juin, elle a vu, vers 23 h 30, Mme Weber entrer chez elle, accompagnée d'un homme qui tenait une valise de la main gauche. Il ne s'agit pas de Bernard Hettier, car la valise le décrit comme « plus petit que M. Weber ». Dans ses premières dépositions à la police, elle avait même reconnu M. Roger Lapiere, le cousin de M. Weber. Mais aujourd'hui, M. Bouasse affirme qu'elle « n'a pas pu dire ça », même s'il y avait « des ressemblances » et qu'il y a eu « une confusion dans l'esprit des enquêteurs ».

Et le débat s'éternise sur les nuances entre les yeux bleus, bleu foncé ou gris bleu. La valise a aussi vu des sacs poubelles empilés sur le trottoir. Mais le président Nicolas Paccoud devient dubitatif : « Cane une affaire comme celle-ci, on peut toujours soulever se rendre intéressant... » En tout cas, M. Bouasse a été entendue pour la première fois par la police le 9 mars 1988. Aussi, M. Weber qui, selon ses habitudes, a scrupuleusement noté toute la déposition, a beau jeu de relever : « Quand on a été témoin, on n'attend pas

trois ans pour en parler. On fabrique au fil du temps ! » M. Bernard Firden n'a rien vu. Il a seulement convoqué sa mère de venir témoigner et il est tout surpris d'avoir à déposer devant la cour d'assises. Il doit cependant expliquer en détail que sa mère a vu le 23 juin 1985 une voiture blanche, immatriculée dans les Alpes-Maritimes, sortir d'une décharge proche de leur domicile à Art-sur-Meurthe. Lorsque les journaux ont parlé de la disparition de Bernard Hettier, elle aurait évoqué ce fait à son fils qui s'est confié... quatre ans après à un ami d'enfance devenu inspecteur principal au SRJ de Nancy.

Le banc et l'arrière-banc des témoins

Lore de leur audition, il se sont un peu trompés dans les dates. Ils auraient juré que c'était le 22 juin, mais en fait, c'était le 23, même si le 24 conviendrait mieux à l'accusation. C'est le témoin à la puissance deux, tronie M. Henri-René Gareud, et M. Firden vient seulement confirmer les dires de son fils.

Un neveu de Simone Weber, M. Michel Deloge, et son épouse, sont longuement interrogés. L'accusation voudrait leur faire dire qu'ils ont utilisé la carte bancaire de Bernard Hettier à Metz, à la demande de Simone Weber. Malgré une enquête approfondie et une garde à vue tumultueuse, rien n'a pu être retenu contre le couple. « On m'a même dit que j'avais été pris en photo en tant que témoin de l'argent avec cette carte », raconte M. Deloge en souriant.

Plusieurs jurés remplissent des cahiers entiers de notes et tous restent attentifs, quelle que soit la qualité du témoin. C'est ainsi qu'ils ont noté avec le plus grand soin les déclarations de M. Léonard Gordinio. Un jour, il a vu son collègue de travail, et tout bizarre, comme un homme saoul, mais surtout il a insisté à une scène qui l'a étonné : en quittant M. Weber, M. Hettier a embrassé son amie, qui a réclomé un baiser sur l'autre joue, accordé avec un geste égaré. M. Gordinio en a déduit que ça ne faisait pas plaisir à son collègue qui était « dominé ». M. Henri-René Gareud proteste en disant : « Dans cette affaire, on est allé chercher le banc, l'arrière-banc et l'arrière-arrière-banc des témoins », et M. Weber rétorque : « On a convoqué ceux qui ont fait des dépositions, pas des témoins de la scène. Mais ceux qui n'ont rien dit contre moi n'ont pas été entendus. C'est une sélection qui manque d'objectivité. »

MAURICE PEYROT

L'ancienne amie de Max Frérot jugée à Lyon

L'aventure amoureuse et terroriste de « Sarah »

Pascale Turin, trente-deux ans, ancienne amie de Max Frérot et complice de la branche lyonnaise d'Action directe, a été condamnée, lundi 18 février, à deux ans de prison dont dix-huit mois assortis du sursis, par la cour d'assises du Rhône spécialement composée de sept magistrats. Elle n'avait pu comparaître lors du procès de ses dix-neuf coaccusés, en mai et juin 1989, en raison d'une maternité trop récente.

LYON

de notre bureau régional

Si elle a été, avant qu'il n'apparaisse comme tel, la petite amie de l'ennemi public n°1, Pascale Turin, échantillon à fleurs, brushing sage et lunettes à monture d'écaille, colle que le groupe appelait Sarah appartenait aujourd'hui à un autre répertoire, un autre univers. Celui d'une mère de famille, banlieusarde et discrète, cherchant du travail mais fuyant son passé, « cet immense gâchis ». Une histoire qui remonte à dix ans ; une éternité.

Étrange épilogue : les acteurs de la justice n'ont pas changé. Le président et ses six assesseurs sont les mêmes qu'en 1989 et l'avocat général est celui qui avait alors requis contre Olivier Frérot, Crépét et les autres. L'expert-psychiatre, subtil et discret, comme l'étonnant commissaire du SRJ, à la mémoire d'ordonnateur, sont pareillement revenus faire un dernier tour de prétoire. Pourtant, la présence d'un unique gardien, à côté de l'accusée, perdue dans un box trop grand et dans un rôle trop lourd pour elle, suffit à souligner la différence, à illustrer le décalage.

Comme le notera l'avocat général, en fait d'action directe, c'est l'inaction et l'abstention, deux formes de complicité qu'elle surtout pratiquées Pascale Turin. Cette femme qui en savait trop en avait fait assez peu : quelques écoutes de la police, deux repêches approximatifs dans des agences bancaires, une vague association à deux valis à main armée, le 22 mai 1981 et le 1^{er} juillet 1983. Mais aussi, et surtout,

l'hébergement, un soir, puis pas mal d'autres soirs, des copains de Max qui l'annonçaient, tout à trac : « Tu vois, on a fait un hold-up, il y a eu un mort, un convoyeur de fonds ». Olivier précisera même, cyniquement : « Il est tombé comme un panthéon désarçonné ». Cette terrible confidence remonte au 29 octobre 1980, le jour du premier crime d'Action directe-Lyon. En le recevant, Pascale a compris qu'elle était « vraiment piégée ».

Supervenant cette fille d'artistes lyonnais qui, après un bref passage à l'Ecole d'architecture, s'était retrouvée ouvrière spécialisée en usine, avait été une « passade » dans la vie de Max Frérot, client de la librairie militante où elle effectuait un stage. Le temps d'un « voyage d'amoureux » en Italie.

Gardiennage de valises

Quelques mois plus tard, des retrouvailles, dans le métro, seront fatales. Pascale qui ne supporte plus d'insupportable poids de la quotidienneté donne son adresse à Frérot et accepte de garder des bagages qui, en fait de livres, renferment « des munitions, pour être des armes ». Elle est devenue gardienne, sinon porteuse, de valises. « Je n'ai pas su dire non... ce n'était pas facile face au groupe », lâche-t-elle, en éclatant en sanglots.

Tout en assurant l'intendance, les courses, la cuisine, « Sarah » est contrainte de manier un pistolet lors d'une fameuse « séance d'exercice », de jeter des armes dans la Saône de réertuer un ami-amant guadeloupéen, Jean-Pierre Sueab, rencontré en cours d'un stage de formation en électronique. En 1983, pour échapper à l'emprise d'Olivier et à la peur, Pascale Turin avait fui à Paris, puis au Canada. Arrêtée en mai 1988, après la découverte des archives du groupe, elle était restée six mois en détention. Lundi, son avocat a commencé sa plaidoirie en évoquant un « procès libérateur ». Le verdict lui a finalement donné raison.

ROBERT BELLERET

MÉDECINE

An Pérou

Mille nouveaux cas de choléra chaque jour

L'épidémie de choléra qui affecte depuis le début du mois le Pérou continue sa progression. On compte désormais plus de 100 victimes et chaque jour 1 000 nouveaux cas sont recensés. Plus de 16 000 personnes ont déjà été hospitalisées et selon M. Carlos Vidal, ministre péruvien de la santé, l'épidémie pourrait en total toucher 200 000 personnes. Les autorités sanitaires péruviennes ont reçu 30 tonnes de médicaments et d'équipements divers et de nom-

breux pays participant en motivation de solidarité vis-à-vis de ce pays. Plusieurs membres des organisations françaises Médecins du monde et Médecins sans frontières sont sur place. La reine Sophie d'Espagne a fait envoyer 3 tonnes de sels réhydratants et de sérum pour l'équivalent de 500 000 francs. Le Canada a fourni une aide d'un montant équivalent à l'Organisation panaméricaine de la santé et Cuba participe également de manière active à l'aide médicale. La CEE a, pour sa part, accordé une subvention d'urgence de 3,35 millions de francs.

Un groupe d'épidémiologistes américains cherche actuellement sur le littoral nord du Pérou les origines exactes de cette épidémie. Selon le ministre péruvien de la santé, rien, d'un point de vue sanitaire, ne justifie un arrêt des achats de produits alimentaires en provenance du Pérou.

FAITS DIVERS

Sept enfants blessés par une avalanche aux Arcs (Savoie)

Des enfants accompagnés par un moniteur ont été emportés par une avalanche, lundi 18 février vers 15 heures, sur la piste du Plan-Vert (aux alentours de 2 400 mètres d'altitude) des Arcs (Savoie). Ils se sont dévalés eux-mêmes et ont été secourus rapidement pour la plupart mais sept d'entre eux, âgés de sept à douze ans, ont été légèrement blessés ou souffrent d'hypothermie. Un seul enfant, qui n'avait pas repris connaissance, a dû être transporté par hélicoptère à l'hôpital de Grenoble. Quatre autres, plus choqués que réellement blessés, ont été hospitalisés à Bourg-Saint-Maurice, mais ils devraient sortir rapidement.

Le bilan de l'avalanche qui est descendue le dimanche 17 février sur le versant italien du massif du Mont-Blanc s'est alourdi : dans la soirée du 18 février, on en était à huit morts et quatre disparus (le Monde du 19 février).

Si les causes de l'avalanche italienne semblent naturelles et si celles de l'avalanche des Arcs ne sont pas encore expliquées, en revanche, celles des avalanches qui ont tué onze personnes depuis une semaine dans les Alpes françaises sont bien connues : c'est l'inconscience, encore une fois, qui a posé des skieurs imprudents à pratiquer le hors-pistes alors que les conditions actuelles de l'enneigement devaient interdire formellement cette pratique.

Enfin, le jeune garçon de treize ans qui s'était perdu le dimanche 17 février dans le brouillard qui noyait les pentes du mont Ventoux a été retrouvé sain et sauf le 18 février.

EN BREF

o Résultats des élections de parents d'élèves. - Les élections des représentants de parents d'élèves ont été marquées cette année par une relative stabilité des fédérations nationales et une légère progression des groupements de parents. Dans les conseils d'école du primaire, ces groupements dépassent, pour la première fois, la Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques (FCPE), par 40,83 % des voix contre 37,98 %. De son côté, la fédération Parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP) obtient 8,51 % des voix, contre 8,83 % en 1989-1990. Dans le second degré, la FCPE reste stable avec 58,17 % des suffrages contre 58,15 % en 1989-1990, la PEEP régresse très légèrement passant de 28,29 % à 27,48 % et les associations locales et groupements de parents progressent avec 10,83 % des voix contre 9,89 % lors des précédentes élections. Le taux de participation a été de 45,75 % dans le premier degré et 32,14 % dans le second degré.

o AUTOMOBILISME : rallye de Suède. - Le Suédois Kenneth Eriksson (Mitsubishi Galant) a remporté, lundi 18 février, le rallye de Suède, deuxième manche du championnat du monde des pilotes. Il a devancé de 20 secondes son compatriote Mats

Jonsson (Toyota Celica) et de 1 minute 4 secondes le Finlandais Markku Alen (Subaru Legacy). Le Français Didier Auriol (Lancia intégrale) a pris la neuvième place à 12 minutes 43 secondes.

o FOOTBALL : les joueurs de FC Nantes en grève pour obtenir le paiement de leurs salaires. - Des représentants des footballeurs du FC Nantes, Max Bossis, Paul Le Guen et Jean-Jacques Eydelie, se sont rendus, lundi 18 février, au siège du club professionnel pour y rencontrer le président, M. Max Bouyer, afin d'obtenir le paiement de salaires non versés depuis deux mois. Cette réunion n'ayant pas abouti les joueurs ont décidé de ne plus participer à toute rencontre officielle ou amicale engageant le club (...) en attendant qu'une solution rapide et satisfaisante soit trouvée aux difficultés financières du club», selon le texte de leur communiqué. A la suite du déficit du club, qui atteint, selon la mairie, 36 millions de francs, les salaires de décembre et janvier, d'un montant mensuel d'environ 3 millions de francs, n'ont pas été versés aux dix-huit professionnels.

o VOILE : course autour du monde en solitaire. - Le Sud-africain John Martin (Allied Bank), leader après les deux premières étapes du BOC Challenge, la

course à la voile autour du monde en solitaire avec escale, est entré en collision avec un iceberg, dans la nuit du dimanche 17 au lundi 18 février alors qu'il occupait la troisième place dans la troisième étape entre Sydney et Punta del Este (Uruguay) par le Cap Horn. Le membre principal de son bateau était cassé et la coque se déformait à proximité de la quille. John Martin se trouvait à environ 2 000 milles au Sud-Ouest des côtes chiliennes mais n'avait pas réclamé de secours. Quant au Français Alain Gautier (Generali Concord), en tête de la troisième étape, il a brisé l'un de ses deux safrans après avoir heurté un growler (morceau de glace détaché d'un iceberg).

o RECTIFICATIF. - Contrairement à ce que nous avons écrit sur la foi d'une dépêche de l'AFF, les 149 accusations déposées au Canada, jeudi 14 février, par la police de l'Ontario contre 19 membres d'une congrégation religieuse accusés d'agressions sexuelles (le Monde du 16 février) ne concernaient pas la congrégation des Frères de l'instruction chrétienne (dont le siège est situé en France, à Plœmel, dans le Morbihan, et qui compte quelques communautés au Québec et dans le Nouveau-Brunswick), mais la congrégation des Frères des écoles chrétiennes.

CULTURE

CINÉMA

A nous deux, New-York

Gérard Depardieu à la conquête de l'Amérique

GREEN CARD
de Peter Weir

Au début du film, Maurice Chevalier impose à Hollywood le type du Français, le Français restant français dans des rôles de prince d'opérette ou de marchand de journaux, parlant anglais avec l'accent de Paname, séduisant les femmes (sa partenaire fut, souvent, Jeanette MacDonald) sans avoir un physique d'Apollon mais grâce à son hagnut et ses manières de bon gars qui n'est pas sorti de la cuisine de Jupiter. Les Américains avaient consacré Chevalier star et ils ont toujours eu la nostalgie de ce Français que ni Charles Byer ni Jean Gabin, dans leurs carrières américaines respectives, n'ont incarné. Il semble bien, aujourd'hui, que Gérard Depardieu ait repris le flambeau. Il n'a en commun avec le Chevalier d'autrefois que ses origines très modestes, sa jeunesse aventureuse et son fantastique amour du métier d'acteur.

Depuis vingt ans, il a été la vedette des meilleurs films français, et il a fait le succès de certains autres qui, sans lui, auraient été banals. Mais le public américain, la presse américaine, n'ont eu un coup de foudre pour Gérard Depardieu, star sur les marchés internationaux, à cause de *Cyano de Bergerac*, film de Jean-Paul Rappeneau sur lequel flotte le panache très français d'Edmond Rostand (cinq nominations aux Oscars après d'autres performances). La sortie de *Green Card*, tourné en 1990 à New-York par Peter Weir, où Depardieu parle anglais juste un peu mieux que Maurice Chevalier, a non seulement confirmé mais précisé l'engouement de l'Amérique.

Or, *Green Card* est un projet datant de quelques années.

Gérard Depardieu avait beaucoup aimé un film australien de Peter Weir et Peter Weir voulait tourner avec Depardieu depuis qu'il l'avait vu dans *Donton*. L'acteur avait approuvé le scénario de *Green Card*. Mais il n'était jamais libre. Le film, réalisé, montré plus tôt, aurait-il eu le même impact ? Ce n'est pas sûr. Il arrive à un moment favorable au metteur en scène autant qu'à son interprète. Le coup d'éclat du *Cercle des poètes disparus*, l'an dernier, l'efficacité retrouvée du cinéma hollywoodien de la grande époque, ont servi Peter Weir. Si bien qu'avec *Green Card*, nous sommes en présence d'un double phénomène d'« américanisation » très révélateur, et dont on peut se demander comment il va être perçu et reçu de ce côté-ci de l'Atlantique.

Mariage blanc

A New-York, une jeune femme, Bronte (Andie MacDowell, qu'on connaît par *Greystoke* et *Sexe mensonges et vidéo*), pratique la botanique et l'horticulture, cherche à reboiser les quartiers pauvres de Manhattan — ce qui, suggère Peter Weir avec une forte pointe d'ironie, ne règle pas, pour autant, le problème social — et désire follement s'installer dans un appartement avec jardin d'hiver. La propriétaire, une sorte de oiaïe cabossée, surgie de quelque grimoire, ne veut louer qu'à un couple marié. Or, quelque part dans New-York, le Français Georges Fauré — Gérard Depardieu — serveur de restaurant en situation illégale, a besoin de la carte verte (« *green card* ») délivrée par le bureau d'immigration pour rester aux États-Unis. S'il était marié, il pourrait l'obtenir. Un certain Antan — Ronald Gut-

tman — sert d'intermédiaire entre Bronte et Georges, qui ne se connaissent pas. Ils se fiancent et se marient à toute vitesse. Georges a prétendu être compositeur de musique. Mariage blanc. Chacun s'en va de son côté. Bronte peut avoir son jardin d'hiver, mais le bureau d'immigration réclame un contrôle, les preuves d'un vrai mariage. Bronte et Georges doivent donc habiter ensemble pendant quarante-huit heures pour se préparer à un questionnaire perfide.

Voilà donc une variation sur l'éternel thème de la comédie américaine, « *boy meets girl* » avec ce que cela suppose de péripéties, de chamailleries, de sentiments contrariés, avant le « happy end ». En fait, ce n'est pas tout à fait cela. L'Australien Peter Weir s'en prend, sans ambages, à la législation américaine sur les étrangers. La satire peinte des dents aiguës. Mais la mise en scène correcte, bien soignée, plaçant les gags là où il faut, ne se décide pas vraiment entre la comédie sociale et la comédie sopistique.

Green Card, agréable divertissement, ne laisserait pas un souvenir impérissable, s'il n'était un prodigieux document sur Gérard Depardieu jouant Georges Fauré avec sa bonne santé sanguine, des airs de gros nonneur sentimental et de grand adolescent mythomane et paumé devant les mystères de New-York. Le décalage entre le Depardieu que nous connaissons, celui qui peut tout interpréter, et le Depardieu assumant sa première prestation américaine sans se hausser du col, est bien ce qu'il y a de plus passionnant dans ce film. C'est justement cela que les Américains ont ressenti. C'est pourquoi ils en ont fait un événement.

JACQUES SICLIER

PHOTOGRAPHIE

Les fantômes de « la Recherche »

Le monde de Proust photographié par Nadar fils

LE MONDE DE PROUST
à l'hôtel de Sully

En 1949, l'État acheta à la veuve de Paul Nadar l'ensemble de son fonds photographique — quatre cent mille plaques de verre : toute l'œuvre de son mari, mais aussi celle de Félix Nadar, son beau-père. Parmi cette moisson, une énorme collection de portraits. Le gotha, le Paris officiel des arts et lettres, le « demi-monde » de la galanterie, tous ont défilé devant l'objectif du photographe, entre la fin du siècle dernier et la première guerre mondiale.

Immobilisés devant une toile peinte les modèles posent longuement, accessoires en main. Les gros plans sont rares. Les clichés sont ensuite soigneusement retouchés sur la plaque même (ce que Nadar père ne faisait jamais) : les tailles sont ainsi affinées, les rides estompées, les cheveux absents dessinés.

La Caisse nationale des monuments historiques a choisi, parmi les clichés de Paul Nadar, une centaine de portraits pour faire revivre « le monde de Proust ». Ou plutôt celui qui servit de cadre à *la Recherche*. Ils sont tous au rendez-vous, à l'hôtel de Sully, dans un décor choquant assez disgracieux. A commencer par la famille du narrateur et les rescapés des salons du Second Empire, la princesse Mathilde comme Charles Haas, vieux hibou tiré à quatre épingles, l'un des modèles de Swann.

Ils sont tous là, poudrés, astiqués, sanglés. Robert de Montesquiou, le poète des *Horlas*, prenant la pose avec sa canne. La princesse Soutou, raide sous son diadème. La voluptueuse Louise de Mornand, comédienne dont Proust fut épris. M^{me} Auberon, une Verdun plus vraie que nature. L'ambassadeur Barthe, l'œil naturel et la barbe de bois ciré. La mère des compagnes du jeune Marcel aux Champs-Élysées, M^{me} Bernadsky, en imposante Walbyrie. Boni de Castellane, qui prête à Robert de Saint-Loup sa peau « blonde » et ses cheveux « aussi dorés que s'ils avaient absorbé tous les rayons du soleil », à côté de sa femme, Anna Gould.

PAUL NADAR



La comtesse Adélaïde de Chevaline, l'un des modèles de Proust pour le personnage de la duchesse de Guermantes.

Américaine aussi riche que laide. Trois femmes à qui la duchesse de Guermantes doit beaucoup : la comtesse Adélaïde de Chevaline, née Laure de Sade, au beau profil d'oiseau, la comtesse Elisabeth Greffulhe (Proust avait qu'il allait souvent à l'Opéra « rien que pour admirer son port quand elle gravissait l'escalier ») et M^{me} Straus, veuve du compositeur Georges Bizet dont les spirituelles réparties seraient le modèle de l'esprit Guermantes.

L'envers du décor

On voit aussi, solennel, Gabriel Fauré, dont l'œuvre fournit les thèmes de la sonate de Violeux, le profil d'Anatole France — une des composantes de Bergotte, — la barbe-fléuve de Monet — l'un des modèles de l'Esprit de la Recherche. D'autres clichés nous montrent le décor (les salons surchargés de bibelots qu'arpentait le filieux narrateur, enfoncé dans sa pelisse) et l'envers de ce décor (les valets d'écurie du prince Radziwill, connus pour leur robustesse et leur

beauté, en train de boucher les chevaux de leur maître).

Ecume des jours, fleurs desséchées, tous ces fantômes ne sont là que parce que les personnages plus vivants de *la Recherche* leur ont été associés. Cette galerie de portraits — et c'est là son intérêt — représente aussi l'apprentissage de l'écrivain. L'avant-garde littéraire de son temps — celle des fondateurs de la NRF — a reproché à Proust de se disperser en vaines mondanités. Elle n'a pas mesuré les motivations souterraines de l'écrivain : « *Quand nous croyons perdre notre temps, soit par snobisme, soit par distraction amoureuse, nous poursuivons souvent un apprentissage obscur jusqu'à la révélation finale d'une vérité du temps qui ne perd, à Révelation, que ce qui est, comme on le sait, l'un des thèmes profonds de son œuvre.* »

EMMANUEL DE ROUX
Caisse nationale des monuments historiques et des sites, 62, rue Saint-Antoine, 75004, Paris. Tél. : 44-61-21-81. Jusqu'au 13 mai. Catalogue, 124 pages, 95 F.

MUSIQUES

Boy George, caméléon et phénix

Après quelques tribulations, l'ex-chanteur de Culture Club revient

Variation sur un thème ressassé : à trente ans, à peine, Boy George a déjà fait un tour complet sur les montagnes russes de l'anonymat à l'obscureté en passant par la gloire planétaire ; aujourd'hui, il s'agit de revenir. Nouvel album (*The Martyr Mantras*, voir le Monde du 24 janvier), nouveau label — More Protein, dirigé par Boy George — et discrétion nouvelle.

Cette attitude d'entrepreneur tranquille, aux antipodes des fras-

ques amplement documentées du chanteur de Culture Club, porte déjà ses fruits. Les premiers disques de More Protein, ceux de Boy George comme les autres, se vendent bien et le label — filiale de Virgin, la maison de disques du chanteur depuis ses débuts — a trouvé sa place sur le marché de la dance music en Grande-Bretagne.

Car Boy George est revenu à ses premières amours. Avant même de former Culture Club au début des années 80, il avait défrayé la chronique demi-mondaine, figure inévitable des clubs londoniens. Aujourd'hui, il veut fournir en carburant les pistes de danse à travers le monde : « *Il faut que la dance music se reconstruise avec l'idée de chanson. Sur la moitié des titres qu'on entend en boîte, les chanteurs sonnent faux. C'est la condition sine qua non pour enregistrer sur More Protein : chanter juste.* »

Boy George satisfait, et plus encore, à cette exigence. Seule sa voix ne l'a jamais trahi. Au moment où Culture Club disputait à Eurythmics la souveraineté sur la pop mondiale, le groupe s'est dissous dans un marasme musical et une humeur opiacée dont le chanteur a mis quelques années à émerger, d'autant que les tabloïds londoniens n'ont rien fait pour lui faciliter la vie. Sa carrière solo, privée de direction, a doucement suivi une pente descendante, jusqu'au nadir de *Tense Nervous Headache*.

son avant-dernier album que seul Virgin France avait accepté de sortir : « *Virgin Angleterre l'avait refusé. Aux États-Unis, j'avais signé avec Epic. Ils ont voulu ajouter du matériel qui convenait au marché américain et je me suis retrouvé à enregistrer des chansons que je détestais, ce que je m'étais promis de ne jamais faire.* »

Pour sortir du piège, Boy George a permuté Virgin Grande-Bretagne de le soutenir dans l'aventure More Protein. *Everything Starts With An E*, le premier simple du label, fut un succès dans toutes les boîtes de nuit anglaises. Réalisé par E-Zee Possee, formation emmenée par le disc-jockey Jeremy Healey, vieil ami de Boy George, ce premier succès a amené le chanteur à reprendre du service avec *After The Love*, sorti sous le pseudonyme Jesus Loves You.

Car en chemin Boy George a trouvé la foi. Plutôt du côté de Bérarès que de Damas. D'où les mantras du dernier album, et la réussite de *Bow Down Mister*, gospel hindouisant qui devrait être aux années 90 ce que *My Sweet Lord* de George Harrison fut aux années 70. « *C'est la chanson la mieux produite que j'ai jamais faite. Elle est numéro un dans les clubs. J'ai eu un ami chez les Hare Krishna et il m'a dit qu'il voudrait faire danser les gens sur les mélodies. Je suis sûr que 1991 sera l'année de la dance music acoustique. Il ne faut pas confondre dance music et matériellement, réduire le genre à la house italienne ou allemande.* » Prosélyte multicolore, Boy George avance tout doucement vers son but à force de confiance en soi et d'idéalisme : « *Je voudrais obtenir une parcelle de pouvoir dans l'industrie du disque. Parce que je ne suis sûr que d'une chose, j'ai bon goût.* »

THOMAS SOTINEL

OPERA DE PARIS BASTILLE
DIRECTEUR ASSOCIÉ : MING WEN CHUNG

26 FEVRIER, 1, 4, 7, 9, 12, 15, 18, 20, 23 MARS 1991

LA DAME DE PIQUE

P. I. Tchaïkovski

Direction musicale : Myung-Whun Chung
Mise en scène : Andreï Konchalovski
Décor : Ezio Frigerio
Costumes : Franca Squarciapino

ORCHESTRE ET CHŒURS DE L'OPERA DE PARIS

Vladimir Popov, Sergueï Leiferkus, Gino Quilico, Robert Dumé,
Michel Philippe, Romuald Tesarowicz, Jean-Pierre Voleke / Jean Savignol,
Jean-claude Costa, Régine Crespin, Tina Kiberg, Hélène Perraguin,
Anna Ringart, Svetlana Kurtz, Lucia Scappaticci.

NOUVELLE PRODUCTION
CO-PRODUCTION AVEC LE TEATRO ALLA SCALA DE MILAN

LOCATION : (1) 40 01 16 16

AGENCES AGREEES : ENAC, VIRGIN, MINTEL 3615 CODE THEA ET SUR PLACE
RENSEIGNEMENTS : (1) 43 43 96 96

Tarif : de 40 à 520 F. Première (26 / 2) : de 100 à 850 F.

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

OPERA BASTILLE
Amphithéâtre
Jeudi 21 février 20 h 30
Loc. Tél. : 40-01-16-18
Places 80 F. (s.a. Vendredi)

LES MUSICIENS DE L'ORCHESTRE NATIONAL DE L'OPERA DE PARIS et la Musique de Chambre de Mozart, Dvorak

CHATELET THEATRE
MUSICAL DE PARIS
Jeudi 21 février 20 h 30
(s.a. Vendredi)

EWING
Soprano
RANDALL BEHR
Brahms, R. Strauss
Debussy
Rossini

Orchestre Philharmonique Chœur de RADIO FRANCE
Dir. : JOHN NELSON
Anthony
ROLFE-JOHNSON
Ténor
BERLIOZ
TE DEUM
GRANDE SYMPHONIE
FUNEBRE
et TRIOMPHALE

PIANO
Mardi 5 Mars 1991
ALFRED BRENDDEL
RECITAL MOZART
Mercredi 20 Mars 1991
RADU LUPU
BRAHMS - MOZART - SCHUMANN
PLEYEL 45 61 06 30

مكتبة من الأدب

CULTURE

THÉÂTRE

Les clowns sauvages

Molière relu par Gildas Bourdet

LE MALADE IMAGINAIRE
à la Comédie-Française

De nos enfances à nos fins de vie, de la commune au théâtre d'Etat, nous retrouvons et retrouvons ces Alceste, ces Dandin, ces Harpagon, les mêmes toujours, toujours changés, comme ces oncles ou cousins qui, les décennies passent, s'habillent, se coiffent, autrement, et comme ces maisons de famille aussi dont les papiers peints des chambres et les lampes des salons mangent disparaissent, sont chamboulés, se mettent au goût du jour. C'est la même chose avec Molière, cette fidélité à la découverte, si Dandin par exemple eut la première fois la voix, le regard, de Fernand Ledoux. La différence est qu'une pièce de Molière, quelle qu'elle soit, à l'encontre des parents, des amis, des maisons, ne vieillit pas. Reste fraîche comme un gardon. Cela fait une tristesse en moins. C'est peut-être pourquoi nous retournons la voir, si souvent, bien que nous la sachions par cœur.

Gildas Bourdet peint la maison d'Argan d'une manière plutôt cubiste, ce sont des à-plats de couleurs nettes, segmentées, les façades des marchands de couleurs étaient peintes dans ce style, naïf. Mais plus que ces couleurs, c'est la dureté des lignes qui frappe, et le refus de perspective : aucune courbe, rien que des angles, donc aucune fausse douceur. Quelque chose de fixe (idée fixe) et de clinique. Sur ce fond froid sans indulgence, sans espérance, s'animent des figures masquées, difformes, elles indiquent un climat de carnaval ou de cirque. Il suffit dès lors de brusquer le jeu, de « ténoriser » les voix, de casser les gestes et les lignes brisées, en chutes nez ou cul par terre, pour imposer, de ce *Malade imaginaire* une vue entre cauchemar et clowns.

Et le parti-pris de Gildas Bourdet est très intéressant, parce qu'il a su à la fois joindre sur une nuance très personnelle, et fondamentale, de la conscience de Molière. Lors-

que Molière axe l'une de ses pièces carrément sur lui-même, sur sa mélancolie, ses douleurs, sa femme, ses ennemis, alors ce qui lui vient à l'esprit, ce qu'il écrit, n'est ni vraiment une forme ou une autre de comédie de l'art, ni vraiment la farce populaire. Comique et tragique, à proprement parler, sont hors de propos. Il écrit quelque chose qui est une alliance de folie, d'agitation presque maniaque-dépressive, et de violence aberrante, sauvage, sadique avant la lettre. A le prendre tel quel, ce Molière-là est atroce. Avant lui, il n'y a rien de tel. Après lui, il faut sauter trois siècles plus tard, mais Kéaton est plus impossible, Chaplin plus sentimental, Ubu plus canular, et un écho de Molière, mais mille fois plus négligé, apparaît chez les caricaturistes de *Hans-krist* et *Charlie Hebdo*.

La conception d'ensemble de Gildas Bourdet est donc attachante, et son *Malade imaginaire* serait « ressemblant » s'il avait pu obtenir de ses interprètes un jeu qui épouse l'orientation de la mise en scène, du décor, des costumes. Ce n'est entièrement accompli que par Marianne Epio, magnifique Toisonnette, endiablée, vivace, sur-réelle, pitre d'un désespoir mécanique se cognant aux parois d'une cage irréaliste, éclatante de lumière, il y a assez longtemps que Marianne Epio n'avait aussi bien joué. Les autres comédiens, Jean-Luc Bideau (Argan), Philippe Torreton (Thomas Diafoirus), Claire Vernet (Bérarde), leurs camarades, certes ne méritent pas, mais semblent branchés sur un voltage impropre : il manque quelque chose.

Ajoutons qu'il est regrettable que seuls les spectateurs du Centre dramatique national de Tours aient vu, les premiers jours de février, la mise en scène de Gilles Bouillon de *Monsieur de Pourceaugnac* qui était, elle, l'intimité même du mal secret, bête-et-méchant, sadique, de l'auteur - un somnolent.

MICHEL CURNOT
► En alternance. Tél. : 40-15 00-15.

ARTS

Histoire sainte

Robert Combas s'est converti à l'art sacré

ROBERT COMBAS
Galerie Yvon Lambert
et galerie Beaubourg

Après l'Antiquité, la Bible : Combas continue à s'approfondir en inspiration dans les grands magasins de la culture universelle. On ne saurait le lui reprocher, puis- qu'il ne fait ainsi que remettre à la mode les méthodes des chers vieux peintres du siècle dernier, qui passaient avec aisance d'un *Jugement de Paris* à une *Extase de Marie-Madeleine*. Eux exécutaient leurs images en style post-impresionniste, néo-rapahélique ou zurbarano-rembranesque *ad libitum*, Combas les exécute en style Chassac-comics - voilà la seule, et faible, différence. Flandrin - par exemple - faisait du Flandrin, indépendamment des sujets. Combas fait du Combas, c'est-à-dire qu'il en fait trop, bien trop, dans la caricature ripolinée, la

dégoûlante décorative. Qu'il maîtrise avec dextérité les techniques qui suggèrent le sale, le bûlé, le n'importe quoi, ou l'en doute plus. Mais il n'est pas moins douteux que le genre « crado » a glissé à l'académisme de bon rapport commercial.

La répétition tue la surprise - surprise de peu d'ampleur du reste, puisque Combas pastiche largement Dubuffet et Chassac. Représenter le Christ et les saints en figures baroques de carnaval, grimées Marie l'Égyptienne et Thérèse d'Avila avec si peu d'invention et tant d'application n'est pas sacrilège, mais trivial.

PHILIPPE DAGEN
► Galerie Yvon Lambert, 108, rue Viellia-du-Temple, 75003 Paris, tél. : 42-71-09-33 ; jusqu'au 13 mars. Galerie Beaubourg, 23, rue du Rainard, 75004 Paris, tél. : 42-71-20-50 ; jusqu'au 30 mars.

Dessins de fer

Les tiges et les fils d'Henri Larrière

HENRI LARRIÈRE
Galerie Claude Samuel

Henri Larrière est de ces artistes indifférents à la réclame et aux engouements qui développent leurs œuvres seuls et les montrent rarement. Il a ses procédés et ses préférences : la construction plutôt que le modelage, l'hétérogénéité des matériaux plutôt que la cohérence obtenue par la fonte. Avec des tiges, des barres et des fils métalliques récupérés qu'il chauffe, martèle, tord et soude, il compose des œuvres singulières. Ce sont, à l'extrémité d'une verticale fixée dans un socle, des figures géométriques où l'angle et la courbe s'épousent et se contrastent. Une spirale s'échappe d'un carré. Un agrégat de triangles en dents de scie rompt la linéarité d'une hori-

zontale. Un fragment de bois ou un éclat de verre trouble le regard. On apparaît d'abord un schéma abstrait, une esquisse de paysage se distingue ensuite.

Larrière ne cesse d'alléger et d'épurer, si bien que ses constructions, les plus récentes particulièrement, tiennent essentiellement du dessin développé dans l'espace. Cet exercice de balancement entre la calligraphie et son effacement intrigue et séduit. En équilibre entre allusion figurée et géométrie calculée, entre image et axiome, la sculpture de Larrière mériterait assurément quelques expositions de musées qui la fassent connaître.

Ph. D.
► 18, place des Vosges, 75004 Paris, tél. : 42-77-16-77 ; jusqu'au 9 mars.

AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ◊ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 19 février

TF 1

21.00 Cinéma : *Le Mopard*. ■ Film français de Jean-Claude Sussfeld (1983). Avec Claude Brasseur, Dominique Lavanant, Muriel Weyers. Magazine : *Ciel, mon mardi !* Présenté par Christophe Dechavanne. 0.20 Au trot. 0.25 Journal, Météo et Bourse.

A 2

20.50 Les dossiers de l'écran : *Virages*. ■ Film américain de James Goldstone (1969). 22.55 Débat : Alain Frost face aux téléspectateurs. Animé par Gilbert Kahn. 0.00 Journal et Météo. 0.25 Musique : Jazz à Antibes. Spécial Dizzy Gillespie (2^e partie).

FR 3

21.55 Journal. 20.40 Téléfilm : *Le jeu du roi*. De Jean Besset, avec Pierre Dux, François Marthout. 22.15 Télévision régionale. 23.10 Variétés : Eurotop. 0.00 Magazine : Espace francophone. Fabienne Thibault en concert.

TF 1

13.35 Série : *Alerte à Malibu*. 14.30 Club Dorothée. 17.25 Série : *Chips*. 18.20 Jeu : *Une famille en or*. 18.50 Feuilleton : *Santa-Barbara*. 19.20 Jeu : *La roue de la fortune*. 19.45 Divertissement : *Pas folles, les bêtes !* 19.50 Tirage du Loto. 20.00 Journal, Tapis vert, Météo et Trafic Infos. 20.40 Sport : Football. Championnat d'Europe, match de qualification : France-Espagne, en direct du Parc des princes.

21.30 Tirage du Loto. 21.45 Sport : Football (suite). 22.50 Magazine : *Le droit de savoir*. Les réseaux secrets de Saddam.

23.45 Au trot. 23.50 Journal, Météo et Bourse. 0.25 Série : *Méaaventures*. 0.55 Série : *Côté cœur*.

A 2

13.45 Feuilleton : *Génération*. 14.25 Eric et toi et moi. 16.30 Jeu : *Le chevalier du labyrinthe*. 17.05 Euro raconte. George Sand (3^e partie). 17.25 Des chiffres et des lettres. 17.55 Magazine : *Giga*. 18.55 INC. 19.00 Série : *Mac Gyver*. 20.00 Journal et Météo. 20.50 Téléfilm : *Julia de Carnéilhan*. Une belle aristocrate quadragénaire et son ancien mari. 22.25 Documentaire : *Far West*. 1. Le Nord canadien. 23.20 Journal et Météo. 23.45 Magazine : *Prologations*. Spécial cyclisme.

FR 3

13.35 Série : *Chers détectives*. Magazine : *Montagne (rediff.)*. 15.05 Magazine : *Objectif Tintin*. 16.20 Jeu : *L'œuf de Colomb*. 17.05 Magazine : *Une pêche d'enfer*. 17.30 Amuse 3. 18.10 Magazine : *C'est pas juste*. 18.30 Jeu : *Questions pour un champion*. Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, le journal de la région. 20.10 Jeux : *La classe*. 20.40 Magazine : *Le marche du siècle*. Les portes de la folie. Invités : Louis Bartsch, neuropsychiatre, Edouard Zarifian, psychiatre au CHU de Caen, Michel Delpech, William Styron auteur de *Face aux ténèbres*.

22.20 Journal. 22.40 Magazine : *Faut pas rêver*. Liban : Kadicha, la vallée sainte ; Ardennes : forêts de légendes ; Thaïlande : la route de la soie. 23.35 Magazine : *Minuit en France*. Azouz Begag, le gène de nulle part. 0.05 Musique : *Carnet de notes*.

CANAL PLUS

13.30 Téléfilm : *Le cambrioleur*. 15.15 Les nuls... l'émission (rediff.). 18.10 Sport : Volley-ball. Coupe d'Europe des vainqueurs de coupes : Fréjus-Panathinaïkos Athènes. 18.00 Canaille peluche.

0.30 Musique : *Carnet de notes*.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : *Haute sécurité*. ■ Film américain de John Flynn (1989). 22.10 Flash d'informations. 22.20 Sport : Football. Championnat d'Europe Espoirs : France-Espagne, en direct de Tours.

0.05 Cinéma : *Piranha 2*. les tueurs volants. ■ Film hollandais-américain de James Cameron (1984).

LA 5

20.45 Cinéma : *Cul et chemise*. ■ Film italien d'Italo Zingarelli (1978). Avec Bud Spencer, Terence Hill, Joe Bugner. 22.35 Cinéma : *Pêche vénétien*. ■ Film italien de Salvatore Samperi (1974). 0.15 Journal de minuit.

M 6

20.35 Téléfilm : *Un chien pour deux*. De Michael Landon, avec Michael Landon, Victor French. 22.15 Série : *Brigade de nuit*. 23.10 Magazine : *Vénus*. 23.40 Six minutes d'informations.

Mercredi 20 février

En clair jusqu'à 21.00

18.30 Dessins animés : *Ça cartoon*. 18.50 Top albums. 19.20 Magazine : *Nulle part ailleurs*. 20.30 Cinéma dans les salles. 21.00 Cinéma : *Maman*. ■■ Film français de Romain Goupil (1989). Avec Andréa, Arthur H, William Lafon. 22.20 Flash d'informations. 22.30 Cinéma : *Retour de la rivière Kwai*. ■■ Film britannique d'Andrew McLaglen (1988). Avec Nick Tate, Timothy Bottoms, George Takei (v.o.). 0.05 Cinéma : *Zanzibar*. ■■ Film français de Christine Pascal (1988). Avec Fabienne Babe, André Mercon, Francis Girard.

LA 5

13.30 Série : *Arabesque*. 14.25 Série : *Le renard*. 15.30 Série : *Bergerac*. 15.30 Dessins animés. 18.40 Série : *K 2000*. 19.30 Série : *Tel père, tel fils*. 20.00 Journal. 20.33 Drôles d'histoires. 20.40 Histoires vraies. Les refuges du cœur, téléfilm de Richard T. Heffron, avec Martin Sheen, Roxanne Hart. Une organisation humanitaire au secours de sene-logs. 22.20 Débat : *La grande pauvreté*. Animé par Gilles Schneider et Béatrice Schönberg. 0.00 Journal de minuit. 0.10 Série : *Les globe-trotters*.

M 6

13.25 Série : *Madame est servie (rediff.)*. 13.55 Cinéma : *Maciste dans les mines du roi Salomon*. ■ 15.30 Jeu : *Quizz cœur*. 16.15 Série : *Vegas*. 17.05 Hit hit hit hurra ! 18.05 Série : *Supercopter*. 19.00 Série : *La petite maison dans la prairie*. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : *Madame est servie*. 20.35 Téléfilm : *Suspect d'office*. Ancien anarchiste, muet, simplet : il est un coupable idéal. 22.20 Série : *Equalizer*. 23.15 Documentaire : 60 minutes. Quelque chose en plus. Les enfants trisomiques. 0.05 Six minutes d'informations.

23.45 Magazine : *Dazibao*. 23.50 Musique : *Boulevard rock'end hard*. 2.00 Rediffusions.

LA SEPT

21.00 Magazine : *Mégamix*. 22.00 Dynamo (Spécial rencontres). 22.35 Téléfilm : *Sorrow acre* (Le champ de la douleur). De Morten Henriksen. 23.30 Court métrage : *Le coupeur d'eau*. De Philippe Tebarly.

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel médecine. La schizophrénie. 21.30 Débat. Progrès scientifique et recherche militaire : indépendance, complicité ou tutelle ? 22.40 Les nuits magnétiques. Portrait de Guy. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : *Coda*. Jefferson Airplane.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 15 août 1990 lors du Festival de Bragança) : Eff transparente pour orchestre, de Krenak ; Lieder d'après Brahms, de Krenak ; Symphonie n° 9 en mi mineur op. 95, de Dvorak, par l'Orchestre de jeunes Gustav-Mahler, dir. : Vladav Neumann. 23.07 Poussières d'étoiles.

0.10 Magazine : *Dazibao*. 0.15 Musique : *Boulevard des clips*. 2.00 Rediffusions.

LA SEPT

15.30 Documentaire : *Histoire parallèle*. 17.25 Magazine : *Mégamix*. 18.20 Documentaire : *Les métamorphoses d'André Melraux*. 19.55 Chronique : *Le dessous des cartes*. 20.00 Documentaire : *Musiques noires*. 20.50 Danse : *La jempa*. 21.00 Vidéo : *Le géant*. 22.25 Cinéma d'animation : *Images*. Le jour avant : Le charme discret de la diplomatie. 22.35 Cinéma : *Touta une nuit*. ■■ Film belge de Chantal Akerman (1982). 0.05 Court métrage : *Les amis du plaisir*.

FRANCE-CULTURE

20.30 Antipodes. Trouble d'identité. 21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse. 22.00 Communauté des radios publiques de langue française. 22.40 Les nuits magnétiques. Portrait de Claude. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : *Coda*. Jefferson Airplane.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 12 janvier au Théâtre des Champs-Élysées) : Ocuor à cordes en mi bémol majeur op. 20, de Mendelssohn ; Ocuor à cordes n° 14 en sol majeur K 428, de Mozart ; Ocuor à cordes n° 8 sur des thèmes de Mozart, de Bailey ; Ocuor à cordes n° 12 en ut mineur op. posthume D 703, de Schubert, par le Quatuor Borodine et le Quatuor Manfred. 23.07 Poussières d'étoiles. Jazz-club en direct du Petit Opéra à Paris : Jimmy Gourlay et Sean Gourlay, guitares, Dominique Lemerle, contrebasse, Philippe Courbelle, batterie.

Du lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER
« ZAPPING »
Une émission de GILBERT DENOYAN
avec ANNICK COJEAN
et la collaboration de « Le Monde ».

Audience TV du 18 février 1991

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

Le Monde / SOFRES/NIelsen

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	59,5	Santa Barbara 21,2	McGyver 9,5	19-20 20,0	Nulle part 2,3	K 2000 3,8	Petite maison 3,6
19 h 45	64,3	Pour fortune 26,8	McGyver 12,5	19-20 13,1	Nulle part 3,8	Tel père... 3,9	Petite maison 4,3
20 h 18	78,4	Journal 31,3	Journal 18,7	La classe 9,5	Nulle part 3,8	Journal 7,8	M... est servie 5,3
20 h 55	78,1	Stars 90 18,8	France 1 20,4	Le bon... 18,1	Incidents... 1,9	Drôles d'hist. 9,0	Macadam... 8,2
22 h 9	67,2	Stars 90 18,5	France 1 18,0	Le bon... 17,1	Incidents... 1,9	Drôles d'hist. 9,1	Macadam... 7,1
22 h 44	48,5	Stars 90 13,5	Génération 90 4,1	Le bon... 19,2	Justice... 0,9	Capitaine... 4,1	Hongkong... 4,5

SCIENCES • MEDECINE

Le gang nazi des blouses blanches

Les médecins allemands qui, sous le III^e Reich, se sont livrés à des expériences criminelles ont pu exercer librement après la guerre

QUAND un régime dictatorial s'effondre, l'élite anciennement au pouvoir, ses exécutants, auxiliaires et collaborateurs ne disparaissent pas. L'histoire l'a montré à maintes reprises, ils continuent de vivre tout à fait agréablement. Contribue à cela le fait que ces hommes sont, ou se rendent assez puissants pour priver les criminels nazis du pouvoir qui leur restait. La dénazification n'a pas été le fait des Allemands mais des Alliés, et, bien que le procès de Nuremberg ait constitué un événement considérable, il ne fut pas suivi d'autres procès instruits par la justice allemande.

De plus, la modification du paysage politique international, le début de la guerre froide, paralysa en Allemagne ce processus de dénazification. Les anciens officiers des services secrets de la Gestapo et de la SS devinrent des experts très recherchés pour leurs opérations de renseignement à l'Est. Klaus Barbie en est l'exemple le plus célèbre. De leur côté, l'Union soviétique et les régimes communistes en Europe de l'Est ont, dans leurs services secrets, d'anciens officiers SS et de la Gestapo.

Glorieuses dénazifications

Plusieurs spécialistes allemands de la médecine de l'aviation, mis en accusation au procès des médecins à Nuremberg pour leur participation aux expériences mortelles réalisées à Dachau sur la grande altitude, furent soit exemptés de jugement, soit acquittés sous des prétextes fallacieux. Ils avaient pu, avant le procès, poursuivre leurs recherches sous couvert avec l'armée de l'air des États-Unis au centre médical de ces forces à Heidelberg. Au début des années 50, l'Allemagne « pardonna » à beaucoup de hauts responsables nazis condamnés à Nuremberg, qui furent alors libérés avant d'avoir purgé leur peine.

Les médecins criminels ont, en Allemagne, joui d'une protection particulière. En 1946, la France demandait l'arrestation de Karl Ploetner, médecin SS à Dachau, afin qu'il soit jugé pour ses expériences sur la mescaline administrée à des prisonniers français dont il voulait « annihiler la volonté ». Les services secrets américains firent savoir aux autorités françaises qu'ils ne pouvaient mettre la main sur lui, car ils

le pensaient établi en zone soviétique. Ses expériences fournirent, dans les années 50 et 60, un matériel important aux travaux de la CIA sur les effets du cannabis, de la mescaline et du LSD.

Il est peu probable que les autorités américaines aient jamais cherché à arrêter Ploetner qui, dans les années 60, enseignait la médecine à l'université de Fribourg. Il fut bien interrogé à Munich par un procureur de l'Etat au sujet des expériences mortelles sur la malaria auxquelles il se livra à Dachau, mais les poursuites furent abandonnées en 1972. Il ne fut, en fait, jamais inquiété pour ses expériences relatives à la mescaline.

Herman Voss, directeur de l'Institut d'anatomie à l'université de Léna, en Allemagne de l'Est, et auteur d'un des traités d'anatomie

des passages en allemand; mais le gouvernement est-allemand empêcha leur diffusion en RDA. Bien que connaissant le passé nazi de Voss, les dirigeants de ce pays ne jugèrent pas souhaitable de s'en prendre à l'un de leurs scientifiques les plus prestigieux.

Omar von Verschuer, directeur de l'Institut d'anthropologie, d'hygiène humaine et d'eugénisme Kaiser-Wilhelm, fut l'un des grands généticiens nazis qui dirigèrent les expériences de Mengele sur les jumeaux à Auschwitz. Il fut « dénazifié » après la guerre par un tribunal de Francfort et condamné à payer une amende de 600 deutschemarks au titre de *Mitläufer* (compagnon de route du parti nazi). Von Verschuer dirigea par la suite le prestigieux Institut de génétique humaine de l'université de Münster, et fut consi-

« Ce sont des scientifiques, après tout, des hommes comme nous; nous devons nous asseoir à leur table et échanger avec eux des idées, si la science médicale ne se perd pas, ou périr. » A ceux qui pardonnent et oublient trop vite, j'adresse ces lignes.

Les docteurs Alexander Mitscherlich et Fred Mielke, observateurs officiels des chambres ouest-allemandes de médecins au procès de Nuremberg, eurent le courage de rompre avec l'esprit de corps de leur profession. Ils publièrent des documents d'audience accusant le grand chirurgien allemand Ferdinand Sauerbruch et Wolfgang Hübner, directeur de l'Institut de pharmacologie de l'université de Berlin, de complicité de crimes de guerre pour avoir participé à une conférence enseignée aux expériences

Nuremberg. Dix mille exemplaires furent imprimés à l'usage exclusif des membres des chambres ouest-allemandes des médecins. Mais l'ouvrage resta ignoré du grand public. La World Medical Association en reçut cependant un exemplaire qu'elle tint pour la preuve que la profession médicale allemande avait pris ses distances à l'égard des crimes commis sous les nazis, ce qui autorisa celle-ci à renouveler son adhésion.

Une corporation très militaire

Quant à Mitscherlich, qui avait malgré lui sauvé la réputation de la profession vis-à-vis de l'étranger, il dut faire face à une campagne de dénigrement: ses collègues le qualifièrent de traître à son pays et réussirent à briser sa carrière. En 1956, la faculté de médecine de Francfort lui refusait la chaire d'un institut de psychanalyse et de médecine psychosomatique que le gouvernement régional lui avait offerte.

Au cours des trente ans qui suivirent le procès des médecins à Nuremberg, une très efficace conspiration du silence et du mensonge marqua la profession médicale. Cela s'explique en partie par la proportion importante (la plus élevée de toutes les professions) d'adhésions des médecins au parti nazi (45 %) et à ses organisations d'élite, la SA (26 %) et la SS (7 %).

Et comme rares ont été les médecins qui, ayant fui l'Allemagne, y retournèrent après 1945, pratiquement aucune voix antifasciste ne se fit entendre dans la profession. Au sein des chambres des médecins

comme dans les associations de praticiens, d'anciens nazis occupèrent même des postes clés. Deux anciens membres de la SS furent, après la guerre, présidents de la chambre ouest-allemande des médecins. Le dernier, le docteur Hens Joachim Sewering, fut contraint de démissionner, mais resta président de la chambre bavaroise des médecins. Il est également trésorier de la World Medical Association.

Dans les années 50, 60 et 70, il fut pratiquement impossible de vaincre le puissant front du mensonge. Quand, au cours de la révolte étudiante de la fin des années 60, un groupe d'étudiants en médecine rappela au directeur de l'Institut national du cancer de Heidelberg, Karl Heinrich Bauer, les accusations concernant sa participation aux stérilisations forcées du III^e Reich, toute la Faculté soutint Bauer et empêcha la carrière médicale du leader du groupe.

Sur les quatorze médecins connus pour avoir travaillé dans les hôpitaux où étaient éliminés les malades mentaux et les handicapés, conformément au programme d'euthanasie portant le nom de code « Aktion T 4 », un seul fut condamné après 1945.

Docteur CHRISTIAN PROSS
Département des droits de l'homme,
Conseil de l'ordre des médecins
de Berlin.

Lire la suite page 16



Cérémonie de bienvenue en l'honneur du professeur Poldisch, spécialiste de l'euthanasie à la clinique neurologique de Rhénanie (Bonn 1935).

les plus lus dans les deux Allemagnes de l'après-guerre, quant à lui, de détruire son journal durant la période où il fut directeur de l'Institut d'anatomie de la Posen-reichuniversität (Poznan), en Pologne occupée. Il y décrivait ses expériences sur des combattants de la Résistance polonaise et sa joie de recevoir du « matériel nouveau » en provenance de la guillotine de la Gestapo de cette ville. Il vendit à d'autres universités et instituts d'anatomie les nombreux ossements et organes dont l'approvisionnement semblait ne jamais devoir prendre fin. Des chercheurs polonais découvrirent ce journal et en publièrent

détail et honora dans le monde entier. Des généticiens parmi les plus éminents loi ont, à l'occasion de son soixantième anniversaire, dédié une brochure éditée par le Vatican.

En 1945, Karl Sperber, praticien tchécoslovaque rescapé d'Auschwitz, ne lançait-il pas au monde cet avertissement: « Il est une tradition de solidarité dans le corps médical. Mais Dieu interdit que, tandis que s'estompent le souvenir des camps de concentration et que le monde, à nouveau, se retrouve dans des conférences internationales pour échanger idées et découvertes, qu'un chirurgien, qu'un médecin puisse dire des paroles allemandes des camps ».

extrêmement cruelles et souvent mortelles menées à Ravensbrück sur la sulfonamide.

Mitscherlich paya cher sa détermination. Sauerbruch et Hübner le poursuivirent en justice et l'obligèrent à retirer de son rapport le paragraphe litigieux, tandis que l'éminent physiologiste Friedrich Rein, spécialiste à Göttingen de la médecine de l'aviation, dénonçait l'irresponsabilité de Mitscherlich qui avait attaqué des piliers de la recherche scientifique et déshonoré la profession médicale allemande.

En 1949, était publiée la version définitive du rapport de Mitscherlich sur le procès des médecins à

Les centrales et leurs vapeurs

L'incident de la centrale japonaise de Mihama prouve la nécessité d'une maintenance préventive des installations nucléaires

CERTAINS tubes des générateurs de vapeur assurant le refroidissement du réacteur japonais étaient depuis quelque temps fissurés. Plusieurs centaines d'entre eux avaient été bouchés, mais cela n'a pas suffi. Un tube s'est rompu, et c'est l'incident (le Monde du 12 février).

Ces pannes énormes - quelque 300 tonnes sur les centrales EDF de 900 mégawatts - sont en fait des colosses au pied d'argile dont il faut prendre soin en permanence et qui doivent être réparés sans cesse pour bien résister aux formidables contraintes dont elles sont le siège. C'est en sein de ces générateurs de vapeur que l'eau légèrement radioactive du circuit primaire, chauffée par le cœur du réacteur, perd ses calories dans un serpentin de tubes de plusieurs dizaines de kilomètres de long. Cette eau « secondaire » qui se chauffe alors dégage des tonnes de vapeur permettant d'alimenter le turbo-alternateur de la centrale.

Qu'un de ces tubes - il y en a environ 3 300 pour chacun des trois générateurs de vapeur d'un 1300 mégawatts français - se fissure et l'eau radioactive du primaire contamine

celle du secondaire qui est à une pression plus basse. Si la fuite est légère, moins de quelques litres par heure, l'exploitant de la centrale peut se permettre d'attendre. Mais si elle s'aggrave, le tube peut se rompre brutalement et laisser échapper quelque 60 tonnes d'eau à l'heure! Un tel incident touche à la sûreté de l'installation et le système d'arrêt d'urgence du réacteur se déclenche pour mettre la centrale en sécurité.

C'est ce qui s'est passé, semble-t-il, sur le réacteur n°2 de la centrale japonaise de Mihama où un tube de générateur de vapeur (GV) de 2,2 centimètres de diamètre a lâché. Ce sérieux incident - il est répertorié au niveau 3 sur l'échelle de gravité des accidents nucléaires de l'AIEA qui compte sept échelons - a été parfaitement maîtrisé, même s'il a donné lieu finalement au rejet d'un peu de radioactivité dans l'environnement (1). Mais comment ne pas s'interroger quand on sait que 400 tubes de GV avaient déjà été bouchés pour prévenir un pareil accident. Un accident dont se souviennent bien des autorités japonaises, en butte à une opinion publique attentive à l'ex-

trême à tout ce qui touche à la sûreté des installations nucléaires.

Bien que, dans le passé, de tels incidents aient eu lieu sur plusieurs centrales (en Belgique à Doel-2, aux États-Unis sur la centrale Ginna, analogue à celle de Mihama, et sur celle de North Anna, qui sert de modèle aux réacteurs de 900 mégawatts français du Bugey), la prudence doit être la règle. C'est pourquoi EDF s'est lancée dans un coûteux programme (350 millions de francs par an et par réacteur) de remplacement des GV de 24 tranches de 900 mégawatts dont les tubes fissurés ont été progressivement bouchés (2).

La prudence doit être la règle

L'apremière de ces réparations lourdes a été lancée en avril dernier sur l'un des réacteurs de la centrale de Dampierre-en-Burly (Loiret). Les autres devraient suivre selon un calendrier qui s'achèvera en 2010. EDF se serait bien dispensée de ces travaux qu'elle espérait sans objet sur les toutes nouvelles centrales de 1300 mégawatts. Mais ces dernières se sont aussi révélées fragiles (le Monde du 2 février 1990) car on a

découvert dans leurs GV des boudes métalliques qui, en s'oxydant, resserrent dangereusement les tubes.

D'où des opérations de nettoyage et d'obturation (0,4 à 4 % de l'ensemble de l'installation) pour une dépense de 3,5 à 4 milliards de francs sur trois ans. Mais la sûreté est à ce prix, et c'est sans doute pourquoi EDF a, en accord avec les autorités de sûreté, recommandé à ses équipes de conduite d'intervenir sur l'installation dès qu'une fuite dépassait les 3 litres par heure (contre 72 l/h selon les textes en vigueur) sur un réacteur de 1300 mégawatts. D'ailleurs la centrale de Chooz-A a été arrêtée récemment pour examen après la détection d'une fuite de ce type.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Les Japonais ont malgré tout rejeté 0,134 curie de radioactivité dans l'environnement, ce qui correspond à peu près à 8 % de fonctionnement normal.

(2) On peut boucher de 15 % à 20 % des tubes sans porter atteinte à la sûreté de la centrale.

Transparence ordinale

La prochaine réforme du conseil de l'ordre des médecins avec la « publicité des débats » lors des audiences disciplinaires précédera par le rapport Tournier (le Monde du 11 janvier) devrait bientôt profondément modifier l'image de cette institution. La lecture de la dernière jurisprudence de l'ordre national et du conseil de l'ordre relative aux cent quatre-vingts décisions rendues en 1989 donne à cet égard la mesure des changements à venir.

Si l'on excepte les affaires tristement habituelles (refus de rétrocession des honoraires, honoraires abusifs, fausses cotations, etc.), cette jurisprudence révèle en effet une série de décisions qui de toute évidence mériteraient d'être totalement identifiées et mieux connues tant du corps médical que de l'opinion publique. C'est en particulier le cas de quatre affaires de radiation définitive du tableau de l'ordre des médecins, la sanction la plus élevée que puisse prononcer cette juridiction.

Radiations définitives

Dans un cas, il s'agit d'un non-remboursement par un médecin de dettes fort élevées contractées auprès de ses patients. Une autre affaire de « manquement à l'honneur » et à la « probité » concerne un médecin qui ne craignait nullement de dramatiser le tableau de l'état de santé de ses patientes afin de leur faire subir un traitement long et coûteux. Or ce traitement comportait des risques importants, sans proportion avec l'état de santé réel. D'autre part le praticien réclamait des sommes qui, précise la section disciplinaire, « excédaient largement le tact et la mesure ». En pratique, le médecin - il s'agissait d'une femme - avait la très fâcheuse habitude de diagnostiquer chez certaines de ses patientes des « infections graves de l'appareil génital », qui, selon elle, exigeaient un traitement en urgence. Elle injectait alors par voie intra-utérine des antibiotiques et des dérivés corticoïdes dans les trompes. Ces injections étaient réalisées au cours de séances quotidiennes répétées sur une longue durée, tantôt en clinique, tantôt au cabinet. La praticienne réclamait pour cette thérapeutique le versement

de sommes élevées se chiffrant par dizaines de milliers de francs. Six patientes se sont indignées de telles pratiques. Elles ont alors porté plainte, leur action conduisant rapidement à la radiation définitive de leur médecin.

Les deux dernières radiations connues pour l'année 1989 sanctionnent des médecins qui en 1987 et 1988 avaient refusé de répondre à des appels d'urgence. Dans un cas, il s'agissait d'un enfant de neuf ans victime d'un traumatisme érien à la suite d'une chute de bicyclette. Alerté par ses parents le docteur X... se déplaça une première fois, mais quelques heures plus tard refusa de le faire en dépit des graves symptômes présentés par l'enfant. Ce dernier devait mourir le lendemain d'un hémoragie extracérébrale qui, diagnostiquée à temps, n'aurait posé aucun problème thérapeutique. Ailleurs, c'est une fillette de vingt et un mois dont le père, au téléphone, brosse un tableau dramatique, expliquant à un autre docteur X... qu'elle ne respire plus qu'à grand-peine. Là encore le médecin refuse de se déplacer: « Croyant, selon ses dires, que l'enfant était déjà morte, le docteur X... jugea inutile de se déplacer et, sans s'enquérir en rien des circonstances de ce drame, se borna à indiquer qu'il passerait le lendemain signer le certificat de décès », peut-on lire dans les décisions rendues par la section disciplinaire. Celle-ci juge notamment que le comportement du docteur X... dénotait « une totale insensibilité face au désarroi des parents qui voyaient mourir leur enfant, ce qui constitue un grave manquement de l'obligation énoncée à l'article 34 du code de déontologie médicale qui est faite à tout médecin d'assurer personnellement aux malades qu'ils ont en charge des soins consciencieux et dévoués ».

Après que la cour d'appel eut, comme dans le cas précédent, condamné le praticien à une peine correctionnelle sévère, l'ordre pour sa part infligea celle de radiation définitive de son tableau.

JEAN-YVES NAU

Pour l'amour des chèvres

Les effets combinés de la lumière artificielle et de la mélatonine, une substance fabriquée par le cerveau, permettent de maîtriser la reproduction du cheptel

PROGRAMMER à volonté la reproduction du cheptel, prévoir la naissance des veaux, des agneaux et des chevreaux aux périodes les plus favorables, quand, par exemple, leur alimentation est la moins onéreuse, leur vente plus rentable ou lorsque ont cessé les travaux des champs : ce rêve, vieux comme l'élevage, est en passe de devenir réalité. Bien que la nature ait donné à la plupart des espèces domestiques des cycles saisonniers de reproduction, on sait déjà, depuis plusieurs années, déclencher artificiellement l'activité sexuelle des brebis et des bœufs. Et les travaux que mène actuellement une équipe de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) sont plus prometteurs encore.

En étudiant les effets d'une hormone cérébrale impliquée dans les rythmes biologiques, la mélatonine, les chercheurs ont en effet découvert un traitement simple et efficace, qui pourrait bien révolutionner, dans un proche avenir, la programmation des cycles de reproduction des animaux d'élevage. Une découverte qui est loin d'être fortuite et résulte directement des études réalisées dans ce domaine, depuis une dizaine d'années, dans les laboratoires de l'INRA.

Bien avant l'apparition des premières inséminations artificielles, diverses méthodes plus ou moins empiriques étaient déjà employées pour favoriser la fécondité des troupeaux. Les progrès de l'endocrinologie aidant, les traitements hormonaux se révélèrent longtemps les plus efficaces. En modifiant ponctuellement

les régulations hormonales qui régissent l'aptitude à la reproduction, on jouait notamment sur le taux d'hormones ovariennes que sont les œstrogènes et la progestérone (principe de la pilule contraceptive), les éleveurs parvenant désormais à synchroniser les périodes de reproduction de leurs animaux.

«Flashes» nocturnes

Aujourd'hui couramment appliqués aux vaches, aux chèvres et aux brebis, ces traitements n'en restent pas moins lourds et coûteux. Et il faut attendre les travaux décisifs menés dans les années 80 par la station de recherche sur la physiologie de la reproduction de l'INRA à Tours-Nouzilly (Indre-et-Loire) sur la photosensibilité des animaux d'élevage et son influence sur l'activité sexuelle pour entrevoir une solution plus «douce», permettant de limiter au minimum l'emploi de produits chimiques ou hormonaux.

Sous nos latitudes, en effet, la lumière ordonne et régit pour une large part la reproduction des troupeaux, l'allongement des journées estivales entraînant généralement la reprise de l'activité sexuelle. «Les effets de la photopériode s'exercent par le relais du système nerveux central, qui module la sécrétion des hormones gonadotropes FSH et LH - lesquelles contrôlent, à leur tour, la sécrétion des hormones sexuelles», précise Michel Cournot, biologiste à la station de Tours-Nouzilly. Ainsi, des bœufs et des brebis élevés en Angleterre, puis transférés en Australie, déclinent rapidement de six mois le temps des amours pour s'adapter à l'automne de



l'hémisphère Sud. D'où l'idée, étudiée depuis plusieurs années par l'INRA et certains centres d'insémination, d'utiliser la lumière artificielle pour déclencher le rythme naturel des animaux. Employée expérimentalement pour induire la fécondation chez les brebis, les chèvres et les juments, la technique ne dépend pas tant de la quantité de lumière reçue que des moments où

elle est appliquée. De brèves périodes d'éclairement au cours de la nuit suffisent à donner aux animaux l'illusion de jours longs, suffisamment en tout cas pour stimuler la sécrétion des hormones sexuelles. En soumettant les femelles à des «flashes» nocturnes pendant quelques semaines, on arrive ainsi, à contretemps, à déclencher leur ovulation.

Cette «luxothérapie» a toutefois l'inconvénient d'être relativement onéreuse et nécessite des bâtiments spécialement équipés. De plus, si le recours à la lumière artificielle permet de multiplier les saisons de reproduction au cours de l'année, il n'abolit jamais tout à fait les périodes d'insévit sexuelle des animaux.

Pour «donner le temps»

Une limite qui embarrasse particulièrement les centres d'insémination artificielle, dont les services sont aujourd'hui largement employés pour la reproduction animale. «Dans les pays où l'azote liquide est facilement disponible, le sperme congelé est couramment utilisé chez les bovins, souligne Michel Cournot. Cette pratique se développe également chez les caprins, mais reste en revanche assez limitée chez les ovins et les porcs, dont le sperme est plus difficile à congeler.» D'où l'intérêt, chez ces dernières espèces, d'obtenir, chez les mâles sélectionnés pour leur haute valeur génétique, une production permanente.

Là, précisément, intervient la mélatonine. Fabriquée dans le cerveau par l'épiphyse (ou glande pinéale), cette substance joue un rôle essentiel dans les rythmes biologiques des êtres vivants. Son mode d'action demeure mal compris, mais l'on sait que sa production est toujours nocturne et qu'elle renseigne les organismes, hiver comme été, sur la durée du jour et de la nuit. De manière indirecte, ce «donneur de temps» contrôle ainsi l'activité sexuelle des animaux d'élevage.

Trompés par l'action combinée de la lumière artificielle et de la mélatonine, ces derniers percevraient-ils une alternance mensuelle de jours d'été et de jours d'hiver? Les chercheurs de l'INRA ont tenté l'expérience. Chèvres et brebis ont fait le reste. «Un éclairage lumineux bref durant la nuit pendant un mois leur donne la perception de jours d'été, quelle que soit la saison. De même, un traitement de mélatonine durant le mois suivant leur donne la perception de jours d'hiver», précise Jean Pelletier, responsable à Tours-Nouzilly de l'unité de neuroendocrinologie sexuelle de l'INRA. L'alternance des deux traitements pourrait ainsi permettre de contrôler de façon beaucoup plus fine que naguère les périodes de reproduction du cheptel.

Si ces premiers résultats se confirment, la mélatonine devrait trouver dans l'élevage ses premières applications. Cette substance étant également impliquée, chez l'homme, dans les changements d'humeur saisonniers et dans le malaise provoqué par les décalages horaires, beaucoup d'autres applications devraient suivre. Reste cependant, avant d'envisager de telles perspectives thérapeutiques, à décrypter les mécanismes d'action de ce donneur de temps biologique. Notamment à localiser ses sites de fixation dans le cerveau, comme tentent actuellement de le faire les chercheurs de l'INRA.

CATHERINE VINCENT

Le gang nazi des blouses blanches

Suite de la page 15

Quatre moururent pendant la guerre, deux se suicidèrent, les huit autres vécurent sous de fausses identités et continuèrent de pratiquer la médecine de nombreuses années durant, protégés par leurs collègues. Ils échappèrent à la justice soit en fuyant à l'étranger, soit en obtenant de leurs confrères des certificats de complaisance pour ne pas avoir à comparaître devant un tribunal. On notera l'étonnante facilité avec laquelle, en montrant beaucoup de réticence devant les tribunaux d'indemnisation à reconnaître aux victimes des nazis la gravité des dommages, les médecins allemands couvraient ainsi ces criminels.

Le cas Werner Heyde illustre cette vaste dissimulation. Responsable du programme d'euthanasie «Aktion T4» et directeur de la clinique psychiatrique de l'université de Würzburg, Werner Heyde pratiqua, après la guerre, la médecine quatorze ans durant, sous le pseudonyme de docteur Sawade, dans la province du Schleswig-Holstein, au nord de l'Allemagne.

Son identité fut gardée secrète par toutes les institutions médicales locales, qui comptaient des professeurs d'université hautement respectés. Employé par l'administration régionale de la santé, il témoigna comme expert dans des demandes de pension pour incapacité et même de dommages et intérêts pour des victimes du nazisme. Son véritable état civil ayant été, par hasard, découvert, il fut arrêté, et un procès fut instruit contre lui par le procureur de la Hesse, Fritz Bauer, l'un des rares magistrats courageux de l'Allemagne de l'après-guerre.

L'évolution des mentalités

Au cours de l'interrogatoire de Heyde, Bauer essaya de démasquer, pour les traduire en justice, les membres d'«Aktion T4». Certains vivaient cachés, d'autres avaient fui en Amérique du Sud où ils poursuivaient leurs activités. Ces derniers tentèrent de libérer Heyde. Mais l'opération échoua et un co-défenseur de l'accusé, qui était par ailleurs un témoin important au procès, trouve même la mort dans des circonstances mystérieuses. Pour finir, Heyde échappa, quant à lui, au jugement par le suicide. Un épisode digne d'un film sur la mafia.

Plusieurs facteurs ont, depuis dix ans, eu raison de ce front du mensonge. Vers la fin des années 70 et le début des années 80, le sérié télévisée américaine «Holocauste» a changé le climat politique. A l'époque, les représentants de la génération nazie, pour ceux qui vivaient

encore, avaient commencé à se retirer de la vie active. Soudain, des archives qui n'étaient pas accessibles auparavant leur devinrent. Les historiens purent aller droit aux sources. Leurs travaux culminèrent avec le cinquantième anniversaire, en 1983, de la prise du pouvoir par les nazis, suivi en 1988 de celui des pogroms de la Nuit de cristal.

Au-delà des déclarations officielles, et des cérémonies commémoratives, ces historiens n'ont cessé d'exhumer, document après document, les événements de la période 1933-1945. Ils ont poursuivi les recherches là où les procès de Nuremberg et ceux de l'Allemagne de l'après-guerre s'étaient arrêtés, ou étaient restés fragmentaires.

La preuve qu'ils apportèrent de l'implication de presque toutes les institutions et organisations professionnelles, ainsi que du sort des victimes - juifs d'Europe de l'Est, Tziganes, communistes, homosexuels, stérilisés, déserteurs et objecteurs de conscience - qui ne reçurent jamais de compensation, pétra la conscience d'un plus large public. Ainsi fut, dans une certaine mesure, influencée la rhétorique officielle. Le célèbre discours du président Richard von Weizsäcker prononcé en mai 1985, à l'occasion du quarantième anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale, en est un exemple frappant.

Dans l'historiographie de la médecine nazie, le courant s'inversa en mai 1980, à Berlin-Ouest, lors d'une conférence nationale des médecins et travailleurs de la santé qui prit le nom de Gesundheitsstag - contre-conférence délibérément tenue durant la rencontre annuelle de la Deutsche Arzteschaft de la chambre ouest-allemande des médecins, dont l'invité, le président de la chambre berlinoise, était un ancien membre de la SA.

Dans le but de racimer les modèles alternatifs de soins de la période de Weimar, les organisateurs de la Gesundheitsstag avaient fait venir de l'étranger cinq médecins juifs réfugiés, dont certains avaient appartenu à l'association des praticiens socialistes (Verein Sozialistischer Ärzte). «La médecine sous le national-socialisme. Passé refoulé, respect de la tradition?», tel était le thème de la conférence, qui présentait pour la première fois le travail d'un petit groupe d'outsiders.

Le Gesundheitsstag inspira toute une nouvelle génération d'étudiants, qui étudièrent les stérilisations massives, l'élimination des malades mentaux dans le cadre du programme «Aktion T4», la recherche pratiquée sur les victimes de l'euthanasie, la purge des médecins juifs, le rôle des anthropologues et des généticiens

dans la distinction des races et la classification en «sous-hommes» des Juifs, Tziganes et autres.

L'influence de ces nombreuses publications a été, depuis dix ans, suffisamment forte pour enfin contraindre la chambre ouest-allemande des médecins à changer d'attitude. En mai 1989, la chambre berlinoise, à présent contrôlée par les organisateurs de la Gesundheitsstag de 1980, profita de l'opportunité qui lui était offerte, en tant qu'invitée de la Deutsche Arzteschaft, pour convaincre son président, Karstein Vilmar, de mettre à l'ordre du jour de cette conférence la médecine sous le régime nazi. De son côté, Richard Toellner, historien de la médecine à l'université de Münster, put affirmer, à partir d'une argumentation fondée sur des études récentes, que «tout l'éventail des représentants ordinaires de la profession médicale était impliqué, et [quel] tous avaient ce qu'il faut appeler... Un corps médical qui estime normal le meurtre généralisé des malades, et, pour l'essentiel, accepte explicitement cet acte comme nécessaire et justifié par le bien de la communauté, a échoué dans sa mission et l'a trahie. C'est un corps médical tout entier moralement coupable, quel que soit le nombre de ceux qui, en toute légalité, directement ou indirectement, ont participé à l'élimination des malades». Cette déclaration sans ambiguïté, parue dans la Deutsche Arzteschaft, s'impose comme une nouvelle interprétation de l'histoire à laquelle le corps médical allemand ne peut plus échapper.

Le débat qui s'est ouvert sur le passé nazi a réveillé la conscience de nombre de médecins allemands, ainsi que d'une partie de l'opinion publique qui s'interroge sur les abus de la médecine actuelle. Il a ébranlé l'image d'infailibilité que s'étaient forgée les praticiens allemands - celle d'une profession neutre qui se situait hors des sphères politique et sociale.

Il n'y a pas là, pourtant, de quoi être satisfait. Ces révélations sur la médecine du III^e Reich arrivent avec plus de quarante ans de retard. Leurs auteurs se sont retirés de la vie active, on sont morts. Aucune sanction n'est plus possible. Les victimes n'ont pu être réparées.

Il en est de même des atteintes aux droits de l'homme, aujourd'hui, en Amérique latine, en Asie, en Afrique et en Europe de l'Est. Leurs auteurs ne sont pratiquement jamais punis, à moins que, à l'échelon international, l'opinion ne se sensibilise et ne fasse pression en faveur de la justice. La World Medical Association s'est fait duper en 1949. Elle s'est tue sur les dissimulations, dans l'Allemagne de l'après-guerre, des abus de la médecine nazie. La communauté médicale internationale ne doit plus être dupée : elle doit rompre la conspiration du silence, dénoncer les abus d'aujourd'hui.

Docteur CHRISTIAN PROSS
Département des droits de l'homme,
Conseil de l'ordre
des médecins de Berlin.

Alfred Jost

par Etienne Wolf, de l'Académie française

LA France vient de perdre en Alfred Jost un de ses plus brillants biologistes. Nous appartenons à la même école, issue des grands pionniers que furent nos maîtres Ancel et Bouin, les découvreurs des hormones sexuelles, qui formèrent une lignée de disciples parmi lesquels Robert Courrier, Marc Klein, Jost était l'élève de Robert Courrier, auquel il succéda il y a cinq ans comme secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences. Originaire de Strasbourg, où il avait fait de brillantes études, il avait été reçu à l'Ecole normale supérieure, puis, après quelques vicissitudes, il avait été nommé professeur de physiologie comparée à la Sorbonne et, enfin, au Collège de France, titulaire de la chaire de physiologie du développement.

Alfred Jost, en effet, s'était consacré à la physiologie de l'embryon. A une époque où la plupart des embryologistes se cantonnaient dans l'étude des embryons, et quelques-uns dans celle des oisillons, il avait inauguré la difficile expérimentation sur les mammifères, chez qui l'embryon est toujours logé dans l'utérus maternel, enveloppé dans des membranes complexes. C'est donc par une laparotomie que doit commencer l'intervention. Jost mit au point une technique très délicate, qui faisait valoir son habileté technique, en même temps que ses qualités intellectuelles et novatrices. On en juge par deux interventions de talent. Il réussit le premier la castration d'un fœtus de lapin vers la fin de la gestation, sans nuire à la vitalité de l'em-

byon. Après quoi, il remplaça celui-ci dans l'utérus, où il continua son développement. Il fut aussi le premier à réussir l'ablation de l'hypophyse et d'autres glandes endocrines embryonnaires.

L'indifférenciation sexuelle

Némi de ces techniques et d'autres plus classiques qui posent et résolvent de nombreux problèmes de physiologie embryonnaire. L'un des premiers auxquels il s'attaqua fut celui de la différenciation sexuelle. On sait que tout embryon commence son développement par une période d'indifférenciation sexuelle. Il possède les deux assortissements d'organes (gonades et conduits) qui permettent l'édification d'un organisme mâle, comme d'un organisme femelle. Comment se réalise l'orientation vers l'un ou l'autre sexe? Par des expériences de castration, de greffes et d'injections, Jost démontra qu'en l'absence d'hormones sexuelles, c'est l'organisation femelle qui domine. L'hormone mâle est en effet nécessaire pour que s'organise l'appareil génital mâle. Toutefois, une seconde hormone est indispensable, l'hormone mullérienne, pour que les conduits femelles (oviductes) disparaissent. On soupçonnait la complexité de ce déterminisme, dont Jost réussit à pousser plus loin l'analyse.

Ces travaux ont eu un immense retentissement : c'était la première fois que des opérations étaient pratiquées sur des embryons de mammifères. Leurs résultats permettaient d'expliquer certaines anomalies de la différenciation

sexuelle chez l'homme, tel le pseudo-hermaphrodisme masculin ou féminin.

Un autre groupe de recherches fructueuses et novatrices a trait à l'endocrinologie fœtale, c'est-à-dire à la formation des glandes endocrines et au rôle des hormones chez l'embryon. Ici encore, Jost, avec ses collaborateurs, développe une œuvre remarquable. Il constate que la croissance du fœtus est indépendante de l'hormone de croissance sécrétée par l'hypophyse de la mère et par sa propre hypophyse. Il a la même absence de réaction vis-à-vis des hormones de la thyroïde. L'embryon hormonal e lieu après la naissance. Par contre, d'autres glandes endocrines telles les surrénales et les glandes génitales sécrètent des hormones qui se montrent actives bien avant la naissance.

Ainsi Jost et son école ont analysé avec finesse les débuts de l'activité hormonale des embryons. Cette œuvre a donné le départ à beaucoup de recherches en France et à l'étranger, en particulier aux Etats-Unis, où il avait de nombreux amis et admirateurs. On ne peut en ces lignes trop succinctes donner qu'une faible idée de l'ampleur de ses travaux.

Alfred Jost était un savant de grande envergure, en même temps qu'un professeur de talent, très apprécié de ses élèves et d'auditeurs de toutes provenances. Il émettait des discussions de haut niveau, auxquelles il apportait sa flamme et sa précision. Il avait gardé une grande jeunesse d'aspect et de caractère. C'est sous ces traits qu'il continuera de nous apparaître toujours.

Avec Le Monde sur Minitel

Calculez vos impôts

36-17

Tapez IMP91

هكذا من الأصل

18 La coopération dans l'aéronautique
- La dérégulation du transport aérien

19 Technologies
21 Communication

22 Marchés financiers
23 Bourse

BILLET

Les prix selon M. Pavlov

Pressentie en mai dernier, attendue en janvier, puis en février, la réforme des prix en URSS a enfin été présentée à Moscou, lundi 18 février, par le nouveau premier ministre, M. Valentin Pavlov. Depuis plusieurs mois déjà, les Soviétiques ont eu un avant-goût de l'inflation puisqu'ils trouvent de plus en plus fréquemment dans les magasins des produits « à prix négociés », dont le coût est plusieurs fois supérieur à celui des produits d'Etat traditionnels.

Il ne leur faut pas croire cependant que la réforme annoncée par M. Pavlov est complète, touchant toutes les catégories de prix et assortie d'un calendrier précis. On sait pour l'instant que les prix de détail doivent augmenter en moyenne de 60 %. On sait aussi que la population recevra des « compensations » à hauteur de 85 %. On sait encore qu'une vaste catégorie de produits, allant du café aux médicaments en passant par l'essence et la vodka, ne sera pas affectée par les augmentations. On pense enfin que cette réforme entrera en vigueur courant mars.

Mais ces interrogations sont finalement secondaires. D'abord, tout le monde s'interroge sur les véritables projets économiques de M. Pavlov. Depuis sa nomination, en janvier, son nom est principalement associé à l'abandon des projets de libéralisation économique ambitieux et à la dénonciation de complots des banques occidentales contre l'URSS. Conservateur ou vaguement libéral, M. Pavlov devra bien proposer un programme d'ensemble.

D'autre part, toute réforme, que ce soit celle des prix, des structures de propriété ou des circuits de distribution, devra recevoir l'aval des quinze républiques. En ce qui concerne les prix, M. Pavlov a déjà reconnu ne pas être parvenu à un accord sur les « compensations » des augmentations avec les dirigeants des Républiques. Il ne peut y avoir de réforme économique d'ensemble sans consensus entre les Républiques.

En attendant une réponse à ces questions, la situation des prix illustre bien l'impasse dans laquelle se trouve l'économie soviétique. Dans le système de planification socialiste, les prix de détail sont déterminés indépendamment de ceux de gros. Depuis le 1^{er} janvier, les prix à la production ont augmenté, tandis que ceux à la consommation sont toujours l'objet de discussions. De quoi empêcher de conduire l'Etat vers la faillite...

F. L.

La famille royale renforce son emprise sur la gestion des actifs du Koweït

La famille de l'émir du Koweït poursuit fébrilement la reprise en main des institutions financières de l'émirat, en prévision de « l'après-Saddam ». A Londres, quatre hauts responsables de la Kuwait Investment Authority (KIA) viennent d'être limogés.

LONDRES

correspondance

Le limogage de quatre hauts responsables de la Kuwait Investment Authority, l'autorité de tutelle gérant par l'intermédiaire du Koweït Investment Office (KIO) les avoirs financiers de l'émirat gérés en Europe, l'atteste : en remplaçant quatre membres du conseil de direction du KIA, dont le directeur général Fahad Al-Rashed, le ministre koweïtien des finances, Cheikh Ali Al-Khalifa Al-Sabah accentue l'emprise de la famille régnante - en exil en Arabie saoudite - sur la fortune de l'émirat, soustraite à la convoitise irakienne.

La KIA avait été créée en 1982 pour contrôler le bureau londonien du KIO, chargé d'investir une partie de la puissance financière de l'émirat sur les grandes places mondiales. Selon les milieux bancaires de la City, ces placements sont estimés à

30 milliards de dollars. Depuis 1989, les relations sont tendues entre le KIO et l'organisme de tutelle. La KIA s'est en effet efforcée de freiner la boulimie d'acquisition du KIO. Sensibles aux revendications des milieux politiques et intellectuels éloignés du pouvoir par les princes, les dirigeants de la KIA, liés aux grandes familles de Koweïtville, exigent que le KIO réoriente les fonds vers l'émirat. Ce dernier, encouragé par le palais, a poursuivi sa politique de « coups » spéculatifs jusqu'à la veille de l'invasion irakienne.

L'arrivée au siège londonien du KIO de l'état-major de la KIA, en villégiature ou en voyage d'affaires au moment de l'entrée des chars irakiens à Koweït, a transformé St-Vedast House en une sorte de serre portée à très haute température. S'y exacerbaient les jalousies de chacun, sans parler des tensions provoquées par l'indispensable cession d'actifs nécessaires au financement de l'effort de guerre allié et du soutien de la cour en exil en Arabie saoudite.

Démotion de plusieurs gestionnaires de portefeuilles du KIO en désaccord avec les choix politiques de la famille régnante, limogage de l'état-major de la KIA sur l'ordre du palais : malgré les remous provoqués par la crise du Golfe, la préparation de l'après-guerre se poursuit. Le pro-

cessus de dégel des avoirs koweïtiens mis sous séquestre le 2 août a commencé.

Selon des sources bancaires koweïtiennes, le ministre des finances a chargé la National Bank of Kuwait de procéder au règlement des transactions interbancaires des banques koweïtiennes, à l'exception des transactions libellées en dinars, qui avaient été suspendues lors de l'imposition du gel des avoirs. Cette opération, qui s'élève à 4 ou 5 milliards de dollars, vise à rétablir la confiance des milieux internationaux dans le système bancaire koweïtien. Les six banques koweïtiennes et les trois banques d'affaires installées à l'étranger ont en effet « échangé » depuis le 2 août. Ainsi, la United Bank of Kuwait (UBK), de nationalité koweïtienne mais disposant du statut de banque britannique, a enregistré une perte de 9,92 millions de livres (100 millions de francs) en 1990, contre un bénéfice de 3,1 millions en 1989. Selon son directeur général, M. Christopher Keen, cette contre-performance est le résultat de provisions exceptionnelles constituées pour couvrir les crédits perdus en Irak et au Koweït et la cession à perte d'actifs importants pendant l'été.

MARC ROCHE

Les syndicats d'Air France s'opposent au chômage partiel décidé par la direction

Les vingt représentants du personnel au comité central d'Air France se sont prononcés, le 18 février, à l'unanimité contre le nouveau plan d'économies de 610 millions de francs élaboré par la direction (le Monde daté 17-18 février).

Pour faire face à la chute spectaculaire du trafic qui s'est éteint, notamment, 28,5 % pour les passagers et 5,4 % pour le fret au cours de la première semaine de février, ce plan prévoit la mise en chômage partiel de la totalité du personnel pour 6 % du temps de travail (soit 10 heures par agent) et d'une perte de rémunération correspondante partiellement compensée, en particulier, par une aide de l'Etat de 10,45 francs par heure chômée.

Il prévoit aussi le départ volontaire de deux cents cadres de plus de cinquante-trois ans et trois mois. Ce plan devrait être approuvé, mercredi 20 février, par le conseil d'administration de la compagnie.

Les syndicats FO, CGT et CFDT ont protesté contre ce dispositif, qui concerne les 39 000 salariés d'Air France. Ils consultent leurs mandataires dans les jours qui viennent, mais d'envisagent pas, pour l'instant, de recourir à la grève, riposte difficile à mettre en œuvre dans une période où les avions sont vides et les comptes très déficitaires.

FO pour une aide de l'Etat

Majoritaire au comité central d'entreprise, FO réclame une aide de l'Etat, actionnaire pratiquement unique de la compagnie publique, pour permettre à celle-ci « de traverser cette période difficile, comme il l'a fait dans le passé pour d'autres secteurs de l'activité économique du pays ». Le syndicat dénonce les droits de trafic attribués à d'autres compagnies françaises et pense que, derrière les économies annoncées, « se cache un plan plus vaste et plus sévère, qui ne saurait être accepté ».

AL. F.

L'ardoise de Bagdad

Suite de la première page

Car la guerre a sonné le glas des espoirs français. Après avoir longtemps rêvé, le gouvernement réalise que ces créances ne seront probablement jamais remboursées. L'Irak, la guerre finie, redonnera sans doute solvable. Mais quel Irak et dans combien de temps ?

A l'issue du conflit, et quel que soit le gouvernement en place à Bagdad, la France, comme tous les pays occidentaux, se retrouvera placée devant un dilemme. Si elle exige le remboursement de sa dette, elle réduira les possibilités de reconstruction du pays - donc les débouchés de ses industriels. Politiquement, il sera sans doute préférable d'aider à la reconstruction ne part-on pas d'un nouveau « plan Marshall » pour le Proche-Orient ? Mais, ce faisant, il faudra repousser ses calendriers grecs que le remboursement de la dette.

Pour l'heure, pas question bien entendu de parler de cadeau. La créance demeure, assure-t-on au ministère des finances. Pourtant, le gouvernement s'est résigné à faire financer par le budget les échéances dues par Bagdad, ce qui revient à provisionner ladite créance. « Il y a quelques mois, on gardait une probabilité raisonnable qu'ils remboursent au moins une partie de ce qu'ils doivent. Aujourd'hui, les chances sont quasiment nulles. On est donc obligé de provisionner », reconnaît un fonctionnaire. Autant avouer qu'on a fait une croix sur 29 milliards de francs.

Fort de revers pétroliers multipliés par dix après 1973, Bagdad paie, dit-on à l'époque, rubis sur l'ongle. Les armes sont certes réglées cash. Mais les contrats s'échelonnent sur plusieurs années donnant lieu à des crédits. Et si les contentieux sont rares, ils sont parfois lourds : l'aéroport de Bagdad reste, avec 2 milliards de francs d'indemnités, le plus gros sinistre jamais payé par la COFACE.

En 1980, lorsque éclate la guerre avec l'Iran, la dette garantie de l'Irak à l'égard de la France s'élève donc déjà à 16,5 milliards de francs. Elle se situe alors au second rang de la solvabilité du pays est encore jugée solide, au moins à long terme, grâce au pétrole.

Pendant les premières années du conflit, le gouvernement français maintient son appui. L'habitude prend le relais de l'amitié. Le Quai d'Orsay reste convaincu que l'Irak est le meilleur allié de la France dans cette région. Le nouveau gouvernement socialiste se range vite à cette idée, d'autant plus facilement que l'Iran de Khomeini apparaît, à l'époque comme l'ennemi, à abattre.

En 1983, la dette publique de l'Irak envers la France atteint le chiffre record de 22,7 milliards de francs. Bagdad commence à donner des signes d'impécuniosité de plus en plus clairs. Un premier accord avec Paris était dans le temps une partie des échéances dues dans le domaine civil et prévoyait le paiement en nature -

blier le déficit de la COFACE. En 1991, neuf milliards étaient prévus, jusqu'au déclenchement de la guerre. Depuis, le trou prévisible ne cesse de grossir. Le paiement de ces « extras » représente en tout cas une bonne partie des 12 milliards de francs d'économies imposés à tous les ministères par le gouvernement en ce début d'année. Un paradoxe : le budget pèche autant, sinon plus, du côté de ces dépenses, que par l'absence de recettes à des livraisons d'armes, que du dispositif « Daguet » visant à les détruire !

Par amitié, par habitude...

Comment en est-on arrivé là ? Par amitié, par habitude, puis par aveuglement. L'amitié est née en 1974, à Bagdad, par M. Jacques Chirac, alors premier ministre. C'est la première visite officielle d'un chef de gouvernement français en Irak. Ce sera pas la dernière : de 1974 à 1990, l'Irak recevra une vingtaine de visites officielles de ministres français, toutes tendances confondues.

Un an plus tard, à l'occasion de la visite en retour de M. Saddam Hussein à Paris, la manne des grands contrats s'amorce. Militaires et civils, tous les grands groupes français se précipitent à Bagdad, ouverte l'ère promise. L'Irak est le deuxième fournisseur de pétrole de Paris, la France devient le deuxième marchand d'armes et de génie civil de Bagdad.

Fort de revers pétroliers multipliés par dix après 1973, Bagdad paie, dit-on à l'époque, rubis sur l'ongle. Les armes sont certes réglées cash. Mais les contrats s'échelonnent sur plusieurs années donnant lieu à des crédits. Et si les contentieux sont rares, ils sont parfois lourds : l'aéroport de Bagdad reste, avec 2 milliards de francs d'indemnités, le plus gros sinistre jamais payé par la COFACE.

En 1980, lorsque éclate la guerre avec l'Iran, la dette garantie de l'Irak à l'égard de la France s'élève donc déjà à 16,5 milliards de francs. Elle se situe alors au second rang de la solvabilité du pays est encore jugée solide, au moins à long terme, grâce au pétrole.

Pendant les premières années du conflit, le gouvernement français maintient son appui. L'habitude prend le relais de l'amitié. Le Quai d'Orsay reste convaincu que l'Irak est le meilleur allié de la France dans cette région. Le nouveau gouvernement socialiste se range vite à cette idée, d'autant plus facilement que l'Iran de Khomeini apparaît, à l'époque comme l'ennemi, à abattre.

En 1983, la dette publique de l'Irak envers la France atteint le chiffre record de 22,7 milliards de francs. Bagdad commence à donner des signes d'impécuniosité de plus en plus clairs. Un premier accord avec Paris était dans le temps une partie des échéances dues dans le domaine civil et prévoyait le paiement en nature -

c'est-à-dire en pétrole - d'une partie des ventes d'armes. Le ministre des finances commence à servir les bouillons et surveille de près l'octroi de la garantie COFACE. En 1986, trois ans plus tard, l'encours des crédits garantis est retombé à 18,7 milliards de francs.

Des ventes d'armes à crédit et garanties

Maïs, en 1986, M. Chirac revenait premier ministre, et l'amitié reprend brièvement le dessus. Les livraisons de pétrole à conditions privilégiées ont cessé. Qu'importe ! Pour la première fois, le gouvernement français accepte de garantir des ventes d'armes à crédit. Les grands contrats, presque exclusivement militaires, repartent de plus belle. « En deux ans, assure un haut fonctionnaire qui souhaite rester anonyme, on a rajouté une dizaine de milliards de francs de contrats d'armement, alors que le risque Irak se précisait de plus en plus ».

L'amitié est-elle devenue aveugle ? Les chiffres sont là : en 1988, après deux ans de cohabitation, la dette garantie est remontée à 21,5 milliards. Mais l'Irak a gagné. En juin 1988, l'Irak jette l'éponge. Les combats cessent. Les Français reprennent espoir : les revenus pétroliers de l'Irak se sont améliorés, Bagdad va enfin rembourser ses échéances, et les industriels vont pouvoir largement profiter de la reconstruction.

Il faut vite déchanter. En dépit de l'arrêt des combats, l'Irak ne réduit pas ses dépenses militaires et s'engage dans un programme de reconstruction démesuré, financé une fois de plus par appel au crédit... Oubliant ses

anciennes amitiés, Bagdad privilégie les Allemands, les Japonais ou les Britanniques qui, peu engagés vis-à-vis de l'Irak, accordent généreusement de nouveaux crédits.

Les Français sont doublement rous : non seulement ils ne participent guère au marché de la reconstruction, mais ils se heurtent à un refus poli de l'Irak en ce qui concerne la dette. Pendant plus d'un an, les fonctionnaires du ministère des finances multiplient en vain les négociations : Bagdad ne bouge pas d'un pouce et refuse d'honorer ses échéances.

Un souvenir pénible pour les malheureux négociateurs français : « Les Irakiens, raconte l'un d'eux, appliquent au domaine financier la même tactique qu'ils emploient aujourd'hui vis-à-vis des alliés. Ils ne font aucune concession. Avec force mauvaise foi, ruses et moyens de pression divers, ils attendent que l'adversaire fasse seul les premiers pas. » C'est de tout ça, l'Irak invoque même la vieille amitié franco-irakienne pour réclamer de nouveaux crédits !

Les comptes du pays - officiellement tenus secrets - sont épluchés et répluchés par les Français : il manque toujours quelques milliards. Mais, au lieu de servir à rembourser la dette, ils passent dans les projets « stratégiques », donc prioritaires et intouchables. « Un officier m'a même avoué qu'il considérait des stocks de produits agro-alimentaires. L'équivalent de trois ans de consommation », raconte le même négociateur. Les Français rentrent à Paris convaincus que le pays est déjà « une poignée ».

Pourtant, Bagdad manque de peu d'avoir gain de cause. Les habitudes aidant, le complexe militaro-industriel

a retrouvé le chemin de Bagdad et fait le siège du gouvernement français pour obtenir de nouvelles garanties, avec l'appui du ministère de la défense et du Quai d'Orsay. Mais, cette fois, la coupe est pleine et le ministre des finances résiste.

En mai 1989, les services de M. Pierre Bérégovoy refusent avec éclat de garantir un contrat de Mirage 2000 C négocié par la firme Dassault (le Monde du 2 juin 1989). Non sans arguments : le contrat, d'un montant de 22 milliards de francs, aurait pour effet de doubler la dette irakienne envers Paris ! La partie de bras de fer sera finalement gagnée par les Français. On s'en félicite aujourd'hui. Il est vrai que l'image de Bagdad commence à se détériorer : ses efforts de réarmement dans des domaines de moins en moins conventionnels (armes chimiques, nucléaires) et la persécution d'un journaliste britannique trop curieux commencent à ébranler le gouvernement français.

Les garanties de la COFACE sont quasiment suspendues et l'Irak finit, de guerre lasse, par accepter le remboursement de 1,5 milliard de francs d'échéances dues en 1988 et en 1989, le reste étant étalé dans le temps. Chaque remboursement permettant l'ouverture de nouveaux crédits, les échéances reprennent, à un rythme toutefois très réduit.

En 1990, la dette publique a ainsi été réduite à 15 milliards (pour le principal). Et un nouvel accord est conclu en juillet 1990, qui prévoit un nouveau remboursement de 1,5 milliard par Bagdad. Il ne sera jamais appliqué. L'invasion du Koweït, le 2 août 1990, l'embarge, puis la guerre, repoussant aux calendes grecques l'apurement du contentieux financier.

Au total, sur quatre ans - de 1988 à 1991 inclus - l'Irak n'a donc versé que 1,5 milliard sur les 19 milliards qu'il aurait dû normalement rembourser. L'heure des comptes a sonné. Ils sont amers. Car le cas de l'Irak pose au grand jour une question jusqu'ici soigneusement évitée : l'Etat, donc le contribuable, doit-il payer la note pour permettre aux industriels français de recommencer plus tard... exactement dans les mêmes conditions ? Dussault, Bouygues et les autres d'ont, eux, pratiquement pas pâti de l'expérience. Pourquoi, si le même système est maintenu, ne recommencerait-ils pas ?

Dans le cas de l'Irak, plus clairement encore que dans d'autres, la garantie de l'Etat revient à une subvention déguisée, plus coûteuse en fin de compte que des aides directes. Les 12, 13 ou 15 milliards versés cette année pour combler le déficit de la COFACE représentent plus de trois fois le montant des dotations en capital destinées aux entreprises publiques (4,5 milliards), sur lesquelles on chipe. Ils sont même supérieurs au coût du revenu minimum d'insertion (9,1 milliards). « Le dossier Irak risque de faire sauter tout le système actuel de garanties », assure en privé un haut fonctionnaire. Cher, très cher l'Irak... VÉRONIQUE MAURIS

PÉTROLE

Prix du baril de pétrole brut (en dollars)		Variation par rapport à la veille
WTI (West Texas Intermediate), à New York	18 \$	-
Brent à Londres	16,25	- 0,65

Le mouvement de baisse des cours s'accroît, beaucoup d'opérateurs croyant à la possibilité d'un retrait de l'Irak du Koweït. Ce marasme inquiète les pays membres de l'OPEP qui constatent que la surproduction pétrolière continue. Une réunion du comité de surveillance de l'organisation est prévue le 11 mars pour renforcer la discipline sur les quotas de production.

ÉCONOMIE

TRANSPORTS

Selon un consultant du cabinet McKinsey

Le gouvernement devrait protéger les petites compagnies contre Air France

Au moment où il est poussé par Bruxelles à libéraliser son transport aérien, le gouvernement français jouera-t-il la carte de la concurrence, qui profitera au consommateur ? Ou bien cédera-t-il à son vieux réflexe de protéger Air France ? Un consultant du cabinet McKinsey, M. Neil Janin, analyse le dilemme des autorités françaises, qui doivent désigner avant le 1^{er} mars prochain des concurrents à la compagnie nationale.

La direction générale de l'aviation civile (DGAC) étudie minutieusement les dossiers déposés par neuf compagnies aériennes désireuses de concurrencer les trois compagnies du groupe Air France (Air France, UTA et Air Inter), comme les y autorise l'accord passé entre la Commission de Bruxelles, le gouvernement français et Air France le 30 octobre dernier. Celui-ci prévoit que, le 1^{er} mars 1991, sera désigné au moins un transporteur n'appartenant pas au groupe Air France sur quinze lignes internationales et sur les lignes domestiques Paris-Nice, Strasbourg, Bastia, Ajaccio (Le Monde du 31 octobre 1990).

« Théoriquement, cette ouverture est remarquable, puisque le gouvernement français libéraliserait un grand nombre de lignes — quarante-cinq, à terme — dans le délai très bref d'un an et, de plus, des lignes très bénéficiaires comme Orly-Nice ou Paris-Tokyo », commente M. Neil Janin, directeur associé du cabinet de consultants McKinsey. Et il ajoute : « En fait, tout dépendra de la politique que le gouvernement et la DGAC mèneront pour compenser la tendance naturelle du transport aérien au monopole, qui privilégie les compagnies en place et les compagnies riches. L'Europe et la France doivent éviter à tout prix la dérégulation à l'américaine, qui est une pseudo-libéralisation. »

La coopération internationale dans l'aéronautique

Américains et Européens étudieront avec les motoristes japonais le réacteur du successeur de Concorde

TOKYO

de notre correspondant

Pratt et Whitney et General Electric, du côté américain, Rolls-Royce et la SNECMA, pour l'Europe, étudieront en commun avec les trois motoristes japonais Ishikawajima, Kawasaki et Mitsubishi un moteur supersonique destiné à équiper le successeur de Concorde. Le coût du projet, financé par le ministère japonais du commerce international et de l'industrie (MITI), s'élève à 230 millions de dollars (1,1 milliard de francs). Les sociétés étrangères se répartiront 25 % de celui-ci, 75 % revenant aux Japonais. Cet accord, en négociation depuis 1989, pourrait être suivi d'un autre portant sur un moteur destiné à des avions plus petits, pour lequel les trois fabricants japonais cherchent un partenaire.

Cette ouverture des Japonais à la coopération internationale dans le domaine aéronautique inquiète les Américains, qui craignent d'être concurrencés sur une de leurs chasses gardées, notait récemment *Asion Wall Street Journal*. Bien que leur suprématie sur ce marché, fortement étayée par l'alliance militaire américano-japonaise, ne risque guère d'être remise en cause, ils ont en effet déploré que les Européens ont récemment établi des alliances significatives avec les Japonais.

L'accord entre Mitsubishi Heavy et Messerschmitt, dans le cadre de l'alliance globale entre le groupe japonais et Daimler-Benz, celui de Kawasaki Heavy avec Airbus en sont des exemples. Dans le domaine des hélicoptères, une coopération entre Aerospatiale et un partenaire japonais semble également se profiler.

Ph. P.

INDUSTRIE

La crise des chantiers navals de La Ciotat

Lexmar-France est mis en liquidation judiciaire

Dans une décision du 18 février, le tribunal de commerce de Marseille a converti en liquidation judiciaire le jugement de redressement judiciaire qu'il avait prononcé, le 17 décembre dernier, à l'encontre de la société Lexmar-France, candidate à la reprise des chantiers navals de l'ex-Normed, à La Ciotat. Le tribunal s'est borné à observer, dans ses attendus, que la société « n'a fait aucun investissement ni envisagé d'apport extérieur » et indiqué qu'il n'avait « aucune preuve de sa consolidation financière ». Le représentant des créanciers, M. Jean Astier, a été désigné comme mandataire liquidateur.

MARSEILLE

de notre correspondant régional
La mise en liquidation de Lexmar-France est le dernier épisode d'un feuilleton économique et politique de dix-huit mois, qui avait commencé le 4 août 1989. Le tribunal de commerce de Paris avait alors attribué à la Banque Worms, se disant mandataire de l'Etat, l'ensemble des actifs immobiliers et mobiliers des chantiers de l'ex-Normed. Le groupe américano-écossais Lexmar Corporation avait

aussitôt fait opposition à cette cession en présentant une solution de reprise concurrente. Mais sa demande avait été rejetée le 5 septembre, la décision ayant été confirmée en appel puis par la Cour de cassation.

Hostile, pour des raisons économiques, au redémarrage d'une construction navale lourde à La Ciotat, le gouvernement s'était précédemment prononcé pour une diversification des activités économiques sur la commune et avait conclu un accord, le 2 juin 1989, avec les collectivités locales intéressées, prévoyant la création de 1 200 emplois en trois ans. Mais Lexmar insistait et ses propositions trouvaient un écho favorable après le conseil général des Bouches-du-Rhône, concessionnaire du domaine public maritime.

Cependant, le 23 janvier 1990, au moment même où Lexmar embauchait une centaine de salariés, la municipalité de La Ciotat achetait officiellement, pour 45 millions de francs, les 13 hectares du domaine privé des anciens chantiers de l'ex-Normed et l'ensemble des bâtiments implantés sur les 43 hectares du site. Finalement, Lexmar ne devait jamais parvenir à acquérir l'outillage qui lui était indispensable — pour lequel elle n'a fait, d'ailleurs, que des offres assez floues. Le 6 décembre dernier, elle déposait son bilan.

Pour la CGT, « le combat continu ». Selon son secrétaire général, M. Joseph Rodriguez, « le gouvernement a fait cautionner par la justice une décision de caractère politique ». « La structure Lexmar-France est morte. Vive le plan Lexmar », s'est exclamé pour sa part l'ancien PDG de la société, M. Benoît Barthélemy, qui a annoncé la création prochaine d'une nouvelle société civile pour la réouverture des chantiers.

Le conseil général des Bouches-du-Rhône a d'autre part estimé, dans un communiqué, qu'il appartenait désormais à l'Etat « de définir clairement la nature de l'activité navale qu'il entend promouvoir sur le site ». De son côté, le maire (PR) de La Ciotat, M. Jean-Pierre Lafont, a déclaré ironiquement que « après dix-huit mois de navigation, la municipalité de La Ciotat, sans avoir jamais quitté le port, de faire naufrager sous bateau et de couler sous chantier. J'ai demandé aux ministres concernés, a-t-il ajouté, une extension immédiate de la zone d'entreprise [sur laquelle 58 entreprises ont déjà créé 764 emplois] et une prorogation du délai d'exonération d'impôts. »

GUY PORTE

RECHERCHE

Afin de décloisonner les différentes disciplines

Le comité national du CNRS est remodelé

Le remodelage du comité national du CNRS a été entériné par un décret, signé du premier ministre, paru au *Journal Officiel* du 19 février. Il s'agit, indique la direction du centre, d'un « élément essentiel du plan de modernisation » du CNRS, qui vise, notamment, à décloisonner le plus grand organisme scientifique français.

L'objet peut en paraître obscur au non initié, mais cette réforme a secoué pendant plusieurs mois une partie des laboratoires du CNRS. Le comité national de cet établissement est, en effet, chargé d'évaluer le travail et les résultats des chercheurs et des équipes, et donne à la direction des avis sur les ressources financières et humaines à affecter aux laboratoires. C'est dire si toute modification dans sa composition ou son fonctionnement est susceptible d'inquiéter légitimement les quelque 50 000 salariés du CNRS, l'organisme de recherche fondamental le plus important d'Europe.

Aux termes du décret paru mardi, le comité national ne compte plus de 40 « sections » au lieu de 49. Ces sections étaient, jusqu'à présent, définies en termes de disciplines. Le nouveau découpage s'efforce de coller plus étroitement à une « organisation des sciences en champs scientifiques, en systèmes réassociant les disciplines », et ainsi de favoriser un décloisonnement

renforcé avec le lancement de trois nouveaux programmes de recherches interdisciplinaires l'an dernier.

De plus en plus, estime la direction du CNRS, « la recherche associe les compétences de plusieurs disciplines sur des champs scientifiques (astrophysique, biologie moléculaire) et une problématique, qui deviendront ensuite de nouvelles disciplines ». L'analyse est pertinente mais difficile à traduire dans les faits. Et, dès la publication des premiers projets de découpage en octobre et novembre derniers, les protestations ont fusé de la part de chercheurs qui, notamment dans les sciences humaines ou sociales, craignaient de voir leur spécialité sacrifiée parce que moins à la mode que d'autres, comme par exemple la génétique.

Trois mois de concertation et plusieurs amendements aux propositions initiales semblaient cependant avoir apaisé en grande partie les inquiétudes. Le projet, discuté et adopté le 30 janvier par le conseil d'administration du CNRS, « a été proposé à la signature du premier ministre, prestement sans modification, par M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie. »

J.-P. D.

SOCIAL

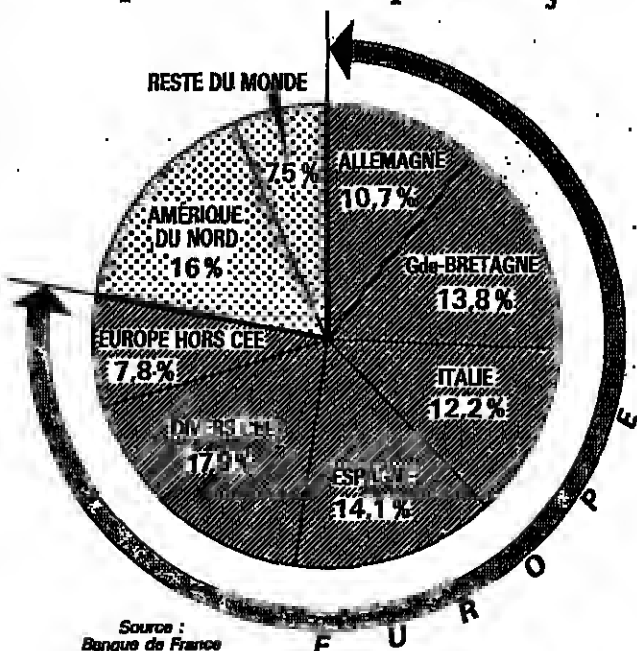
En Ile-de-France

70 % des offres d'emploi dans le bâtiment ne sont pas satisfaites

En Ile-de-France, plus qu'ailleurs, le secteur du bâtiment souffre d'une pénurie de main-d'œuvre. Les professionnels estiment que 70 % des offres d'emploi ne sont pas satisfaites. Pour 250 000 actifs employés, 37 000 postes sont proposés chaque année, dont 4 500 créations. Dans le même temps, 37 000 chômeurs inscrits à l'ANPE sont à la recherche d'un emploi dans le bâtiment.

Pour contribuer à résorber ce chômage d'inadéquation, le conseil régional d'Ile-de-France vient de signer une convention avec les fédérations professionnelles du bâtiment, l'ANPE et l'AFPA, pour mettre au point une action spécifique. Quatre cent stages de formation, en alternance avec la pratique dans l'entreprise, vont être lancés. Les candidats retenus seront choisis parmi 10 000 demandeurs, contactés par l'ANPE.

L'Europe est la cible privilégiée des acquisitions des entreprises françaises



Source : Banque de France

La très rapide internationalisation des groupes français a été poursuivie en 1990, selon le Baromètre de France, malgré les incertitudes nées du conflit dans le Golfe. Aucune déclaration n'est obligatoire sur leurs achats à l'étranger par les entreprises françaises, mais la Banque de France, qui essaie de recenser les acquisitions depuis trois ans, en compte 324 opérations « importantes » en 1990, contre 200 en 1989 et 107 en 1988. Après les grands

groupes, actifs les années précédentes, ce sont les grosses et moyennes entreprises (chiffre d'affaires supérieur à 10 milliards de francs) qui ont été les moteurs du mouvement en 1990. Leurs achats sont pour 70 % des sociétés européennes et elles sont, en règle générale, de taille moyenne : seulement 6,8 % des achats ont été supérieurs au milliard de francs. La Banque de France prévoit une poursuite de ces acquisitions à l'étranger.

Barrey, secrétaire général chargé des pêches à la CFDT, les marins demandent un salaire fixe de 12 000 francs et sont prêts à accepter une modulation des primes d'intéressement. La flotte thonnière française est une des plus importantes au monde, avec une trentaine de navires. Environ quatre cents marins sont embarqués.

Les « majors » du BTP vont créer leur propre syndicat. Les huit principaux groupes français du BTP (bâtiment et travaux publics) ont décidé de créer un nouveau syndicat. Cette décision a provoqué un certain émoi au sein des deux grandes fédérations patronales du secteur, la Fédération nationale des travaux publics (FNTP) et la Fédération nationale du bâtiment (FNB). La FNTP a été la première à réagir, en publiant le 18 février un communiqué dans lequel elle déclare enregistrer « le désir des majors du BTP de créer un nouveau syndicat professionnel qui adhérerait à ses instances ». La FNB a décidé, pour sa part, d'at-

tendre pour faire connaître sa position. Les huit « majors » sont Bouygues, SGE (Générale des eaux), Campeon-Bernard (Générale des eaux), GTM-Entrepose, Spie-Batignolles (Schneider), SAE et Fougereolles.

Messac de grève à l'Aéropostale. — Aussitôt créée, la nouvelle Aéropostale, filiale de la Poste, d'Air France et de TAT, a reçu un préavis de grève illimitée du syndicat FO du centre de tri postal de Roissy. Celui-ci refuse la suppression de l'organisation du travail actuelle prévoyant deux nuits de travail sur quatre au profit d'un système tournant rendu nécessaire par l'exploitation nocturne de nouveaux avions. FO dénonce la charge accrue de travail sans compensation.

M. Doubin pour le relèvement du plafond de garantie des chèques. — « Il faudra en venir d'une façon ou d'une autre au relèvement du

plafond de garantie des chèques » (actuellement de 100 francs), a déclaré au quotidien économique les *Echos* M. François Doubin, ministre du commerce et de l'artisanat, le 18 février. Banquiers et associations de consommateurs sont opposés à un tel relèvement, qui représenterait une charge supplémentaire pour les banques, qui la répercuteraient sur les chèques.

Le Monde ÉDITIONS
LES FUTURS DE L'EUROPE
Fondation Europe et Société
VENTE EN LIBRAIRIE

PCS
PRÉPARATION COMMERCIALE SUPÉRIEURE

Centre de préparation aux HEC et à Sciences Politiques — créé en 1976 —

- Tout confirmé de réussite aux concours
- Corps professoral réputé
- Suivi personnalisé et groupes homogènes
- Admission sur dossier pour bacheliers B, C, D.

Classes « pilote » HEC

Conditions d'admission

- Voie générale
- bac C plus mention et/ou admissibles aux concours
- Voie économique
- bac B et D plus mention et/ou admissibles aux concours
- Dépot des dossiers à partir de janvier

PCS
48, rue de la Fédération 75015 Paris
M 01 45 64 99 96
enseignement supérieur privé

هكذا من الأصل

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

TECHNOLOGIES

L'ardoise et la plume

Des ordinateurs sans clavier

SAN-FRANCISCO
correspondance

Malgré son succès, l'ordinateur personnel, en dix ans, n'a pas ralenti à sa cause la majorité des professionnels. Les réfractaires au clavier lui préfèrent le stylo. D'ailleurs, l'écriture manuelle, contrairement aux idées reçues, n'est plus vite que la frappe sur des touches, selon Communications Intelligence Corp. qui analyse ce sujet depuis 1981. Nombre de cadres dirigeants qui passent leur temps au téléphone ou au récépissé, de professionnels mobiles, vendeurs, journalistes, échappent à la séduction de l'ordinateur personnel. Même les cinquante-quatre millions de convertis au micro-ordinateur limitent à un quart d'heure la durée d'utilisation moyenne de leur machine, confirme une étude réalisée par le constructeur d'ordinateurs Hewlett Packard.

Pour convaincre ces irréductibles, il fallait réussir à faire des ordinateurs avec lesquels on puisse converser sans passer par l'intermédiaire d'un clavier. Ce que trois entreprises viennent de réaliser. Grâce à elles, l'informatique vit désormais au rythme de l'ardoise et de la plume. « La micro-ordinateur ne remplit encore qu'une mission partielle », explique Kamran Elahian, président de Momenta, un des pionniers de la nouvelle vague, qui ajoute : « Il faut lui trouver autre chose, un outil adapté au véritable comportement humain. »

Le concept a pris forme : un appareil de format A-4, taille d'ardoise, de poids inférieur à 2 kilos, avec un écran digitalisé muni d'un stylet. L'utilisateur griffonne sur la plaque de verre, comme dans un carnet de

notes, avec la pointe de la plume. L'ordinateur reconnaît et interprète les chiffres, dessins et caractères. Certes, il faut habituer la machine à la reconnaissance de l'écriture, mais l'ensemble des opérations se déroule intuitivement. La critique unanime salue ce nouvel âge : « La révolution des années 90 », estime Esther Dyson, un des experts les plus écoutés de la profession.

Les ordinateurs à stylo vont jusqu'à reconnaître la signature, élément essentiel pour agréer une vente sur un territoire éloigné du siège. « Une multiplicité d'applications sans limites s'ouvre à nos portes », annonce Kamran Elahian. D'ailleurs, les titans de l'informatique, IBM, NCR ou Tandem (côté américain), NEC, Toshiba, Kyocera (côté japonais) ne s'y sont pas trompés. Vite, ils annoncent le développement de produits adaptés à cette technologie. Mais les véritables concepteurs et fers de lance sont deux entreprises de logiciels de la Silicon Valley inconnues jusqu'à présent : Microsoft, le premier éditeur de logiciels pour micro-ordinateur à qui l'on doit en particulier le MS-DOS, système d'exploitation des PC et compatibles. Ce sont elles qui ont inventé les solutions logicielles, le système d'exploitation qui dirige l'ardoise et la plume.

Innové sans renoncer

GO se lance le premier en focalisant l'attention du public le 20 janvier dernier. En quatre ans, et après un investissement de 30 millions de dollars de capital-risque, l'entreprise de Jerry Kaplan a créé l'événement médiatique. Penpoint, son système d'exploitation, permet à l'utilisateur de naviguer dans l'ordinateur comme dans un livre à index. Cette firme, qui avait envisagé en 1987 de produire le matériel - ardoise, écran et puce - a réduit ses ambitions en se concentrant sur le système d'exploitation. Dès à présent, cinquante firmes ont décidé d'y apporter leur soutien en développant des applications. WordPerfect et Word Perfect utilisent Penpoint, tandis que IBM, NCR et Tandem ont promis de livrer des machines compatibles d'ici la fin de 1991. Le caractère intuitif du logiciel de GO justifie l'afflux de partenaires, commente Esther

Dyson. Mais le fait que ce logiciel ne soit pas compatible avec MS-DOS et ne puisse donc traiter les applications déjà développées pour les ordinateurs PC compatibles pourrait aussi susciter des réticences. Jerry Kaplan s'en défend. D'ailleurs, l'ambition de ce dernier n'est-elle pas de débiter Microsoft ? « Nous sommes l'alternative de demain », confie-t-il. Avant d'ajouter : « Les développeurs ne souhaitent pas que Microsoft domine l'ordinateur à stylo aussi pressivement qu'ils l'ont fait pour le PC. Leur jeu devient trop étroit. »

Propos confirmés en catimini par nombre de sociétés de logiciels. « Mais en refusant d'intégrer MS-DOS, le système d'exploitation de Microsoft, GO ne s'est-il pas condamné à exclure les cinquante-quatre millions d'utilisateurs d'ordinateurs personnels ? » demande Marshall Mosley, de Dataquest, une firme spécialisée dans les études de marché. « Pour créer un nouveau genre, il fallait accepter une rupture avec le passé », rétorque Jerry Kaplan. Soit.

Mais Microsoft a lui aussi développé un système pour les ordinateurs sans clavier. Pen Windows, en cours d'introduction, s'inscrit dans la lignée de ses systèmes d'exploitation Windows 3.0 (que la firme de Seattle a déjà commercialisé à plus de trois millions d'exemplaires) et MS-DOS. Ainsi, tout en protégeant l'acquis et la possibilité d'utiliser la bibliothèque d'applications publiée depuis dix ans pour les micro-ordinateurs, Microsoft prend une option dans ce nouveau secteur. « Certes, c'est un avantage non négligeable », avoue Esther Dyson mais leur technologie n'est pas aussi raffinée que celle de GO. »

En fait la solution optimale pourrait revenir à Momenta. Ce start-up de quinze mois a mis les boucées doubles. Cette équipe de vétérans de l'informatique préserve le passé en maintenant une fenêtre sur MS-DOS et Windows, tout en proposant un système d'application autonome et intuitif. L'amateur d'applications traditionnelles (Lotus 1, 2, 3, Word) peut utiliser cette machine. Par ailleurs des versions plus élaborées permettront de prendre en compte l'avantage apporté par l'ardoise et la plume. « On ne pouvait pas effectuer d'un revers de main les efforts de formation accumulés depuis dix ans.

Innové sans renoncer, voilà le secret, annonce Kamran Elahian, de Momenta. De surcroît sa firme offre une solution matérielle et logicielle, en conséquence de quoi elle ne dépend pas de fabricants tels IBM ou NEC pour ses succès, constate Stewart Alsop de P. C. Letter. Car si GO possède la meilleure technologie du jour, encore faut-il qu'IBM ou NCR décident vraiment d'en faire un succès, et « c'est là un pari risqué », avoue Marshall Mosley de Dataquest.

L'ampleur des enjeux suscite les rivalités. Sur le plan commercial, 250 000 unités sont prévues pour 1992 et un marché de 3 milliards de dollars en 1995, selon les experts. Les plus menacés demeurent les entreprises de portables tels Compaq, Zenith ou Toshiba, cibles privilégiées de GO et Momenta. Ceux-ci ont déjà commencé à faire le siège de grandes entreprises américaines, les « Fortune 500 » (les cinq cents plus grandes entreprises américaines) afin de les préparer à cette mutation. Les grandes manœuvres ont commencé. « Rarement autant d'enthousiasme avait motivé les gens



de la Silicon Valley et les acteurs internationaux », avoue Kamran Elahian. Dans ce milieu où la modestie est depuis longtemps reléguée aux oubliettes, Kaplan de GO annonce qu'il vendra un million de systèmes d'exploitation d'ici deux ans. « Nous livrerons les cent mille premières machines », réplique Kamran Elahian. Peu importe en fin de compte. Dans quelques années les enfants du monde entier pourront peut-être troquer leurs ardoises et leurs cahiers pour des ordinateurs à stylo.

ALEX SERGE-VIEUX

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Ce présent avis est publié à titre d'information seulement



Bankers Trust New York Corporation

Bankers Trust New York Corporation earned a record \$665 million in 1990.

Bankers Trust's return on average common equity in 1990 was 27%.

In December 1990, Bankers Trust increased the dividend on its common stock by 9%.

Over the last fifteen years Bankers Trust's earnings have grown at an annual rate of 17%.

Reflecting the Corporation's financial strength, Bankers Trust's commercial paper has been awarded the highest ratings by Moody's and Standard & Poor's. Its senior debt is rated AA by Standard & Poor's.

Issued by Bankers Trust Company, a member of TSA.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

DOCKS DE FRANCE

COMMUNIQUÉ

Dans le but de clarifier ses structures juridiques, le Groupe Docks de France envisage de procéder à l'apport des actifs d'exploitation de sa Maison-Mère à sa filiale Doc François ; celle-ci transférant son siège social à Tours et prenant la dénomination de Docks de France Ouest.

Cette opération conduira :

- d'une part, à regrouper dans une même entité juridique les actifs d'exploitation des Sociétés Docks de France et

Doc François déjà réunis dans une structure unique de management depuis le 1^{er} janvier 1987 ;- d'autre part, à transformer la Société-Mère du Groupe en un holding pur.

Ses modalités seront définitivement précisées en mars prochain par les Conseils d'Administration arrêtant les comptes de l'exercice 1990 pour être soumises ensuite aux Assemblées Générales Extraordinaires des actionnaires des deux sociétés.

Credinter

La Sicav des cinq continents

Comptes de l'exercice 1990 clos le 28.12.1990 approuvés par le Conseil d'Administration du 8 février 1991 présidé par M. Olivier MOULIN-ROUSSEL.

Actif net au 28.12.90 : F 332.559.295

Indice des bourses mondiales en 1990 : - 28,10 %

CREDINTER sur la même période : - 19,64 %

Performance du 28.12.1990 au 08.02.1991 : + 3,2 %

Valeur liquidative au 08.02.1991 : F 435,61

Dividende proposé : F 13,50 + F 0,97 d'avoir fiscal pour mise en paiement le 6 mai 1991.

Consultez les valeurs liquidatives de nos Sicav et FCP sur Minitel 36.15 code ASSOCIC.



Un magnétoscope programmable à la voix (japonaise)

La firme japonaise Matsushita Electric Industrial Co. Ltd. prévoit de lancer sur le marché en avril le premier enregistreur de videocassettes programmable à la voix.

Ce nouveau produit, destiné à satisfaire la demande de la clientèle pour une programmation simplifiée, coûtera 140 000 yens (5 400 F) mais ne sera disponible que dans la version japonaise. Matsushita a indiqué qu'il n'y avait pas actuellement de projets pour des modèles en d'autres langues. Conséquence : pour programmer son magnétoscope à la voix, une seule solution : apprendre le japonais.

64 millions d'informations sur une puce

Les quatre principaux fabricants d'électronique japonais ont annoncé avoir développé des puces à mémoire vive dynamique (DRAM, dynamic random access memory) de 64 mégabits (64 millions d'informations élémentaires soit l'équivalent du contenu de 5 000 feuilles dactylographiées). Cette capacité est seize fois supérieure aux plus « grosses » puces actuelles (4 mégabits).

Toshiba Corp., Matsushita Electric Industrial Co., Fujitsu Ltd. et Mitsubishi Electric Co. présenteront la semaine dernière leurs prototypes à la conférence internationale sur les circuits, connue sous le nom des Olympiades des semi-conducteurs, à San Francisco.

Selon le Wall Street Journal, le fabricant américain Texas Instrument, qui a déjà présenté des puces de 16 mégabits, ne devrait pas être à même de présenter des puces de 64 mégabits avant la fin de cette année. Cette annonce n'inquiéterait néanmoins pas IBM (qui fabrique ses propres mémoires et travaille aussi sur les 64 mégabits) dans la mesure où il faudra encore aux japonais plusieurs années avant que leurs puces n'entrent effectivement en production. La course à la miniaturisation a encore de beaux jours devant elle.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE
ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations à TIOP 1C février 1988

Les intérêts courus du 15 février 1990 au 14 février 1991 seront payables à partir du 15 février 1991 à 514,16 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 77,12 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 15,93 francs, faisant ressortir un net de 421,11 francs.

SAPAR FILIALES
Obligations à TIOP 1C février 1990

Les intérêts courus du 13 février 1990 au 12 février 1991 seront payables à partir du 13 février 1991 à 531,66 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 79,74 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 16,46 francs, faisant ressortir un net de 435,46 francs.

Les retenues mentionnées au 2^e paragraphe ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981) ; le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations 8,40 % (ex-5 %) 1962

Les intérêts courus du 1^{er} mars 1990 au 28 février 1991 seront payables à partir du 1^{er} mars 1991 à 21 francs par titre de 250 francs contre détachement du coupon n° 29 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 2,52 francs (montant brut : 23,52 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 1,34 franc, auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 0,71 franc, faisant ressortir un net de 19,29 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations 7,75 % (ex-16,70 %) 1965

Les intérêts courus du 1^{er} mars 1990 au 28 février 1991 seront payables à partir du 1^{er} mars 1991 à 27,90 francs par titre de 400 francs contre détachement du coupon n° 26 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 3,10 francs (montant brut : 31 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 1,34 franc, auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 0,56 franc, faisant ressortir un net de 25,40 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations 11 % juin 1977

Les intérêts courus du 20 mars 1990 au 19 mars 1991 seront payables à partir du 20 mars 1991 à 99 francs par titre de 1 000 francs contre détachement du coupon n° 14 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 11 francs (montant brut : 110 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 5,49 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 3,41 francs, faisant ressortir un net de 96,10 francs.

Les retenues mentionnées au 2^e paragraphe ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ont été dématérialisés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981 et décret n° 83-359 du 2 mai 1983) ; le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations à taux révisable trimestriel
Novembre 1990 (P3R - 0,05 %)

Les intérêts courus du 3 mars 1990 au 2 mars 1991 seront payables à partir du 3 mars 1991 à 250,32 francs par titre de 10 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 37,54 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 7,75 francs, faisant ressortir un net de 205,03 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations à taux révisable trimestriel
Novembre 1990 (P3R - 0,0625 %)

Les intérêts courus du 3 mars 1990 au 2 mars 1991 seront payables à partir du 3 mars 1991 à 250 francs par titre de 10 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 37,50 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 7,75 francs, faisant ressortir un net de 204,75 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations 10,10 % février, septembre, octobre et novembre 1990

Les intérêts courus du 5 mars 1990 au 4 mars 1991 seront payables à partir du 5 mars 1991 à 505 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 77,75 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 15,63 francs, faisant ressortir un net de 411,60 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations 10,10 % novembre 1990 assimilables

Les intérêts courus du 5 mars 1990 au 4 mars 1991 seront payables à partir du 5 mars 1991 à 121,30 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 19,09 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 3,94 francs, faisant ressortir un net de 104,27 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations à taux révisable trimestriel
Février 1988 et juin 1988

Les intérêts courus du 13 décembre 1990 au 13 mars 1991 seront payables à partir du 14 mars 1991 à 520,10 francs par titre de 20 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 78,01 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 16,12 francs, faisant ressortir un net de 425,97 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations à taux révisable trimestriel
Octobre 1988 (tranche C)

Les intérêts courus du 13 décembre 1990 au 13 mars 1991 seront payables à partir du 14 mars 1991 à 507,46 francs par titre de 20 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 76,11 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 15,72 francs, faisant ressortir un net de 415,63 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations à taux révisable trimestriel
Mai 1989 (tranche C)

Les intérêts courus du 13 décembre 1990 au 13 mars 1991 seront payables à partir du 14 mars 1991 à 507,46 francs par titre de 20 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 76,11 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 15,72 francs, faisant ressortir un net de 415,63 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations à taux révisable trimestriel
Mai 1989 (tranche D)

Les intérêts courus du 13 décembre 1990 au 13 mars 1991 seront payables à partir du 14 mars 1991 à 502,40 francs par titre de 20 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 75,36 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 15,56 francs, faisant ressortir un net de 411,48 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations à taux révisable trimestriel
Juillet 1989 (P3R - 0,25 %)

Les intérêts courus du 13 décembre 1990 au 13 mars 1991 seront payables à partir du 14 mars 1991 à 502,40 francs par titre de 20 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 75,36 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 15,56 francs, faisant ressortir un net de 411,48 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations à taux révisable trimestriel
Juillet 1989 (P3R - 0,15 %)

Les intérêts courus du 13 décembre 1990 au 13 mars 1991 seront payables à partir du 14 mars 1991 à 502,40 francs par titre de 20 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 75,36 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 15,56 francs, faisant ressortir un net de 411,48 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations à taux révisable trimestriel
Novembre 1989

Les intérêts courus du 13 décembre 1990 au 13 mars 1991 seront payables à partir du 14 mars 1991 à 254,99 francs par titre de 10 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 38,05 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 7,85 francs, faisant ressortir un net de 207,85 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations à taux révisable trimestriel
Octobre 1990

Les intérêts courus du 13 décembre 1990 au 13 mars 1991 seront payables à partir du 14 mars 1991 à 128,13 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 19,21 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 3,96 francs, faisant ressortir un net de 104,96 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations à taux variable
Janvier 1987

Les intérêts courus du 28 mars 1990 au 27 mars 1991 seront payables à partir du 28 mars 1991 à 511,75 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 76,76 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 15,94 francs, faisant ressortir un net de 418,15 francs.

SAPAR FINANCE
Obligations à taux révisable trimestriel
Octobre 1989

Les intérêts courus du 13 décembre 1990 au 13 mars 1991 seront payables à partir du 14 mars 1991 à 125,60 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 18,84 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 3,88 francs, faisant ressortir un net de 102,88 francs.

SAPAR FILIALES
Obligations à taux révisable trimestriel
Décembre 1988 (tranche A)

Les intérêts courus du 13 décembre 1990 au 13 mars 1991 seront payables à partir du 14 mars 1991 à 121,20 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 37,68 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 7,78 francs, faisant ressortir un net de 205,74 francs.

SAPAR FILIALES
Obligations à taux révisable trimestriel
Décembre 1988 (tranche B)

Les intérêts courus du 13 décembre 1990 au 13 mars 1991 seront payables à partir du 14 mars 1991 à 125,60 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 18,84 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 3,88 francs, faisant ressortir un net de 102,88 francs.

SAPAR FILIALES
Obligations à taux révisable trimestriel
Janvier 1989

Les intérêts courus du 13 décembre 1990 au 13 mars 1991 seront payables à partir du 14 mars 1991 à 249,94 francs par titre de 10 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 37,49 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 7,72 francs, faisant ressortir un net de 204,73 francs.

SAPAR FILIALES
Obligations 1 % décembre 1986

Les intérêts courus du 23 mars 1990 au 22 mars 1991 seront payables à partir du 23 mars 1991 à 45 francs par titre de 5 000 francs après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 5 francs (montant brut : 50 francs).

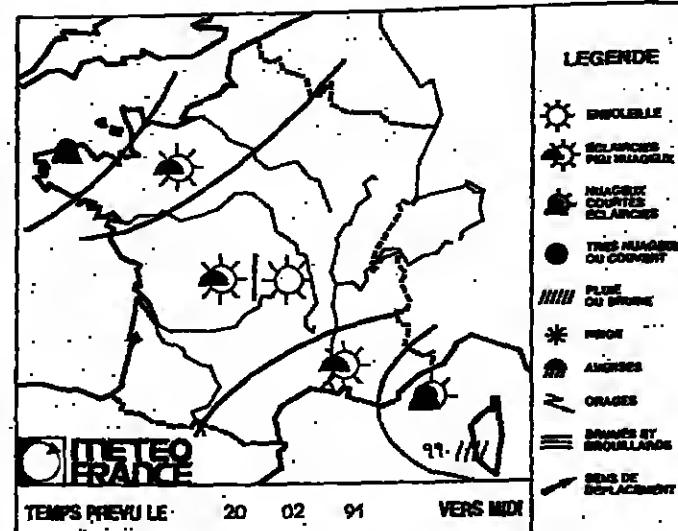
En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 2,49 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 1,55 francs, faisant ressortir un net de 46,96 francs.

Les retenues mentionnées au 2^e paragraphe ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

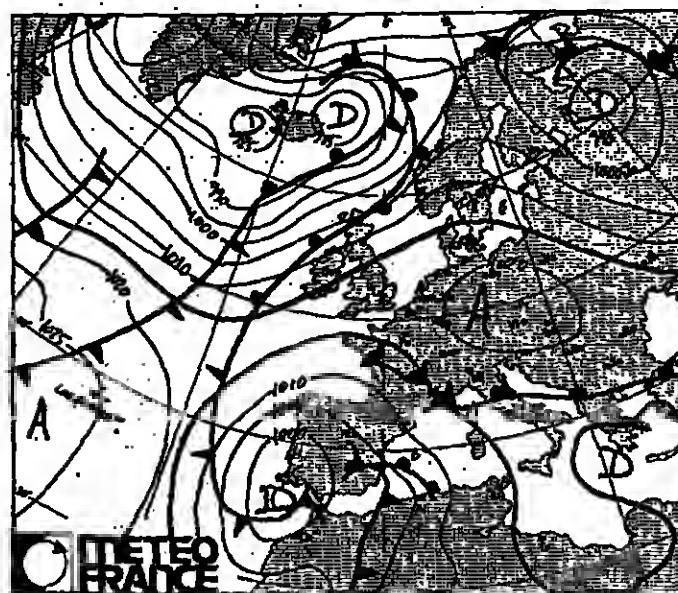
Tous ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981) ; le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le mercredi 20 février
 Soleil souvent présent, aggravation nuageuse,
 puis petites pluies l'après-midi en Bretagne.



SITUATION LE 19 FÉVRIER 1991 À 0 HEURE TU



Jeudi 21 : premier passage pluvieux. Les pluies, qui ont déjà le week-end, se poursuivent le jeudi 21, gagnant les régions plus à l'est. Dès le matin, le ciel sera couvert et il pleuvra faiblement sur les régions du Sud-Ouest, du Centre-Ouest, du Centre, sur le Bassin parisien et la Normandie. Ces pluies s'étendront dans l'après-midi au Massif central, aux régions du Nord-Est, du Centre-Est et à des régions méditerranéennes. Ce n'est qu'en fin d'après-midi que les échauffements de leur tour des Pyrénées aux côtes de la Manche.

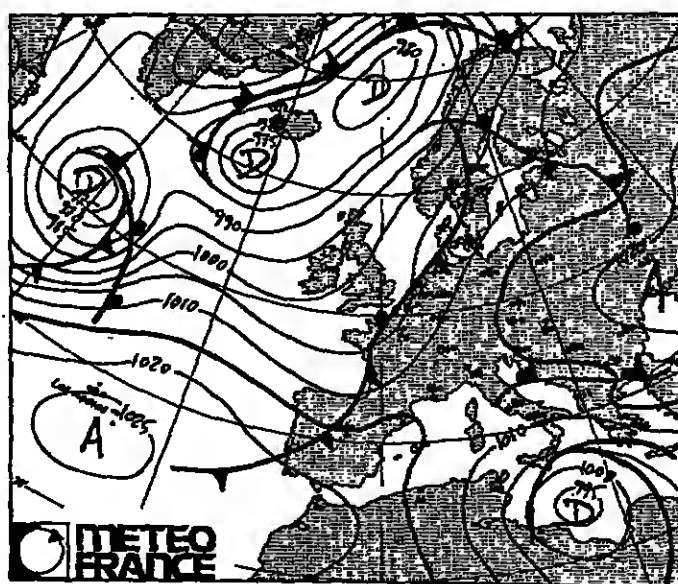
Sur le Nord-Ouest, l'ensemble de la journée sera plus ensoleillée. Quelques averses pourront toutefois se produire près des côtes.

En Corse, le temps restera variable avec encore des ondées éparses.

Au lever du jour, les températures pourront être encore légèrement négatives dans le Nord-Est. Partout ailleurs, elles seront comprises entre 1 et 6 degrés.

Les températures maximales seront assez uniformes, entre 7 et 12 degrés du Nord au Sud.

PRÉVISIONS POUR LE 21 FÉVRIER 1991 À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
 Valeurs corrigées relevées entre
 le 18-02-1991 à 6 heures TU et le 19-02-1991 à 8 heures TU.

FRANCE		TOURS		LOS ANGELES	
ALGER	14 - 5 D	TOULOUSE	4 - 1 B	LOS ANGELES	24 14 D
BARCELONE	11 - 5	PORTO-PIRE	20 22	LUXEMBOURG	0 0 C
BORDEAUX	14 4 N			MADRID	5 1 P
BRETAGNE	9 1 -			MARSEILLE	9 9 A
BREST	9 1 -			MEXICO	28 10 D
CAEN	8 0 D	ALGER	15 14 N	MIAMI	7 1 D
CLERMONT	6 - 4	AMSTERDAM	1 1 C	MONTREAL	3 - 9 D
CLERMONT-FR	12 1 N	ATHENES	15 11 P	MOSCOW	6 - 9 C
DIJON	6 - 3 C	BANGKOK	34 23 D	NEW YORK	30 12 D
LYON	6 - 2 D	BARCELONE	13 12 D	OSLO	0 - 6 C
LYON	6 - 2 D	BERLIN	3 - 3 D	PALMA-DE-MAJ	14 10 D
LYON	6 - 2 D	BREITENBURG	4 6 D	PARIS	4 - 6 D
LYON	6 - 2 D	LE CAIRE	21 15 D	RENO-DE-MAJ	27 23 C
LYON	6 - 2 D	COPENHAGUE	0 - 7 D	SARAJEVO	13 7 B
LYON	6 - 2 D	DAKAR	21 15 D	SINGAPOUR	28 24 C
LYON	6 - 2 D	DUBLIN	10 15 D	STOCKHOLM	6 - 8 C
LYON	6 - 2 D	HAARLEM	15 9 N	SYDNEY	25 21 D
LYON	6 - 2 D	GENEVE	4 - 1 N	TOKYO	8 1 D
LYON	6 - 2 D	HONGKONG	15 17 P	TUNIS	15 11 C
LYON	6 - 2 D	ISTANBUL	7 6 C	VALENCIE	1 - 8 D
LYON	6 - 2 D	JERUSALEM	11 7 P	VIENTIANE	5 5 C
LYON	6 - 2 D	LEIPZIG	11 7 P	VIENTIANE	5 5 C
LYON	6 - 2 D	LONDRES	6 0 N		

A = averse, B = bruine, C = couverte, D = neige, N = nuageux, O = orage, P = pluie, T = tempête, * = neige.

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
 (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

1990

L'ALLEMAGNE
 RÉUNIFIÉE

Une édition
 de **Le Monde** illustrée

EN VENTE EN LIBRAIRIE



Le Monde
 ÉDITIONS

GOLFE

clés pour une guerre annoncée

Alain Gresh, Dominique Vidal

VENTE EN LIBRAIRIE

كلذا من الاصل

Journal du Monde

CARNET DU Monde

Naissances

Isabelle et Jean-Paul COMBET-TROCELLIER sont heureux d'annoncer la naissance de Juliette, le 11 février 1991.

Décès

L'UFR 5 (langues et civilisations étrangères). Le centre de recherches CIMOS (Comparaisons internationales des mouvements sociaux). L'équipe de recherche Monde du travail dans les pays anglophones. Les Cahiers d'Encre, de l'université Paris-VIII (Vincennes à Saint-Denis) ont la douleur de faire part du décès de leur collègue et ami

Collette BERNAS, maître de conférences à Paris-X. Elle a participé activement et chaleureusement à toutes nos aventures intellectuelles.

Elisabeth et Pierre Lamaison, Jeanne, Jean-Louis et Catherine Clavier, Benjamin et Emilie, leurs enfants, ses proches et amis ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Odette BOURA, survenue le 15 février 1991, à l'âge de soixante-sept ans.

La cérémonie d'adieu sera célébrée le jeudi 21 février, en l'église Saint-Antoine-de-Padoue, à 10 h 30, 52, boulevard Lefebvre, Paris-13^e, métro Porte-de-Versailles.

Le Frère Pierre COQUELLE, dominicain, est entré dans la paix du Seigneur, le 18 février 1991, dans la quatre-vingt-deuxième année de son âge, la soixante-neuvième année de sa profession dominicaine, la cinquante-cinquième année de son ordination presbytérale.

L'enchiridion sera consacré au couvent Saint-Jacques, 20, rue des Tanneries, Paris-13^e, le jeudi 21 février, à 10 h 30.

De la part Du Frère Francis Marneffe-Lebréquier, Prieur provincial de France, Du Prieur Et des Frères du couvent Saint-Jacques, De sa famille, De ses amis.

NOMINATIONS

M. Henri de Lassus est nommé directeur du cabinet de M. Jean-Michel Baylet, ministre du tourisme, en remplacement de M. Jacques Grindorge.

[Né le 4 avril 1938, M. Henri de Lassus, diplômé de l'Ecole centrale (ingénieur des arts et manufactures, 1962), du Massachusetts Institute of Technology (Master of science, School of management, M. I. T., Boston, 1965), est nommé en 1965 chargé de mission au cabinet de M. Edgard Pisani, ministre de l'Agriculture, puis ministre de l'Équipement. De 1967 à 1970, il est ingénieur principal, puis ingénieur en chef au groupe Bessard. A partir de 1971, il fonde à Toulouse une société de distribution de produits pour l'information et il reprend plusieurs entreprises dans la région parisienne. De 1981 à 1984, M. de Lassus est chargé de mission au cabinet de M. Michel Crépeau, ministre de l'Environnement, puis ministre du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme. Directeur du tourisme de 1984 à 1986, il reprend alors la gestion de ses entreprises. Conseiller municipal de Toulouse de 1977 à 1989, il mène sans succès, aux législatives partielles de septembre 1986, une liste MRG qui recueille 1,09 % des suffrages exprimés. M. de Lassus est vice-président du MRG et président de la fédération de Haute-Garonne de cette formation.]

Mme Brigitte Finifter est nommée chargée de mission à la présidence de la République, pour les questions audiovisuelles. [Née le 3 août 1943, M^{me} Brigitte Finifter, licenciée d'espagnol et diplômée de l'Institut linguistique et commercial, a été successivement responsable de la communication dans une multinationale d'origine suédoise (de 1968 à 1972), chef de publicité senior (de 1972 à 1975), directrice du groupe Alstom Atlantique (de 1975 à 1979), directrice de clientèle d'un cabinet de relations publiques (de 1979 à 1987), et conseil en communication et relations publiques indépendant jusqu'en mai 1989 date depuis laquelle elle dirige le département relations publiques et relations presse d'une agence de communication événementielle.]

EXPOSITION. Des œuvres (animaux miniatures, portraits) du sculpteur allemand Karsten Klingbeil seront exposées du jeudi 21 février au samedi 23 mars à la mairie du XVI^e arrondissement, à Paris, 71, avenue Henri-Martin. L'exposition est ouverte du lundi au samedi de 11 heures à 18 heures.

Agnès-Monique Alexandre, sa fille, Nathalie et Patrick Alexandre, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Hallina JAKUBOWICZ, née Kamienicka, survenue le 16 février 1991 à Saint-Germain-en-Laye.

Ils proposent, à ceux qui l'ont connu et aimé, une pensée pour

Mieczyslaw JAKUBOWICZ, son époux, leur père et grand-père.

disparu dans sa quatre-vingt-quatrième année le 14 février 1986, à Paris.

Avec celui que nous aimons, nous avons cessé de parler, et ce n'est pas le silence. Qu'en est-il alors ?

René Char

On nous prie d'annoncer le décès de

Violette KWASS, née Héran, survenue le 13 février 1991, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Conformément aux vœux de la défunte, son corps a été légué à la faculté de médecine.

De la part de Georges Kwass, son époux, Lucie, sa fille.

56780 Ileaux-Moines.

Frédérique Nitzschid, Lila, Julia Groen, Rose Groen, font part de la mort de

Oscar NITZSCHKE, survenue le 11 février 1991.

L'incinération aura lieu au crématorium du Père-Lachaise le 23 février, à 14 h 30.

M^{me} Edouard Leng, son épouse, M. et M^{me} Jean-Pierre Leng, ses enfants, Laurence, Edouard, Frédérique, Pierre-Emmanuel, ses petits-enfants, Les familles parentes et alliées, ont la douleur de faire part du décès de

M. Edouard LENG, conseil de France en retraite, chevalier de la Légion d'honneur à titre militaire, croix de guerre 1939-1945, officier de l'Ordre national du Mérite, survenue le 14 février 1991, dans sa quatre-vingt-septième année.

Selon sa volonté, les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

404, rue Paradis, 13008 Marseille, Europe House, 9-15, Sanbanchi, Tokyo.

M^{me} René Petit, son épouse, M^{me} Louis Pilon, sa sœur, M. et M^{me} Jean-Louis Pilon et leurs enfants, ses neveux, nièces et petits-neveux, M^{me} Elvira Paltani, ont la grande douleur de faire part du décès de

M. René PETIT, X 27, chevalier de la Légion d'honneur, ingénieur général des PTT français, ancien haut fonctionnaire de l'UIT à Genève, survenue le 16 février 1991, après une courte maladie, dans sa quatre-vingt-sixième année.

Un rassemblement aura lieu le mercredi 20 février, à 11 heures, en la chapelle du centre funéraire de Saint-Georges.

L'incinération suivra dans l'intimité.

Ni fleurs ni couronnes, mais pensez à Emmanuel, CCP : 12-1222-2.

Prière de ne pas téléphoner ni faire de visites.

18, avenue Dumas, 1206 Genève.

Marseille, Mantes-la-Ville. Les familles Poulain, Michel et alliées, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Suzanne POULAIN, née Mollaret, et vous rappellent le souvenir de son fils,

M. Daniel POULAIN,

leur mari, père, frère, mort il y a trois ans.

Reims. M. et M^{me} Gilbert POUTHAS, ses parents, Natcha, sa sœur, Toute la famille Et les amis, font part du décès de

Shella, Sophie, survenue le 18 février 1991, à l'âge de neuf ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 20 février, à 10 h 15, en l'église Saint-André, 33, avenue Jean-Jaurès, à Reims, où l'on se réunira.

Cet avis tient lieu de faire-part.

116, rue d'Alsace-Lorraine, 51100 Reims.

Sa famille et ses amis ont la tristesse de faire part du décès de

M. Thierry ROTH-PLATEN, chanteur, survenue le 26 janvier 1991, dans sa trente-huitième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité, le 1^{er} février, au cimetière du Père-Lachaise.

Anniversaires

Il y a cinq ans, le 20 février 1986, disparaissait

Raymond COLLOMBET, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées.

Que ceux qui l'ont connu, estimé, aimé, aient une pensée et une prière pour lui.

Communications diverses

Coré Bernard-Lazare : « Ni guerre ni paix, Israël à la croisée des chemins. » La conférence d'Elie Bar-navi, historien, Université de Tel-Aviv, sera suivie d'un débat. Jeudi 21 à 20 h 30, 10, rue Saint-Claude, Paris-5^e. Tél. : 42-71-68-19.

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

MINTEL 36.16 CODE A3T puis OSP

Vente sur saisie au Palais de Justice de Nanterre (92), le JEUDI 28 FÉVRIER, à 14 h

PROPRIÉTÉ à ANTONY (92160) 59, rue Raymond-Aron - 6 pièces - cave - jardin et garage

M. à P. : 800 000 F S'adr. à M. O. SIDEM-POULAIN, avocat, 4 NEUILLY-SUR-SEINE (92208) 24, rue Saint-Jacques, Tél. : 47-45-82-38

Pour vis. s'adresser lundi 25 février 1991 de 10 h à 12 h

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de BOBIGNY, le MARDI 5 MARS 1991, à 13 h 30.

UN APPARTEMENT DE 3 P. PRINC. à SAINT-DENIS (93) 2 et 4, RUE BRISE-ÉCHALAS

M. à P. : 150 000 F S'adr. à M. BOURGEOISE, avocat, 3 av. Germain-Poullin, AULNAY-S-BOIS (93), Tél. : 48-66-62-68 ; M. BOUDRIOT et VIDAL DE VERNEUX, avocats à PARIS (75), Tél. : 45-22-04-36. P. vis. s'adresser, le 5 MARS 1991, de 15 h à 16 h.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Bobigny le MARDI 5 MARS 1991 à 13 h 30. EN 10 LOTS :

1 LOGEMENT de 2 p.p. - 1 LOGEMENT de 2 p. au rez-de-chaussée au 1^{er} étage

75, RUE DE PARIS - LES LILAS (93) et 5, rue du Pré-St-Gervais - M. à P. : 100 000 F

S'adr. p. vis. à M. AYOUB, avocat, 124, bd Malesherbes, Paris 75017 - Tél. : 46-22-47-02 - M. J. PIETRUSZYNSKI, avocat, 28, r. Scandiac, 93500 Pantin. Greffe du TGI Bobigny où le cahier des charges est déposé - Sur les lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 7 MARS 1991, à 14 h 30. EN TROIS LOTS :

à PARIS (2^e) - 255, rue Saint-Denis

1^{er} lot : APPARTEMENT au 3^e étage, enc. A, bal. A

2^e lot : APPARTEMENT au 3^e étage, enc. A, bal. A

3^e lot : APPARTEMENT au 4^e étage, enc. B, bal. B

COMMUNICATION

La télévision transfrontière

Les professionnels du cinéma dénoncent les renoncements du gouvernement

La signature par la France, la semaine dernière, de la Convention européenne sur la télévision transfrontière, provoque une vague de critiques chez les professionnels du cinéma. Réunis au sein du Bureau de liaison des industries cinématographiques (BLIC), ils viennent d'adresser au premier ministre, M. Michel Rocard, ainsi qu'aux ministres des affaires étrangères, des affaires européennes et de la culture, pour demander « audience » et « apaisement » sur ce sujet. Ils estiment avoir été « trahis », jugeant cette signature contraire aux engagements pris au printemps 1989, par MM. Roland Dumas et Jack Lang.

A l'époque, deux textes concurrents étaient en discussion pour garantir la libre circulation des images en Europe : l'un - la directive « Télévision sans frontières » - dans le cadre restreint des Douze de la Communauté européenne, l'autre - la Convention - dans celui, plus large, du Conseil de l'Europe. Deux textes très proches, également combattus par des créateurs français qui y désignaient les premières d'une dégradation fatale au cinéma et à la production télévisuelle.

La France ne s'était ralliée, in extremis, à la directive qu'après avoir arraché des garanties complémentaires à ses partenaires : une clause dite de « non-recul » qui interdit aux chaînes de programmer moins d'œuvres européennes qu'en 1988 ; une obligation de commande en faveur des producteurs indépendants ; une lutte contre les tentatives de « délocalisation » des télévisions dans des pays à la législation moins contraignante... Des clauses qui ne figurent pas dans le texte de la Convention. Des clauses qui expliquent aujourd'hui la colère des professionnels du septième art. « A quel bon, commente-t-on, avoir obtenu des garanties à Bruxelles si le texte du Conseil de l'Europe les annule ou les contredit. »

La remarque écrite au gouvernement, où l'on souligne la portée très différente des deux textes. La directive façonne le droit national quand l'application de la Convention n'a pas de caractère juridique contraignant. Le seul pays fronta-

Réorganisation à la tête du groupe de M. Servan-Schreiber

M. Hubert Ziesenis quitte le groupe Expansion

M. Hubert Ziesenis, directeur général du groupe de presse économique et financière Expansion et administrateur du groupe depuis 1976, a quitté ses fonctions. Selon plusieurs sources, il aurait été licencié par le PDG du groupe, M. Jean-Louis Servan-Schreiber. M. Ziesenis, pour sa part, se refuse à tout commentaire.

M. Servan-Schreiber a rendu hommage à son directeur général en indiquant « qu'il avait joué un rôle important dans la croissance de l'entreprise, devenue le premier groupe de presse économique en France » et que son « départ marque une étape de la vie du groupe ». Le PDG du groupe Expansion nous a précisé qu'il avait « réfléchi » avec M. Ziesenis à la nouvelle situation créée par la récession puis par le début du conflit dans le Golfe.

« Je suis en phase de réorganisation, l'année 1991 va être une année test pour la presse complète de la baisse des recettes publicitaires », note M. Servan-Schreiber. « Après le plan de restructuration que M. Ziesenis a mené à bien et qui a abouti à 41 licenciements et à plusieurs départs du groupe se traduisant par une réduction de 10 % de la masse salariale, il s'agit aussi de réorganiser la sphère managériale. Le poids des structures doit être allégé et il faut resserrer le dispositif. Mais le départ de M. Ziesenis ne reflète pas le moindre conflit entre nous. » M. Servan-Schreiber assumera désormais les fonctions de président et de directeur général du groupe Expansion.

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel du vendredi 15 février 1991 :

UNE SITUATION

— Résumé des opérations du Trésor au 30 novembre 1990.

..

Sont publiés au Journal officiel du samedi 16 février 1991 :

UN DÉCRET

— Du 7 février 1991 portant modification des conditions de production de certains vins d'appellation d'origine contrôlée de la récolte 1990 (rectificatif).

UNE CIRCULAIRE

— Du 13 février 1991 relative à la référence aux normes dans les marchés publics.

..

Est publiée au Journal officiel du dimanche 17 février :

UNE CIRCULAIRE

— Du 13 février 1991 relative à la politique du gouvernement dans le domaine de l'économie sociale.

..

EGLISE AUX QUATRE VENTS

FILS DE SAINT BERNARD EN AFRIQUE

Une fondation au Cameroun 1950-1990

PAR CHARBEL GRAVRAND

120 FF 192 pages

BEAUCHESNE

72, rue des Saints-Pères 75007 PARIS

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5460

Un affluent de la Seine. Interjection. — XI. Fait perdre du poids.

VERTICALEMENT

1. Peut conduire à voler des bénéfices. — 2. Rendre raide. Fait des victimes. — 3. Moyen d'en savoir plus. Source d'embarras. — 4. N'apportent rien de nouveau. Alla à l'Est. Cours de Pico. — 5. Qui n'en fait pas voir de toutes les couleurs. — 6. Tue le monstre. — 7. Est fait pour diriger. Est également fait pour diriger. — 8. La belle époque. Jugée par leur importance. — 9. Lieu d'échanges. Réfléchi. Fait l'appel.

Solution du problème n° 5459

Horizontalement

I. Éléphant. — II. Soleil. Es. — III. Puc. Verre. — IV. Epine. Ama. — V. Surprie. — VI. An. Lit. — VII. Nudéesses. — VIII. Crie. Issu. — IX. Es. Midl. — X. Séd. Emus. — XI. Sa. Prés.

Verticalement

1. Espérances. — 2. Loup. Nurses. — 3. Édis. Cl. Nu. — 4. P. Nu. Larmé. — 5. Hiver. — 6. Ala. Paldar. — 7. Rarissima. — 8. Termites. Ut. — 9. Sés. Sûres.

GUY BROUTY

Le Monde

DE L'ÉDUCATION

FÉVRIER 1991

NUMÉRO SPÉCIAL 22 F

EXCLUSIF

BAC 90

LES RÉSULTATS

LYCÉE PAR LYCÉE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde

DE L'ÉDUCATION

FÉVRIER 1991

NUMÉRO SPÉCIAL 22 F

EXCLUSIF

BAC 90

LES RÉSULTATS

LYCÉE PAR LYCÉE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

1. $\frac{1}{2} \log \frac{1}{2}$

BOURSE DU 19 FEVRIER

[illegible]

COMPTANT (sélection)

VALEURS	% du mont.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations											
Emp.État 9,8% 78	9.85		CITIRAIL FR	2895	....	Mécl Déloyé	570	560	A.E.C.	830	....
Emp.État 9,8% 78	9.86		Colasag	286	....	Mors	116	....	Alcoy Ho Sen	275	....
10,80% 78/84	....	4.97	Capt	380	1	Navigant (M.)	210	....	Alcoy Aluminium	108	....
Emp.État 13,25% 80	100	13	Caribé	523	180	Orléans (M.)	260	....	Aleco Bank	205	....
Emp.État 16% 82	100	15	Ch. de la Sablonie	3035	20 10	Orléans (N.)	251	....	Arkel	531	....
Emp.État 14,4% 83	....	14.52	Cot Lyon Alcantara	398	....	Origny-Duval	636	635	Australians Imp.	150	....
Emp.État 13,4% 83	110 20	24.20	Cocote	835	941	Palais National	879	....	Banco Portugal Esp.	524	....
Emp.État 11% 84	....	4.47	Cotex Méd. Pov.	29	....	Palais Municipal	524	....	B.E. Hedges Int.	24000	....
10,25% 86 86	104 46	67	Crédit Gds Int.	342 50	....	Parissenne	199 50	....	Cal. Pédagog.	50	....
DAT 10% 5/2000	106 36	7.94	C U Universal (Crd)	508	517	Parissien (C.P.)	650	648	Chaparr Corp.	93	....
DAT 8,9% 12/1997	104 80	1.84	Crédit	118	119	Paris France	195 20	....	C.I.E.	130	....
DAT 9,8% 1/1995	103 23	0.63	Danbay	640	....	Parissien Invest.	310	310	Commech	610	....
PTT 11,2% 85	106 26	2.37	Degremont	1402	1400	Parissien Invest.	310	310	Des Boes (Port)	137	....
CFB 10,30% 88	....	0.76	Delaunay	1780	1830	Parissien Invest.	310	310	Des Boes (Port)	137	....
ONB Reque 50000F	....	1.37	Deland	4267	....	Parissien Invest.	310	310	Des Boes (Port)	137	....
ONB Paribas 5000F	....	1.37	Deland	4267	....	Parissien Invest.	310	310	Des Boes (Port)	137	....
ONB 11,5% 85	102 60	7.40	Deland	4267	....	Parissien Invest.	310	310	Des Boes (Port)	137	....
ONB 10,02% 5000F	....	1.37	Deland	4267	....	Parissien Invest.	310	310	Des Boes (Port)	137	....
ONB 9 % 88	....	1.06	Deland	4267	....	Parissien Invest.	310	310	Des Boes (Port)	137	....
ONB 10,80% 4% 85	106 45	1.37	Deland	4267	....	Parissien Invest.	310	310	Des Boes (Port)	137	....
CHABF FCE 3% 100	360	....	Deland	4267	....	Parissien Invest.	310	310	Des Boes (Port)	137	....
CHCA	....	....	Deland	4267	....	Parissien Invest.	310	310	Des Boes (Port)	137	....
Cave	....	....	Deland	4267	....	Parissien Invest.	310	310	Des Boes (Port)	137	....
CSE 9 Jan. 89/89	....	....	Deland	4267	....	Parissien Invest.	310	310	Des Boes (Port)	137	....
Dreux Air 8% 88/88	....	....	Deland	4267	....	Parissien Invest.	310	310	Des Boes (Port)	137	....
Etrangers											
A.E.C.											
Alcoy Ho Sen											
Alcoy Aluminium											
Aleco Bank											
Arkel											
Australians Imp.											
Banco Portugal Esp.											
B.E. Hedges Int.											
Cal. Pédagog.											
Chaparr Corp.											
C.I.E.											
Commech											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Boes (Port)											
Des Bo											

SICAV

VALEURS	Emission Fr/s incl.	Rechat net	VALEURS	Emission Fr/s incl.	Rechat net	VALEURS	Emission Fr/s incl.	Rechat net
ALCAN	955 42	971 14	Frédéric	37 74	37 18	Powertec	1022 04	997 11
Alcan	209 23	200 71	Frédéric	126501 09	126501 08	Plateline	122 39	119 11
Alcan	734 39	727 77	Frédéric	234 48	231 01	Pont Gaudin	58595	58365
Alcan	2375 17	7375 17	Frédéric	80 81	29 86	Prémier Distrib	11193 47	11182 29
Alcan	1134 34	1134 34	Frédéric	794 39	725 59	Projet Éclair	111105	109 39
Alcan	1048 32	1048 32	Frédéric	1161 17	1161 17	Projet Éclair	26218	102 85
ALU	594 04	579 89	Frédéric	1161 17	1161 17	Projet Éclair	1025 85	1025 85
ALU	1045 55	1038 17	Frédéric	4254 44	4094 23	Projet Éclair	123 21	120 20
Alu	117 75	104 38	Frédéric	1272 91	1221 86	Projet Éclair	809 05	804 91
Alu	113 75	110 36	Frédéric	13183 82	13118 33	Projet Éclair	158 02	155 66
Alu	424 18	413 81	Frédéric	187 35	184 08	Projet Éclair	5208 49	5234 15
Alu	1137 24	1137 24	Frédéric	117 72	117 72	Projet Éclair	1123 57	1123 57
ALUMINUM	11326 65	11329 69	Frédéric	107694 02	107694 02	Projet Éclair	875 76	839 54
ALUMINUM	690 23	614 06	Frédéric	12313 03	11639 45	Projet Éclair	234 72	234 06
ALUMINUM	6336 81	6095 11	Frédéric	462 61	478 28	Projet Éclair	709 93	677 45
ALUMINUM	911 01	581 24	Frédéric	151 98	147 47	Projet Éclair	188 01	173 48
ALUMINUM	6398 28	6398 28	Frédéric	267 21	253 91	Projet Éclair	586 97	625 85
ALUMINUM	347 70	1077 58	Frédéric	243 33	232 35	Projet Éclair	498 27	498 27
ALUMINUM	249 70	341 17	Frédéric	236 22	233 42	Projet Éclair	13351 83	13359 84
ALUMINUM	1039 69	1037 48	Frédéric	236 22	233 42	Projet Éclair	483 43	491 64
ALUMINUM	1611 41	1679 81	Frédéric	307 15	294 53	Projet Éclair	1594 23	1584 23
ALUMINUM	102 52	100 50	Frédéric	229 21	220 54	Projet Éclair	12389 85	12146 91
ALUMINUM	152 57	146	Frédéric	387 83	381 81	Projet Éclair	1343 73	1243 73
ALUMINUM	133 61	120 44	Frédéric	137 81	132 28	Projet Éclair	694 07	694 07
ALUMINUM	113 61	113 61	Frédéric	177 80	177 80	Projet Éclair	1854 53	1852 05
ALUMINUM	100 94	96 59	Frédéric	336 79	322 10	Projet Éclair	689 05	831 21
ALUMINUM	118 98	113 77	Frédéric	201 55	201 55	Projet Éclair	491 01	391 25
ALUMINUM	5601 85	5696 34	Frédéric	12144 43	12144 43	Projet Éclair	1328 50	1290 45
ALUMINUM	5007 64	5278 81	Frédéric	8228 72	8247 30	Projet Éclair	629 52	609 54
ALUMINUM	1172 84	1185 52	Frédéric	205 57	205 57	Projet Éclair	401 24	401 24
ALUMINUM	323 81	28 79	Frédéric	261 24	261 24	Projet Éclair	216 87	211 11
ALUMINUM	1156 61	1156 61	Frédéric	2215 34	2193 41	Projet Éclair	1106 08	1072 48
ALUMINUM	1262 52	8242 36	Frédéric	2353 10	2353 10	Projet Éclair	317 27	305 80
ALUMINUM	369 76	357 43	Frédéric	610 37	605 50	Projet Éclair	6430 02	5200 03
ALUMINUM	462 81	462 81	Frédéric	164 63	164 63	Projet Éclair	387 42	387 42
ALUMINUM	1185 77	1185 77	Frédéric	182 17	174 31	Projet Éclair	1237 30	1811 18
ALUMINUM	1185 77	1185 85	Frédéric	10138	10036 82	Projet Éclair	015 33	495 01
ALUMINUM	785 73	761 80	Frédéric	400 70	382 53	Projet Éclair	2089 54	2094 30
ALUMINUM	922 88	983 11	Frédéric	5504 26	5504 26	Projet Éclair	611 50	780 23
ALUMINUM	243 82	232 32	Frédéric	80235 28	80235 28	Projet Éclair	1274 42	
ALUMINUM	141 32	141 32	Frédéric	84524 31	84524 31	Projet Éclair	421 29	421 29
ALUMINUM	1052 42	1030 87	Frédéric	73009 13	73009 13	Projet Éclair	6714 08	5494 32
ALUMINUM	128 79	122 57	Frédéric	12055 03	12001 03	Projet Éclair	587 08	581 48
ALUMINUM	2294 68	2271 95	Frédéric	143 05	136 89	Projet Éclair	114 14	130 02
ALUMINUM	385 23	374 01	Frédéric	25542 02	25342	Projet Éclair	116 30	119 09
ALUMINUM	5694 38	5694 38	Frédéric	1568 87	1568 87	Projet Éclair	1141 55	
ALUMINUM	3507 17	3507 17	Frédéric	121 08	117 85	Projet Éclair	1278 03	1252 03
ALUMINUM	2173 17	2173 17	Frédéric	7038 42	7024 97	Projet Éclair	116024 08	116024 08
ALUMINUM	1962 57	1962 57	Frédéric	1183 80	1132 48	Projet Éclair	5184 50	5133 17
ALUMINUM	47718 06	47718 06	Frédéric	1239 63	1206 36	Projet Éclair	428 18	412 65
ALUMINUM	268 74	264 23	Frédéric	22702 04	22702 04	Projet Éclair	547 85	538 04
ALUMINUM	318 52	318 52	Frédéric	456 76	456 76	Projet Éclair	820 38	820 38
ALUMINUM	444 34	444 34	Frédéric	13702 62	13714 47	Projet Éclair	105 85	698 59
ALUMINUM	2682 76	2688 93	Frédéric	62696 75	62696 75	Projet Éclair	201 49	201 90
ALUMINUM	5950 05	5957 48	Frédéric	1016 09	1003 03	Projet Éclair	173 51	165 15
ALUMINUM	602 34	602 34	Frédéric	11694 75	11694 75	Projet Éclair	123 80	112 42
ALUMINUM	1001 07	1002 22	Frédéric	906 30	787 64	Projet Éclair	10316 04	10375 54
ALUMINUM	61 84	61 84	Frédéric	862 82	862 82	Projet Éclair	347 42	347 42
ALUMINUM	62160 83	62160 83	Frédéric	1338 86	1337 18	Projet Éclair	123 51	120 51
ALUMINUM	186 10	181 16	Frédéric	137 56	136 20	Projet Éclair	541 84	536 43
ALUMINUM	1184 41	1152 71	Frédéric	2387 65	2362 13	Projet Éclair	1287 96	1278 47
ALUMINUM	230 42	230 42	Frédéric	1089 70	1044 04	Projet Éclair	1315 11	1253 03
ALUMINUM	131 43	130 49	Frédéric	158 19	158 19	Projet Éclair	2469 41	2469 41
ALUMINUM	1242 48	1076 81	Frédéric	1195 33	1173 89	Projet Éclair	212 53	212 53
ALUMINUM	1287 08	1226 43	Frédéric	11480 47	11480 47	Projet Éclair	1213 02	1183 02

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 1972	COURS a
Suisse-Unie (1 unit).....	5 045		
Espagne (100 pes).....	7 008		
Allemagne (100 dm).....	340 270		
Belgique (100 F).....	19 530		
Pays-Bas (100 f).....	302 030		
Italie (1000 lire).....	4 530		
Danemark (100 kr).....	88 480		
Gde-Bretagne (1 £).....	9 902		
Suède (100 couronnes).....	3 177		
Grèce (100 dr).....	398 860		
Autriche (100 sch).....	91 080		
Portugal (100 pes).....	37 080		
Norvège (100 k).....	45 363		
Autriche (100 sch).....	5 425		
Espagne (100 pes).....	3 876		
Portugal (100 esc).....	4 376		
Canada (1 \$ can).....	3 676		

Marché libre de l'o.

COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES		COURS préc.		COURS 15	
achat.	vente						
		Or fin (à la on barre)	16250				
		Or fin (en lingot)	159500				
		Napoleon (200)	361				
		France Fr (10 £)	398				
		Pièce Suisse (20 ?)	407				
4 050	4 050	Pièce Livre (20 ?)	323				
		Souverain	468				
		Pièce 20 dollars	252				
		Pièce 10 dollars	1390				
		Pièce 5 dollars	720				
		Pièce 50 pence	2305				
3 680	3 680	Pièce 10 florins	356				

City Unemployment	435
Haitian People's Zan	210
.....	207

Hébergement.....	237	.....
Autres.....	308	.....
Locataires du Monde.....	250	.....
Allogés.....	840	.....
Pensionsné (s).....	1500	.....
Particip. Familial.....	370	10
Cantines.....	240	.....
Restaurants N.V.....	158	70
St-Gabriel-Enthalage.....	3000	.....
Steen Miers.....	211	.....
S.E.P.R.....	1522	.....
S.P.R. art. R.....	360	354 d
Uffices.....	380	.....
Wateraan.....	1500	1300 e

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330**

G : groupe détaché - O : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

Maire depuis 1971

M. Gorse (RPR) quitte la mairie de Boulogne-Billancourt

M. George Gorse, député RPR des Hauts-de-Seine, a annoncé, lundi 18 février, qu'il se démettra de son mandat de maire de Boulogne-Billancourt au plus tard le 30 juin prochain « afin de consacrer ses activités politiques au plan national et international ». Dans un communiqué, il désigne implicitement M. Paul Graziani, sénateur RPR, comme son successeur à la tête de cette ville qui est la plus peuplée d'Ile-de-France après Paris.

La décision de M. Gorse n'est pas tout à fait une surprise. Il avait laissé entendre, lors des élections municipales de 1989, qu'il renoncerait à son mandat de maire avant terme. M. Gorse ne quitte pas pour autant la scène politique, puisqu'il précise son intention de « consacrer ses efforts sur son mandat de député, dont il sollicitera le renouvellement

aux prochaines élections législatives ».

Les incidents du dernier conseil municipal de la ville, tenu mercredi 6 février, ont peut-être accéléré ce départ. Plusieurs conseillers municipaux de la majorité, une vingtaine sur quarante-cinq, avaient marqué leur désaccord avec le maire lors de la discussion du budget 1991 de la ville; ils considéraient qu'il aurait fallu prendre en compte, dès le budget primitif, les conséquences financières (plus de 25 millions de francs) du projet de loi sur la solidarité fiscale entre communes riches et communes pauvres. Trois d'entre eux avaient même voté contre ce budget.

Le passage du relais à M. Paul Graziani n'est pas une surprise. Ce sénateur RPR, qui fut président du conseil général des Hauts-de-Seine de 1982 à 1988, jusqu'à ce que M. Charles Pasqua lui ravisse la place, est le bras droit de M. Gorse depuis toujours. Il fut longtemps son suppléant à l'Assemblée nationale. Il est son premier adjoint à la mairie de Boulogne depuis 1971, date à laquelle M. Gorse est devenu maire.

M. Graziani n'envisage pas de grands bouleversements: « Je vais continuer à m'occuper du premier

dossier de Boulogne, celui du départ de Renault, qui libère quelque cinquante hectares et représente une perte de près d'un quart de la taxe professionnelle de la commune », a-t-il déclaré. La ville est en discussion avec l'Etat depuis plusieurs mois à ce sujet (le Monde du 23 novembre 1990). M. Jean Eudes-Routier, chargé par le premier ministre de mener une réflexion sur l'aménagement de Boulogne, a proposé, dans un récent rapport, de créer une association qui rassemblerait les différents partenaires pour élaborer un projet.

« La ville de Boulogne privilégierait que cette réflexion soit menée par la société d'économie mixte de la ville qui comprend déjà les promoteurs, de grands investisseurs et la Régie Renault », déclare M. Graziani. « Nous mettons aussi en place un syndicat mixte du Val de Seine avec les communes voisines, le département et la région, chargé de proposer une action concertée entre ces collectivités », ajoute cet élu qui est un fervent défenseur de la décentralisation.

JOSÉE POCHAT

Un ami des pays arabes

De son agrégation de lettres, M. Georges Gorse a conservé une culture toujours en éveil, une curiosité toujours insatiable et des références littéraires ou historiques dont il émaille ses discours publics, tant il redoute de passer pour ce qu'il n'est pas, un ciste. De son passage à l'Ecole normale supérieure, il a gardé une sorte de détachement faussement blasé, une apparente lassitude et une ironie un peu sceptique tant sur les choses que sur les hommes.

En sortant de la Rue d'Ulm, en 1939 (il est né le 15 février 1915), il est nommé professeur au lycée français du Caire et c'est là que ses premiers succès sont faits. Non seulement il s'y marie mais il se rallie dès 1940 à de Gaulle et dirige les services de la délégation de la France libre en Egypte. Durant toute la guerre il jouera dans la région, et aussi par des missions effectuées en Union soviétique, le rôle d'un représentant actif et convaincu du gaullisme. Au point que de Gaulle en fait, avant la Libération, un membre de son cabinet et, après la Libération, un de ses représentants aux assemblées constituantes.

Se vocifère d'orientaliste se confirme lorsque, devenu député SFIO de Vendée, en 1946, après le retrait de de Gaulle, il est nommé secrétaire d'Etat aux affaires musulmanes dans le gouvernement Suren puis chargé de la France d'outre-mer dans le cabinet Sidault, enfin conseiller de l'Union française et, surtout, ambassadeur de France en Tunisie, où Habib Bourguiba l'accueille avec ferveur. Revenu au pouvoir, de Gaulle le nomme à Bruxelles pour représenter la France auprès des Communautés européennes mais, dès 1961, il entre dans le gouverne-

ment Debré comme secrétaire d'Etat aux affaires étrangères puis dans celui de Georges Pompidou comme ministre de la coopération. En 1963, il est nommé ambassadeur à Alger, où il se lie avec le président Boumedienne et avec les cadres du nouveau Etat indépendant. Sa carrière se poursuit au ministère de l'Information de 1967 à 1968 puis, sous le gouvernement Messmer, de 1973 à 1974, au ministère du travail et de la population où il est l'un des premiers à signaler l'urgence des solutions à apporter aux problèmes de l'immigration. Entre-temps il est devenu député UDR puis RPR des Hauts-de-Seine, conseiller général et, en 1971, maire de Boulogne-Billancourt.

Orientaliste réputé, curieux d'archéologie, bon connaisseur des hommes et des problèmes du monde arabe, entretenu avec ses multiples relations avec l'Afrique du Nord et le Proche-Orient, M. Gorse avait été chargé, en 1976, par M. Giscard d'Estaing, d'une mission à Damas et à Beyrouth. M. Chirac le consulte toujours fréquemment sur les problèmes de ces régions. C'est à tous ces titres qu'il a exprimé, dans le huis clos - relatif - des instances du RPR, ses réticences à l'égard de l'opération « Daguet ». Il aurait préféré que la France se bornât à participer au blocus de l'Irak et il a même souhaité, en novembre dernier, le retrait des troupes terrestres françaises d'Arabie saoudite. C'est pour cela que, le 18 janvier, il avait voté contre la confiance demandée par le gouvernement Rocard pour engager la France dans l'action militaire.

A. P.

Le maire de Biarritz provoque de nouvelles élections municipales

La crise municipale née à Biarritz (Pyrénées-Atlantiques) après qu'une partie de la majorité eut contesté les projets urbanistiques du maire, M. Bernard Marie (RPR), sera tranchée par les électeurs les 10 et 17 mars. M. Didier Borotra, premier adjoint (CDS), reproche notamment à M. Marie de vouloir détruire le casino municipal sur le bord de la grande plage et bâtir un hôtel de luxe sur le falaise qui la domine.

Mis en minorité dans son conseil municipal après la défection, à l'initiative de M. Borotra, de neuf conseillers UDF qui ont rejoint l'opposition socialiste et nationaliste, M. Marie avait sollicité la démission des seize conseillers qui lui étaient restés fidèles, dont sa fille, M^{me} Michèle Alliot-Marie, député RPR (le Monde des 14 décembre 1990 et 13 février 1991).

A la suite de ces démissions et du renoncement de certains suivants de liste non élus, le préfet a organisé de nouvelles élections en application de l'article L.270 du code électoral qui prévoit le renouvellement complet du conseil municipal lorsqu'il a perdu le tiers de ses membres.

Trois Palestiniens tués en Cisjordanie et dans le territoire de Gaza

Un colporteur israélien a tué d'une balle dans la tête un Palestinien de quatorze ans, en riposte à des jets de pierres sur sa voiture, lundi 18 février, près de Bethléem, a rapporté la famille de la victime. Le même jour, près de Naplouse, un autre Palestinien a été tué par des soldats israéliens. A-t-on indiqué de source militaire.

D'autre part, un Palestinien soupçonné de « collaborer » avec les autorités israéliennes a été tué à Khuzza, dans la bande de Gaza. Ce décès porte à 298 le nombre de Palestiniens accusés de « collaborer » tués par des Arabes, depuis le déclenchement de l'intifada en décembre 1987, selon un décompte établi par l'AFP à partir de sources palestiniennes.

Lundi, la Direction unifiée du soulèvement populaire a appelé à une relance de l'intifada. Dans un communiqué, la Direction unifiée s'est prononcée pour « une escalade de la violence » dans les territoires occupés et « l'ouverture d'un nouveau front commun avec l'Irak et le Liban du Sud », et demandé « aux masses palestiniennes de profiter de la levée des couvre-feux sur les villes et les camps de réfugiés pour intensifier les affrontements ». — (AFP, Reuter.)

BOURSE DE PARIS

Matinée du 19 février

Nouvelle hausse

La séance de mardi s'est ouverte sur une nouvelle hausse rue Vivienne, la cinquième consécutive. Amorcée dès les premières cotation (+ 0,56 %), le mouvement s'est progressivement amplifié et s'est éteint à 11 heures, l'indice CAC 40 enregistrant une avance voisine de 1 %. Les investisseurs n'attendent même plus la réponse de Bagdad au plan de paix soviétique. Pour eux, la guerre terrestre, désormais imminente, finira de régler le problème irakien, qui, dit-on, empoisonne tout le Moyen-Orient.

Fermé du Bon Marché, UCB, Salomon, Skis Rossignol, Ingenico, CSEE, Suez, SCOA.

Baisse de Belon, BAIFP, Berger, Pechelbronn, Bail Equipement, Guyenne.

Nouvelles Collections

DE LA SIMPLE RETOUCHE

AU PLUS BEAU VÊTEMENT

avec la garantie

d'un grand maître tailleur

COSTUMES MESURE

à partir de 2 450 F

PANTALONS 630 F VESTONS 1 600 F

3 000 Tissus

Luxueuses draperies

anglaises

Fabrication traditionnelle

TAILLEURS, JUPES, VESTES

MANTEAUX et PARDESSUS

UNIFORMES et INSIGNES MILITAIRES

LEGRAND Tailleur

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra

Téléphone : 47-42-70-61.

Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

Violent bombardement nocturne de la capitale irakienne

La capitale irakienne a subi pendant la nuit de lundi 18 à mardi 19 février un des plus violents bombardements de la guerre du Golfe. Les raids alliés ont commencé lundi soir vers 20 heures et se sont poursuivis jusqu'à l'aube mardi.

Plus de trente explosions ont ébranlé l'hôtel Rachid, dans le centre-ville, où résident de nombreux envoyés spéciaux de la presse internationale, forçant une quarantaine d'entre eux à se réfugier dans l'abri de l'hôtel. Certains correspondants ont déclaré que le bombardement avait été si intense

qu'ils ont été incommodés par la fumée.

Le correspondant de la chaîne ARD à Bagdad a pour sa part rapporté que les alliés avaient tiré de nouveau des missiles de croisière contre Bagdad dans la nuit de lundi à mardi. « Cela a été une des nuits les plus bruyantes », a déclaré par téléphone le correspondant Christoph Maria Froehder. Selon lui, plusieurs missiles de croisière sont passés au-dessus de l'hôtel Rachid, où il séjourne, et ont explosé dans les environs. Il n'a pas donné davantage de précisions. — (Reuter.)

Ancien directeur de Nice-Communication

M. Jean Oltra est écroué à son retour d'Uruguay

NICE

de notre correspondant régional

M. Jean Oltra, proche collaborateur de l'ancien maire (CNI) de Nice, M. Jacques Médecin, et ancien directeur général de l'association Nice-Communication, s'est présenté volontairement, lundi 18 février, devant M. François Boisseau, juge d'instruction à Nice qui avait délivré contre lui un mandat d'arrêt pour abus de confiance, le 10 janvier dernier (le Monde du 12 janvier). Il a été assisté inculpé puis placé sous mandat de dépôt à l'issue du débat contradictoire qui a eu lieu en présence de son avocat, M^{re} Yves-Bernard Gabay.

M. Oltra avait été convoqué, le 10 janvier à Nice, par les policiers de la 8^e division de la direction centrale de la police judiciaire qui souhaitaient l'entendre sur la découverte de deux comptes débiteurs, à son com, de 300 000 F chacun, dans la comptabilité du comité des fêtes - association dont il était également le directeur - et de Nice-Communication. Mais il avait adressé une lettre aux enquêteurs pour les informer qu'il était dans l'obligation de quitter Nice pour Punta del Este (Uruguay), où se trouve M. Médecin, afin de « chercher du travail ». Il

avait d'abord annoncé son retour pour le 8 février, mais ce n'est que le samedi 16 qu'il est rentré à Nice par des chemins détournés. Son avocat avait préalablement informé le juge Boisseau que son client se présenterait devant lui à la date du 18 février. Ce qu'il a fait.

M^{re} Gabay a indiqué que M. Oltra contestait les faits qui lui étaient reprochés. « Pour l'instant, a-t-il précisé, le juge ne nous a fourni aucune pièce justifiant les charges pesant contre lui. » Les sommes figurant au débit du compte personnel de M. Oltra ont été virées dans la période d'août 1989 à septembre 1990. Selon M^{re} Gabay, elles pourraient correspondre, pour partie, à des avances sur frais de mission et au paiement des impôts sur le revenu de l'ancien directeur de Nice-Communication.

G. P.

M^{re} Hoffmann présidente de la commission centrale de contrôle du PCF. — M^{re} Jackie Hoffmann a été nommée présidente de la commission centrale de contrôle du PCF à l'occasion de la dernière réunion du comité central, le 14 février. Cette instance contrôle les finances, la comptabilité, les entraprises du parti.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

La guerre du Golfe : « La défaite de la Méditerranée », par Sami Nair ; « Les médias parlent aux médias », par Luc Ferry..... 2

La guerre

du Golfe..... 3 à 7

Election

au Cap-Vert

Victoire du chef de l'opposition..... 8

Les attentats

de Londres

L'IRA vise à nouveau des lieux publics..... 8

Le procès

d'un antiraciste

L'attribution contestée d'un logement HLM..... 11

Portrait

de Boy George

Le retour de l'ancien chanteur de Culture Club..... 12

Le monde de Proust

à l'hôtel de Sully

Les personnages de « la Recherche » photographiés par Paul Nadar..... 12

Gérard Depardieu

dans « Green Card »

Une comédie de Peter Weir..... 12

« Le Malade imaginaire »

à la Comédie-Française

Entre cauchemars et clowns, le parti pris de Gilles Bourdin..... 13

SECTION B

Les prix en URSS

Le premier ministre présente sa réforme..... 17

Les Japonais

dans l'aéronautique

Les motoristes américains, européens et japonais mettent à l'étude un réacteur supersonique..... 18

La concurrence

dans le transport aérien

Le gouvernement devrait protéger les petites compagnies françaises..... 18

La crise

des chantiers navals

Levar-France en liquidation judiciaire..... 18

Services

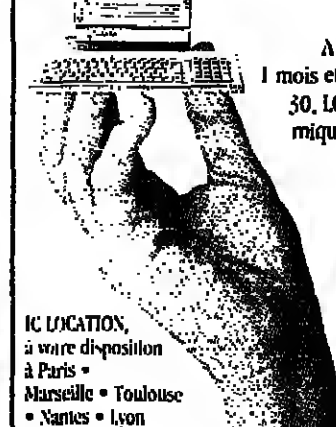
Abonnements.....	2
Cartes.....	21
Marchés financiers.....	22-23
Météorologie.....	20
Mots croisés.....	21
Radio-Télévision.....	13
Spectacles.....	14
La télémaque du Monde.....	3615 LEMONDE
	3615 LM

Ce numéro comporte un supplément initiatif filoté de 1 à 177 inséré entre les pages 16 et 17.

Le numéro du « Monde » daté 19 février 1991 a été tiré à 549 423 exemplaires.

IC LOCATION

Le monde Apple vous appartient.



A votre disposition pour 48h ou pour 1 mois et plus, toute la gamme Macintosh SE 30, LC, Ili, IliX, IliX... imprimantes thermiques couleur, laser, scanner, écrans... Pour toutes informations appelez le

(1) 42 72 26 26



IC LOCATION, à votre disposition à Paris - Marseille - Toulouse - Nantes - Lyon

هكذا من الأصل

LES PETITS

SOMMAIRE

Les attentats de Londres
Le procès d'un antiraciste
Portrait de Boy George
Le monde de Proust
Gérard Depardieu dans « Green Card »
« Le Malade imaginaire » à la Comédie-Française
La concurrence dans le transport aérien
La crise des chantiers navals
Services

Impression, disque dur, disquettes, réseaux...
Les réponses à toutes les questions que vous vous posez en utilisant votre Macintosh.

Pour répondre aux exigences d'un marché en constante évolution et satisfaire les attentes de tous les utilisateurs, SVM MAC paraît désormais tous les mois. Découvrez vite ce nouveau SVM MAC avec encore plus de bancs d'essai de matériels et de logiciels, encore plus de conseils pratiques, de trucs et astuces pour aller plus vite, plus loin.

LE PERIPHERIQUE INDISPENSABLE DE VOTRE "MAC"

UNIFICATION

Isat est prêt
le relais dès 1993

une n'a
est des
directe
dans la
e. les
et de
con se
ont en
l'opér
des de
de 200
massiv
nes -es
normale
mode de
de pe-
le syst
tous les
repar
un grai

Europe
Mentôt p
à Bruck

ENCES
ET MEDECINE

Le Monde

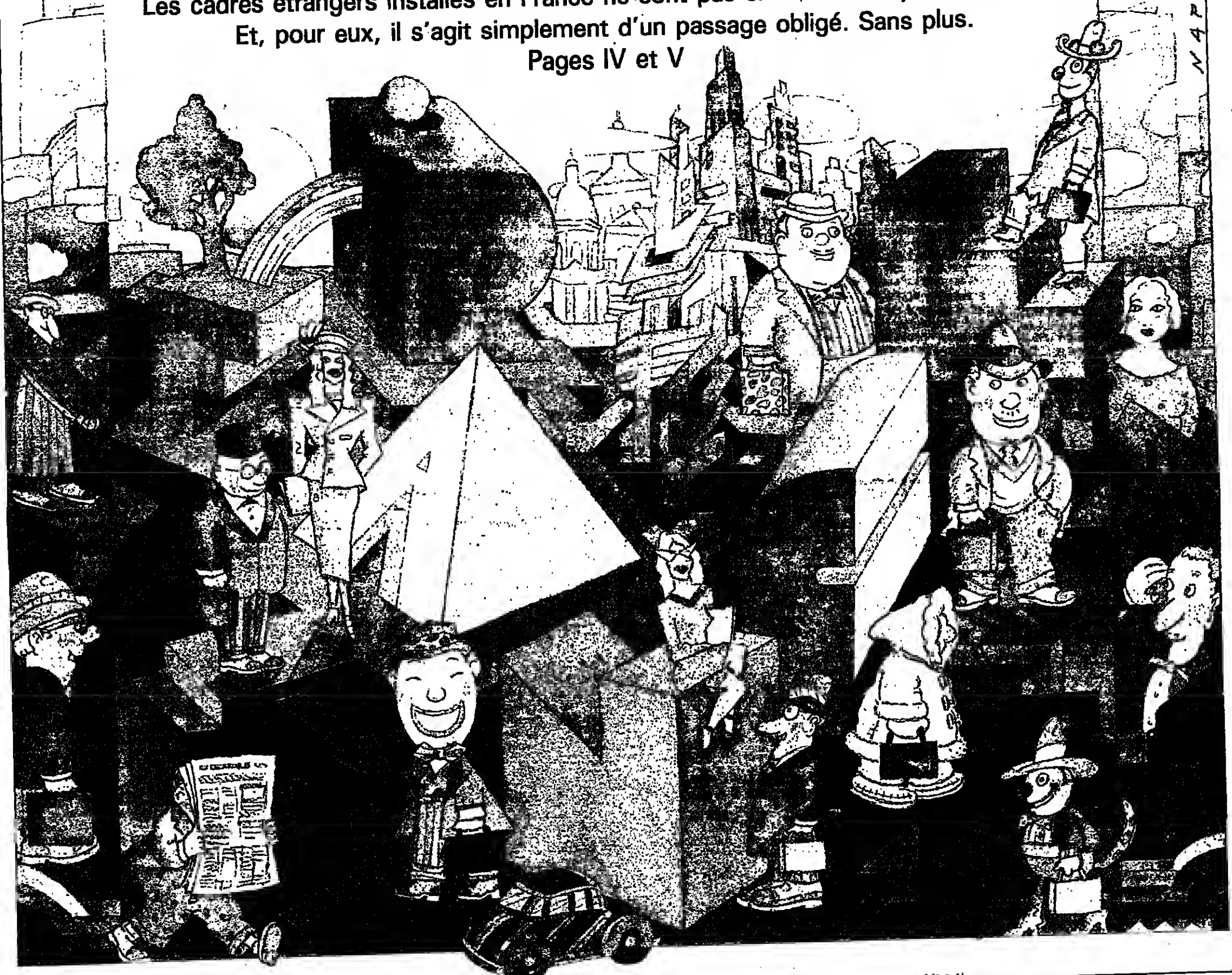
INITIATIVES

CAMPUS • EMPLOI

LES PETITS BATAILLONS DES « IMPATRIÉS »

Les cadres étrangers installés en France ne sont pas si nombreux qu'on le pense.
Et, pour eux, il s'agit simplement d'un passage obligé. Sans plus.

Pages IV et V



SOMMAIRE

Les universités à l'assaut des montagnes

Plusieurs universités ont créé des formations spécialisées sur l'aménagement et les métiers de la montagne. Ces nouvelles filières répondent à une demande croissante de la part des collectivités locales II

Les cabinets de recrutement jugés

Candidats et employeurs sont tous d'accord. Les cabinets de recrutement sont efficaces. Mais on ne leur demande pas tout VI

STAGES EN ENTREPRISE III

16 PAGES D'OFFRES D'EMPLOI

3 JOURS D'EMPLOI DANS « LE MONDE »

LUNDI
DATE MARDI

Section C Economie

Le Monde **Dirigeants**

Le Monde **Juristes**

Le Monde **Gestion**

MARDI
DATE MERCREDI

Section D Economie

Le Monde **Fonction Commerciale**

Le Monde **Cadres**

Le Monde **Informatique**

Le Monde **Secteurs Pointe**

MERCREDI
DATE JEUDI

Section D Economie

Le Monde **CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES**

Le Monde **International**

ECHOS

L'Europe

des valeurs... mobilières

Un séminaire sur le thème « L'Europe et le droit des valeurs mobilières » aura lieu à Sophia-Antipolis le 1^{er} mars. Organisé par le maître spécialisé en back office du CERAM, avec le concours de l'association européenne pour le droit bancaire et financier, ce séminaire a pour but de faire le point sur les dispositions législatives européennes. Quatre conférences sont prévues : « La notion de valeur mobilière » ; « Une cotation européenne » ; « Les intervenants sur les marchés » ; « Les opérations sur les valeurs mobilières ».

Renseignements : CERAM, Marie-Line Gastard. Tél. : 93-95-45-75.

Un biopôle végétal à Amiens

Les travaux de construction des laboratoires scientifiques du biopôle végétal d'Amiens, qui sera situé dans le vieux quartier Saint-Jean, au cœur de la ville, ont commencé. Il s'agit d'un bâtiment de 4 300 mètres carrés, dont l'édification est inscrite dans le contrat de plan Etat-région 1989-1993 et au plan triennal de la ville (1990-1992). Ce bâtiment regroupera dix laboratoires de l'université de Picardie : ceux d'androgénèse et de biotechnologie, de biotechnologie végétale, de biologie moléculaire (en cours de création), de génie cellulaire, de chimie organique physique et de chimie organique et cinétique. (Correspondant.)

TRIBUNE

POURQUOI APPRENDRE UNE LANGUE ÉTRANGÈRE ?

par Corinne MARTIN

COMBIEN les entreprises dépendent-elles chaque année pour la formation linguistique ? Et sont-elles satisfaites des résultats ? Malgré une véritable explosion des méthodes et des approches pédagogiques, allant du laboratoire de langue à la suggestion en passant par la vidéo et l'enseignement assisté par ordinateur, le bilan demeure peu glorieux. Alors, qui doit porter la responsabilité ? Les « boîtes de langues », qualifiées de « pas très sérieuses », ou les stagiaires de « peu doués » (n'est-il pas vrai que dans le domaine de l'apprentissage des langues, la nullité des Français n'a d'égale que celle des Anglais ?).

Mais arrêtons les procès d'intention et prenons le problème d'une autre façon. Pourquoi apprendre une langue étrangère ? Quelle utilité et quels besoins ? Vous viendrait-il à l'idée de suivre un stage d'informatique si vous ne vous serviez jamais d'un ordinateur ? Ou un stage de tennis si vous ne jouiez pas en dehors des leçons ? La réponse va de soi.

Or combien de personnes qui n'ont guère plus d'une lettre par semaine à écrire, un coup de téléphone à passer et trois malheureux fax à rédiger, envoient-elles en formation linguistique ? Nous sommes tous d'accord : c'est aberrant !

Alors, pourquoi cet excès de consommation ? Le fond du problème réside dans la confusion entre besoin et utilité. Nous avons tous besoin de parler une langue étrangère. L'Europe des Douze, 1993, la

chute du mur de Berlin, les nouveaux marchés de l'Est, la vocation « internationale » de l'entreprise nous en imposent.

Mais tout cela est-il suffisant pour motiver un stagiaire à travailler de deux à dix heures par semaine son anglais, son allemand ou son italien ? Et que faire en cas d'imprévu professionnel, d'urgence ou de surcharge de travail ? On annule. Ou pis, on « s'absente ». Et voilà comment on en arrive à manquer un cours sur deux, à ne pas progresser et à perdre sa motivation. Le coût de l'opération, de 10 000 F à 100 000 F et des taux d'absentéisme à faire rougir le corps enseignant !

Si l'on accepte de jeter ce nouveau regard sur le problème de l'apprentissage des langues étrangères, on arrive à un constat très simple : la grande masse des candidats à la formation peut se diviser en deux catégories :

- 1) Ceux qui ont des besoins non urgents et/ou peu d'utilité.
- 2) Ceux qui ont à la fois de grands besoins et une utilité immédiate.

(Ne parlons pas de la troisième catégorie, qui n'a ni besoin ni utilité !)

À partir de là, nous ne pouvons plus traiter toutes les demandes de la même façon. Place à une formation adaptée aux résultats recherchés, à une réelle amélioration de la performance des équipes.

Pour la première catégorie, arrêtons les frais et les parcours marathons. Le salarié souhaite entreprendre une formation ? Soit ! Mais doit-elle se poursuivre aux seuls frais de l'entreprise ? Ne serait-il pas

possible d'envisager des stages de courte durée — un mélange de cours par téléphone, de cours en face à face, d'exercices grammaticaux et d'entraînement sur cassettes audio et vidéo — avec un important travail personnel, avec un compte rendu de fin de stage et une nouvelle évaluation du niveau atteint ? Budget : 7 000 à 8 000 F.

Pour la deuxième catégorie, poussée par des objectifs bien précis — intégrer une nouvelle filiale étrangère, travailler sur un projet international, développer des nouveaux marchés, prendre un poste à l'étranger... — les résultats sont plus faciles à obtenir. La motivation du salarié rejoint parfaitement celle de son entreprise. Tous les moyens sont bons pour arriver aux buts poursuivis. La formule de l'immersion totale en Grande-Bretagne ou aux États-Unis demeure parmi les plus efficaces. Si celle-ci ne peut être envisagée, des stages intensifs, ou semi intensifs, peuvent être construits à partir des besoins spécifiques du stagiaire. Budget : 10 000 à 20 000 F selon le nombre d'heures.

Quelle que soit la formule retenue, l'implication de toutes les parties concernées est impérative : le stagiaire, son responsable hiérarchique (s'il les mêmes objectifs que le responsable pédagogique. Il n'y a pas trente-six chemins — l'adhésion implique la participation, et les résultats, le management par objectifs.

Corinne Martin est directrice de Metropolitan Languages.

LA LIBRAIRIE DES ÉTUDIANTS

Cette rubrique recense les dernières parutions de livres plus spécialement destinés aux étudiants et aux enseignants.

Le fonctionnaire détroqué ?

par Jean-Luc Bodiguel et Luc Rouban

Une réflexion sur la crise de la fonction publique et sur les enjeux, fondamentaux pour le régime politique français, de la politique de modernisation administrative. L'auteur étudie d'abord les facteurs de mutation de la fonction publique : remise en cause de l'État gaulien modernisateur, revanche de la périphérie sur le centre dans l'économie des politiques publiques, déstabilisation profonde des carrières et des mécanismes de recrutement. Il évalue ensuite la portée de la modernisation de l'appareil de l'État à partir de trois thèmes : les problèmes de structures, la professionnalisation des fonctionnaires, la réforme des procédures administratives.

Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 258 p., 150 F (120 F jusqu'au 30 juin 1991).

Le jardin des délices démocratiques

par Philippe Braud

Pour l'auteur, directeur du département de sciences politiques de la Sorbonne, l'efficacité de la démocratie pluraliste ne réside pas dans ses mécanismes institutionnels, mais dans son aptitude à gérer les défis émotionnels de la vie sociale : angoisses, frustrations, convoitises, jouissances... L'étude donc la politique à travers sa gestion des dynamismes psycho-affectifs : comment sont mobilisés les soutiens qui légitiment l'autorité des gouvernants et contre quelles gratifications ? Comment gérer le monopole étatique de la coercition sans « justifier » la violence ? Comment mettre au service de l'efficacité les convoitises individuelles autour du pouvoir.

Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 273 p., 180 F (140 F jusqu'au 30 juin 1991).

Le Japon

par Pierre Bloch-Duraffour et Alain Mesplier

Ce manuel d'histoire et de géographie économiques, conçu pour les élèves des classes préparatoires aux écoles de commerce, passe au crible toutes les caractéristiques de la puissance économique et financière japonaise. L'exposé s'appuie sur de nombreuses cartes, graphiques, courbes, tableaux chiffrés. Près de cinquante documents apportent des données essentielles, depuis les dépenses de recherche-développement jusqu'à la liste des premiers ministres depuis 1945.

Boréal, collection « Histoire et géographie économiques », 256 p., 151 F.

Les pays baltes

par Pascal Lorient

Un « Que sais-je ? » d'actualité, puisqu'il traite des pays baltes (Estonie, Lettonie et Lituanie), dont les Républiques ont proclamé leur indépendance récemment, provoquant la réaction de Moscou. Maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris, Pascal Lorient nous montre le cadre naturel et les peuples, les grands traits de l'histoire et les économies, les parcours douloureux depuis la première guerre mondiale. Autant « Que sais-je ? » parus dernièrement : la Communication, par Lucien Sfez ; les Procédures fiscales, par Daniel Riebert ; les Institutions monétaires en France, par Robert Raymond.

Presses universitaires de France, collection « Que sais-je ? », 125 p.

La littérature française, histoire et perspectives

sous la direction de Robert Fèvre

« Il n'est pas insignifiant de situer Corneille par rapport à la fin du baroque ou à l'essor de la comédie, les Lettres persanes ou *Sade* dans l'évolution du roman. » L'objet de ce recueil est de donner des repères pour mieux situer œuvres et auteurs dans le cadre littéraire, politique, social ou religieux de leur temps. Chacun des six auteurs — professeurs d'université — aborde une époque selon sa propre démarche : du Moyen Âge au vingtième siècle.

Presses universitaires de Lyon, 276 p., 100 F.

Marianne Rougé

Les résultats de la Bourse aux stages 1991

La quatrième édition a été particulièrement favorable aux élèves ingénieurs des écoles de province

La Bourse aux stages du Monde a fait, pour la quatrième année consécutive, la démonstration qu'elle répond à l'attente des étudiants et des entreprises. Les premiers, soucieux de multiplier les expériences de terrain, en particulier à l'étranger ; les seconds, attentives à leur image et à leurs futurs recrutements.

Mais ce succès entraîne de plus en plus d'exigence. Ainsi, sur les quelque deux mille huit cents étudiants qui se sont présentés aux éliminatoires — en l'occurrence une vingtaine d'énigmes parues dans le Monde du 14 au 21 novembre — cent quarante-neuf seulement ont

réussi à franchir l'obstacle et se sont retrouvés à l'Ecole supérieure de commerce de Paris, jeudi 7 février, pour participer à la phase finale et se disputer la centaine de stages à vocation internationale offerts par vingt-quatre entreprises.

Après des entretiens approfondis entre les représentants des entreprises et les étudiants, ce sont finalement cinquante-huit stages qui ont été attribués, les candidats malchanceux pouvant se consoler avec un abonnement de six mois au Monde et un poste de radio offert par Europe 1, associée à cette opération. Si les États-Unis ne figuraient pas, cette année,

parmi les destinations offertes, quelques-uns des meilleurs finalistes ont pu gagner leur billet pour le Brésil, l'Inde, la Thaïlande, la Corée du Sud ou Singapour, sans parler des pays africains et de la plupart des pays européens, où les stagiaires iront travailler pour des stages d'une durée moyenne de trois mois.

Une école apparaît comme la grande gagnante de la Bourse 1991 : les Arts et métiers de Bordeaux, qui présentaient vingt-trois finalistes, dont sept ont obtenu un stage. Ils devançaient au peloton composé des écoles de commerce (EDHEC de Lille, ESC d'Angers, de Grenoble, de Pau ou de Tou-

louse) que des écoles d'ingénieurs (Lyon, Saint-Etienne, Châlons-sur-Marne, Nantes, Toulouse, Rennes, etc.), ou encore de nombreuses formations universitaires. Au total, la Bourse continue à offrir des stages particulièrement intéressants à des étudiants motivés venus en très grande majorité de province, et n'appartenant pas aux écoles les plus prestigieuses, qui monopolisent le plus souvent l'attention. Pour les entreprises, c'est une bonne occasion d'élargir l'horizon de leur recrutement.

Gérard Courtols

La liste des gagnants

● SOCIÉTÉ GÉNÉRALE. — Dir. réseau France-Eur. : Lydie Ayme (université Paris-1) ; Espagne : Sandrine Viarouge (EDHEC).

● MERLIN GERIN. — Contrôle de gestion : stage non attribué ; Service commercial énergie : stage non attribué ; Service commercial énergie : Frédéric Vot (ESC Amiens) ; Bureau d'études/DOMT : stage non attribué.

● MUST SOFTWARE INTERNATIONAL. — Mkt Europe/NOMAD : Jean-Yves Lelièvre (L'Eclair Amiens) ; France : stage non attribué ; Mkt Europe : Frédéric Tardy (ESC Pau).

● EXXON CHEMICAL. — Analyse pétrolière/Pays-Bas : Béatrice Poinuier (CPI Lyon) ; Analyse pétrochimique/RU : Philippe Siredey (ENSAM Bordeaux) ; Analyse pétrochimique : Florent Marcos Huiton (ENSAM Bordeaux).

● SEITA. — Ass. chef marché export Togo : Christophe Chardon (ESC Angers) ; Ass. chef marché export/Europe du Nord : Nathalie Binde (université Paris-II, Dess) ; Dir. Amérique latine/Brazil : stage non attribué ; Dir. appro. tabacs/Zimbabwe-Malawi : Christophe Schumet (ENSAIA Lille) ; Dir. cigares/Centrale-Bangui : Emmanuel Gadret (ESC Amiens).

● WATERMAN. — Serv. clients export/gestion : stage non attribué ; Serv. clients export : Olivier Darvas (ICD Paris) ; Dir. Mkt international/BDD Micro : Pierre-Yves Chabrol (EBS).

● HOECHST. — Allemagne : Véronique Ly (ESC Grasse) ; Allemagne : Isabelle Boude (CESEM Reims) ; Allemagne : Laurence Fryer (ESC Reims) ; Allemagne : Nadine Gesbert (ESC Reims) ; France/Mkt développement : stage non attribué.

● QUILLÉ. — Conducteur travaux sur chantier : cinq stages non attribués ; Commercial tech. études de prix : Pascal Thomas (INSA Toulouse) ; quatre stages non attribués.

● CLESTRA HAUSERMAN. — Dir. vente travaux : stage non attribué ; Dir. vente travaux/RU : stage

non attribué ; Vente travaux/Suisse : Marianne Carmon (CESEM Reims) ; Service juridique : Sarah Belm Zerbib (université Paris-II, Magistrate) ; Vente travaux/Suisse : stage non attribué ; Dir. vente travaux : Edith Grandin de l'Épervier (CESEM Reims).

● SKF FRANCE. — Automobile Special Product : stage non attribué.

● RENAULT. — Dir. planif. FASA Renault/Espagne : Nathalie Kuamps (INSA Toulouse) ; Dir. fab. assem. de Valladolid/Espagne : Didier Bauchiere (ENSAM Paris) ; Dir. com. Renault Portugal/Portugal : Paulo Loureiro (INPG Grenoble).

● SCHLUMBERGER. — Algérie : François Doumar (ENSM Besançon) ; R & D Algérie : Philippe Berges (ENSAM Bordeaux) ; Afrique de l'Europe : Alain Perdriau (ENSAM Bordeaux).

● CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES. — Espagne : Philippe Gras (EDHEC).

● GROUPE DES BANQUES POPULAIRES. — Promo. Comex : Claire Gaschard (ESC Toulouse).

● NEURONES ASSOCIÉS. — Mkt communication/Espagne : stage non attribué ; Thierry Hernandez (université Paris-IV, Dess) ; Mkt communication/Italie : stage non attribué ; Mkt communication/RU : deux stages non attribués.

● BOUYGUES. — DRH/auvii implantation logiciel : Hélène Hernandez (université Paris-I, Dess) ; Afrique (Cameroun-Gabon) : stage non attribué.

● TECHNIP. — Dpt construction/Thaïlande : François Le Ny (IAE Aix-en-Provence) ; Albert Ducic (IAE Nice) ; Dpt construction/Inde : Samuel Schauss (ENSAM Bordeaux) ; un stage non attribué.

● SOMMER-ALIBERT. — Informatique/Lille : stage non attribué ; Finance-contrôle gestion : Annaick Le Conte (université Paris-DX, MSG).

● BERTRAND FAURE AUTOMOBILE. — Allemagne : Boris Mattonet (ENSM Nantes) ; Anne Fanelli Quiselle (CELSA) ; Espagne : François

Naval (ENSAM Bordeaux) ; Portugal : Alexandre Bataille (ENSAM Bordeaux) ; deux stages non attribués ; Angleterre : Sylvie Noguier (ENSAM + IAE Aix-en-Provence) ; France : stage non attribué ; Hervé Guerry (ENSAM Besançon).

● TECHNIP. — Europe - Turquie : stage non attribué.

● GEC ALSTHOM. — Angleterre : Philippe Spire (IEP Lyon) ; France : Vincent Beaumont (ENISE Saint-Etienne) ; Belfort : Genevieve Martin (UTC Compiègne).

● GIAT INDUSTRIES. — Branche armée et artillerie : Jean-Emmanuel Guetier (ENSM Besançon).

● PHOCÉENNE DE MÉTALLURGIE. — France : deux stages non attribués.

● BOUYGUES. — Engineering Bâtiment International : stage non attribué ; Arabie saoudite : deux stages non attribués.

● BEPS TECHNOLOGIES. — P.A.C. Pdt de dépollution : Gisèle Verdoni (université de Provence) ; P.A.C. ind. purification : Thierry Marceau (INSA Toulouse).

● THOMSON CONSUMER ELECTRONICS. — Allemagne : Frédéric Gouel (ENSM Besançon) ; Italie : Claudine Bord (ESC Reims) ; Thaïlande : stage non attribué ; Singapour : stage non attribué.

● GIAT INDUSTRIES. — Branche munitions pyrotechnie : stage non attribué ; Toulouse, veille technique : Thierry Dupiquier (université sciences Grenoble).

● SPIE BATHINGOLLES. — France : Yusuf Soumez (EISTI) ; Ghana : Pierre E. Costes (ENSAM Paris) ; DOM-TOM : Didier Sambourg (ESC Amiens) ; Etranger, profil SUPLEC : Pascal Poupet (Ecole centrale Lyon) ; Nigeria, profil SUPLEC : Eric Noleau (ENSAM Châlons-sur-Marne).

● GEC ALSTHOM. — Division transport, Corée du Sud : Pierre Brousset (IAE) ; Division transport, France : Catherine Malon (INSA Rennes).

Les bonnes réponses

NOM DU PRÉSIDENT	
1 Schlumberger	B Euan Baird
2 Thomson Consumer Electronics	D Bernard Isard
3 Neurons associés	A Jean Mandelbaum
4 Bertrand Faure Automobile	C Jean-Claude Tournant
VILLE D'ORIGINE	
5 Clestra Hauserman	F Cleveland
6 BEPS Technologies	E Mulhouse
7 Exxon Chemical France	H Notre-Dame-de-Gravenchon
8 Waterman	G New-York
PRODUIT LEADER	
9 Must Software International	J Normand
10 GEC Alsthom	L Turbine Anzelle
11 GIAT Industries	I Char Leclerc
12 Phocéenne de métallurgie	K Vannes à balais sphériques hautes pressions
SLOGAN PUBLICITAIRE	
13 S.K.F.	N « Le plus qui fait la différence »
14 Technip	P « L'ingénierie en tête »
15 Groupe des Banques Populaires	M « L'avance »
16 Quile	O « Santé béton »
DATE DE CRÉATION	
17 Bouygues Bâtiment International	T 1952
18 Merlin Gerin	S 1920
19 Renault	R 1898
20 Société générale	Q 1804
PRIX OU DISTINCTION	
21 SPIE Bathingolles	W Prix Léon Dubois 1990
22 Société française Hoechst	X Prix Dauphin « tous publics » Béziers 1990
23 SEITA	U Prix Cinéma ESCP 1988
24 Sommer-Alibert	V 1 ^{er} Prix Stratégies de la publicité « business to business » 1990

هذا من الأصل

Les universités à l'assaut des montagnes

Les contraintes géographiques et économiques propres aux régions d'altitude ont incité les établissements français à créer des formations spécifiques

INUTILE de chercher une formation consacrée à la montagne dans les universités de Rennes ou de Nantes. Les MST, DESS ou DEA « montagne » sont l'apanage presque exclusif des établissements situés à proximité de massifs montagneux. Clermont-Ferrand-II, Grenoble-I et Chambéry sont les mieux dotés en ce domaine. Tous ont aujourd'hui des diplômes et des laboratoires de recherche spécialisés liés à leur environnement géographique immédiat.

A Clermont-Ferrand par exemple, le professeur Jean-Paul Diry dirige le CERAMAC, Centre d'études et de recherche appliquées au Massif central. « Les problèmes posés par le développement économique de régions situées entre 700 et 1 800 mètres d'altitude ne sont pas les mêmes qu'en haute altitude, explique-t-il. On ne peut pas, en raison de l'environnement irrégulier, reproduire le même développement touristique que dans les Alpes. Il faut, d'autre part, maintenir et développer un tissu industriel très dispersé en milieu rural... » Le DEA spécialisé proposé par l'université de Clermont-Ferrand-II s'intitule très significativement « Moyenne montagne et milieux ruraux défavorisés ». Ses responsables recrutent, chaque année, une vingtaine d'étudiants titulaires d'une maîtrise de géographie, d'aménagement ou de droit, ou d'un diplôme d'ingénieur agronome.

RECHERCHE. La plupart des autres diplômes « montagne » proposés par les universités sont, eux aussi, résolument orientés vers l'aménagement, l'environnement et la gestion de l'espace. A Grenoble, le DEA du laboratoire de géologie alpine s'appelle « Géographie, écologie et aménagement des montagnes ». A l'université de Chambéry, l'Institut savoisien de la montagne offre une MST « Sciences de la terre et de la vie appliquées au milieu de la montagne » (recrutement parmi les DEUG A et B), et la faculté des lettres et sciences juridiques propose aux titulaires d'une licence de droit ou d'administration économique et sociale un « Diplôme d'administration des collectivités de montagne ». Enfin, il existe à Nanterre (Paris-X) un diplôme d'université consacré à la montagne. Délivré par l'UER de géographie, il s'intitule « Risques naturels et aménagement en montagne ».

D'autres diplômes sont plus orientés vers la recherche fondamentale ou appliquée. C'est le cas du diplôme d'université « Géologie alpine » de Chambéry et du DEA « Géodynamique des marges océaniques et des chaînes

de montagnes », en habilité par Chambéry, Grenoble, Nice, Aix-Marseille et Paris-VI. Mais on ne trouve aucun DEA de biologie consacré aux milieux montagneux. « Pourtant, de nombreuses recherches fondamentales et appliquées restent encore à effectuer sur la faune et la flore de montagne, fait observer Claude Dondajewski, professeur de biologie à l'université de Pan, président du comité scientifique du Parc naturel des Pyrénées et directeur du Centre de biologie des écosystèmes d'altitude fondé en 1980. Mais tant que des postes supplémentaires ne seront pas créés dans les rares centres existants, il sera inutile de lancer un DEA... »

Rien n'empêche cependant les étudiants biologistes ou géologues

de faire leur thèse sur les milieux de montagne. Dans ce cas, mieux vaut sélectionner son université en fonction du massif que l'on souhaite étudier. « A Chambéry, dans toutes les disciplines, l'intérêt des étudiants et des professeurs est très influencé par le milieu environnant », explique Jean-Paul Rampoux, directeur de l'Institut savoisien de la montagne. « Nous avons même des philosophes qui ont réalisé des travaux sur la montagne », rappelle Pierre Carrière, chargé de la communication à Grenoble-I.

De leur côté, les étudiants de la MST « Territoires, aménagement et développement », de l'Institut de géographie de Toulouse-II, sont naturellement plus tentés d'étudier ce qui se passe dans les

Pyrénées. L'estampille « montagne » n'est pourtant pas indispensable pour trouver un emploi en milieu montagnard. Pascale Lightburne a fait une MST aménagement très généraliste au CESA (Centre d'études supérieures de l'aménagement) de Tignes et travaille aujourd'hui au comité départemental du tourisme de l'Ardèche. « J'ai appris les particularités de la montagne sur le tas, en découvrant le département où je travaille, raconte-t-elle. Ma formation généraliste ne m'est pas apparue comme un handicap ».

Les collectivités locales et les entreprises sont pourtant devenues aujourd'hui de filières spécifiques. L'université de Toulouse projette ainsi de lancer, en octo-

bre 1991, un DESS « Aménagement et développement transfrontalier de la montagne », à Foix, en coopération avec le conseil général de l'Ariège. A Chambéry, un DESS « Montagne, environnement, gestion et équipement des pays de montagne » verra le jour à la rentrée prochaine. Il a été conçu à la demande des collectivités locales de la Savoie et des grandes entreprises de distribution et d'assainissement de l'eau, comme la Lyonnaise des eaux-Duques, qui ont conclu une convention de partenariat avec l'université. Le programme prévoit un gros volet juridique, et deux modules, « Equipement et aménagement » et « Economie et gestion de la montagne ».

Qu'est-ce qui justifie cette

demande de spécialistes ? Pour les entreprises concernées par le DESS de Chambéry, l'objectif est d'abord de faciliter la promotion interne, grâce à la formation continue. Mais il y a également un besoin réel des collectivités locales. « La montagne est un milieu très sensible écologiquement, et particulièrement difficile d'accès, explique Thierry Berthoz, chargé à la DATAR (Délegation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale) du secrétariat du Conseil national de la montagne. Les conséquences - bonnes ou mauvaises - d'un choix d'aménagement y sont beaucoup plus sensibles qu'ailleurs. » Les collectivités locales commencent à tirer les leçons de certaines catastrophes économiques provoquées par des décisions inadaptées. Dans les Pyrénées l'application des recettes alpines pour la création de stations de sports d'hiver a conduit certaines communes à la faillite.

UTILISATION DES COMPÉTENCES. Les débouchés, pour les étudiants spécialisés dans l'aménagement de montagne, ne manquent donc pas. Les collectivités locales et leurs comités de développement constituent un marché en progression, mais moyennement rémunérateur. Les salaires d'embauche se situent aux environs de 8 000 francs pour des bac +4 ou +5. Les bureaux d'études en aménagement situés près des massifs montagneux peuvent également accueillir des étudiants géographes et aménageurs, spécialisés ou non.

Du côté du ministère de l'environnement enfin, on suit d'un œil attentif les formations proposées par les universités. « L'application des compétences des urbanistes, des géographes, des géologues, des aménageurs à un milieu naturel spécifique comme la montagne nous paraît la meilleure réponse à apporter, explique-t-on. Mais notre effort actuellement porte davantage sur la formation des élus et des fonctionnaires territoriaux ».

Le ministère est surtout très préoccupé par les conséquences des politiques touristiques menées sur le littoral français, qui sont beaucoup plus longues à apparaître sur les côtes qu'en montagne. Pour les universités, cela signifie que la création de diplômes spécialisés dans l'aménagement du littoral sera observée avec une bienveillance particulière. Mais la montagne, promet-on, ne sera pas délaissée pour autant.

Véronique Boidon
(Zélig)

Des « chefs d'orchestre » pour les usines à ski

GRENOBLE

de notre correspondant

La montagne n'avait pas, jusqu'à ces dernières années, d'école susceptible de former des professionnels autres que ceux spécialisés dans les disciplines sportives. Les moniteurs de ski, les guides et les pisteurs secouristes disposent d'un lieu d'enseignement, l'Ecole nationale de ski et d'alpinisme de Chamnux (ENSA), qui délivre des connaissances techniques de haut niveau aux futurs professionnels de la neige et du rocher. Les stations d'altitude ont fait d'autre part appel à des techniciens de plus en plus sophistiqués pour conquérir les pentes qui les entourent. La montagne mécanisée s'est également recouverte d'autres spécialistes, comme les techniciens de remontées mécaniques ou les exploitants des systèmes d'enneigement artificiel, qui délivrent à heures fixes et en quantités souhaitées la manne blanche tant attendue.

« Mais dans nos usines à ski comme dans les plus petites stations, on constate un manque cruel de compétences dans les domaines de l'animation, de l'encadrement et de la communication, constate Alain Rayssoulier, directeur de l'Institut de formation montagne et tourisme (IFMT), créé en 1987 à l'initiative de la chambre de commerce et d'industrie de

Grenoble. La main-d'œuvre locale, souvent privilégiée à juste titre pour l'emploi dans ces sites, n'a toujours pas ce type de profil, même si elle dispose d'un savoir-faire technique lié à la neige ».

Ce constat explique les faiblesses actuelles des stations françaises de sports d'hiver et d'été, et le retard qu'elles ont pris, dans les dix dernières années, sur leurs homologues suisses et autrichiennes. « Le temps n'est plus au développement sous auspices des infrastructures. La qualité de l'accueil et la stratégie commerciale sont aujourd'hui les préoccupations majeures des professionnels de la montagne », souligne le maire de l'Alpe d'Huez, Jean-Paul Capilland, également président de l'IFMT.

DU MONITEUR DE SKI AU CHEF DE RAYON. L'Institut installé à Grenoble entend répondre à cette préoccupation, juste au moment où la montagne traverse l'une des plus graves crises de son histoire. Chacune des promotions de l'Institut réunit, pendant sept mois, trente stagiaires d'origines souvent très diverses. Si David Chiozzi, trente-neuf ans, est titulaire d'un diplôme de moniteur de ski de fond (une profession qu'il exerce depuis quinze ans à Aurana), son voisin de cours, Michel Simard, vingt-huit ans, n'a foulé les pentes alpines qu'à l'occasion de vacances à la montagne. Avant de rejoindre,

il y a quelques mois, la capitale des Alpes, il était chef de rayon dans une grande surface commerciale de Marseille. Tous les deux sont à la recherche d'une nouvelle profession plus intéressante et qu'ils souhaitent exercer en priorité en altitude. L'objectif de David est de « rester en montagne, en travaillant différemment sur le terrain » ; quant à Michel, il espère que la congéformation qui lui permet de suivre les cours de l'IFMT lui donnera accès à une nouvelle profession liée à la vente de produits touristiques.

La diversité des origines géographiques et socio-professionnelles des élèves permet aux stagiaires de l'IFMT de bénéficier d'un effet d'« auto-enrichissement », constate son directeur. « Réaliser un usage judicieux entre des spécialistes et des non-spécialistes, entre des personnes expérimentées et d'autres non, entre gens de la communication, du sport, de l'industrie et du commerce, peut faire un mélange détonant ».

Le « patron » de l'IFMT et ses collaborateurs, des professionnels issus eux aussi de nombreuses disciplines, apprennent à leurs élèves les difficultés d'un monde semé d'embûches, où ils devront savoir réagir très vite. Ainsi, le manque de neige chronique - ou au contraire son excès - immobilise les remontées mécaniques et rendent les skieurs disponibles pour d'autres activités qu'il faut mettre

en place d'urgence, en mobilisant tous les acteurs de la station. « En montagne, il faut savoir travailler avec des organismes aux pouvoirs souvent flous, comme les offices du tourisme, et avec l'accord de tous », explique un enseignant de l'IFMT. En effet, les stations n'ont généralement aucun « patron » reconnu, en raison de l'éclatement des responsabilités entre le maire, l'exploitant des remontées mécaniques, le directeur de l'école de ski et les syndicats hôteliers.

Après avoir reçu une formation très diversifiée, où dominent les techniques commerciales, la gestion, la comptabilité, la communication, le management ainsi que le marketing, les élèves de l'IFMT auront vocation à devenir des « chefs d'orchestre » de station ou bien, dans des bureaux d'études ou des sociétés de conseil, des acteurs de leur développement.

La montagne, qui manque cruellement de professionnels pour encadrer et dynamiser ses activités commerciales, devrait pouvoir compter sur ces « aspirants-dirigeants ». Mais ils devront affronter un environnement économique qui n'a jamais été aussi défavorable en montagne depuis vingt ans.

Claude Francillon

STAGES

Le service JOBSTAGE du CDTE est désormais accessible en tapant directement : 3615 LEMONDE.

« Le Monde Initiatives » publie chaque semaine des offres de stages en entreprises pour les étudiants. Les personnes intéressées doivent contacter directement le CDTE, association responsable de ce service, lancé en collaboration avec la MNEF, en téléphonant au 47-35-43-43 ou en s'inscrivant sur Minitel 36-15 JOBSTAGE. Les frais annuels d'inscription sont de 149 F.

Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de consulter directement cette association au (1) 45-46-16-20.

Gestion

Lieu : Paris. Date : permanent. Durée : 2 mois avec embauche possible. Ind. : 1 500 F. Profil : bac + 2. Mission : audit et formation sur logiciels de gestion. SAARI. 11691.

Marketing

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : immédiat. Ind. : selon profil. Profil : bac + 1 commercial et/ou ressources humaines. Mission : marketing direct et téléphonique auprès des entreprises. 14951.

Lieu : Neuilly-sur-Seine. Date : immédiat. Durée : 4 mois, embauche possible. Ind. : SMIC. Profil : bac marketing. Action co si possible. Mission : démonstration

de l'entreprise sur copieurs couleur dernière génération. Etude dans l'entreprise préalable à l'exploitation de nouveaux matériels de reprographie. 14942.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : 6 000 F. Profil : bac + 4. Mission : analyse plurisectorielle de résultats de chiffres d'affaires produits/marchés/clients. 14941.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 1 500 F + %. Profil : bac + 2 marketing vente. Mission : développement du service par actions de marketing auprès des sociétés. 14945.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois mini. Ind. : commission 20 % sur contrat obtenu + prime. Profil : bac + 2 ou 3. Mission : commercial très qualifié de service, management d'opérations. 14939.

Lieu : Combs (Anglet). Date : 15 mars. Durée : 4 à 6 mois. Ind. : 5 000 francs/an + prorata. Profil : bac + 2, connaissances anglaises et italiennes, excellent français. Mission : s'occuper de tâches administratives pour assurer la bonne marche du service ainsi que les activités de marketing relatives aux marchés italiens et français. 14947.

Lieu : Pantin. Date : immédiat. Durée : 6 mois et +. Ind. : SMIC. Profil : bac + 2. Mission : assistant de gestion pour le lancement d'une nouvelle division dans la société. 14952.

Commerce

Lieu : Trappes. Date : immédiat. Durée : 5 semaines avec embauche possible. Ind. : 4 000 à 5 000 F. Pro-

fil : bac + 1 véhicule souhaité. Mission : acquérir formation de commercial. 15698.

Vente

Lieu : Europe de l'Est. Date : indéterminée. Durée : 2 mois mini. Ind. : commission. Profil : bac + 1 ou + vente, négociation, communication. Mission : coordination d'une mission de recherche de partenaires étrangers pour une firme française cliente. 16800.

Lieu : Brétigny-sur-Orge. Date : juin. Durée : 2 mois. Ind. : 2 000 F par mois + intéressement. Profil : bac + 2. Véhicule indispensable, expérience du phoning ou vente. Mission : mener une action de marketing direct conception lancement, suivi. 16795.

Lieu : Stèvres. Date : immédiat.

Durée : 5 mois ou +. Ind. : 5 000 F. Profil : bac + 2 BTS action co, connaissance Melros. Mission : suivi et prospection commerciale de grands comptes clients. 16788.

Lieu : Villiers-Saint-Frédéric. Date : immédiat. Durée : 6 mois et +, avec embauche possible. Ind. : à définir. Profil : bac. Mission : chef de rayon bazar, crèmerie, textile. 16784.

Informatique

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois, embauche possible. Ind. : 3 000 F + prime. Profil : bac + 5. Mission : développement d'application conseil en réalisation. 17881.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, DUT électronique. Mission : technicien de maintenance en

micro-informatique ayant expérience IBM. 17856.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois mini. Ind. : 1 500 F par mois. Profil : bac + 2 ou 3. Précision et méthode. Mission : cartographie, recherche opérationnelle sur informatique, saisie. 17870.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac. Mission : commercial, vendeur en boutique micro-informatique grand public. 17855.

Communication

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : 35 F/heure. Profil : bac + 2 éco, gestion, droit et langues. Mission : accueil, orientation et information du public d'affaires vers organismes adaptés. 18822.

Electronique

Lieu : Courbevoie. Date : immédiat. Durée : 6 mois, avec embauche possible. Ind. : à définir + intéressement. Profil : bac + 2 BTS électrotechnique. Mission : technico-commercial sédentaire. 20662.

Lieu : Nanterre. Date : immédiat. Durée : 4 à 6 mois. Ind. : 8 000 F brut. Profil : bac + 5. Mission : électronique de puissance, mise en point alimentaire, découpage. 20661.

Lieu : Issy-les-Moulineaux. Date : immédiat. Durée : 2 mois mini. Ind. : 2 500 F. Profil : bac + 1 ou 2. Mission : montage et tests de micro-ordinateurs. 20663.

Secrétariat

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 3 000 à 3 500 F. Profil : bac + 1/2, BTS, secrétariat, anglais, dactylo. Mission : assurer le secrétariat du chef de produit du marketing santé animale international. 24786.

Lieu : Bourg-la-Reine. Date : immédiat. Durée : 3 mois, embauche possible. Ind. : A définir. Profil : bac + 2, BTS ou équivalent, allemand obligatoire, anglais. Mission : secrétariat trilingue, travail en petite équipe très variée. 24785.

Lieu : Courbevoie. Date : immédiat. Durée : indéterminée, embauche possible. Ind. : à définir. Profil : bac + 2 BTS secrétariat. Mission : secrétaire de direction. 24779.

Lieu : Courbevoie. Date : immédiat. Durée : 6 mois, embauche possible. Ind. : 6 800 F brut. Profil : bac TTX. Mission : correspondant commercial sédentaire, contacts téléphoniques avec clientèle, traitement des commandes. 24782.

Technologie

Lieu : Boulogne. Date : immédiat. Durée : 5 mois. Ind. : 3 000 F. Profil : bac + 1, BEP électronique ou niveau et connaissance en électricité et alarmes sonnées. Mission : travail en atelier et sur site. 22544.

Et de nombreux autres stages sur le 3615 LEMONDE ou sur le 3615 JOBSTAGE. Pour tous renseignements, contactez le CDTE au 47-35-43-43.

Ecole Supérieure des Dirigeants d'Entreprises

3 années d'études générales + 1 année de spécialisation : Création d'Entreprises, Marketing, Finances, Gestion des Ressources Humaines, Communication, Affaires Internationales, Management Industriel, Préparation d'un MBA.

12 mois de stages répartis sur le cycle d'études.

Admission 1^{re} année : Bac + concours. 2^e année : BTS, DUT, DEUG, 3^e année de prépa + concours.

Paris 75196 15, av. de la Gde Armée 41.67.99.00
Lyon 69009 24, av. Jeanne-Marcel 78.54.15.31
Marseille 13006 26-28, cours P. Poyet 51.55.05.48

ESDESUP

LES PETITS BATAILLONS

A toujours évoquer l'internationalisation des carrières, on pourrait croire en passe d'être réalisée, ou en irréalisme essor. Il n'en est pratiquement rien, si, plutôt que de prendre comme à chaque fois l'exemple des « expatriés » français, on regarde du côté de leur double, les « impatriés », pour mesurer le phénomène. Intrinsèquement, les effectifs concernés surprennent, en effet, par leur faiblesse.

Ces « impats », combien sont-ils à travailler en France ? Difficile de le dire avec précision. Entre 5 278 et 26 000, toutes nationalités confondues,

selon que l'on se réfère au chiffre de l'Office des migrations internationales (OMI) ou à celui du ministère du travail. Dans le premier cas, la statistique, datant de 1989, ne tient compte que des travailleurs « permanents », cadres ou techniciens, dont une forte proportion appartiennent aux professions libérales (1 726) ou exercent une activité d'enseignants, voire de chercheurs.

Dans le second, l'évaluation, de 1988, porte sur l'ensemble des 763 000 salariés d'origine étrangère, tous immigrés, dont 3,7 % sont des cadres, présents à dose homéopathique dans les diffé-

rents secteurs de l'industrie, des transports et des services.

Trop large, la fourchette laisse place à une grande variété de situations. Des cadres étrangers « immigrés » peuvent séjourner quelques mois, le temps d'un stage ou d'une mission. Ils peuvent aussi vivre en France plusieurs années, avant de poursuivre leur carrière de « transhumants » dans d'autres pays, un soin de même groupe, un dans d'autres sociétés. Reste enfin le petit bataillon des « intégrés », ceux qui s'installent pour un long bail, parfois définitif, et qui le font sans doute par

gout personnel. C'est dans cette dernière catégorie qu'il faut certainement ranger les 5 278 cadres et techniciens recensés par l'OMI, divisés en petites secousses : 754 Américains, 710 Britanniques, 398 Japonais, 356 Belges, 341 Allemands, 319 Libanais, 285 Italiens, etc.

Population particulière, celle des « impats » finit en fait en fonction des caractéristiques des professions exercées, des stratégies individuelles et plus encore des logiques d'entreprises,

Le syndrome colonial

Ce soir, Yoko et Paki pendent le crémalière dans leur nouvel appartement parisien. Ils ont vendu deux studios à Tokyo pour le financer et c'est pour eux le symbole de leur implantation définitive en France. Le buffet est japonais et Yoko l'a préparé avec l'aide de sa fille de quinze ans, car elle veut lui transmettre les recettes japonaises. « C'est important qu'elle ne se coupe pas d'avec nos coutumes »,

Paki, cadre supérieur, a été envoyé en France par Sony il y a quinze ans, avec sa femme et ses deux enfants. Ils ont habité la Défense. Yoko a appris le français et pris des cours de civilisation à la Sorbonne. Ce n'était pas facile. A force d'effort, elle est devenue guide pour touristes japonais.

Peki, lui, ne s'est pas très bien entendu avec les collègues de son entreprise. Il a démissionné au bout de quelques années et a décidé de se mettre à son compte. Il a créé une petite entreprise de roulements à billes, au daimon fort prospère. Il sourit : « Les Japonais travaillent beaucoup. Je travaille tous les jours, de 7 heures du matin jusqu'à minuit ou 1 heure. C'est un gros avantage sur les Français, qui sont moins sérieux. »

Yoko est devenue interprète, et elle a créé, en collaboration avec son mari, une société de location de limousines, avec chauffeur-guide, pour cadres japonais en déplacement professionnel à Paris. Ils n'ont plus du tout l'intention de rentrer au Japon. « Là-bas, tout est balisé d'avance, il n'y a pas de place pour la fantaisie, pour l'initiative. Nous ne pourrions plus nous y faire. Les Français sont plus ouverts, plus libres. » Ils passent leurs vacances au Japon tous les deux ans pour voir la famille, mais ils sont toujours heureux de rentrer à Paris.

VRAIE PLAISANTERIE. Dick et Melenie, eux, sont Américains. Il est né à Philadelphie, elle dans le Wisconsin. Ils habitent Rembouillet. Il est arrivé un 1^{er} avril en France. Voilà vingt-cinq ans. Avec un

accent charmant, il se souvient : « C'était une vraie plaisanterie, nous ne sommes jamais repartis ». Il dirigeait une banque américaine à Paris.

Quand son entreprise, au bout des quelques années réglementaires, lui a proposé de retourner dans le pays, Dick a eu, dit-il, une vision horrible : « Echanger le vieux bistrot de l'avenue Niel pour les coffee shops le long des autoroutes et abandonner pour toujours les marchés couverts. » Il a hésité, négocié, et en a repris pour cinq ans. « Mais mon boss américain m'a dit : « Je vois, tu es intoxiqué, avec la France ce genre d'accident arrive de temps en temps. »

Melenie tient une rubrique dans un magazine spécialisé d'art floral. Les enfants ont grandi. Une question s'est posée : étudier en France ou aux États-Unis ? « C'était cela qui allait être déterminant pour la suite de notre existence. Notre fils est retourné étudier outre-Atlantique, mais mon patron est mort et je n'avais plus de liens affectifs avec mon entreprise. »

« Depuis quinze ans que j'étais ici, raconte Dick en souriant, on m'avait complètement oublié à Washington. Je me suis fait tout petit, j'ai pris ma retraite le plus vite possible et je vis modestement. » Son fils est médecin à Philadelphie, sa fille a épousé un Français. Dick soupire : « Le jour des élections, je vais au Harry's Bar pour voir, comme ça, comme tous mes compatriotes. Mais nous n'avons plus grand-chose en commun. »

Gilbert ne met pas en avant ses origines allemandes. En fait, il est Sarrois et s'appelle Günther. Il y a vingt ans, une entreprise de travaux publics l'a envoyé dans le Midi. Il est tombé amoureux du Lubéron et d'une ravissante institutrice brune et douce, digna d'un roman de Pagnol. Il a monté une petite entreprise de bâtiment. Allmand ? Français ? Il se dit Européen e comme Goethe. Il est retourné en Allemagne une fois seulement, pour voir tomber le mur de Berlin.

Liliane Delwasse

L'effet d'un séjour en France n'est pas toujours décisif

Travailler dans l'Hexagone n'est ni la meilleure ni la pire des cartes

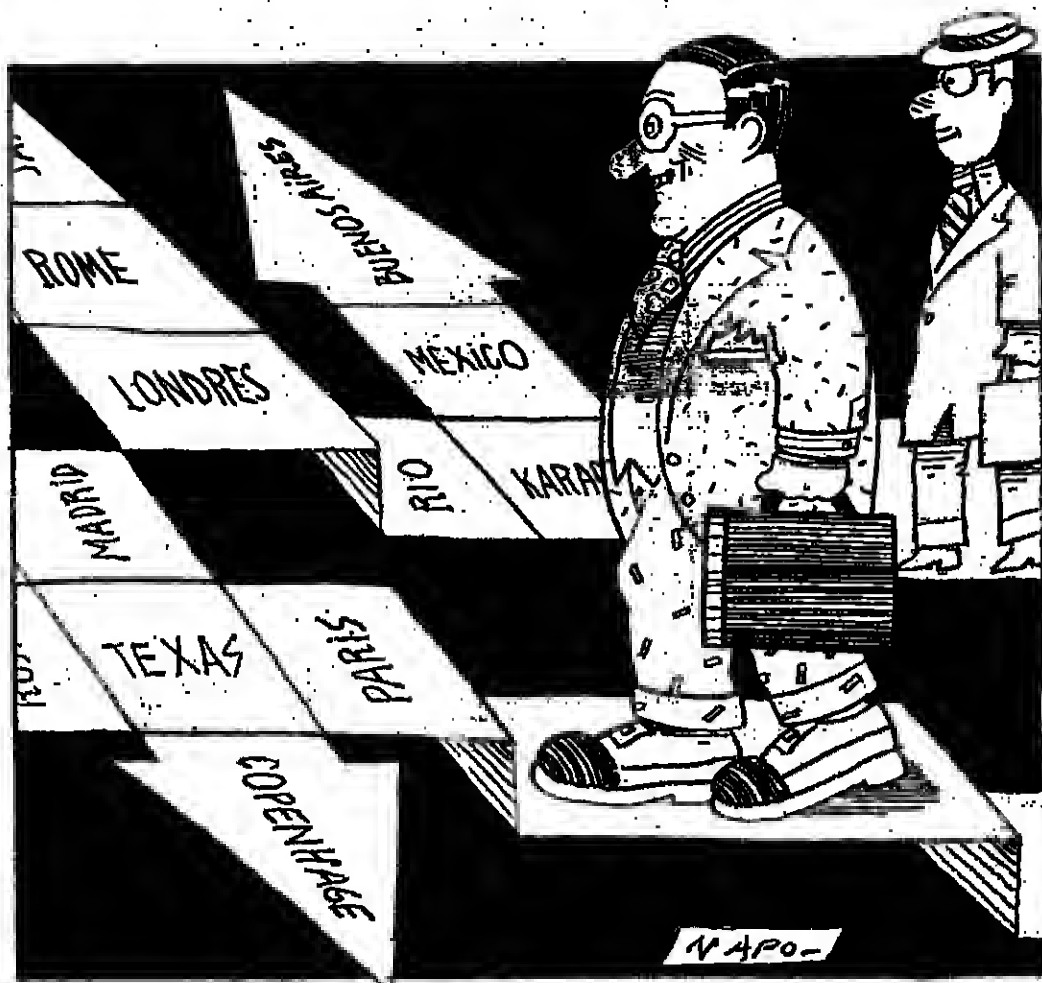
A U risque de choquer le narcissisme des Français, il faut bien l'admettre : travailler quelques années en France, pour un cadre étranger, ce n'est ni meilleur ni pire que d'aller en Grande-Bretagne, en RFA ou en Italie. L'important pour son curriculum vitae, c'est la mobilité. Gustave Langry, PDG d'Europac Research Consultants, et Alain Tanguy, président de Transsearch International, sont formels : le cadre d'avenir, c'est l'homme « polyvalent », l'euromanager.

Un jugement que confirme Roberto Urrutia, un cadre espagnol en poste à Paris, au siège européen d'une société américaine du secteur chimique, après avoir travaillé en Espagne et aux États-Unis. « Mon entreprise est en pleine expansion : elle achète des usines partout. Moi, à chaque fois que je bouge, j'ai une promotion. »

En matière de déroulement de carrière, rien n'est vraiment simple. Deux expériences, en apparence identiques, peuvent se concrétiser différemment, au retour dans le « pays d'origine ». Ainsi, dans l'entreprise de Roberto Urrutia, le cabinet spécialisé dans la fiscalité internationale, le cabinet Moret, membre du groupe Ernst and Young, il est détaché un an plus tard à Paris. « Dans cette opération, j'ai obtenu un peu plus de responsabilités et une augmentation salariale raisonnable. » Son retour est retourné aux Pays-Bas chez Moret, dans deux ou trois ans, pour y devenir associé. « Évidemment, convient-il, on ne sait jamais ce qui peut se passer, a priori, mon séjour à Paris devrait me permettre de gagner un ou deux ans. L'important, c'est de garder contact avec son cabinet d'origine. »

ENRICHISSEMENT PROFESSIONNEL. Daria Langosco est rentrée en Italie en 1988, après avoir passé dix ans à Paris chez Ernst and Young également. Son bilan est mitigé : « J'ai bénéficié d'un enrichissement professionnel, certes, mais guère plus. » Depuis son retour, en effet, elle est devenue l'interlocuteur privilégié des Français au sein de son cabinet. Mais sa carrière stagne. « A Paris, j'étais toujours, j'espérais devenir associée. Mais les associations ont été bloquées pendant quelque temps en Italie. Maintenant, j'attends mon tour. »

Le conjoint de Daria Langosco, Duccio Alberti, a, quant à lui, suivi une trajectoire plus favorable. Son premier poste d'ingénieur, il l'a décroché en France, où « les salaires des ingénieurs



débuts sont plus intéressants qu'en Italie ». Après cinq ans chez Du Pont de Nemours à Paris, au service commercial, il prend du galon chez General Electric. Au bout de dix-huit mois, la firme cherche un Français ou « assimilé français » pour son siège social européen aux Pays-Bas.

Duccio Alberti restera un peu plus de trois ans aux Pays-Bas, où il sera directement rattaché à la direction générale. Lorsque se pose la question du retour au pays, le groupe Pirelli lui propose un poste de directeur commercial. Ses séjours en France et aux Pays-Bas ont-ils été un accélérateur de carrière ? « Si l'on considère que les collègues de même niveau que moi chez Pirelli avaient, en moyenne, cinq à sept années de plus que moi, analysé-til, on peut penser que oui. » En février, Duccio Alberti a pris un nouveau virage. Fort de son expé-

rience professionnelle et de sa carrière européenne, il est entré comme « executive search » (chasseur de têtes) chez Egon Zandber. Qu'en est-il pour les Américains ? Claudia Dobkin, responsable communications marketing au sein de la cellule internationale de Bull, est pleine d'optimisme : « Je pense que, lorsque j'aurai cinq ou six ans d'expérience dans le domaine de la communication dans un pays étranger, au sein d'une équipe internationale, je pourrais briguer, au retour, un poste de responsable de la communication. Il faudra sans doute que je me batte, mais je pense que c'est possible. » En fait, résume Kevin Donovan, cadre dans la filiale française d'une société informatique américaine, « faire un séjour en France, c'est un atout, mais ce n'est pas un facteur décisif. »

Il faut parfois se méfier des évi-

denes. Alain Joly en sait quelque chose. Béninois, il a tenté un retour au pays, après avoir exercé dans l'informatique en France. « Au Bénin, j'étais théoriquement numéro deux dans un office semi-public. En fait, je n'avais aucun pouvoir de décision ; on me faisait faire un travail de comptable. En Afrique, c'est le numéro un qui a tout le pouvoir, que ce soit le chef d'entreprise ou l'homme politique. » Dégoûté, Alain Joly repasse la France. Il travaille aujourd'hui au service formation d'une grande société informatique. « Si je retourne un jour en Afrique, je n'ai plus travaillé dans l'informatique : ce n'est pas là qu'on peut faire carrière. Là-bas, l'avenir est aux gestionnaires. »

Catherine Leroy

Quand la « tribu du monde » se met sur la même longueur d'onde

L'essentiel dans une entreprise est de bien communiquer, indépendamment du comment et des ... nationalités

L'HISTOIRE est savoureuse. A l'issue d'une réunion d'un comité de direction, on a demandé aux participants franco-allemands si des décisions venaient d'être prises : tous les Français présents ont répondu « oui », tous les Allemands ont répondu « non ». A aucun moment, le directeur français n'avait, en effet, jugé bon de récapituler ce qu'il avait décidé. Les Français l'avaient compris à demi-mot, pas les Allemands... C'est dire si, dans certaines circonstances, la communication entre nationalités différentes peut se révéler délicate au sein d'un même groupe.

Foeder une culture commune permettant aux salariés d'une même société d'échanger, en passant outre les barrières de langues et de traditions nationales, c'est

toutefois pas une mince affaire. Car il ne s'agit pas, selon Dominique Hoestlandt, directeur du développement social de Lafarge-Coppée, de « se faire plaisir » en mettant en relations internationales des salariés qui ne travaillent jamais que localement. « Nos besoins en cadres internationaux sont limités, car la vente de produits d'assurance reste encore exclusivement nationale », reconnaît Yves Mansion, directeur général des ACF, une société qui réalise pourtant le tiers de son chiffre d'affaires à l'étranger.

« Le plus important, estime Dominique Hoestlandt, est de savoir décrypter l'autre, au moment et au niveau où la communication a besoin de passer. » D'une façon générale, cette communication n'a besoin de diffuser dans une multinationale qu'à trois niveaux : les

rapports fournisseurs-clients internes, qui se contentent d'un bage linguistique minimal ; l'expertise, dont le jargon est, somme toute universel ; et le niveau de la stratégie, qui exige, en revanche, une parfaite compréhension entre les cadres dirigeants. Dans un marché mondial où chacun ne peut détenir qu'une parcelle de la réalité, il devient impératif, selon Dominique Hoestlandt, de créer « une complicité nouvelle, cette histoire commune » sur la base de laquelle ces cadres internationaux pourront communiquer.

INTENSE COMPÉTITION. C'est pourquoi Lafarge-Coppée a inauguré, l'an dernier, un nouveau stage, le Programme international de leadership (PIL), qui s'adresse aux cadres installés aux quelque deux cent cinquante postes-dés du groupe disséminés dans le monde. Une vingtaine d'entre-

eux (Français, Américains et Canadiens) ont participé à cette première édition organisée sur deux sessions de huit jours. Seize jours durant, ces cadres, confinés et soumis à un rythme épouissant, ont bien dû se découvrir les uns les autres, à force de jouer, de s'interroger sur eux-mêmes et sur le groupe.

Une expérience qui n'est pas sans rappeler celle vécue par les ingénieurs de Schlumberger dans l'une des six écoles de la société. De redoutables creusets au sein desquels ces jeunes diplômés des meilleures écoles de leurs pays respectifs, âgés pour la plupart de moins de vingt-cinq ans, sont « fondus » ensemble durant quatorze semaines d'intense compétition (le Monde du 29 juin 1990). Quand ils ont décroché leur passeport, c'est Schlumberger, et ces jeunes n'intègrent plus seulement un bou-

lot, mais un mode de vie », explique Adil Toubia, lui-même ingénieur soudanais. Au point que les membres de cette « tribu du monde » se définissent davantage par rapport aux postes qu'ils ont successivement occupés, qu'en fonction de leur nationalité. Ce même creuset pour tous se justifie dans un groupe qui, sur la scène mondiale, a choisi de se décentraliser à l'extrême : chaque ingénieur est, sur le terrain, seul responsable des mesures qu'il effectue, pour le compte de ses clients, dans les puits de forage de meillures écoles de leurs pays respectifs, âgés pour la plupart de moins de vingt-cinq ans, sont « fondus » ensemble durant quatorze semaines d'intense compétition (le Monde du 29 juin 1990). Quand ils ont décroché leur passeport, c'est Schlumberger, et ces jeunes n'intègrent plus seulement un bou-

lot, mais un mode de vie », explique Adil Toubia, lui-même ingénieur soudanais. Au point que les membres de cette « tribu du monde » se définissent davantage par rapport aux postes qu'ils ont successivement occupés, qu'en fonction de leur nationalité. Ce même creuset pour tous se justifie dans un groupe qui, sur la scène mondiale, a choisi de se décentraliser à l'extrême : chaque ingénieur est, sur le terrain, seul responsable des mesures qu'il effectue, pour le compte de ses clients, dans les puits de forage de meillures écoles de leurs pays respectifs, âgés pour la plupart de moins de vingt-cinq ans, sont « fondus » ensemble durant quatorze semaines d'intense compétition (le Monde du 29 juin 1990). Quand ils ont décroché leur passeport, c'est Schlumberger, et ces jeunes n'intègrent plus seulement un bou-

lot, mais un mode de vie », explique Adil Toubia, lui-même ingénieur soudanais. Au point que les membres de cette « tribu du monde » se définissent davantage par rapport aux postes qu'ils ont successivement occupés, qu'en fonction de leur nationalité. Ce même creuset pour tous se justifie dans un groupe qui, sur la scène mondiale, a choisi de se décentraliser à l'extrême : chaque ingénieur est, sur le terrain, seul responsable des mesures qu'il effectue, pour le compte de ses clients, dans les puits de forage de meillures écoles de leurs pays respectifs, âgés pour la plupart de moins de vingt-cinq ans, sont « fondus » ensemble durant quatorze semaines d'intense compétition (le Monde du 29 juin 1990). Quand ils ont décroché leur passeport, c'est Schlumberger, et ces jeunes n'intègrent plus seulement un bou-

Volérie Devillechabrolle

DES « IMPAT

Une gestion

«J

Les maisons mères

S

هَذَا مِنْ أَصْلِهِ

Journal de la semaine

DES « IMPATRIÉS »

multinationales, françaises ou filiales étrangères implantées en France. Par exemple, les sociétés qui, pour l'essentiel, sont situées dans l'activité de consultant, descendent à l'origine de la CEE, de l'Amérique du Nord ou de l'Extrême-Orient sont presque exclusivement des cadres.

Il y a aussi en France comme ils l'ont ailleurs, réalisant un passage obligé dans un parcours international, où, « managers » à haut potentiel, interculturels, ils ne font que poursuivre leur trajectoire. A moins qu'ils ne soient saisis par le « syndrome colonial » et incapables de quitter un

pays qu'ils ont appris à aimer, ils n'auront fait qu'une expérience de plus. Rares en effet sont les sociétés qui, pour l'essentiel, descendent à l'origine de la CEE, de l'Amérique du Nord ou de l'Extrême-Orient sont presque exclusivement des cadres.

Dès lors, plusieurs techniques se font jour, qui correspondent à la nature de la société qui emploie de tels « migrants ». On s'en servira, comme dans les sociétés de services informatiques, pour préparer le cadre étranger, appelé temporairement à travailler en France, à appliquer le savoir-faire du groupe dans la filiale du pays dont il

est originaire. Parce que, dans le monde entier, on vend le même produit et que l'on occupe sur le marché une position dominante, on voudra devenir multinationale, parce que la « nationalité d'entreprise » ou la « culture d'entreprise » est censée améliorer l'appartenance nationale. Alléluia, on mettra l'accent sur les besoins de formation ou sur le désir de mêler les équipes.

Mais il apparaît aussi que certains métiers, et nombre de groupes, ne ressentent pas la nécessité de s'internationaliser à l'extrême, ou qu'ils en sont revenus. Même vendus dans le monde entier, des produits doivent s'adapter aux contingences

locales. Dans une grosse filiale étrangère, ou dans un groupe que l'on vient d'acquérir, il vaut parfois mieux laisser des « autochtones » diriger les affaires, qu'à expédier une petite équipe fidèle pour les contrôler. Ce qui fait maintenant des sociétés françaises. Et ce qui expliquerait également que, au-delà des effets de mode, l'« impatriation », plus encore que l'« expatriation », ne touche qu'une minorité. Une élite, utilisée dans des buts bien précis.

Alain Lebarbe

Une gestion sociale qui s'élabore

La Compagnie générale d'informatique et Price-Waterhouse France sont devenus des spécialistes

« J'ai mis six semaines pour trouver un appartement à Paris. C'est le seul problème que j'ai eu en France. Pour le reste, ma motivation essentielle a été de découvrir l'Europe. » Ainsi s'exprime, en bon français, Hemant Lakhani, A vingt-trois ans, ce jeune Américain diplômé en ingénierie spatiale du MIT (Massachusetts Institute of Technology) de Boston, formé au Jet Propulsion Laboratory (JPL) de la NASA, est venu rejoindre les 3 000 personnes de la Compagnie générale d'informatique (CGI), l'une des plus anciennes sociétés de services françaises couvrant les métiers du conseil et de l'ingénierie.

« Le but de ce type de recrutement à l'international est de former les cadres étrangers à nos méthodes et techniques », commente Jean-Luc Figeat, directeur d'études de la compagnie, en charge du recrutement, de la formation et du suivi des carrières du groupe. Un groupe qui a la volonté de réaliser en 1992 plus de 50 % de son chiffre d'affaires à l'international. Une croissance externe qui, en bonne logique, conduit la société à rechercher des compétences hors des frontières.

« Notre stratégie est de faire évoluer nos jeunes diplômés étrangers ou sein de la CGI afin de créer une véritable homogénéité du tissu humain. Cette politique a été amorcée il y a deux ans, au départ avec des ressortissants espagnols, américains et britanniques. Nous allons poursuivre avec l'Italie. Il est clair que le but recherché est qu'ils pilotent l'une de nos filiales une fois retournés dans leur pays d'origine. »

Toujours selon la CGI, ce brassage des compétences, dans une société de services qui a une « réelle » vocation internationale, a un effet très positif sur l'esprit d'ouverture des cadres français, de même que sur le turnover. Celui-ci ne dépasserait pas les 8 %, phénomène rare dans les sociétés de services informatiques. Même si le logement reste une des questions les plus difficiles à résoudre : « Il est absurde de demander un bail, s'exclame le directeur de la CGI. Une agence immobilière a même refusé que la société se porte caution. Elle a exigé que je le fasse en mon nom personnel. »

CHARITÉ ÉLITISTE. Chez Price-Waterhouse, cabinet international de consultants, présent dans cent vingt pays, on parle de « transhu-

mance » à propos des programmes d'échanges. « Il s'agit bien d'une volonté mondiale de la firme de les organiser », dit Jean-Emmanuel Combes, directeur des ressources humaines.

Ces programmes sont l'objet d'une charte, une manière de ritualiser l'échange, comme on le reconnaît, laquelle concerne les seniors (deux à trois ans d'expérience), les managers (cinq ans d'expérience) et les associés (parfois dix). Ces derniers étant les « high fliers » (haut potentiel ou personnel de « haute volée ») de la firme à qui sont confiés le plus souvent les programmes de développement de clientèle.

« Nous avons de véritables spécialistes des échanges. A la limite, cela devient un métier », explique Jean-Emmanuel Combes qui, dans ses attributions, s'est fait une spécialité sur l'art et la manière d'assurer l'insertion des étrangers en France. Son expérience lui a permis d'élaborer un certain nombre de règles. Ainsi, le cadre étranger et sa famille doivent être au préalable dûment avertis des conditions de vie comme de travail en France. « Pas question d'enjoliver le tableau. Ce serait une erreur grave. L'information doit être objective. »

Le niveau de vie d'origine, qui

peut dépasser de trois à quatre fois le niveau de salaire français, pour un manager américain par exemple, se doit d'être garanti. C'est un spécialiste de l'expatriation qui est chargé de ces explications. Il se sera également assuré du niveau linguistique correct du futur expatrié. L'accueil en France est réalisé par un « host manager ». Il a pour charge d'éviter le « différentiel de sociabilité », en clair, de veiller à la bonne insertion du cadre - la France est volontiers considérée comme « fermée » par les Anglo-Saxons -, de même à ce qu'il ne souffre pas de « frustration technique » que favorise la tendance à conceptualiser des Français.

Enfin, Price-Waterhouse veillera particulièrement à ce que les liens ne soient pas coupés entre l'expatrié et son pays d'origine, afin d'assurer, notamment, les conditions de son retour. Une attention toute particulière sera également accordée au conjoint. Last but not least, « Comment faire accepter ces avantages apparents aux cadres français », se préoccupe Jean-Emmanuel Combes. Une question qui fait aussi partie du programme.

Jean Monquart

Sacrifices et mirages

L'un vient du Brésil, l'autre de Norvège et le troisième de Grande-Bretagne. Expériences et regards croisés

LS resteront deux ou trois ans en France avant de repartir vers de nouvelles aventures. Quelle destination ? Ils l'ignorent encore et cela ne les préoccupe guère. Car aujourd'hui, leur pari est de bien s'intégrer à la France. Apprendre notre langue aura été la première épreuve, la plus difficile. Dans les réunions où, spécialité, semble-t-il, bien de chez nous, tout le monde s'approche la parole, il leur a fallu s'imposer, convaincre vite et bien. Ils ont joué le jeu, sans demander de faveur.

« Si on fait attention à mes difficultés d'expression, j'apprends plus lentement », constate Inge-Leiv Rylandsbøl, le Norvégien. Et cela risque de me mettre à l'écart. Dans son pays, il était adjoint au responsable financier de la filiale d'un groupe pétrolier français. A Paris, il occupe le même poste mais au siège du groupe, et à la direction Afrique. Passage obligé avant d'aller dans d'autres filiales, « pour bien connaître les responsables et la culture de l'entreprise ». Pour perfectionner son français, il suit des cours et remplace la lecture, sur tout le week-end. « Mais je me demande si la télé est un bon exercice. J'ai constaté que le lundi, je parle moins bien le français que le vendredi. »

INDISCIPLINÉS. Autre laogue, autres mœurs aussi. Gareth Benon, le Britannique, était à Londres, responsable Recherche et Développement, pour l'Europe, d'une filiale d'un groupe chimique international. Aujourd'hui, il est directeur du marketing de la filiale française. Avec humour, il observe qu'en plus d'être indisciplinés en réunion, les Français sont peu ponctuels. « Chez nous, quand une réunion est fixée à 9 heures, elle commence à 9 heures pile, avec un ordre du jour précis et à 9 h 45, c'est terminé. Ici, on dit : on va commencer vers 9 h 30... »

Gareth s'est adapté. « Quand on vient en France, il faut se dire : je suis Français. Sinon, cela ne

marque pas ». En réalité, Gareth l'avoue, un peu par bonté, il ne se sent ni Français ni même Britannique. « Je suis Gallois dans un grand pays, l'Europe. » Il a saisi l'opportunité d'un poste en France pour vivre, plus au cœur de l'Europe, les grands bouleversements qui se dessinent dans l'industrie pharmaceutique à l'horizon 1993. Pour Gareth, comme pour Inge-Leiv, l'expatriation a impliqué des sacrifices : chacun a laissé au pays son épouse qui ne pouvait quitter son emploi et deux enfants devant poursuivre leur scolarité.

La situation est-elle plus simple pour Divanagilo De Jesus, le Brésilien, qui est venu en France avec son épouse ? Pas sûr. Pour suivre son mari, Paola a abandonné son poste de chef de produits dans la filiale brésilienne d'une grande entreprise française. Son employeur lui avait laissé espérer une possibilité au siège parisien. Un mirage. Un an et demi après son arrivée, elle cherche toujours un emploi. Pour occuper ses journées, elle suit des cours d'escrime et sa participation au championnat du monde en juin lui permet de tenir. Mais après ? Aucun regret cependant. Tous deux valent l'environnement de style de vie.

A São Paulo, son mari, brésilien d'origine italienne, était directeur commercial de la filiale d'un grand groupe chimique français. A Paris, le voilà chef de produits pour l'Europe. « Une promotion ». Son expérience lui ouvrira ensuite d'intéressants débouchés à l'étranger ou bien au Brésil. « Tout dépendra des opportunités de postes mais aussi des conditions financières. Avec ce que je gagnais au Brésil, on vivait mieux qu'en France. Par contre, les méthodes de travail sont presque les mêmes car il y a beaucoup de sociétés étrangères là-bas. Une différence de taille cependant. Les Parisiens sont trop stressés. Ils ont peu de temps à consacrer à leurs interlocuteurs ou du moins ils le croient. Ils ne regardent même pas les yeux des autres. »

Francesca Alzicovici

Les maisons mères couvent leurs hauts potentiels

Pour les entreprises françaises, le passage au siège d'un cadre dirigeant étranger peut être un atout

Si les entreprises françaises se montrent généralement loquaces à l'égard de leur politique à l'égard des cadres expatriés, elles évitent beaucoup plus rarement la situation des cadres étrangers qu'elles font venir. La raison unanimement évoquée est qu'il s'agit d'un « même phénomène ».

« Pour nos cadres étrangers, affirme-t-on, venir en France est une forme d'expatriation semblable à toutes les autres. »

Ainsi donc venir travailler quelque temps si près du pouvoir n'aurait pas plus d'incidence sur la carrière qu'émigrer au fin fond de l'Afrique. Il est permis d'en douter. Même si elles se veulent internationales, les grandes entreprises françaises oublient rarement leurs origines. C'est même là leur principal point commun, tant la politique des groupes hexagonaux dépend de leurs secteurs d'activité et de leur histoire.

Ce n'est évidemment pas un hasard si, dans l'ombre d'entreprises, les cadres étrangers dits à haut potentiel ont tout intérêt à accepter de passer quelques années à Paris et à parler à peu près couramment le français. Ce qui est loin d'être évident. Aiosi, chez CAP-GEMINI-SOGETI (trois salariés en 1987, vingt mille aujourd'hui dont les deux tiers à l'étranger), sur les dix cadres bénéficiant d'un programme spécifique de développement international, six (deux Hollandais, deux Britanniques et deux Suédois) vont passer deux ou trois ans en France.

S'IMPRÉGNER DE LA CULTURE. Phénomène identique chez Paribas, où l'on reconnaît que l'« impatriation » permet de mettre les hauts potentiels en

situation. Mais, dans le monde de la finance, la notion d'expatriation n'a plus de sens à l'interieur des frontières de l'Europe. C'est donc surtout pour s'imprégner de la culture de la banque et apprendre aux cadres à se connaître qu'une trentaine d'étrangers sont actuellement à Paris.

Mais pour cela mieux vaut être en expansion. Si une centaine de détachés travaillent en France pour Bull, les responsables reconnaissent que le coût est élevé, et qu'en période de réduction d'effectifs il n'est pas facile de leur trouver un poste ni de les faire accepter par le secteur d'accueil. Comme beaucoup d'entreprises, Bull développe surtout les échanges internationaux moins longs et moins coûteux, et recrute directement en France des cadres d'origine étrangère (plus de 10 % des embauches l'an dernier).

L'Air liquide, qui avoue avoir longtemps été par ethnocentrisme, adopte aujourd'hui une politique inverse. Les filiales sont la plupart du temps dirigées par des managers locaux, mais ceux-ci doivent presque obligatoirement faire leurs preuves au siège pour « acquiescer à la nationalité Air liquide », selon la formule maison. Outre ses dirigeants, une cinquantaine de cadres étrangers travaillent actuellement en France, où ils ont été appelés pour leurs compétences spécifiques.

Certains groupes français commencent en effet à faire preuve de modestie et à admettre que les cadres étrangers peuvent leur apporter un savoir-faire qu'ils n'ont pas. Cette nouvelle façon d'écouter les relations entre la société mère et ses filiales,

termes à combien éloquentes, montre que l'impatriation n'est pas seulement le reflet de l'expatriation. Ainsi, bico que Saint-Gobain ne compte que cent quatre-vingt expatriés, 25 % d'entre eux se trouvent en France à des postes politiques ou techniques.

De même, depuis cinq ans - seulement, - Rhône-Poulenc

compte parmi ses effectifs des expatriés o-o-Français. Actuellement, une cinquantaine d'Américains et une trentaine de Britanniques travaillent en France. Mais si les premiers effectuent des recherches ou gèrent certains produits stratégiques, les seconds ne sont là que pour se former.

Frédéric Lemaître

La fiscalité fait de l'ombre

La France passe avec succès deux examens sur trois quand il s'agit de tester l'accueil fiscal et social qu'elle réserve aux cadres étrangers. Le tableau noir, incontestablement, touche à la fiscalité. Après six mois d'activité dans l'Hexagone - 183 jours précisément - l'« impatrié » devient résident fiscal français et gagne alors la peloton de tête des salariés les plus imposés au sein de la CEE, avec ceux de l'ex-RFA et de l'Italie, dès lors que ses revenus dépassent le barème des 400 000 francs nets annuels.

Pour bénéficier d'une vision générale de la question fiscale, les experts préfèrent raisonner en termes de prélèvement obligatoire qui regroupe à la fois l'IRPP et la cotisation sociale. A 400 000 francs nets annuels, un cadre allemand, britannique ou italien trouve un bénéfice appréciable à travailler en France puis qu'il subira, selon les statistiques des spécialistes fiscaux du CNFP, un taux de prélèvement obligatoire de 30 %, contre 32 % en Allemagne, 34,5 % en Grande-Bretagne et 38,5 % en Italie.

En revanche, la France se montre moins accueillante lorsque les revenus augmentent. Un cadre supérieur étranger en exercice en France qui gagne 800 000 francs nets en versera presque la moitié au fisc (45 %) alors qu'il n'aurait cotisé qu'à hauteur de 37,5 % s'il était installé à Londres.

Les plus malins pourront bénéficier d'un régime fiscal nettement plus favorable s'ils travaillent en France dans un « quartier général », terme légal officiel pour désigner les centres logistiques des sociétés internationales qui ne peuvent fournir que des prestations de services. Une carotte qui permet à certains pays communautaires, dont la France et la Belgique, d'attirer sur leur territoire les sièges sociaux d'entreprises. Mais la règle commune n'est pas là.

SITUATION IDEALE. Les cadres étrangers n'ont pas à recourir à de telles astuces pour s'assurer une retraite dorée après une vie active française. « La situation est idéale », confirme sans hésitation Pierre-Guillaume d'Herbais, président du Comité européen de réflexion sur les

retraites et auteur du récent Mémento des retraites dans la CEE, « que l'on parle d'ailleurs du régime général ou des régimes complémentaires ». Les exemples parlent d'eux-mêmes en effet. Un Hollandais doit cotiser cinquante ans pour réaliser une retraite à taux plein, contre 37,5 ans pour la France. Trente-cinq années suffisent, il est vrai, pour l'Espagne. Si les pays de la CEE se sont mis d'accord pour valider, en matière de retraite, les années passées dans un Etat-membre, certaines contraintes nationales persistent. La France se montre, quoi qu'il en soit, le pays le moins procédurier.

Une bonne réputation, qui suit également l'Hexagone en ce qui concerne les retraites complémentaires. « Les droits sont conservés en valeur », confirme Pierre-Guillaume d'Herbais, et leur portabilité est totale, ce n'est pas le cas partout. Certaines conditions sont étonnantes. Un salarié allemand doit ainsi faire preuve de quinze ans d'ancienneté au sein d'une même entreprise pour voir valider ses droits à la retraite complémentaire. Il est

aussi « assez compliqué » pour un cadre hollandais de rassembler financièrement ses prestations, compte tenu du nombre de régimes payeurs différents. Rien à voir, donc, semble-t-il, avec les services rendus par l'ARRCO ou l'AGIRC, les deux régimes de retraites complémentaires français.

L'« impatrié » retraité aura pu bénéficier tout au long de sa carrière de la Sécurité sociale française. La seconde médaille pour l'Hexagone, à en croire le Centre de sécurité sociale des travailleurs migrants (CSSTM), est la contrepartie offerte à des cotisations élevées par des prestations au-dessus de la moyenne européenne. « En Espagne ou en Grande-Bretagne, explique-t-on au CSSTM, vous devez vous plier aux règles du Service national de santé. Pas de remboursements si vous allez vous faire soigner ailleurs ». Le système français est aussi envié en raison du versement rapide des prestations à un cadre européen et ce, dès son premier jour de travail.

Marie-Béatrice Baudet

Les chantiers-écoles de la formation... « en direct »

La moitié des écoles primaires guadeloupéennes détruites par le cyclone Hugo sont reconstruites par des chômeurs et des jeunes recrutés très peu formés

POINTE-A-PITRE

de notre envoyée spéciale

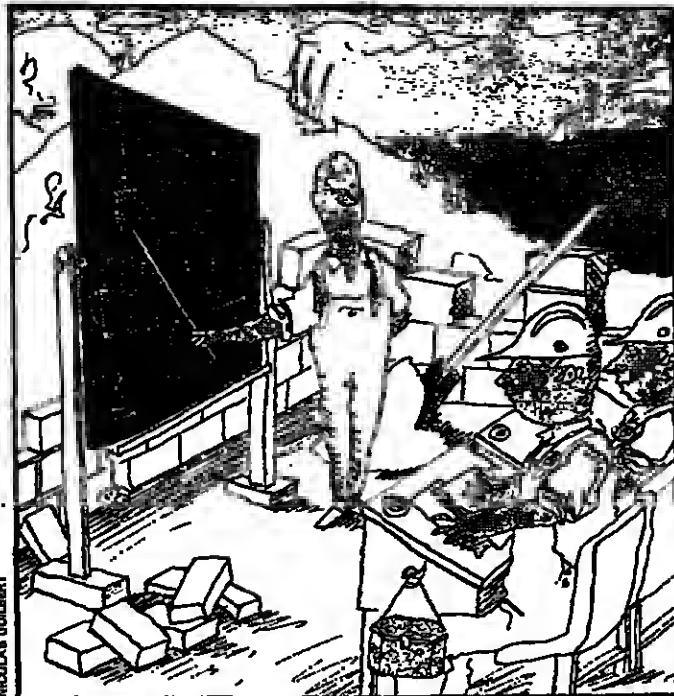
U de l'extérieur, rien ne distingue ce chantier de ceux qui émaillent un peu partout le territoire de la commune de Morue-à-l'Eau, au cœur de la Grande-Terre. Si ce n'est peut-être sa taille, car il s'agit de rebâtir l'école primaire de Pointe-à-Pitre, soufflée lors du passage du terrible cyclone Hugo. Les enfants d'ont, bien sûr, pas attendu pour retourner en classe, éparpillés depuis lors dans des salles de fortune. Ils auraient dû inaugurer leur nouvelle école à la rentrée scolaire de septembre, mais le chantier a pris du retard. Et la vingtaine d'ouvriers présents n'en finissent pas de couler du béton, préparer des coffrages, monter des charpentes.

L'existence même de ce chantier et de sept autres semblables répartis sur l'archipel est pourtant un véritable tour de force. Un an auparavant, ces ouvriers, sans qualification, pointaient au chômage. Du monde du bâtiment, ils ne connaissent rien ou presque, juste ce qu'ils en avaient glané au cours de « coups de main » donnés, au noir, à tel ou tel. Les « chefs de travaux » — en réalité des professeurs patentés de l'enseignement professionnel — n'auraient jamais pensé, on plus, se frotter ainsi aux affres de la réalité. Quant aux cinq jeunes architectes responsables de ces chantiers, ils ont, pour leur part, suspendu leurs études à l'école d'architecture de Saint-Etienne pour venir se dévouer ici avec leur futur lot quotidien.

Car ces drôles de chantiers sont d'abord des centres de formation « en direct ». En direct sur l'utile. Car, tout en construisant ces écoles — cent dix-sept salles de classe au total, soit la moitié du parc d'écoles primaires détruites — les deux cent vingt stagiaires présents, « recrutés, selon un enseignant, dans les fonds de panier de l'ANPE », devraient acquérir une qualification reconnue dans le bâtiment. Et ce, en dépit du scepticisme des professeurs des trois organismes de formation continue (AFPA, GRETA, FORE) qui participent à cette expérience et qui regrettent que « les contraintes de la production n'aient quelque peu emporté sur celles de l'éducation ».

MIEUX ET MOINS CHER. Le président de la fédération guadeloupéenne du bâtiment, René Ruffier, ne s'y est, lui, pas trompé en indiquant qu'il souhaitait embaucher ces stagiaires avant même la fin du chantier. Car, sur le plan de la qualité des travaux et du respect des normes anticycloniques, selon les experts, supérieurs à ce qui se pratique dans la région, et ce pour un coût nettement inférieur : « Les salles de classe fabriquées par les chantiers-écoles nous ont coûté 30 % de moins que celles que nous avions commandées au secteur privé », reconnaît Favrot Davrain, maire de Morue-à-l'Eau. D'autant qu'au regard de l'engorgement du secteur privé du bâtiment seulement la moitié des classes prévues ont commencé de voir le jour.

Tous se félicitent donc aujourd'hui du bien-fondé de cette opération « chantiers-écoles » qui a été montée, en quelques mois, par la mission Formation — dévelop-



pement du ministère du travail. Installée à Lyoo en mars 1989 sous la houlette de l'un des mentors de la formation professionnelle, André Boutin, cette mission a pour vocation de mieux harmoniser la politique de formation continue des demandeurs d'emploi et des salariés avec la situation économique et sociale des DOM-TOM. « Les filières traditionnelles d'enseignement technique, inspirées directement de la situation en métropole ne sont, affirme ainsi Dominique Larifla (PS), président du conseil général,

que des usines à fabriquer des chômeurs, car elles ne correspondent pas à notre réalité. » Il s'agit avant tout de casser les stères préconçus au travail clandestin », renchérit Roseline Eyraud, déléguée régionale à la formation professionnelle de Guadeloupe.

En montant l'opération « chantiers-écoles », « la mission a voulu, explique André Boutin, profiter de l'onde de choc psychologique favorable aux changements générée par le cyclone Hugo, pour monter une opération

de référence. Une opération visant, en quelque sorte, préfigurant la nouvelle orientation de la politique de formation, basée sur une meilleure concertation des différents acteurs : Etat, élus locaux, fédérations professionnelles et centres de formation. A charge pour les trois pilotes du projet sur place — André Accetta, professeur d'architecture à Saint-Etienne, responsable de l'opération, Marc Rigaut, chargé de mettre sur pied les organes de cette concertation, tous deux cooptés de métropole, et Harry Questel, professeur du bâtiment détaché pour assurer la coordination pédagogique de l'ensemble — d'apporter la preuve que cette nouvelle concertation est aussi possible en Guadeloupe.

SCÉPTICISME. Possible ? Peut-être, mais il n'y a pas moins fallu déplacer des montagnes. Tout pour vaincre la résistance de la toute-puissante éducation nationale, peu habituée à mettre ainsi son savoir au service de la production, que pour combattre le scepticisme des élus locaux devant ce nouveau « machisme » administratif. Sans compter qu'il y a encore fallu convaincre les stagiaires des avantages à tirer d'une formation rémunérée à 800 francs par mois, alors qu'en « jobant » c'est-à-dire en travaillant au noir, ils pouvaient gagner le double. Ces derniers n'en ont d'ailleurs été qu'à moitié convaincus, et les formateurs ont dû composer avec un absentéisme journalier frôlant les 40 % de l'effectif.

An moment où les premiers chantiers-écoles touchent à leur fin — les premiers établissements doivent être livrés à Pâques, d'autres embryons de cette concertation se dessinent. Ainsi la

cellule de recherche et d'action du bâtiment (CRAB) a vu le jour, sous la présidence de la fédération du bâtiment, l'une des plus importantes de l'île avec celles de l'agriculture et du commerce. La CRAB a pour mission de définir les besoins en main-d'œuvre qualifiée pour répondre à l'immense demande de construction de logements sociaux générée par le passage d'Hugo et par la relance du programme de réorption des zones d'habitat insalubre, tel Boisard, dans la banlieue de Pointe-à-Pitre, qui détient le triste record du plus grand bidonville de France.

Un autre chantier-école est en projet à La Désirade pour répondre au développement touristique et agricole de cette île qui vient tout juste de recevoir l'eau courante. Quinze stagiaires apprendront ainsi à exploiter une plantation on un élevage, tout en construisant des gîtes ruraux susceptibles de drainer un tourisme vert.

Au niveau départemental, une mission locale vient également d'être installée, sous la houlette du conseil général et des pouvoirs publics, pour sensibiliser les personnes en difficulté à l'existence de « produits » tels que le crédit de formation individualisée, ou animer les nouveaux comités de bassin d'emploi. Et tout ça, les initiatives foisonnent. Reste à savoir si le vent du changement laissé par le cyclone Hugo, sera, cette fois, assez fort pour balayer les pesanteurs et les modes de pensée traditionnels qui empiètent toujours l'archipel.

Valérie Devillechabrolle

Quand un projet de développement dérange...

« C'est un projet de bon sens ». En fidèle partisans d'une économie adaptée au potentiel local, André Accetta est convaincu. L'idée carrossée par l'archipel responsable de l'opération « chantiers-écoles » est d'introduire sur l'île un nouveau mode de fabrication de matériaux de construction à base de tuf, une roche d'origine calcaire, présente en abondance sur Grande-Terre.

Sur le papier, le projet de cet ingénieur, spécialisé dans la recherche sur les matériaux minéraux est tentant. Pourquoi continuer, en effet, d'utiliser dans l'archipel uniquement des matériaux de construction à base de ciment importé, matériau qui, de fait, coûte le double de sa valeur métropolitaine ?

Hélas, rien n'est simple en Guadeloupe, surtout lorsqu'il s'agit d'innover. Ce projet est susceptible de bouleverser les circuits traditionnels. André Accetta vient d'en faire l'amère expérience, l'entreprise intéressée par la réalisation de ces nouveaux parpaings ayant finalement fait marche arrière à l'automne. « Personne sur l'île n'a pu lui fournir des machines adaptées au traitement du tuf », relève aujourd'hui l'ingénieur. Sans compter que, par un malheureux hasard, le prix de la tonne de calcaire a temporairement quadruplé, annulant la rentabilité même de l'opération.

En dépit de cet échec, André Accetta a persisté dans une idée qui, si elle était réalisée, pourrait se révéler justifiée en droits d'auteur. Il a donc déposé une motion encore plus ambitieuse de son projet sur le bureau de la direction

départementale de l'équipement (DDE), puisqu'il s'agit cette fois de monter une association qui contrôlerait tout le processus de la fabrication de ces nouveaux parpaings, depuis l'exploitation en propre d'une carrière de tuf jusqu'à la commercialisation du produit fini.

« Les chantiers-écoles pourraient, selon André Accetta, l'utiliser pour la construction des logements sociaux. » Cette association constituerait, au quelque sorte, l'aboutissement d'un développement autarcique dans la crédibilité serait garantie par l'octroi d'un statut d'intérêt public.

Pour l'heure, l'affaire embarrasse le DDE, qui reste néanmoins convaincu de l'intérêt d'une « filière tuf ». « Le monopole qui régit l'importation de ciment constitue un réel problème dans la mesure où la qualité de ce matériau n'est pas très bonne », reconnaît Francis Audras, spécialiste de la construction à la DDE. « La parpaing de M. Accetta n'est pas encore au point en matière d'étanchéité », fait-il observer avant de s'avouer, sur le fond, « très partagé » sur la suite à donner à ce projet.

« Nous n'aurions, rappelle Francis Audras, aucun moyen de contrôle sur la mise en œuvre de cette innovation. » Sans compter que les constructeurs locaux de béton réfléchissent aussi, pour leur part, à un procédé de fabrication à base de calcaire. Un projet jugé moins perturbateur par les circuits traditionnels...

V. D.

Les cabinets de recrutement à l'usage

Les entreprises confient la sélection des candidats à des consultants. Une enquête par sondage pour le Monde révèle une apparente satisfaction

EN privé, les entreprises ne manquent pas de candidats à l'égard des cabinets de recrutement ou des chasseurs de têtes, parfois accusés des pires maux. Fascinés et souvent séduits, les « chassés » sont également réservés, surtout à l'égard des spécialistes du contact par annonce, à qui ils reprochent un manque de transparence.

Ces griefs n'apparaissent pas, ou seulement d'une manière atténuée, dans l'étude par sondage (1) que le Monde a fait réaliser, en association avec le cabinet Résoudre, par l'agence Jofonction et la société Infotest, auprès des entreprises, grandes ou petites, provinciales ou non, qui ont recours aux cabinets de recrutement ou aux chasseurs de têtes pour effectuer leurs recrutements.

En outre, que les condamnations verbales, pourtant fréquemment entendues, ne reflètent que de brusques réactions de mauvaise humeur ou des excès de défiance, l'opinion des dirigeants semble curieusement nuancée, au vu des résultats. Les réponses à l'enquête montrent les aspects. Mais les personnes interrogées, qui sont les clientes de ces services, que par ailleurs elles décrient, auraient mauvaise grâce à condamner l'usage qu'elles en font, sans se déjuger.

Tout en laissant entrevoir leurs insatisfactions, leurs frustrations et leurs besoins, les responsables des embauches dans les entreprises se montrent à la fois peu sévères sur les prestations fournies dans la réalité et se verraient plus exigeants dans l'idéal. Plus des deux tiers (68 %) estiment que les cabinets auxquels ils s'adressent se comportent comme des partenaires, 21 % comme des fournisseurs et, au pire, 11 % comme de simples intermédiaires. Mais un décalage apparaît. Dans l'absolu, ils souhaiteraient avoir affaire à un enseignant avisé (58 %), à des interlocuteurs représentatifs d'une force de proposition (40 %).

GARANTIE DE RÉSULTATS. Dès lors, les objectifs des clients restent circonscrits et flouement très pragmatiques. Soit, ils réclament une garantie de résultats (à 76 %), exigent des assurances sur la méthode employée et la déontologie des recruteurs professionnels, veulent qu'on leur trouve rapidement des candidats, et ne se soucient qu'ensuite du niveau des honoraires pratiqués. En revanche, ils se préoccupent peu de la connaissance de l'entreprise par le cabinet ou de l'adéquation des personnes sélectionnées au profil du poste.

Ils se contentent donc d'un usage utilitariste, pour la sélection, quand les cabinets prétendent, eux, offrir un service plus complet qui engloberait le conseil en recrutement et l'audit des besoins pour aller vers l'assistance à la gestion des ressources humaines. Peut-il en être autrement ? Les consultants ne sont pas considérés comme des spécialistes du secteur d'activité, à 72 %, à 78 % en province, alors qu'un vaudrait qu'ils le soient, à 56 %. Un petit tiers des entreprises, qui limitent ainsi leurs prétentions, n'ont pas confiance et seraient même déçus.

De ce point de vue, les réponses sont claires. A 53 %, les cabinets ne sont pas jugés capables d'apporter de bons conseils pour l'audit des postes à pourvoir, mais on estime, à 88 %, qu'ils maîtrisent bien l'évaluation des candidats. Leur professionna-

lisme se limite à cela et, d'ailleurs, les trois quarts des entreprises leur font tellement confiance qu'elles s'engagent pas de démarches complémentaires pour vérifier la qualité du choix. Quand elles le font, elles contrôlent les références, disent-elles, plutôt que de se remettre à un examen graphologique.

MOBILITÉ. Cependant, on soupçonne, à 63 %, les cabinets d'être de mauvais conseil pour la rémunération. Dans 95 % des cas, leur intervention a une « légère » ou une « forte » incidence sur les salaires proposés aux candidats, et ce rôle inflationniste est jugé négativement par 80 % des interrogés. L'attitude des candidats eux-mêmes s'en trouve modifiée, qui, à leur tour, font monter les enchères, assurent 84 % des responsables d'entreprise, qui regrettent cette situation, à 62 %.

Les mêmes, pourtant, ne s'inquiètent pas de l'accélération de la mobilité des cadres qui accompagne le développement des cabinets de recrutement. Si 85 % constatent cette conséquence, ils ne sont que 16 % à la déplorer. Les chasseurs de têtes, qui approchent directement un candidat potentiel et donc viennent le déboucher, ne sont pas davantage accusés d'être responsables de l'aggravation du turn-over par 40 % des questionnés, qui paraissent admettre ces pratiques. Une entreprise sur dix seulement (11 %) déclare prendre des précautions pour se protéger contre l'évasion des talents.

JUGE ET PARTIE. D'une façon générale, les appréciations portées sur le profession des cabinets de recrutement sont élogieuses, dans ce contexte. Son apport est « complémentaire », pour 89 %, de l'activité d'un service interne de recrutement. L'image d'un cabinet, selon 77 % des interrogés, intervient pour beaucoup dans la motivation des candidats, et ceux-ci, prétendent 64 % des directeurs de ressources humaines, ne sont ni bon souvenir... quand ils ont été recrutés.

Mais, là encore, comment pourrait-il en être autrement ? Les personnes questionnées ont choisi de

recourir à ces techniques de recrutement et, pour ce faire, ont retenu un ou plusieurs interlocuteurs qu'ils croient être les meilleurs. Ils leur accordent de bonnes notes sur tous les points saillants de leur activité, et particulièrement pour le respect de la confidentialité ou la compréhension de l'entreprise cliente. Ils leur savent gré, à 67 %, de rester neutre dans le choix final du candidat, et donc de ne pas leur imposer de solutions. C'est ainsi qu'ils perçoivent les annonces publiées de toutes les qualités, sans aucun esprit critique, alors que les candidats se montrent plus souvent acerbes pour dénoncer l'ambiguïté du profil du poste, le manque de précision de la mission prévue, et la discrétion à propos de l'identité de l'entreprise qui recrute.

Quant aux évolutions possibles de la profession de recruteur, elles sont peu appréciées par les dirigeants d'entreprise. Si 42 % des questionnés affirment avoir été contactés par des spécialistes du « contingency » — une méthode qui consiste à présenter des candidats potentiels en proposant des listes indifférenciées de curriculum vitae, — 21 % seulement ont donné suite. De même, deux tiers des sondés (67 %) ne veulent pas confier une mission de recrutement à un cabinet qui se chargerait aussi d'un audit des structures de la gestio. Non pas parce que celui-ci serait jugé et partie (10 %), mais parce que les responsables d'entreprise considèrent qu'il ne s'agit pas du même métier.

Ce qui explique sans doute pourquoi les cabinets qui sont dans cette situation prennent actuellement le soin de différencier leurs activités en créant des filiales spécialisées, et autonomes.

Alain Leboucq

(1) L'enquête a été réalisée par téléphone du 3 octobre au 8 novembre 1990 auprès de 201 entreprises, 47 % comptant plus de 1 000 salariés et 77 % étaient établies en région parisienne. Les questionnés étaient les utilisateurs réels des cabinets de recrutement ou des chasseurs de têtes.

ملكا من الأصل

السلامة والبيئة

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

des Cadres

... Le Monde • Mercredi 20 février 1991 VII

en direct

DIRECTEUR REGIONAL

■ Notre groupe représente aujourd'hui 8 Milliards de CA et 35 000 personnes, et notre activité restauration collective nous positionne parmi les leaders mondiaux de ce secteur.

■ Entreprises, établissements scolaires et hospitaliers ; nos domaines d'intervention sont multiples et constituent autant d'opportunités de devenir un véritable entrepreneur.

■ Dans le cadre du fort développement, d'une de nos filiales, nous recherchons un Directeur Régional.

■ Rattaché au Directeur Général et membre du comité de direction, vous prendrez en charge le développement de nos activités restauration collective sur une de nos régions.

■ En véritable manager de centre de profit, vous définirez et piloterez la politique commerciale, superviserez le contrôle budgétaire et animerez vos équipes.

■ A 30/35 ans, votre formation supérieure (ESC, gestion...) ainsi que votre expérience du management et de la gestion vous incitent à exploiter pleinement votre goût des contacts de haut niveau et votre désir d'entreprendre.

■ Pour ce poste basé en province, merci d'adresser CV + lettre manuscrite + prétentions sous réf. LM2DRE à SODEXHO, Brigitte HUG, BP 67, 78185 SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES Cedex.



SODEXHO

Jeune responsable des Relations Humaines

evlan

2,4 Mds de CA,

1 500 personnes, une

expansion constante sur

le marché français avec

ses marques : Evlan, Badiot,

Proté, Athlon, et toujours

en position de leader

mondial de l'exportation

d'eaux minérales.

Au sein de l'équipe de la Direction des Relations Humaines et Sociales, vous accédez rapidement à une responsabilité autonome dans la fonction personnel. Vos missions principales sont le recrutement, la gestion et le développement du personnel du siège (400 personnes).

Vous prenez des initiatives dans la mise en place d'outils destinés à développer les compétences du personnel, dans le conseil et l'assistance auprès des différents chefs de service de l'établissement, dans la gestion des emplois temporaires et l'optimisation de la politique de stages.

Poste tremplin vers de plus larges responsabilités en relations humaines au sein du Groupe BSN, cette mission s'adresse à un jeune diplômé, ESC, IEP, DESS Ressources Humaines... ayant une première expérience de la fonction.

Poste basé à Evlan ; de courts déplacements sont à prévoir. La pratique d'une langue européenne est un plus.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. JBS/3M, à notre conseil INFRAPLAN, 83 boulevard Raspail, 75006 Paris.

BOUQUIN

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

MEMORIAL

CAEN NORMANDIE

Le MEMORIAL est un lieu unique de réflexion individuelle et collective sur l'époque contemporaine, la fragilité des démocraties, la paix et les droits de l'homme. Ouvert en 1988, il a attiré un million de visiteurs venus des cinq continents et recherche aujourd'hui son

DIRECTEUR DES AFFAIRES CULTURELLES

Après du Directeur Général, vous prenez en charge la définition et la mise en oeuvre d'un projet culturel fort. Vous êtes particulièrement chargé du centre de documentation et de sa politique d'acquisition. Vous créez et animez le comité de programmation, vous définissez les projets de recherches en liaison avec le CNRS et les Universités. Responsable de votre budget, vous motivez vos équipes et vous assurez l'interface avec tous les interlocuteurs culturels locaux. Vous suscitez également des échanges avec d'autres lieux en France et dans le monde.

A votre formation d'Universitaire (Agrégation, Doctorat d'Etat, Ecole des Chartes, titre de Conservateur...), vous ajoutez au moins dix années d'animation d'une structure culturelle de renom international, incluant impérativement la supervision d'un centre de conservation d'objets ou de documents. La publication d'ouvrages, comme auteur et comme éditeur, est un atout.



Merci d'adresser votre dossier complet (CV, lettre manuscrite, photo, salaire actuel), à notre Conseil Rémi Aubertin sous référence MC 2 - HERVE LE BAUT CONSULTANTS - 57, rue des Mathurins - 75008 PARIS - Tél. 42 65 38 39.

Spécialiste des études médias : télévision, radio, presse Médiamétrie fait référence dans son univers. Son métier : connaître et mesurer les médias et leur public. Votre métier :

CHARGE D'ETUDES

devenez un réel Responsable de projets

Vous aurez la responsabilité totale et globale d'études ad hoc : analyse, définition, conception, réalisation, organisation, coordination des projets, essentiellement dans le domaine de la télévision. Vous exercerez vos compétences dans une fonction très évolutive.

Vous maîtrisez : les études quantitatives, dans leur méthodologie et leurs techniques (sondage, échantillonnage, gestion de panel, statistiques, interview, etc...)

Vous êtes : diplômé de l'enseignement supérieur et possédez déjà 3 années d'expérience. On vous reconnaît : rigueur scientifique, sérieux, exigence de la précision, initiative, autonomie et capacités d'innovation.

Vous adressez votre CV accompagné d'une lettre manuscrite et de vos prétentions, sous réf. CE4 à FCAM-POS Médiamétrie 55/63 rue Anatole France - 92532 Levallois Cedex.



MEDIAMETRIE

Important Etablissement Financier Paris (Opéra) recherche un(e)

Chargé(e) de Recrutement

Au sein du Service Gestion des Ressources Humaines.

Sa mission :

- assurer en quantité et qualité des recrutements de financiers responsables de clientèle et autres profils et suivi de leur intégration
- rédiger les contrats d'embauche
- participer à l'élaboration du plan média
- participer au développement de l'image de marque de l'établissement auprès des Ecoles, forums, etc...
- traiter les candidatures spontanées.

Son profil :

Psycho prat, DESS de psychologie industrielle ou équivalent. Les contacts permanents avec les directions opérationnelles requièrent une bonne aisance relationnelle.

Pour ce poste, nous demandons une expérience similaire de 2 ans environ.

Des déplacements ponctuels sont à prévoir.

Indiquez votre salaire actuel.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et photo) sous réf. 7243MO à LBW, 30 bis, rue Spontini, 75116 PARIS, qui transmettra.

Ensemble, voir autrement, voir plus loin dans la communication...

Valoriser notre savoir-faire dans nos domaines de compétences, tant en France qu'à l'étranger, et élargir leurs champs d'application, telles sont les ambitions de Gaz de France. Elles nécessitent aujourd'hui un développement de sa dimension internationale. Dans ce cadre, nous recherchons l'équipe presse de notre Délégation à la communication.

Associé à l'ensemble du travail de l'équipe et en cohérence avec la stratégie définie, vous participerez à la conception de nos actions. Vous en animerez la mise en oeuvre dans les pays concernés, en liaison avec les autres Directions de notre entreprise, ses partenaires et ses consultants (notamment agences en charge d'opérations publicitaires, de campagnes de presse, de développement d'image...). Responsable des budgets associés à ces actions, vous interviendrez aussi bien de Paris que sur place. Dans

un environnement de haut niveau, vous travaillerez en liaison avec la Présidence et la Direction générale de GDF.

A 30/35 ans et de formation supérieure, vous avez acquis une expérience de communication institutionnelle et, si possible en "produits", au sein de la Direction de la communication d'une grande entreprise. La pratique de plusieurs langues (anglais indispensable), votre dynamisme, votre implication, votre disponibilité et votre esprit d'équipe seront des atouts d'importance pour réussir dans cette mission.

Poste basé à Paris avec des déplacements à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature (CV et lettre de motivation) sous référence M/1202, à Franck Fournol, Département recrutement d'EDF et GDF, 16 rue de Monceau, 75383 Paris Cedex 08

ATTACHÉ

DE PRESSE

À L'INTERNATIONAL

Gaz de France

Responsable Ressources Humaines

Valeo

La Branche Eclairage-Signalisation recherche pour son usine d'Evreux (21) (500 personnes) son Responsable Ressources Humaines. Il aura pour mission le développement des Ressources Humaines (formation-communication-recrutement) dans un site en évolution (mise en place de nouvelles organisations de production).

Praticien du droit social et de la micro-informatique, il assurera également la gestion administrative de la fonction (paie et reporting).

Agé d'une trentaine d'années, diplômé (DESS, Ecole de Commerce ou Sciences Po), le candidat aura une expérience probante de la fonction en milieu industriel.

Autonome et diplomate, il saura s'intégrer à une équipe et faire preuve de la créativité nécessaire à sa mission.

Merci d'adresser C.V. complet, lettre manuscrite sous réf. 237 A à notre Conseil NINJA - 30, rue du Faubourg Montmartre - 75008 PARIS.

Le Groupe Valeo, par ses réalisations, son potentiel technologique, son implantation internationale, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobiles et véhicules industriels dans le monde. Valeo compte plus de 30 000 personnes réparties en dix branches d'activité. Le Groupe dispose de plus de 80 usines ou centres de recherche et réalise un chiffre d'affaires de 80 milliards de francs, dont plus de la moitié hors de France.

Valeo
L'EQUIPEMENT
AUTOMOBILE

L'Agence Nationale pour la Création et le Développement des Nouvelles Entreprises recherche un

CHARGÉ D'ETUDES (H/F)
ÉCONOMISTE DE L'ENTREPRISE

Niveau 3^e cycle - Expérience indispensable de la conduite d'études

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à François TEYSSIER ANCE, 142, rue du Bac - 75007 Paris

RECHERCHE DE CADRES ET DIRIGEANTS (H/F) Aix-en-Provence

PA Consulting Group, leader parmi les sociétés internationales de Conseil en Management et Technologie, avec 1,8 milliard de francs de chiffre d'affaires et 2.500 personnes, opère dans le monde entier à partir de ses 80 bureaux implantés dans 20 pays. La progression que nous connaissons en France, entre autres dans le domaine des Ressources Humaines, nous conduit à rechercher un consultant pour la Direction méditerranéenne basée à Aix-en-Provence. Il mènera de manière autonome des missions de recrutement et

sera responsable d'un portefeuille de clients qu'il gèrera et développera. Agé d'au moins 30 ans, le candidat retenu sera diplômé de l'enseignement supérieur et déjà doté d'une expérience en recrutement acquise en entreprise ou en cabinet. La maîtrise de l'anglais est nécessaire. Ecrire à H. MICHERON en précisant la référence A/063M - PA Consulting Group - 11, cours Gambetta - 13100 AIX-EN-PROVENCE - Tél. 42.21.12.72. (PA Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting Group
Creating Business Advantage

ADJOINT DU DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES

Filiale de Ferruzzi, l'un des plus importants groupes agro-industriels, CERESTAR est avec une part de marché de 35 %, le leader européen dans le domaine des produits amylopectés. CERESTAR France (1,5 milliard de francs - 580 personnes) recherche l'adjoint de son directeur des ressources humaines afin de poursuivre la politique active menée depuis plusieurs années dans la gestion et le développement de son potentiel humain. Dans le cadre de sa mission, il définit et met en place une gestion prévisionnelle des emplois, contribue au développement d'un système d'appréciation du personnel, est responsable de la formation et prend progressivement en charge tous les aspects de la fonction. Ce poste qui infère à

moyen terme une évolution vers une véritable direction des ressources humaines s'adresse à un candidat âgé d'au moins 30 ans, de formation supérieure (ESIC complétée par un troisième cycle en gestion de personnel) parlant anglais et possédant une première expérience réussie de la fonction personnel en milieu industriel. La pratique de l'informatique est indispensable. Basé en métropole lilloise, le poste suppose des déplacements ponctuels en région parisienne et vers les autres implantations européennes du groupe. Ecrire à Frédéric CHEMARIN, en précisant la référence A/S8650M - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.38. (PA Minitel 36.15 code PA)

Cerestar
Gruppo Ferruzzi

PA Consulting Group
Creating Business Advantage

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Le candidat retenu inspirera et animera, sous l'autorité du Directeur Territorial, l'ensemble des politiques administratives, de Gestion et relationnelles de la Direction (Comptabilité-Finances, Personnel, Juridique, Communication-Relativité). Il sera issu de préférence d'une Ecole d'Ingénieur (une double formation Ingénieur + ISA par exemple serait appréciée). Plusieurs années d'expérience réussie dans une fonction semblable sont nécessaires.

Le poste est basé à LYON.

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions à

JEAN LEFEBVRE
TRAVAILLE POUR VOUS

C. TRANIER - Directeur du Personnel
11 Bd Jean Mermoz - 92201 NEUILLY-SUR-SEINE

RESPONSABLE de la COMMUNICATION (H/F)

Une Société de Promotion Immobilière de premier plan faisant partie du Groupe Caisse des Dépôts et spécialiste dans l'immobilier d'entreprises, recherche pour son département "Bureaux" le Responsable de la Communication d'une opération de dimension internationale.

En liaison avec le Directeur du Département, et dans le cadre d'un budget, vous assurez toutes opérations de promotion et de relations extérieures: contacts avec la presse et interlocuteurs divers de haut niveau, revues de presse et rédaction de dossiers, mise en forme et suivi de la réalisation de plaquettes de prestige, organisation de réceptions, cocktails, tenue d'une photothèque. Vous avez au moins 28 ans, une formation supérieure (IEP, Architecture, Lettres, Langues...) et parlez anglais. Votre expérience de quelques années a été acquise de préférence, dans l'immobilier, l'urbanisme, la promotion-construction. Ce poste, très ouvert sur l'extérieur, basé à Paris, implique des horaires chargés et quelques déplacements.

Ecrire sous Référence 1333 M à :

GRH Conseils

Discretion assurée.

43, rue de la Brèche-aux-Loups - 75012 PARIS

Le Conseil Général, la Ville de Perpignan et la C.C.I. de Perpignan et des Pyrénées-Orientales recherchent pour leur

CENTRE D'ACCUEIL ET DE PROMOTION DES ENTREPRISES leur

DIRECTEUR

350/400 KF PERPIGNAN

PROFIL :
H/F - Agé de 30 à 40 ans environ, vous êtes de formation supérieure type Ecole de Commerce, Sciences Po. ou grande école d'ingénieur + formation marketing/vente.

Vous avez une bonne expérience en entreprise (du secteur industriel ou bancaire) et êtes familiarisé avec le montage de dossiers d'investissement. Votre tempérament de vendeur et votre capacité de dialogue vous permettront de réussir dans cette mission. Vous parlez l'anglais couramment, l'espagnol, et si possible, l'allemand.

MISSION :
Vous serez chargé principalement de la prospection et de la recherche d'investisseurs en France et à l'étranger aidé par les banques d'affaires, la D.A.T.A.R. et les missions économiques à l'étranger. Vous accueillerez les investisseurs et leur faciliterez les contacts avec les opérateurs du Département et de la région, ainsi que le montage financier de leurs dossiers.

Merci d'adresser CV + lettre manuscrite + photo à :
M. FRACHON - PROFESSIONS TOURISME
35, avenue de l'Opéra - 75002 PARIS,
qui traitera votre candidature en toute confidentialité.

Consultant Ingénieur Grande Ecole

Conseil en Management, notre objectif de croissance nous amène à étoffer notre équipe de Consultants.

Vous deviendrez expert dans le domaine de l'organisation et de la gestion industrielle : production, logistique, maintenance, systèmes d'information.

Vous saurez saisir la spécificité de l'entreprise, comprendre sa stratégie et sa culture, favoriser la participation des différents interlocuteurs à l'élaboration de projets, concevoir les solutions les mieux adaptées à l'entreprise, intervenir de façon pragmatique, sans perdre de vue le résultat à atteindre. Votre réussite vous permettra d'accéder vers des fonctions plus élargies.

Vous avez une formation Grande Ecole, une expérience d'environ 5 ans en PRODUCTION et/ou MAINTENANCE.

Vos capacités aux plans commercial et technique et de responsabilités de projets, font que vous évoluerez au top niveau dans un métier passionnant, formateur, à la pointe des techniques et des technologies.

Merci d'adresser votre CV avec photo et prétentions sous la référence 3420

CORT
MEMBRE DE SYNTIC

12, Rue Hamelin 75116 PARIS
Paris-Lille-Lyon-Strasbourg

CABINET CONSEIL EN RECHERCHE DE CADRES ET DIRIGEANTS

Consultants seniors

pour renforcer son équipe

De formation supérieure, vous avez 2 à 4 ans d'expérience professionnelle dans le domaine du recrutement de haut niveau.

Vous mènerez chez nous des missions complètes par approche directe et par voie d'annonces, pour le compte d'entreprises évoluant dans des secteurs très diversifiés.

Vous développerez votre propre clientèle en privilégiant la notion de qualité et en vous impliquant personnellement. Nous saurons reconnaître votre profil de futur associé et partenaire de l'entreprise.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence CS/02M, à

Patrick BEUNETRAU
International Management
75, rue de Valenciennes - BP 383 75008 PARIS

NOTRE GROUPE LEADER EUROPEEN DU CONSEIL EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES SOUHAITE INTEGRER UN

CONSULTANT EN RECRUTEMENT

■ Pour développer l'activité recherche et sélection de cadres et dirigeants au sein de notre établissement parisien.

■ Nous vous proposons un environnement propice à votre épanouissement et vous demandons de prendre en charge votre propre portefeuille de clients.

■ De formation Bac + 4 minimum, vous désirez valoriser une première expérience réussie en cabinet.

■ Pour ce poste basé à Paris, merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 164/BN à MEDIA PA 5054 rue de Sully - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX.



(Loiret) - 107 000 habitants
recrute

son Directeur des Relations Extérieures et du Tourisme

Il sera chargé d'organiser toutes les réceptions, cérémonies et manifestations officielles.

Il devra gérer et développer les relations établies entre la Ville d'Orléans et ses sept villes jumelles.

Il contribuera à la définition de la politique de la Ville en matière touristique.

Ce poste exige une très grande disponibilité, le goût des relations publiques, le sens de l'organisation, une expérience en matière de gestion et d'encadrement.

Le candidat, de formation supérieure, devra posséder parfaitement au moins une langue étrangère (anglais ou allemand).

Le recrutement sera effectué, soit dans le cadre de la fonction publique territoriale (grade d'attaché principal ou de directeur territorial, assorti d'avantages extra-statutaires), soit dans le cadre d'un contrat de trois ans éventuellement renouvelable (salaire net annuel 173 400 F).

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV détaillé et photo) à :

M. le Député-Maire d'Orléans - Direction du Personnel
45040 Orléans Cedex 1, au plus tard le 2 mars 1991.

PEUGEOT S.A.

recherche le

RESPONSABLE ORGANISATION de la Direction des Plans et Produits

● Diplômé d'une Grande Ecole, bénéficiant d'une première expérience de consultant en organisation, il assurera aussi la planification des moyens informatiques.

● Homme de contact il devra dialoguer à tous niveaux.

Le Groupe lui ouvrira par la suite de larges possibilités d'évolution.

Ce poste est basé au Siège Social (Porte Maillot).

Adresser lettre manuscrite et CV à :

PEUGEOT S.A.
Gestion du personnel
75, avenue de la Grande-Armée, 75116 Paris

Pour son CENTRE D'EVALUATION des POTENTIELS,
CABINET CONSEIL en RECRUTEMENT

recherche

Consultant(e) Psychologue

Il est intégré à une petite équipe de professionnels reconnus et se référant à une méthodologie homogène et rigoureuse. Il est progressivement chargé de bilans individuels - intellectuels et de personnalité - de Cadres débutants et expérimentés, à la demande d'Entreprises Clientes soucieuses du choix et de la gestion de leur Encadrement.

Il possède une formation Supérieure type DESS de PSYCHOLOGIE CLINIQUE ou PSYCHO-PEDAG., et une pratique de 2 ans minimum dans une Institution Hospitalière, un Centre d'Orientation ou un Cabinet de Recrutement.

Pour réussir dans cette activité, il faut de plus s'intéresser à la micro-économie, avoir du sens commercial, et se passionner pour un travail intellectuel rigoureux. Une bonne maturité sociale et culture générale sont des atouts importants dans la communication orale et écrite qu'implique ce rôle de Conseil.

Merci d'envoyer lettre de motivation et C.V. précis sous réf. 2235 à FORCE 5 - 149, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS, qui transmettra. Discretion totale assurée.

هكذا من الأصل

ou directement au Ministère de la Justice
Direction de l'administration pénitentiaire - 13, Place Vendôme
75002 PARIS CEDEX 01 - Tél. 16 (1) 44 77 69 93 - (1) 44 77 69 94

Directeur des Ressources Humaines

400 KF

Nous sommes une importante société de services appartenant à un groupe français en très fort développement. Avec plus de 3000 personnes, notre ambition est de servir au mieux les intérêts de nos clients. Nos performances sont dues essentiellement à nos produits et à notre capital humain.

Rattaché hiérarchiquement au Directeur Général de notre société et fonctionnellement au D.R.H. du Groupe, vous définirez la politique à moyen terme des ressources humaines en développant le management participatif. Membre du Comité de Direction, supervisant une dizaine de personnes, vous assurerez la mise en place de cette politique auprès de nos directions opérationnelles (formation, communication, droit social...).

A 40 ans environ, vous avez acquis une expérience d'une dizaine d'années couvrant l'ensemble des aspects de la fonction ressources humaines. Sensible à l'activité de services, vos critères personnels de réussite sont qualité, réflexion, réalisation. Très relationnel, le rôle de "l'être humain dans l'entreprise" est pour vous primordial. Rejoignez une équipe qui gagne ! Adressez, lettre manuscrite et C.V., sous référence AV329.01-M à CERA Paris - 58, avenue Kléber - 75116 Paris ou tapez 3617 code CPR, Référence A21C76.

LES CONSEILS
EN RECRUTEMENT
ASSOCIES

CE
RA

• 750 km d'autoroutes sous concession COFIROUTE, seule société privée dans ce domaine,
• 1500 personnes soudées d'apporter à leur clientèle un service de qualité, une sécurité et un confort de circulation toujours croissants.

COFIROUTE



Pour renforcer notre Département Exploitation, nous recherchons un :

CHEF DU SERVICE VIABILITE - SECURITE

Il a une mission de conseil et de contrôle de l'application de la politique de la société en matière de viabilité et de sécurité sur l'ensemble du réseau autoroutier COFIROUTE. Cette responsabilité couvre les aspects propriété et entretien des sections, installations et végétations du réseau, y compris chez les sous-concessionnaires pétroliers et restaurateurs, dans le respect des normes de viabilité - sécurité.

Il est chargé de faire évoluer les techniques, les matériels et les procédures de viabilité - sécurité de la société. Environ 35 - 40 ans, vous avez une formation supérieure d'INGÉNIEUR et une expérience d'au moins 5 années dans une fonction identique ou proche en entreprise ou dans une Administration. Fortement motivé par les problèmes de viabilité et sécurité, vous souhaitez prendre des responsabilités qui donnent une large part au progrès et à l'innovation. Votre aisance relationnelle et votre rigueur intellectuelle vous permettront de vous affirmer dans cette fonction.

Ce poste est basé à Orléans-Saran et comporte des déplacements très fréquents sur le réseau (voiture de fonction).

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), en précisant la référence 8457/M à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantira une entière discrétion.

251, Bd Péreire - 75017 Paris

ACTIMAN

Centre de Recherche et de Développement,
Centre de Formation Supérieure créé par les industriels de la platurgie.

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Dans un ensemble scientifique à vocation multiple (pédagogique, scientifique, technologique), vous apporterez votre savoir-faire de gestion et votre rigueur dans le suivi et la cohérence des actions.

En étroite collaboration avec le Directeur Général, vous mettrez en place l'organisation et les moyens compatibles avec les ressources du Pôle sur l'ensemble de ses missions.

Votre formation supérieure et votre expérience d'une dizaine d'années ont affirmé vos compétences en gestion.

De fortes capacités relationnelles, le sens de la pédagogie et de l'action seront vos atouts pour réussir votre mission.

Maîtrise de l'anglais et de l'allemand souhaitée.

Poste basé à Oyonnax.

POLE
EUROPÉEN DE
PLASTURGIE

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V.) sous référence SG/M à Mr R. FAVIER, POLE EUROPEEN DE PLASTURGIE 126, rue Anatole France 01100 OYONNAX.



SMA Vie BP

L'ASSUREUR VIE DES CONSTRUCTEURS
recherche le

RESPONSABLE DE SA GESTION "VIE"

Le Département qui vous sera confié regroupe 50 collaborateurs gérant les Assurances Individuelles et Collectives (Vie-Capitalisation).

En liaison directe avec la Direction de la Société, votre fonction sera d'animer, de gérer et d'améliorer l'existant.

- en faisant évoluer les procédures dans un souci de rationalisation

- en poursuivant l'information des services avec comme objectif final, de doter la Société d'une gestion adaptée à ses ambitions de développement.

De formation supérieure (Mathématiques - Sciences Eco - Gestion...), vous êtes un spécialiste VIE techniquement très expérimenté, habile manager et désireux de faire évoluer sa carrière dans une Société en forte expansion.

Merci de nous faire parvenir votre dossier (lettre, CV, prétentions) sous réf. RGV à : Société Mutuelle Assurance Vie BTP - Service Recrutement - 114, avenue Emile Zola 75739 PARIS CEDEX 15.

Partenaire central et opérationnel de l'entreprise et maître d'œuvre de grands projets de développement humain, la Direction des Ressources Humaines recherche dans le cadre de son expansion des :

ASSISTANT(S) GESTION DU PERSONNEL

De formation supérieure, vous assurerez le développement des carrières de nos collaborateurs (évaluation, rémunération, recrutement et formation). Selon votre expérience, que nous souhaitons d'au moins 2 ans dans la fonction personnel en entreprise, vous serez chargé de la gestion de notre "population" commerciale (et AG) ou de notre "population" industrielle (et AG).

ASSISTANT(E) RECRUTEMENT

De formation supérieure et justifiant d'une expérience d'au moins 3 ans dans la fonction recrutement en entreprise ou en cabinet, vous assurerez la mise en place du recrutement, de la formation des candidats, de la gestion des candidatures jusqu'à l'intégration des nouveaux collaborateurs. Vous animerez également nos relations avec les agences de recrutement et notre politique d'accueil des stagiaires.

ASSISTANT(E) FORMATION

Participant à la définition de nos politiques de formation, vous serez chargé de l'animation des actions de formation et éventuellement d'organiser des séminaires de collaboration parisiens avec des sociétés étrangères. S'adresse à des candidats expérimentés possédant une première expérience.

Pour les postes à pourvoir, adressez votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) à : COCA-COLA SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS, 18, rue de la Harpe, 75005 Paris.

BP 18 75005 PARIS

Coca-Cola
Coke

LE CREDIT AGRICOLE

PYRENEES-GASCOGNE

(CIRCAM DU GERS)

DES PYRENEES

ATLANTIQUES ET DES

HAUTES PYRENEES)

CONFIRME SA

DYNAMIQUE DE

SUCCES :

30 MILLIARDS DE

CAPITAUX GERES

130 AGENCES

1770 COLLABORATEURS

CA

DIRECTEUR

D'AGENCE

BAYONNE

A la tête d'une unité située dans le centre de Bayonne (16 personnes, plus de 5 000 comptes SAV), vous participerez à la mise en place d'une nouvelle organisation commerciale par portefeuilles de clients professionnels et particuliers, dans un environnement technologique performant.

Vous serez plus particulièrement chargé de concevoir, d'assurer la mise en place et d'exécuter le plan d'action commerciale,

- de prévenir et de gérer le risque.

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (ITE, universitaire, écoles de commerce, ingénieur), et vous avez une expérience d'au moins 3 ans dans la fonction de responsable d'agence.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions), sous réf. 091/02 à Evelyn REDON, CAPFOR GRANO SUO-OUEST "La Maison des Lois" - BP 1137 31036 TOULOUSE CEDEX.

HAY MANAGEMENT CONSULTANTS

Participez au développement de
HAY MANAGEMENT CONSULTANTS.

Consultant confirmé en organisation et ressources humaines

Vous aurez à développer une clientèle, essentiellement en SUISSE romande, à partir de notre bureau régional situé près d'ANNEMASSE (74).

Pour réussir, vous devez avoir de fortes aptitudes commerciales. Autonome dans l'action, vous saurez collaborer avec les autres consultants de notre groupe, dans le cadre d'objectifs ambitieux et clairement définis.

Vous avez réussi à des postes de responsabilité en entreprise ou dans un cabinet de consultants, et vous maîtrisez parfaitement l'anglais. Une expérience en Suisse romande est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec photo, sous référence 1014, à Christian PHELIP, Directeur.

Hay Managers

5 place Charles-Béraudier, 69428 Lyon Cedex 03.

Consultant en recherche de cadres

Forts d'une expérience reconnue de 30 années en management et stratégie des entreprises, nous sommes un département spécialisé en recherche de cadres. Pour optimiser notre croissance régionale, nous souhaitons intégrer un nouveau collaborateur au sein de notre équipe lilloise.

Convenant de l'intérêt des Ressources Humaines dans l'entreprise, vous développerez votre clientèle en menant de manière autonome et responsable les missions confiées. Votre éthique et le respect de notre méthodologie assureront la qualité de vos interventions auprès des dirigeants d'entreprise.

A 26-30 ans, votre première expérience du service aux entreprises et votre connaissance des facteurs humains, appuyées sur une formation supérieure (école de commerce, IEP, RH), seront les clés de votre succès dans un contexte de travail stimulant.

Le poste est basé à Lille.

Merci d'envoyer lettre manuscrite et CV, sous référence 50/L.M, à Bernard Krief Lille, 46 avenue du Peuple Belge, 59800 Lille.

BERNARD KRIEF RECRUTEMENT

PARIS LILLE LYON SOPHIA-ANTIPOLIS

Un département de Bernard Krief Consulting Group



Important organisme de formation
du secteur migrants et publics
en difficulté d'insertion

recrute

LE RESPONSABLE DES FORMATIONS DE SON PRINCIPAL CENTRE

600 000 heures de formation, 35 à 40 formateurs à temps plein.

Le candidat - bac + 3, grande expérience des dispositifs et des pratiques pédagogiques, autorité et capacité d'entraînement, rigueur, facultés de synthèse et d'analyse, créativité - gère l'appareil de formation dans son ensemble. Statut cadre. 200 000 F.

Adresser CV à ACPM, 48, bd Marcel-Delpat, 13013 Marseille

هكذا من الأصل

العدد 150

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde de la Fonction Commerciale

... Le Monde • Mercredi 20 février 1991 XI

RHONE ALPES
CHEZ UN LEADER DE L'EMBALLAGE

CHEF DE MARCHE INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES FRANCE ET EUROPE

Au sein d'un groupe français de tout premier plan, nous recherchons un chef de marché. Collaborateur direct du directeur commercial, il sera chargé de développer et d'optimiser (en volume et en marge) la commercialisation d'une gamme de produits (CA actuel 100 millions) auprès de l'industrie agro-alimentaire.

Ce poste qui implique initiative, dynamisme, capacité d'animation d'équipes et connaissances en marketing conviendrait à un candidat diplômé grande école (de commerce ou d'ingénieur), ayant au minimum 5 ans d'expérience commerciale auprès de l'industrie alimentaire et ayant l'envergure lui permettant de s'affirmer comme un interlocuteur reconnu auprès de grands clients.

La réussite de ce poste peut lui ouvrir de réelles perspectives dans le groupe.

Connaissance de l'anglais indispensable.

Connaissance de l'allemand ou de l'espagnol appréciée.

Ecrire sous réf. 8 A 2080-1M. Discretion absolue.

etap

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

BSL Industries

Spécialisée dans la conception et la réalisation de biens d'équipement de haute technologie destinés aux industries nucléaires, chimiques, cryogéniques, biotechnologiques, aéronautiques...

notre entreprise, chevronnée de notoriété mondiale, disposant d'un haut savoir-faire, réalisant 300 millions de chiffre d'affaires, dont 50% à l'export, emploie 360 personnes, dont 60 ingénieurs et cadres, recrute en vue de renforcer l'effectif de notre fonction commerciale

INGÉNIEUR D'AFFAIRES confirmé(e)

de formation mécanique ou chimie
Bilingue allemand ou anglais minimum

JEUNE INGÉNIEUR

attiré(e) par une fonction technico-commerciale
de gestionnaire d'affaires
Maîtrisant l'allemand ou l'anglais

Postes à pourvoir à Paris

Merci de bien vouloir adresser lettre de candidature et C.V. à l'attention de **PIERRE GOLLIOU**
BSL INDUSTRIES, 25, quai Marcel-Noyer
94851 IVRY-SUR-SEINE

digital

"Digital :
l'avance
technologique"

DIGITAL, leader mondial des Réseaux Informatiques et des Systèmes Intégrés d'Information, recherche :

Ingénieurs Commerciaux

L'innovation en action et l'avance technologique sont les forces de Digital.

Nos produits, vous en connaissez l'originalité, la qualité et l'adaptation au contexte international.

Un style très personnel de management, un profond respect de la réussite individuelle : nous donnons à chacun les moyens d'exploiter au mieux ses talents pour améliorer ses performances, être mieux saisi, s'adapter à l'évolution constante du marché.

NOUS AVONS BESOIN DE VOS COMPETENCES ET DE VOS TALENTS !

Vous avez une formation supérieure Bac + 4, plusieurs années d'expérience.
Confirmés ou seniors, nous vous proposons des postes tels que : Grands Comptes, Développement, Produits et Services, etc...

Merci d'écrire à **DIGITAL EQUIPMENT FRANCE**
Service du Recrutement :

PARIS (réf. M 989) :
43, boulevard Diderot - 75012 PARIS.

PROVINCE (réf. M 990) :
Tour Maître - boulevard de
France - 91004 EVRY Cedex.
Postes à pourvoir à : Nice,
Toulouse, Bordeaux.

**Digital
Equipment
France**

Le Monde

de l'Informatique

Vos compétences pour nos grands projets high tech

THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS-MARINES. Nous concevons et développons des systèmes complexes de détection sous-marine. Notre activité, dans ce domaine de technologies avancées, s'inscrit dans un contexte international. Nous recherchons :

INGENIEUR RESPONSABLE DEVELOPPEMENT LOGICIEL

Vous participez aux discussions techniques avec les clients et/ou les collaborateurs, aussi bien avant la notification du contrat que pendant la période de développement. Vous encadrez une équipe et assurez la mise en place du développement du logiciel (organisation, logistique, planification, suivi industriel). Ingénieur informaticien, vous connaissez le langage Ada et justifiez d'une expérience de plus de 7 ans en développement de logiciel. Vous maîtrisez l'Anglais. **REF. IDL/LM2**

INGENIEUR GESTION DE CONFIGURATION LOGICIEL

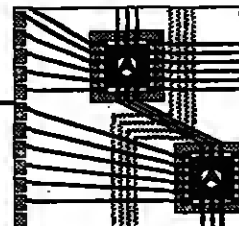
Vous assurez l'expertise dans l'organisation de la gestion de configuration : vous réalisez les études, recherchez, évaluez et assurez la diffusion et le support des techniques et outils de développement logiciel. Ingénieur informaticien, vous justifiez d'une expérience de 3 ans environ en génie logiciel dans un grand projet. Vous connaissez le langage Ada et si possible la méthodologie DOD 2167 A. Anglais souhaité. **REF. IGC/LM2**

INGENIEUR ETUDES ET PROJETS

Vous définissez des chaînes ou paramètres de traitement du signal, concevez et développez des programmes de simulation, fournissez les jeux d'essais nécessaires aux équipes chargées du développement. Ingénieur Grande Ecole (ESE, TELECOM...), vous avez une première expérience en traitement du signal et en programmation, ou avez effectué des stages pratiques dans ce domaine. Anglais souhaité. **REF. IEP/LM2**

Ces postes sont basés à **Sophia Antipolis (06)**

Merci d'adresser sous la référence choisie, lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à
SM CONSEIL - 38 rue de Lisbonne - 75008 PARIS



THOMSON

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

Les Technologies de Demain

Aujourd'hui



Aujourd'hui pour Demain

Centre de Massy

2 INGENIEURS D'AFFAIRES

Nos activités de réseaux de communication en France et à l'export (Videocommunications, Immeubles Intelligents, Point-to-Point) sont en fort développement.

Vous analyserez, définirez les besoins, participerez à la conception des solutions, et suivrez la réalisation jusqu'à la mise en service. Vous assurerez la responsabilité globale d'un projet.

Issu d'une Grande Ecole d'ingénieur (ESE, ESNT...), débutant ou confirmé dans le domaine des TELECOMMUNICATIONS, vous souhaitez participer à l'essor des RESEAUX au sein de la ville.

Postes basés à Massy.

Merci d'adresser votre candidature à réf. MAF 02 à
Jean-Louis BIAISON, SAT, DPRS, 88B rue du Dessous des Berges, 75001 Paris Cedex 13.

digital

DIGITAL, leader mondial des Réseaux Informatiques et des Systèmes Intégrés d'Information recherche :

Spécialiste douane et commerce international

En liaison permanente avec les spécialistes du commerce international, vous intervenerez en tant que conseil et expert en matière de réglementation douanière et contrôle de la destination finale, pour des missions d'audit, d'assistance et de suivi de dossiers complexes.

De formation supérieure en commerce internationale, votre expérience vous a permis d'acquies une compétence reconnue dans ce domaine. Outre votre expertise, votre capacité relationnelle jouera un rôle déterminant pour réussir dans ce poste. Anglais indispensable.

Merci d'adresser votre candidature
sous la référence MON 991 à :
Isabelle LE CORVAISIER
DIGITAL EQUIPMENT FRANCE
9/13, avenue du Lac
91007 EVRY Cedex.

**Digital
Equipment
France**

AMBASSADEUR DU SAVOIR-FAIRE STERIA !

Véritable ambassadeur de STERIA chez nos clients, vous êtes aussi l'ambassadeur de nos clients chez STERIA.

Une conception du service à forte valeur ajoutée qui a permis à STERIA INGENIERIE ET TELECOM (400 personnes, 250 MF de chiffre d'affaires en 1991) de croître de plus de 25 % en 1990 sur des marchés aussi porteurs que l'Industrie, les Transports, l'Aéronautique, la Défense, les Télécommunications.

Un beau résultat, fruit du travail d'équipes commerciales et techniques très soudées. Vous avez votre place dans cette dynamique.

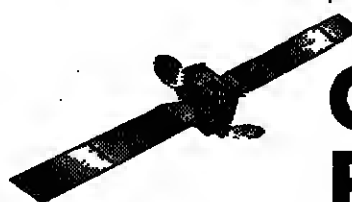
Ingenieurs commerciaux débutants

De formation Ecole de Commerce ou Ecole d'ingénieur complétée par une formation ou une expérience commerciale, vous êtes un "foncteur". Votre sens de l'écoute et votre pugnacité vous permettent de faire la différence. Réf. ICD/LM

Ingenieurs commerciaux expérimentés

A 27/30 ans, vous avez une solide expérience du commercial ou bien d'origine technique vous avez la fibre commerciale. Nous vous proposons d'être l'ambassadeur du savoir-faire STERIA. Réf. ICE

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV) en précisant la réf. choisie à Jacques LAFAY STERIA INGENIERIE ET TELECOM 12, rue Paul Dautier 78140 VELIZY.



CHEF DE PROJET LOGICIEL de ses satellites de nouvelle génération

Premier Constructeur Européen de SATELLITES recherche pour son Etablissement de CANNES Diplôme Grande Ecole ou Université

Fort de 5 à 10 années d'expérience en logiciel embarqué, vous êtes passionné par l'aventure spatiale et vous saurez par votre dynamisme assurer le succès de ce programme avec le concours d'une équipe d'une dizaine d'ingénieurs.

Si vous êtes intéressé par cette offre, envoyez une lettre manuscrite et un CV ou Responsable des Ressources Humaines - AEROSPATIALE - BP 99 - 100 boulevard du Midi - 06322 CANNES LA BOCCA CEDEX.



AEROSPATIALE L'ENTREPRISE QUI DEPASSE L'IMAGINATION

La Matière Bleue :
l'audace d'aller
jusqu'au bout
de l'informatique
technique

INDUSTRIE ET GPAO

Performantes et expérimentées, les équipes de notre division Industrie interviennent sur des projets diversifiés dans les domaines du contrôle de procédé, du suivi de produit, de la gestion de production et de la gestion industrielle. Le développement de nos activités nous conduit à intégrer pour Paris et la Région Parisienne :

- des ingénieurs expérimentés avec une maîtrise des systèmes VMS ou UNIX en milieu industriel, et/ou des systèmes IBM pour la gestion industrielle (MVS, DOS, IMS, CICS). La connaissance d'Unix, C et SGBDR serait appréciée.

- un ingénieur commercial qui devra vendre aux grands comptes industriels des prestations intellectuelles dans les domaines du process et de la gestion. Le candidat, de formation supérieure (technique ou commerciale), aura acquis une expérience commerciale de 2 ans en milieu industriel et saura apporter une nouvelle dimension à nos activités.

Réf. G02/LM, Violaine Morillon

INFORMATIQUE DE POINTE DÉFENSE-ESPACE

Le département Techniques Avancées et Applications de SEMA GROUP exerce une part importante de ses activités dans les domaines de la Défense et de l'Espace et recrute des ingénieurs grandes écoles pour des postes :

- d'ingénieurs d'étude
- de chefs de projets
- d'experts

Les projets menés se situent dans un contexte technologique de pointe : UNIX, VMS, HOOD, Ada, C et sont orientés soit vers les applications (systèmes temps réel, systèmes embarqués) soit vers les outils (logiciel de base, génie logiciel).

Ces postes sont rattachés au siège de Semma Group à Montrouge. Réf. JL02/LM, Isabelle Delrieu

SEMA GROUP

La Matière Bleue est la matière grise qui vous permettra de relever de nouveaux défis, au sein d'un groupe fort de 7500 personnes, présent dans toute l'Europe.

Merci d'envoyer CV et lettre manuscrite en mentionnant la référence choisie à Service Recrutement, SEMA GROUP, 56 rue Roger Salengro 94126 FONTENAY SOUS BOIS Cedex

Progiciels financiers et comptables : une courbe de croissance qui sourit au talent et à l'ambition

Cette jeune société de services en ingénierie informatique, filiale d'un important groupe multiservices en pleine expansion, est spécialisée dans la conception de progiciels financiers et comptables haut de gamme, destinés aux directions financières de grands groupes. Son marché très porteur lui ouvre de belles perspectives de croissance et l'amène à renforcer son équipe technique.

Rattaché au Directeur Technique (30 ans et issu comme vous d'une Grande Ecole) et après une période d'adaptation, vous assurerez la direction de projets informatiques complexes lors de missions de 2 à 6 mois. Vos interlocuteurs, responsables financiers de haut niveau, et le contexte technologique dans lequel vous évoluerez, représentent une belle opportunité pour démontrer votre savoir-faire et envisager à terme de plus larges responsabilités.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature en précisant la référence à PUZZLE Management - 9, rue Villebois-Mareuil 75007 Paris.



CHEF DE PROJET

Ingénieur issu d'une Grande Ecole vous êtes aujourd'hui un jeune talent du développement de logiciels, rodé aux produits construits à partir de SGBD relationnelles. Vos qualités personnelles, rigueur, esprit de synthèse, logique, capacité à conceptualiser, sens du contact, se sont affirmées au cours de votre première expérience professionnelle.

Groupe financier, filiale de la Compagnie Bancaire, nous sommes spécialisés dans les produits de placement et de prévoyance destinés tant aux particuliers qu'aux entreprises. Nos signes particuliers :
- des produits à forte notoriété,
- une équipe de 450 personnes,
- une informatique de pointe (gros systèmes IBM, HP, DB2, Oracle...),
- un développement international.



Adjoint au responsable des études informatiques

Pour secondar notre Directeur des Etudes Informatiques, nous recherchons un informaticien à fort potentiel, de 30/35 ans, de formation BAC + 4 ou 5 et possédant :
- une expérience diversifiée en méthodologie et direction de projets,
- la pratique du management d'équipes,
- si possible, la connaissance du secteur banque ou assurance,
- d'évidentes qualités relationnelles.

Il se verra confier la responsabilité d'une équipe de haut niveau (15 à 20 personnes) et d'une grande diversité de projets en développement (comptabilité, télématique, marketing, IARD...) ainsi que la coordination des relations avec les utilisateurs.

Si ce contexte stimulant et les perspectives d'évolution rapide du poste vous motivent, adressez votre candidature sous réf. 6453 Marie-Christine BARIOLIN - CARDIF - 56, avenue Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.



هكذا من الأصل

الشرق الأوسط

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde de l'Informatique

... Le Monde • Mercredi 20 février 1991 XIII

Filiale d'établissements financiers, cette société a pour vocation de produire et de commercialiser, auprès d'une clientèle sélectionnée, des progiciels spécifiques de gestion d'instruments financiers. Elle recherche un

Chef de projets produits de back-office

Après une prise de connaissance du domaine fonctionnel et de son marché, vous prenez la responsabilité du secteur couvrant le back-office des opérations de marché et les relations avec les centres de clearing. A partir des études de faisabilité et de rentabilité que vous instruisez, vous organisez avec les chefs de projets de votre équipe - une quinzaine de collaborateurs - la conception et la réalisation de modules dans un cadre normalisé - outils d'aide à la conception et la modélisation, atelier de génie logiciel - en environnement DIGITAL.

Nous confierons ce poste à un ingénieur de formation relevant un réel talent de manager d'équipe multi-projets. En prenant la conduite de cette unité, il valorise l'expérience acquise pendant 4 à 6 années, au sein du monde de l'informatique financière, et plus particulièrement des marchés de capitaux.

Michel DHEUR, notre conseil, étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la référence MDH 02.470 au cabinet M.D.A. - 104, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris.

M.D.A.

Conseil en ressources humaines.

Filiale d'un des tout premiers organismes financiers français, cette société est en charge de la logistique des systèmes informatiques des principaux marchés financiers. Regroupant 150 collaborateurs, elle recherche pour le service réseaux de son département Marché un

Ingénieur réseau informatique financière

Directement rattaché ou responsable du service, vous intégrez l'équipe en charge du support technique du réseau desservant les établissements financiers adhérents du système. En étroite collaboration avec les intervenants garants du bon fonctionnement du réseau, vous aurez pour mission d'assurer sa supervision et la mise en œuvre de son évolution. Autour d'un important site central - IBM, TANDEM, DEC -, vous intervenez dans un environnement à matériels et logiciels hétérogènes - X25, PC...

Nous confierons ce poste à un informaticien de formation supérieure - Ingénieur Ecole, DESS... - ayant déjà une expérience de 2 à 3 ans. A partir de sa connaissance des réseaux, nous lui proposons de participer à l'évolution financière de la Place.

Bruno RAMEAUX étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la référence BRa 02.469 ou cabinet M.D.A. - 104, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris.

M.D.A.

Conseil en ressources humaines.



Concevez notre base de données techniques.

SEXTANT Avionique, premier pôle européen en électronique de vol, se situe en tant que filiale au carrefour des deux grands groupes AEROSPATIALE et THOMSON.



Responsable de la conception et du suivi de notre nouvelle base de données techniques dans un environnement IBM, vous intervenez depuis l'analyse des travaux du groupe jusqu'à la maîtrise d'œuvre des développements réalisés. De formation MIAGE, MST ou équivalent, spécialisé en informatique générale ou de gestion, vous avez

acquis, lors d'une première expérience, la maîtrise de la méthode MERISE. La connaissance des outils MEGA (Gamma International) et de PREDICT-CASE serait un atout supplémentaire. Pour ce poste qui implique de nombreux contacts en interne et en externe, autonomie, goût du travail en équipe et sens relationnel sont des qualités indispensables.

Merci d'adresser votre candidature, en précisant la référence DSVBD, à SEXTANT Avionique, Responsable du recrutement, 25 rue Jules-Védrines, 26027 Valence Cedex.

L'ELECTRONIQUE DE VOL PLUSSANCE 4

Positionnés parmi les toutes premières maisons parisiennes de courtage, nous intervenons, avec 75 collaborateurs, sur les marchés financiers. Pour notre logistique informatique, outil privilégié de notre développement, nous recherchons le

Jeune responsable informatique micro marchés financiers

Rattaché à la direction générale, vous avez pour vocation de garantir le bon fonctionnement et le devenir de notre système d'information à base de réseaux de micros-3 serveurs pour une quarantaine de postes IBM et COMPAQ. Outre la mise à niveau permanente de l'architecture et des outils associés, vous prenez en charge les nouveaux développements comme l'automatisation des carnets d'ordres pour les activités liées au MATIF, de la saisie sophistiquée des ordres à leur dépouillement.

Ce poste s'adresse à un informaticien de formation supérieure ayant déjà 2 à 3 ans d'expérience. Il souhaite confirmer sa pratique des architectures de réseaux de micros dans un environnement où les concepts de sécurité, performance et ergonomie sont premiers.

Michel DHEUR, notre conseil, étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la référence MDH 02.471 ou cabinet M.D.A. - 104, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris.

M.D.A.

Conseil en ressources humaines.

Ensemble, exceller dans nos métiers, gagner en Europe

CHEFS DE PROJETS DANS LA PREMIERE BANQUE D'EUROPE

SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES

CAISSE NATIONALE DU CREDIT AGRICOLE Première Banque en Europe par le bilan, nous poursuivons notre développement en accélérant notre diversification vers les particuliers, les entreprises et l'international. Notre Direction Informatique dans le cadre d'une politique informatique cohérente pour 1992 a décidé d'étudier le Département Etudes en recrutant de nouveaux chefs de projets.

Après une formation à notre méthode interne, ils prendront la responsabilité de projets informatiques importants. En liaison avec les utilisateurs, ils concevront des applications et choisiront les moyens matériels et humains à mettre en place.

Pour ces postes basés à Saint-Quentin-en-Yvelines, nous souhaitons rencontrer des chefs de projets âgés de 28 à 35 ans, de formation Ingénieur ou équivalent, possédant une expérience réussie identique ou transposable dans les études de projet concernant les produits bancaires, les marchés financiers, la comptabilité bancaire... et connaissant notamment de préférence l'environnement IBM-MVS, Merise, Parabase, DB2.

Autonomie et esprit d'équipe avec la hiérarchie et les partenaires - filiales et caisses régionales - aisance relationnelle, professionnalisme technique, autant d'atouts exigés pour ces véritables "patrons" de projet qui pourront évoluer au sein de notre Groupe.

Merci d'adresser votre lettre de motivation + C.V. + prétentions sous la référence 3039/MB à notre Conseil Paul-Emile Taillandier 10, rue du Collège - 75008 PARIS.

PAUL-EMILE TAILLANDIER ETHIQUE ET RECRUTEMENTS

LE CREDIT AGRICOLE
CONFIRME
SA DYNAMIQUE
DE SUCCES :
PREMIERE BANQUE
EUROPEENNE.
5700 GUICHETS.
73000 SALARIES



de formation supérieure, vous êtes débutants ou l'avez expérimenté et possédez des connaissances Télécom, dans un environnement UNIX si possible.

Interface avec nos réseaux commerciaux, vous avez une réelle responsabilité vis à vis de nos filiales auxquelles vous apportez votre soutien technique pour l'introduction des nouveaux produits, et pour le traitement des problèmes complexes en clientèle.

Au sein de notre équipe support, vous établissez des diagnostics et trouvez les solutions adaptées pour améliorer les produits qui vous sont confiés.

Outre votre rigueur et votre esprit d'initiative, nous attendons de vous une réelle implication sur ces projets qui sont un des points clés de l'offre BULL.

Pour ces postes basés en région parisienne, l'anglais est nécessaire.

Si vous souhaitez valoriser votre talent, écrivez vite à Sophie Poulet - Service Recrutement BULL SA 94 avenue Gambetta - 75890 Paris Cedex 20

Réseaux
et systèmes
d'information



B.G.A.
Société spécialisée en analyse de modèles financiers en forte expansion cherche son

RESPONSABLE INFORMATIQUE

Vous avez une formation d'ingénieur, et justifiez d'une expérience de 2 à 3 ans. Vous avez la responsabilité de :
- mettre en place l'infrastructure informatique (DOS/UNIX),
- suivre et contrôler les projets informatiques,
- trouver des solutions aux besoins spécifiques.

Merci d'adresser votre candidature et CV à Jaime de Marichalar, B.G.A., 11, rue Marvillier, 75002 Paris

ORGANISATEUR

Nous sommes une banque privée de 150 ans d'existence, basée essentiellement sur Paris, avec une clientèle haut de gamme. Parce que notre dynamisme et notre volonté de réussir sont toujours présents, nous recherchons un Organisateur pour optimiser l'organisation de la banque dans le cadre de la mise en place du plan informatique.

JET CONSEIL

VOTRE MISSION:

Dans notre environnement Informatique Digital, vous aurez pour responsabilité:

- la classification des besoins en organisation et systèmes d'information ainsi que la rédaction des procédures;
- la réalisation d'études techniques et budgétaires, permettant d'établir la politique informatique tant matérielle que logicielle;
- la participation à la définition du périmètre des projets et à la réalisation du cahier des charges;
- la définition des actions qui découlent de la mise en place de nouveaux logiciels.

VOTRE PROFIL:

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur et vous avez 5 ans d'expérience, de préférence dans le système bancaire. Votre rigueur alliée à votre esprit d'analyse et de synthèse vous permettent de mettre en adéquation les solutions proposées aux besoins de l'entreprise. Ouvert et créatif, vous savez des contacts et vos qualités rédactionnelles vous permettent de partager vos compétences avec enthousiasme. Merci d'envoyer votre candidature à notre conseil: JET CONSEIL - 10, rue de Brague - 75004 PARIS.

Venez piloter des projets ambitieux

Groupe puissant (45 000 personnes - 44 milliards de F), diversifié et à vocation européenne, nous sommes notamment l'un des "grands" de la distribution: un secteur en pleine mutation qui se dote des outils les plus sophistiqués. Notre Direction des Systèmes d'Information se renforce.

Chefs de projets

GROUPE
Casino

Dans le cadre de la refonte de nos systèmes d'information et de nos actions de rationalisation et d'harmonisation, nous aurons à vous confier des projets ambitieux. Pour cela, vous serez amené à animer une petite équipe.

Votre profil:

- Ingénieur ou MIAGE,
- 5 ans d'expérience dans un service études ou SSII,
- connaissance de l'environnement gros systèmes IBM/MVS - CICS - DB2,
- anglais indispensable.

Si de plus, vous avez la pratique d'un AGL, ne laissez pas passer cette opportunité exceptionnelle. Postes basés au siège à Saint-Etienne.

Merci d'adresser votre dossier de candidature au Responsable du Recrutement Cadres, CASINO, Service Ressources Managériales, 63 rue de la Montat, BP 306, 42008 Saint-Etienne Cedex 2.

Dans le cadre de son activité
HIGH-TECH SYSTEMES GRAPHIQUES HAUTES PERFORMANCES
POUR LA DEFENSE AERIENNE

Au sein du groupe
MERLIN GERIN

800 personnes
dont 250 Ingénieurs

RECRUTE

SPÉCIALISTE SYSTEMES DE COMMUNICATIONS

Vous maîtrisez le développement des protocoles de réseaux locaux (2 ans d'expérience). Vous participerez à l'analyse et à la réalisation de notre projet.

Environnement temps réel C sous OS9.

SPÉCIALISTE LOGICIEL D'APPLICATION

Vous avez une expérience confirmée (4 à 5 ans) en conception et développement. Nous vous proposons d'intervenir sur des systèmes de simulations tactiques dans un contexte international.

Environnement C sous OS9, standards graphiques type PHIGS, ou X-WINDOW.

SPÉCIALISTE SGBD

Vous avez une première expérience (1 à 2 ans) en développement (de préférence en C) et vous avez utilisé un SGBD type informix ou oracle.

Vous prendrez en charge la réalisation d'un logiciel, utilisé pour gérer des plans de vol.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., lettre manuscrite) sous référence 66/1 à notre Direction du Personnel 214 rue du Fbg St Martin 75010 PARIS.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

DES ETUDES INFORMATIQUES

Nous sommes le 2^e Groupe d'Assurances en France et le 5^e en Europe. Nous recherchons notre Responsable Etudes Informatiques pour l'ABEILLE VIE.

Sous la responsabilité du Directeur Informatique, vous participerez à la politique informatique de la société et à la politique de développement logiciel.

Vous animerez l'équipe des chefs de projet, prendrez en charge le suivi des développements informatiques, le contrôle des réalisations, la liaison avec les responsables de département.

De formation ingénieur ou équivalent, vous bénéficiez d'une expérience de responsable études ou de chef de domaine, si possible dans le secteur de l'Assurance-Vie.

Vous savez intégrer des développements sur systèmes hétérogènes (BULL DP7, UNIX-ORACLE, Micro MS/DOS).

Vous alliez rigueur, pragmatisme et sens de l'animation.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prêt. s/réf. 2931 RI/CD à Mme DUPLAN, Groupe Victoire, 52, rue de la Victoire, 75009 Paris.

Abeille
VIE

Secteurs de Pointe

Société d'ingénierie recherche pour un important projet industriel dans le domaine des PRODUITS POUR ANIMAUX un

INGENIEUR DE FABRICATION

Ayant une expérience concrète et réussie dans ce secteur, âge 35/45 ans.

RESPONSABLE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Spécialisé dans cette activité.

Postes à pourvoir rapidement.

Envoyer CV, photo et prétentions sous réf 91043 à LEVI-TOURNAY ASSCOM, 31 Bd Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 qui transmettra

Ingénieur électronicien

Nice

Filière dynamique d'un groupe de 10 000 personnes, intervenant dans le domaine des techniques de pointe, nous continuons notre croissance et intégrons, dans une équipe d'étude et développement de cartes et de systèmes numériques, un ingénieur.

Diplômé d'une Ecole Supérieure d'Ingénieurs en électronique, il possèdera une expérience de 3 à 5 ans en milieu industriel (développement de cartes microprocesseurs, ASIC, logiciels en assembleur, bus standards).

A l'aise dans les contacts humains, connaissant bien l'anglais, il sera disponible pour des déplacements occasionnels.

Vous trouverez des informations sur le poste sur Minitel 36.15 code CAPFOR.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à Notre conseil CAPFOR NICE - 63, avenue Cyrille Besset 06100 NICE.

CAPFOR

PARIS - AIX MARSEILLE - ANTOIS - BORDEAUX - BRISTOL - LILLE - LYON - NANTES - NICE - NORD - QUIMPER - RENNES - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE - TOURNAY - VERSAILLES.

TELECOM
PARIS

L'ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES TELECOMMUNICATIONS
recherche pour renforcer l'équipe de son Département Images, un

ENSEIGNANT-CHERCHEUR
EN IMAGERIE BIOMEDICALE

Vous assurerez des enseignements, vous mènerez des activités de recherche et encadrerez des étudiants qui préparent une thèse. Vous participerez au développement de la politique de contrats et de coopération internationale.

Diplômé(e) d'une grande école d'ingénieurs ou de l'université, vous posséderez une solide formation en traitement des images, en traitement des signaux ainsi qu'en informatique. Vous avez à votre actif une expérience de la recherche en milieu hospitalier ou avez travaillé en relation avec des équipes hospitalo-universitaires.

Merci d'adresser votre dossier de candidature et prétentions au Chef du Département Images de l'Ecole Nationale Supérieure des Télécommunications 46, rue Barrault - 75634 PARIS CEDEX 13

Société de Conseil Commercial
cherche pour son département informatique :
ANALYSTE PROGRAMMEUR

- Pour analyser, concevoir et développer sur micro-informatique des logiciels destinés à nos clients.
- Pour participer à l'élaboration de nouveaux produits et services micro-informatiques.
- PROFIL SOUHAITE: Bac + 2 à Bac + 4, 3 à 5 ans d'expérience professionnelle micro-contrat clientèle.
- RÉMUNÉRATION: 170 KF environ.

Adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions à :

BMW
CONSEILS

Service du Personnel, 2 bis, rue Nicolas-Houël, 75005 PARIS

Informaticien
créatif - ambitieux -
expérimenté - manager

KIS

devenez notre RESPONSABLE DE PROJETS

Depuis le premier modèle, nous sommes les leaders incontestés des machines d'impression de cartes de visite en self-service.

Nous créons, autour de ce concept dont nous avons écrit les logiciels, une gamme complète, fortement axée sur la micro-informatique (TURBO PASCAL sous MS DOS, PABO...).

Nous recherchons le PATRON de l'équipe pluridisciplinaire de développement de cette nouvelle ligne de produits.

Ingénieur Informaticien de formation, concepteur pragmatique ayant le sens des responsabilités, votre expérience aura démontré que vous possédez de réelles qualités d'animateur. La connaissance du pilotage des tâches techniques sera un plus.

Coordinateur de l'activité de plusieurs ingénieurs et techniciens, vous serez en étroite relation avec le marketing et participerez aux orientations stratégiques.

Les fréquents contacts avec nos clients implantés dans tous les pays industrialisés imposent une grande disponibilité et la maîtrise de la langue anglaise.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. RDP, à KIS, DRH, BP 204X, 38043 Grenoble Cedex.

هذا من الأصل

501 20 150

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Mercredi 20 février 1991 XV

Le Monde des Secteurs de Pointe

INGÉNIEUR RESPONSABLE ÉQUIPEMENT

Le Havre - 320 KF +

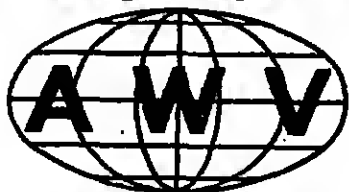
Cette entreprise performante, filiale de SUEZ, est le numéro un français du stockage de produits pétroliers. Extension logistique des principaux grands raffineries de Basse-Seine, avec ses 300 MF de CA et 30 MT de flux traités, 280 personnes, elle doit sa réussite à son avance technique continue et à son esprit de service poussé jusqu'au moindre détail.

Son exploitation, sa sécurité, sa rentabilité dépendent d'abord de la Maintenance et de l'adaptation permanente de l'Équipement composé de ses quelque 120 réservoirs de 500 à 150 000 m³ en réseau sur 15 ha, de son système de tuyauterie, de pompes et de vannes sous contrôle centralisé, de sa voirie et de ses installations maritimes prêtes à recevoir des bateaux jusqu'à 750 000 tonnes.

La première qualité de l'Ingénieur Responsable de cet équipement est le vigilance ; le soin apporté à la bonne exécution de ses ordres est édicté par sa force de conviction et son sens pédagogique. Il fait équipe avec le Directeur général et le Directeur des Opérations et gère près de 100 MF de budget, dont 25 MF de travaux neufs chaque année. Il manage 2 cadres, 10 contremaîtres et 50 techniciens chevronnés.

Ce poste captivant parce que très complet coïncide à un Ingénieur généraliste à dominante Électricité ou Électromécanique, confirmé dans le management sur le terrain, homme de méthode, prêt à se remettre en cause à chaque instant mais ferme dans le commandement et le respect des procédures. Vous vous êtes reconnu :

pour en parler, M. René CASIMIR, Directeur AWW RESSOURCES HUMAINES, est votre contact personnel et confidentiel ; appelez-le maintenant au (1) 47-20-06-50 ou écrivez-lui (lettre, CV, photo) : 1, rue Auguste-Vacquerie, 75116 Paris



Ressources Humaines
Ingénieurs et Dirigeants

Notre activité robotique autonome : un environnement de grands projets européens.



CHEF DE PROJET LYON

Vous rejoindrez notre équipe pluridisciplinaire chargée du développement d'une ligne de robots de troisième génération.

Nous vous confierons le suivi et le contrôle des travaux des différents intervenants : équipe interne de 8 personnes, sociétés prestataires, organismes de recherche associés.

Vous serez responsable de l'avancement des projets, de la réalisation des systèmes en conformité avec les cahiers des charges et dans le respect des budgets et des plannings.

Vous êtes ingénieur électromécanicien de formation, éventuellement titulaire d'un diplôme de 3^e cycle. A 35 ans environ, vous avez une expérience confirmée en recherche, conception, réalisation et mise en service de robots industriels ainsi qu'en conduite de projets multipartenaires. Votre esprit critique, votre curiosité technique vous permettront d'assurer également une mission de réflexion sur l'évolution des outils robotiques.

Pour cette fonction, évolutive en termes de responsabilités hiérarchiques, l'anglais est indispensable et l'allemand souhaité.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite et CV au Groupe Framatome, Service Emploi, 10 rue Joliette-Récamier, 69006 Lyon, en précisant la réf. SB/4442 et vos prétentions de salaire.

FRAMATOME, PREMIER CONSTRUCTEUR ET EXPORTATEUR MONDIAL DE CENTRALES NUCLÉAIRES AVEC 56 UNITÉS EN SERVICE DANS LE MONDE, EST AUSSI LE DEUXIÈME GROUPE EUROPÉEN DE CONNEXION, LA PREMIÈRE ENTREPRISE FRANÇAISE DE MÉCANIQUE ET LE PREMIER PÔLE EUROPÉEN D'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE. AVEC 14 300 PERSONNES RÉPARTIES SUR LES CINQ CONTINENTS, UN CA DE 20 MILLIARDS DE FRANCS DONT 25 % À L'EXPORT, LE GROUPE FRAMATOME SAURA VOUS DONNER TOUS LES MOYENS POUR RÉUSSIR.



GROUPE FRAMATOME
Les technologies de l'essor.

Schlumberger

Services Pétroliers

Les Services Pétroliers de SCHLUMBERGER conçoivent, fabriquent et utilisent partout dans le monde des équipements destinés à la recherche, à l'évaluation et à l'exploitation des champs pétroliers.

Les nouvelles générations d'équipements d'essais de puits que conçoivent et réalisent les équipes d'ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER font appel à des développements technologiques avancés en électronique, mécanique, informatique... Nous recherchons des

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES Débutants - 1^{ère} expérience

à qui nous souhaitons confier des responsabilités dans les domaines suivants :

• ÉTUDES ÉLECTRONIQUES (ANALOGIQUES ET DIGITALES)

En liaison avec nos Centres de Recherche en Europe et aux USA et à partir d'outils de CAO performants, vous participerez au programme d'études d'un système de transmission d'informations à partir du fond d'un puits : définition du système, conception des circuits électroniques, des sous-ensembles, construction des prototypes... (Réf. EE)

• ÉTUDES ET DÉVELOPPEMENT EN MÉCANIQUE DES FLUIDES

Des compétences (Thèse, spécialisation...) dans le domaine des écoulements multiphasiques complexes (eau, gaz, pétrole) sont nécessaires pour ce poste où vous prendrez une part active à la définition, à l'étude, au développement et à la mise en point d'équipements de haute technologie pour la mesure des fluides pétroliers : débit, densité... (Réf. EM)

• TESTS EN PRODUCTION

En étroite relation avec les Etudes et les Méthodes, vous serez chargé de la conception, de la mise en œuvre et de l'optimisation de l'ensemble des tests et moyens de test depuis la conception des produits jusqu'à leur fabrication. Electronicien de formation, vous possédez de préférence une première expérience industrielle. (Réf. TP)

Ces postes, basés à Melun, vous ouvriront de larges perspectives de carrière au sein de SCHLUMBERGER. Une bonne maîtrise de l'anglais serait, à ce titre, un atout.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo, en précisant la référence du poste concerné, à la Direction du Personnel

ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER
Division Flopetrol
226, rue Einstein - B.P. 592 - MELUN Cedex



En permanence, sur votre Minitel tous les postes
INGÉNIEURS ET CADRES
proposés par Schlumberger

Responsable d'une ligne produits dans un environnement international :
UN AVENIR QUI SE PROFILE BIEN

INGÉNIEUR R & D (AM, ENI, ENSI... ou DEA)

Au sein de la branche internationale bâtiment du groupe, vous agissez dans votre spécialité en véritable chef de produit. Interface entre la production et le commercial, vous êtes chargé de concevoir les produits les mieux adaptés aux marchés actuels et futurs, en promouvant la technologie et recommander les orientations nouvelles.

A 25 ans minimum, de formation Ingénieur AM, INSA, ENI..., ou universitaire, vous êtes débutant ou disposez d'une première expérience en recherche et développement au contact de l'industrie.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite et CV détaillé avec photo et salaire actuel sous la réf. 38804-HAM à notre conseil : 17, rue Courmoult - 51100 REIMS

MORENO CONSULTANTS
REIMS - PARIS - LYON



Chef de file de la branche bâtiment du groupe COCKERILL, notre société (800 personnes, 18 filiales, 1,5 Md de CA), N°1 en Europe des ediles profilés pour le bâtiment (couverture, bardage, panneaux sandwich...) maintient en France et à l'Export un fort taux de croissance et de résultats.

La maîtrise parfaite des technologies, des efforts permanents dans le développement de produits diversifiés, de qualité, répondant au mieux aux besoins des utilisateurs, sont les atouts que nous déployons pour atteindre notre objectif : demeurer la référence permanente sur notre marché. Dans ce contexte, nous recherchons, pour notre siège de BAR-LE-DUC (55), un

Responsable de Service Logistique



Cette nouvelle Division crée pour son Etablissement d'ANGERS (49), le poste de Responsable de Service Logistique.

Rattaché au Directeur Achats et Logistique, votre mission consistera à :

- Organiser la fabrication
- Définir les programmes d'approvisionnement auprès des entreprises du groupe, et contrôler leur avancement

- Gérer et optimiser les flux et les stocks
- Coordonner et contrôler les actions visant à l'amélioration de notre service client.

Initiative, créativité, sens de la communication et rigueur vous permettront d'assurer ces missions avec efficacité et de participer en étroite collaboration avec les autres services à l'atteinte de nos objectifs.

De formation Ingénieur ou équivalent, confirmée par une expérience de 3 à 5 ans dans une fonction analogue, la pratique de la GRC, de la micro-informatique et une bonne maîtrise de l'anglais vous donneront en plus de vos atouts personnels, les moyens de réussir au sein d'une équipe dynamique et motivée.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à VALEO ALTERNATIVES DEMARCHEURS - Direction des Ressources Humaines - 6 rue François Cervat BP 1014 - 49000 ANGERS.

Le Groupe Valeo, par ses réalisations, son potentiel technologique, son implantation internationale, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobiles et véhicules industriels dans le monde. Valeo emploie près de 30 000 personnes réparties sur dix branches d'activité. Le Groupe dispose de plus de 80 usines ou centres de recherche et réalise un chiffre d'affaires de 30 milliards de francs, dont plus de la moitié hors de France.

Valeo
L'EQUIPEMENT
AUTOMOBILE

Le Monde des Secteurs de Pointe

Votre expertise en procédés au service de l'innovation



Ingénieur développement technologique

BSN
Branche Sciences
1er producteur européen
avec les marques :
Lu, Reischert, Talscience,
Bella, Jacob's...
présent dans 9 pays
avec 37 usines...

Le Centre International de recherche de la Branche Biscuits (70 personnes) intervient pour l'ensemble des sociétés de la Branche en relation avec leurs propres équipes de recherche et de développement. Pour faire face à des projets novateurs, le Responsable du Développement Technologique souhaite intégrer un jeune ingénieur, diplômé d'une école agro-alimentaire, maîtrisant bien les processus alimentaires après une première expérience de 3 ans en production ou en développement et connaissant de préférence le chocolat ou la confiserie. Avec une large autonomie et l'appui des différents services du centre, vous conduirez des projets d'optimisation des procédés de fabrication et développerez de nouvelles technologies de mise en œuvre. Assurant les essais en atelier pilote, vous superviserez également le lancement industriel dans les usines. Basé en région parisienne, ce poste est riche de contacts variés et ouvert sur les différentes sociétés de la Branche. Il vous préparera à une évolution opérationnelle. Merci d'adresser votre candidature, sous réf. 97 M, à Hervé et Millet Conseil, 27 rue des Vignes, 75016 Paris.

HM Hervé & Millet Conseil

Ingénieur Etudes et Management Logistiques

Sophia Antipolis (06)

THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS-MARINES : CA 1 900 MF, 2 300 personnes dont 1/3 d'ingénieurs. Premier exportateur mondial de sonars, nous fournissons, installons et entretenons des systèmes de lutte anti sous-marin faisant appel à des technologies variées : acoustique, magnétisme, hydrodynamique, électronique et informatique.

Ingénieur logistique, vous définissez la part logistique des propositions commerciales (maintenance, rechanges, outillage, documentation, formation), la soutenez devant le client et animez l'équipe de réalisation. Un poste de coordination-clé impliquant une forte maîtrise de gestion de projets, d'excellentes qualités relationnelles tant vis à vis des clients que des services internes (technique, qualité...).

Ingénieur électronicien ESE, TELECOM... vous avez nécessairement une première expérience de responsable de projets chez un équipementier dans le domaine électronique et/ou informatique, et une forte motivation pour un métier de contacts et de coordination. Alors écrivez vite sous réf. 555.03 aux Conseils En Recrutement Associés, 1 av. G. Pompidou - BP 3211 - 69403 Lyon cedex 03 ou tapez 3617 Code CPR référence A21C69.

LES CONSEILS EN RECRUTEMENT ASSOCIES **CE RA**

INGENIEUR THERMIEN OU MECANICIEN

Responsable maintenance et travaux neufs

Notre société, filiale d'un très important groupe international, est parmi les premières en France dans son domaine d'activité. Nous avons développé depuis une vingtaine d'années une activité liée à la maîtrise de l'environnement et à ce titre, nous concevons et exploitons des unités industrielles de traitement des déchets ménagers, en particulier par incinération. Nous souhaitons renforcer la Direction spécialisée dans ce domaine et nous recherchons un ingénieur.

Rattaché au département technique du siège et en contact avec les Directeurs d'usines (une vingtaine en France), vous serez chargé de la maintenance de l'outil de production de l'ensemble des unités. Vous assurerez la définition des cahiers des charges pour la mise en place de nouveaux équipements et suivrez leur

réalisation en liaison avec les fournisseurs. Vous pourrez participer également à l'élaboration et à la construction puis à la mise en route de nouvelles unités.

Ingénieur diplômé d'une grande école (ENSAE, INSA, UTC...), vous avez l'expérience d'une fonction similaire dans un environnement industriel automatisé. Vos compétences techniques sont complétées par des qualités d'organisation et de négociateur. Le poste, basé à Paris, supposera des déplacements en province dans les usines.

Notre conseil, Nicole Marichez, étudiera confidentiellement votre candidature, adressée sous réf. M/174, à Linden, 14 rue Pergolèse, 75116 Paris.

Linden

COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE



ANDRA
AGENCE NATIONALE POUR LA GESTION DES DECHETS RADIOACTIFS

MAITRISE LE PRESENT ASSURER L'AVENIR

Responsable de la gestion à long terme de tous les déchets radioactifs français, l'ANDRA développe et met en œuvre, dans un contexte scientifique et technique de haut niveau, des concepts de stockage garantissant la protection de notre environnement actuel et futur. Cette expertise est d'ailleurs reconnue au niveau mondial comme une référence. Avec 250 personnes, principalement des ingénieurs, une culture d'entreprise fortement orientée vers la recherche, des compétences techniques avancées mises au service d'objectifs industriels, l'ANDRA assure effectivement une mission nationale de première importance. En son sein, la division de la sécurité et de la protection de l'environnement (DSPE), avec 25 personnes basées à Fontenay-aux-Roses, joue un rôle fondamental d'analyse de sûreté et de suivi radiologique des sites de stockage ainsi que d'interface avec les autorités ministérielles compétentes. Pour

Seconder le chef de division sécurité et protection de l'environnement

et le représenter dans les instances de coordination, notamment sur les aspects sécurité et protection radiologique des personnes et de l'environnement, la DSPE recherche un ingénieur qui saura mettre sa motivation et sa longue expérience pratique de ces domaines au service des synthèses et réflexions de l'ANDRA.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la réf. B1951, à Lucien Bressand, OC Conseil, 3 rue E. & A. Peugeot, 92500 Rosny-Macdonald. Répondeur Minut : 42.36.10.30.

JEUNE INGENIEUR THERMIQUE

'AMBASSADEUR' DE NOTRE TELEGESTION



ESYS, filiale du Groupe ELF AQUITAINE, est l'un des leaders français dans le domaine de la gestion d'équipements thermiques. Nos activités d'automatisation des installations de génie climatique sont en plein essor et dans ce cadre, nous recherchons un ingénieur.

Au sein de l'équipe chargée de promouvoir les techniques de gestion automatisée auprès du terrain, vous serez plus particulièrement responsable de l'animation et de l'assistance dans le domaine de la télégestion et de la télé-surveillance.

En liaison avec les responsables nouvelles technologies des Directions Régionales et Agences, vous aurez un rôle :
• d'animation et de formation des opérationnels techniques et commerciaux et plus généralement d'assistance dans la mise en place des systèmes.

• de veille technologique et commerciale : vous assurerez l'interface entre les fournisseurs et les agences dans un souci d'optimisation de la gamme des produits.

Enfin, vous participerez à la diffusion de nos axes de développement. Nous vous voyons jeune ingénieur grande école (INSA, UTC) en thermique ou régulation, débutant ou avec une toute première expérience.

Vos qualités de contact, d'initiative et de rigueur vous permettront de mener à bien cette mission variée et évolutive.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 167 à l'attention de Séverine de CACQUERAY - ESYS - 73 Boulevard Haussmann 75008 PARIS.

Associations nos énergies



Groupe industriel plurinationnel, SANOFI est présent dans trois secteurs d'activités : Santé Humaine, Cosmétique et Parfums, Bio-activités. Avec 30 milliards de CA, il doit sa réussite à la richesse de ses 35 000 collaborateurs, répartis dans 100 pays : des hommes et des femmes animés par le même esprit d'ouverture sur le monde, un sens aigu du dialogue et la capacité à anticiper, créer, s'adapter, réaliser. Pour son Centre de Recherches en Biotechnologie de Labège, près de Toulouse, SANOFI ELF BIO RECHERCHES recrute un

Ingénieur Automaticien

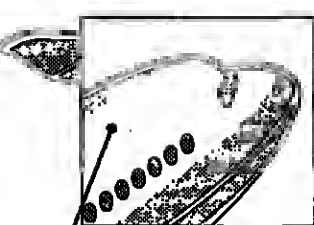
ON : au sein du Service Informatique et Calculs, vous serez chargé de la mise au point des programmes de fermentation • de modéliser et simuler ces processus les algorithmes spécifiques en vue de l'automatisation • de l'optimisation des procédés biotechnologiques.

• à 25-35 ans, vous êtes diplômé d'une Ecole d'ingénieur option équivalente. La connaissance de la modélisation et de l'optimisation des procédés est un plus, la maîtrise de l'anglais déterminante.

• TRONCS : • un environnement scientifique et technique de haut niveau • prendre des responsabilités importantes • le souci d'améliorer vos connaissances et vos compétences • une formation permanente répondant à vos besoins.

Pourvoir au plus tard en juillet 1991. Merci d'adresser C.V. et lettre de motivation à SANOFI ELF BIO RECHERCHES - Labège Innopole - BP 137 - Cedex.

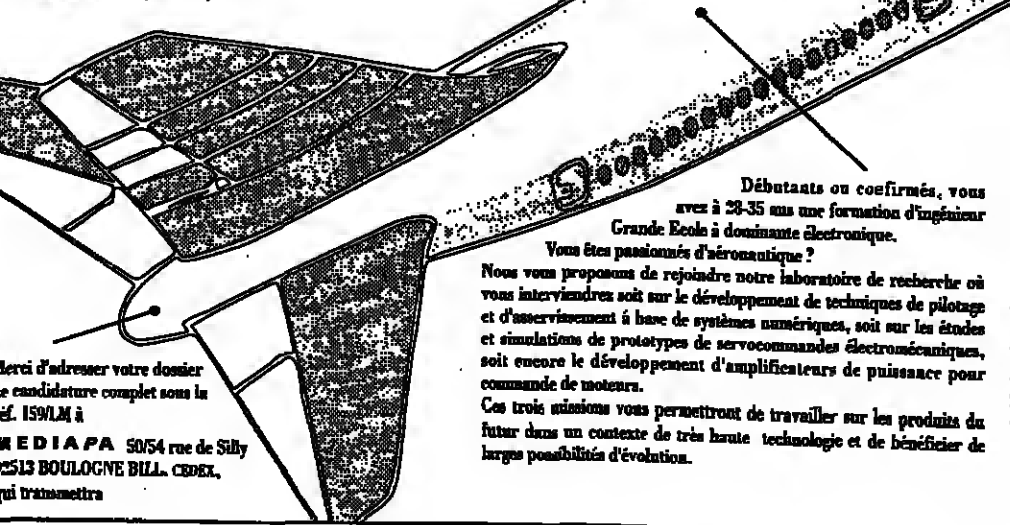
MISSIONS DE POINTE POUR PASSIONNES D'AERONAUTIQUE



Avec 15 000 collaborateurs dans le monde et 1 400 en France, notre Groupe est l'un des principaux équipementiers dans le domaine de l'aéronautique. Nous étudions, développons et réalisons des commandes de vol pour avions, missiles et hélicoptères. Aujourd'hui, nous renforçons notre département de Recherche regroupant 140 personnes en mettant l'accent sur la cellule études électroniques (20 personnes). Dans ce cadre, nous recherchons plusieurs

JEUNES INGENIEURS ELECTRONICIENS

SUPLEC, ENSA, ENIEG, ENSL...



Débutants ou confirmés, vous avez à 25-35 ans une formation d'ingénieur. Grande Ecole à dominante électronique.

Vous êtes passionnés d'aéronautique ? Nous vous proposons de rejoindre notre laboratoire de recherche où vous intervenirez soit sur le développement de techniques de pilotage et d'insertion à base de systèmes numériques, soit sur les études et simulations de prototypes de servocommandes électromécaniques, soit encore le développement d'amplificateurs de puissance pour commande de moteurs.

Ces trois missions vous permettront de travailler sur les produits de l'avenir dans un contexte de très haute technologie et de bénéficier de larges possibilités d'évolution.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet sous la réf. 159/M à MEDIA PA 50/54 rue de Sully 92513 BOULOGNE BILL. CEDEX, qui transmettra.

ASCOT spécialisée en ingénierie en milieu industriel recherche

INGENIEUR D'AFFAIRES

Formation : AM-NSA-ENSAIS STRASBOURG-ESCAE
Expérience : 4 à 5 ans dans un poste similaire ou autre (entretien, travaux neuf, cfm.)
Langue : Allemand courant (écrit, parlé, écrit technique).
Compétences : Génie climatique, génie électrique.
Motivation : Plus important + investissement important (direct et indirect).

Merci d'envoyer CV + lettre motivation + prétentions à notre conseil sous réf. 60/054 à :

S.G. Managers Service
169, av. de Chateaufort, 26000 Valence, ou tél : 75-55-00-10

هكذا من الأصل

العدد ١٥٠٠

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Mercredi 20 février 1991 XVII

direct

Le Monde des Secteurs de Pointe

Le CNET, le plus court chemin entre aujourd'hui et demain

Vous êtes ingénieur, débutant ou 1ère expérience, et passionné par la recherche et les techniques de télécommunication.

Reconnu mondialement pour ses compétences et ses réalisations d'avant-garde telles que la commutation temporelle, le RNIS, les télécommunications spatiales, le visiophone, le Centre National d'Etudes des Télécommunications (CNET) vous propose aujourd'hui de participer à ses grands projets de recherche fondamentale et appliquée.

Vous travaillerez ainsi avec les plus grands experts scientifiques et industriels français et internationaux sur la conception, la mise au point et la mise en place des systèmes et services que l'industrie développera.

Autonome et possédant le goût du travail en équipe et des contacts, vous trouverez un environnement professionnel évolutif où tous les moyens vous seront donnés pour exprimer votre créativité dans des domaines aussi variés que :

- le traitement du signal
- la communication avec les mobiles
- les réseaux intelligents
- les réseaux d'entreprise...

Que vous soyez universitaire ou issu d'une grande école, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) à : Patrick MAILLET, CNET, Secrétariat Général, Direction de la Gestion des Ressources Humaines, 38/40 rue du Gal Leclerc, 92131 ISSY-LES-MOULINEAUX.



UN AVENIR D'AVANCE

Jeune ingénieur industrialisation et ingénierie

Région Lyonnaise

Filiale d'un grand groupe industriel diversifié et décentralisé (4 milliards de CA, plus de 5 000 personnes), notre société (500 personnes) est spécialisée dans la transformation des plastiques. Elle connaît croissance et rentabilité, et conduit une politique soutenue d'investissements (30 millions/an).

Rapportant au Directeur Industriel, vous participez à l'élaboration des plans d'investissements, concevez et pilotez des projets en particulier d'amélioration de productivité et d'informatisation de process, coordonnez les relations avec fournisseurs et engineering externes, apportez un support technique à la production. Un poste de coordination de haut niveau, qui exige une grande capacité de propositions et une forte maîtrise de réalisation.

Ingénieur Grande Ecole, vous avez une première expérience d'environ 2 ans et compétences et goûts pour la mécanique et l'informatique. Vous voulez maintenant rejoindre une entreprise de taille moyenne, en mutation, où vous pourrez affirmer votre vocation industrielle dans une fonction riche, diversifiée et évolutive. Alors écrivez vite sous réf. 543.02 M aux Conseils En Recrutement Associés - 1 av. G. Pompidou - BP 3211 - 69403 Lyon cedex 03, ou tapez 3617 code CPR - Référence A21C84.

LES CONSEILS
EN RECRUTEMENT
ASSOCIES



INGENIEUR COMMERCIAL

Provence - Côte d'Azur

IOS, société de services informatiques et d'ingénierie de systèmes, est filiale du groupe Générale des Eaux. 200 ingénieurs dont 60 en région sud contribuent à son développement. Dans le domaine des systèmes d'information, l'offre IOS s'appuie notamment sur le savoir-faire de ses ingénieurs en matière de SGBD relationnels et de méthodologie. Déjà dotée d'une forte notoriété auprès de ses clients, IOS poursuit et accroît sa pénétration régionale, en études et réalisations informatiques. De formation supérieure, vous êtes soit un chef de projet attiré par une carrière commerciale, soit un ingénieur

commercial ayant acquis une première expérience dans la vente de prestations intellectuelles. IOS vous offre de valoriser vos aptitudes professionnelles et relationnelles en développant sa clientèle composée de grands comptes. Votre réussite vous ouvrira des perspectives de carrière intéressantes au sein d'IOS et du groupe Générale des Eaux. Ecrivez à Sophie COHEN en précisant la référence A/X5196M - PA Consulting Group - 11, cours Gambetta - 13100 AIX-EN-PROVENCE - Tél. 42.21.12.72. (PA Minitel 36.15 code PA)



Informatique Organisation Systèmes



Creating Business Advantage

AMENAGEMENT URBAIN - PROJET SEINE RIVE GAUCHE

Nous poursuivons la constitution de l'équipe qui participera à cette opération de grande envergure et nous recherchons des ingénieurs confirmés ayant des qualités marquées d'organisation et de contact, à même d'être reconnus comme des interlocuteurs compétents tant à l'intérieur de l'équipe que dans les contacts extérieurs. Nous recherchons :

LE RESPONSABLE DE LA CELLULE COORDINATION DES ETUDES DE GENIE CIVIL ET VRD

Il aura environ 10 ans d'expérience "études" acquise en BE, société d'aménagement ou d'ingénierie ou entreprise de BTP. Réf. 8 B 2029-1M

LE RESPONSABLE DE LA CELLULE PLANIFICATION

Il aura environ 10 ans d'expérience en planification de travaux acquise en entreprise de BTP, société d'aménagement ou d'ingénierie, ou cabinet spécialisé en maîtrise d'ouvrage. Réf. 8 B 2030-1M

Ces deux postes rattachés à la direction technique impliquent une étroite collaboration avec les différents chefs de projet.

Ecrire en précisant la référence. Discretion absolue.

71, rue d'Autouil 75016 Paris



SYNTHELABO

Groupe Pharmaceutique Français
recherche pour son unité de production chimique de Moux (64)

UN RESPONSABLE DU LABORATOIRE DE CONTROLE

Il devra prendre en charge une équipe de techniciens assurant les analyses des principes actifs de médicaments dont la synthèse se déroule dans l'usine.

Le poste comprend également les analyses de matières premières et les suivis analytiques des fabrications.

C'est un ingénieur chimiste débutant ou un universitaire (thèse de 3^e cycle) ayant la maîtrise des techniques modernes d'analyse, la connaissance des réactions utilisées dans la chimie pharmaceutique, la rigueur nécessaire à l'application des bonnes pratiques de fabrication, des qualités humaines et de communication propres à l'animation d'une équipe et aux relations avec les autres services de l'usine.

Adresser lettre manuscrite, curriculum-vitae, photo et prétentions à l'attention de Monsieur le Responsable du Personnel - SYNTHELABO - sous réf. 91/12 MO Zone Industrielle - BP 30 - 64150 MOUREUX

Le Monde des Secteurs de Pointe

Vivez notre passion pour la mécanique avancée



NEYRPIC FRAMATOME MECANIQUE
FILIALE DU GROUPE FRAMATOME, NOTRE SOCIÉTÉ CONÇOIT ET RÉALISE DES ÉQUIPEMENTS MÉCANIQUES COMPLEXES QUI FONT APPEL À DES SOLUTIONS TECHNIQUES AVANCÉES.

Ingénieur conception de systèmes hydrauliques

Nous vous proposons de développer vos qualités d'innovation, de travail en équipe et d'encadrement en rejoignant notre bureau d'études qui conçoit et réalise des équipements mécaniques complexes. Vous serez responsable de la conception, du suivi de réalisation et de la mise en route de systèmes de contrôle-commandes à base d'équipements hydrauliques pour ces ensembles mécaniques.

Ingénieur de formation hydraulique, mécanicien ou électromécanicien spécialisé dans les circuits et commandes hydrauliques, vous connaissez les servo-mécanismes, les boucles de régulation, les composants hydrauliques et vous avez une expérience de mise en route. Des connaissances supplémentaires en automatique et en anglais seront appréciées pour ce poste basé à Grenoble. Merci d'adresser lettre, CV et photo à NFM, Service affaires sociales, 4 avenue du Général-de-Gaulle, 38300 Pont-de-Claix, en précisant la référence AR/H.



Les technologies de l'essor.



LA RECHERCHE AU-DELA DE LA RECHERCHE



La Direction des Applications Militaires (D.A.M.) du Commissariat à l'Energie Atomique est le premier centre de recherche européen dans le domaine de la Défense. Son atout majeur : la puissance créative, les compétences de pointe diversifiées de ses 6 700 collaborateurs (dont 2 000 cadres ingénieurs et chercheurs).

La D.A.M. étudie des concepts originaux applicables aux systèmes de défense. Certains d'entre eux mettent en jeu des phénomènes complexes, insuffisamment connus, d'

INTERACTION RAYONNEMENT-PLASMA

L'importance de ces programmes justifie le recrutement d'

INGENIEURS PHYSICIENS DE HAUT NIVEAU grandes écoles ou doctorats,

débutants ou expérimentés, possédant des connaissances théoriques approfondies dans l'un au moins de ces domaines :
Leur mission portera sur l'analyse, la modélisation, et le calcul de ces phénomènes, la conception et l'interprétation des expériences à réaliser.
La D.A.M. les aidera à développer leurs compétences et leur proposera des carrières évolutives en fonction de leurs aptitudes et de leurs aspirations.
Postes à pourvoir en Région Parisienne.

Les dossiers de candidature sous référence 3936 M à préciser sur l'enveloppe seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

2, rue Dufrenoy - 75116 Paris

TALENT CAR
"Moi je dis simplement Mobil"



Ingénieur maintenance automatisme et régulation

Débutant ou première expérience, vous êtes diplômé d'une grande école type ENSAM, ENSEIHT, ESIGELEC... (option automatisme souhaitée).

Au sein de l'unité de fabrication des huiles de notre raffinerie :

- vous aurez la responsabilité technique du matériel, des logiciels et des liaisons informatiques,
- vous proposerez des aménagements et des modifications techniques rendus nécessaires par des besoins nouveaux,
- vous superviserez les travaux exécutés par l'atelier et les sous-traitants.

Ce poste vous permettra d'acquérir une compétence diversifiée et de haut niveau, que vous pourrez valoriser par une carrière évolutive au sein de notre société, en France comme à l'étranger.

La mobilité géographique et la pratique de l'anglais sont naturellement un plus.

Poste basé à Notre-Dame-de-Gravenchon (proximité Rouen).

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. IM/LM à Mobil Oil Française, M. DURUPT, Service Recrutement, Tour Septentrion - 92081 PARIS LA DEFENSE Cedex 9.



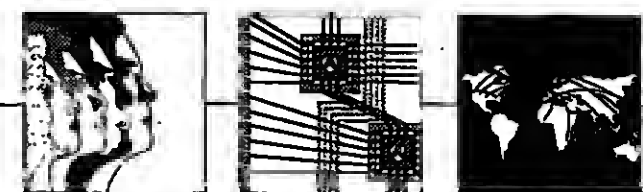
AUXILEC (740 personnes - 413 MF de CA), leader Européen dans le domaine de la génération électrique embarquée destinée principalement au secteur de l'aéronautique (régulateur, alternateur, convertisseur statique...) recherche pour son établissement de CHATOU :

INGENIEUR CAO MECANIQUE

Rattaché directement au Responsable du Bureau d'Etudes, vous prenez la responsabilité de la mise en place de la CAO Mécanique au sein de ce B.E. Vous élaborerez des procédures, effectuerez la mise au point de la base de données, constituerez des bibliothèques. Vous assurez la coordination entre la CAO circuits imprimés, l'IAO et le système de gestion TOLAS.

De formation Ingénieur Arts & Métiers ou équivalent, vous avez participé à la mise en place du système de CAO CATIA. Aujourd'hui, vous souhaitez valoriser cette expérience en prenant la responsabilité totale du projet.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV) sous la réf. PG/CAO/LM à : Pierre CROISY - AUXILEC 41, Bd de la République 78400 - CHATOU



DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

GPAO, un passeport pour l'avionique.

Jeune ingénieur généraliste, avec de bonnes compétences en informatique, vous vivez depuis 2 à 3 ans une première expérience en matière de GPAO. La routine pointe son nez. Un nouveau projet, dans un contexte différent ? Oui, bien sûr !

Notre groupe - 10 000 personnes - est le numéro 1 européen de l'électronique de vol et a le vent en poupe. L'une de nos filiales de production, celle qui vous intéresse, est située dans une agréable ville de Touraine à 40 mn de Paris par le TGV.

Au sein du service planning, ordonnancement-lancement, vous assurerez l'interface opérationnel avec l'une des divisions clientes, réaliserez des missions d'étude et d'analyse, formulerez des recommandations, participerez à la mise en place d'un nouveau système de GPAO. Pour un premier contact, merci d'écrire sous référence 210 552 LM à notre conseil Elizabeth Morin, associée de Sirca, 140 bd Haussmann 75008 Paris.



Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Membre de Syntec

- Evoluer dans un environnement international high-tech,
- développer vos compétences techniques, votre savoir-faire et votre créativité,
- conduire des projets d'envergure dans des activités variées et progresser dans un grand groupe performant :

Une opportunité unique au sein de l'équipe Ingénierie de la Direction Technique Européenne, située à FONTAINEBLEAU (77), de

CORNING EUROPE

THERMICIEN

Ingénieur Généraliste Grande Ecole, vous avez, si possible une première expérience dans l'ingénierie de procédés industriels.

Vous participerez principalement à la conception et à la réalisation d'importants projets de forme du verre, mais vous mettrez votre expertise en thermique et en métallurgie au service du Centre Technique et des usines européennes partenaires.

Merci d'adresser très rapidement lettre manuscrite et CV sous référence TH/LM au service du personnel, CORNING EUROPE, BP 3, 77211 AVON CEDEX

Deux ingénieurs projets

Spécialistes des process sidérurgiques

- Marché Espagnol (Espagnol courant) - Réf. 4072A/LM
- Marché Nord Europe (Allemand courant) - Réf. 4072B/LM

Pour un grand groupe d'ingénierie internationale

Nous sommes l'un des leaders mondiaux dans les techniques de dépollution des fumées et gaz industriels. Nous souhaitons accompagner le développement très important du marché de l'industrialisation en Europe. Nous renforçons notre équipe par deux ingénieurs, spécialisés sur les projets dans les industries lourdes. L'un pour le marché espagnol, l'autre sur le marché nord-européen.

Pour ces deux postes, à vocation technico-commerciale, nous souhaitons rencontrer des ingénieurs diplômés, ayant une bonne connaissance des process de la sidérurgie, acquise soit dans une ingénierie, soit dans une activité liée à la production sidérurgique. La pratique des langues est indispensable :

- Espagnol courant et connaissance du marché espagnol souhaitée pour l'un,
- Allemand + Anglais pour le marché européen.

Les postes sont basés au siège dans la région Nord (Lille). Déplacements fréquents.

Merci d'adresser un dossier (lettre + CV + photo), sous la réf. choisie à notre Conseil André BIGOT.

Hay Managers

50, bd du Général de Gaulle - 59100 ROUBAIX

Provence

Charge d'affaires technique

Responsable d'exploitation des usines

HAY MANAGEMENT CONSULTANTS

Directeur de production

Ingénieur

هنا من الاصل

العدد 150

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Mercredi 20 février 1991 • XIX

Le Monde

Secteurs de Pointe

Provence

GRUPE IMPORTANT en sous-traitance aéronautique

Ayant pour activités principales l'usinage, le traitement de surface, le traitement thermique de pièces mécaniques de précision et le montage de sous-ensembles, recherche :

Chargé d'affaire technique

- Directement rattaché au Directeur industriel du groupe, il mettra à la disposition des filiales ses compétences afin de participer aux actions de développement technique des sociétés.

- Ingénieur en mécanique (ENI, ENSAM...), vous avez 5 ans d'expérience environ dans le domaine industriel. Anglais souhaité. Poste basé à Marseille.

Responsable d'exploitation d'une de ses filiales

- Rattaché à la Direction industrielle, bon gestionnaire, il aura à manager une équipe d'acheteurs de sous-traitance et un atelier de montage. Il participera au développement de l'activité d'assemblage de sous-ensembles mécaniques.

- Ingénieur de formation (ESIM, INSA...), vous avez une expérience de 10 ans minimum dans le domaine de la mécanique, idéalement dans le secteur aéronautique et/ou les négociations de sous-traitance. Vous maîtrisez l'anglais et êtes ouvert à l'informatique. Poste basé à Marseille.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo à notre conseil Brigitte Ferrari, Réf. BF/43-KP/AM.

Hay Provence

14, rue Frédéric-Joliot, 13763 Aix Les Milles Cedex

HAY MANAGEMENT CONSULTANTS

Haute-Savoie

Fabricant de pièces en grande série et de sous-ensembles mécaniques de haute précision à forte valeur ajoutée, notre société (450 personnes, 250 Mfr) est reconnue pour son savoir-faire dans l'industrie automobile, l'aéronautique... Nous recherchons notre

Directeur de production

- Assurer la fabrication dans les délais, coûts et qualité définis.
 - Coordonner les flux d'activité entre les différents ateliers (décolletage, usinage, finition) dans un bon climat social (300 personnes).
 - Améliorer la productivité et rechercher de nouvelles méthodes de fabrication.
 - Participer à l'élaboration des budgets et les respecter, sont les missions principales que nous confions à un ingénieur mécanicien de formation supérieure.
- A environ 35 ans, votre expérience en milieu industriel confirme votre compétence technique et vos qualités d'animateur et d'organisateur. Votre performance dans le poste vous permettra d'évoluer vers de plus larges responsabilités.
- Un dossier de présentation de l'entreprise et du poste sera transmis aux candidats présélectionnés.
- Dans BOUSSON, notre Conseil, vous remerciera de lui transmettre votre CV, photo, rémunération actuelle et lettre de motivation, sous référence 1056/M.

RHOC

19 place Tolozan, 69001 Lyon.

Nous sommes une société d'études et de conseil intervenant dans les domaines du développement agricole et de l'agro-industrie à l'international. Nous recherchons pour contribuer au développement de nos activités principalement en Europe un :

INGÉNIEUR AGRONOME OU DU GREF

CHARGE DE MISSION

ayant exercé de réelles responsabilités dans des organismes professionnels agricoles français et/ou européens

ayant une expérience internationale si possible dans les activités d'appui institutionnel, de formation, de diffusion d'information agricole et de promotion de projets agro-alimentaires.

Adresser lettre manuscrite de motivation, C.V. détaillé, rémunération actuelle et photo s/réf. 170 à MEDIA PA 50/54, rue de Sully 92513 BOULOGNE BILL, CEDEX, qui transmettra.

Radio, Electromagnétisme : deux métiers, une passion

Des projets nombreux, des compétences multiples, un CA de près de deux Milliards de Francs et surtout plus de 2300 hommes et femmes ont amené THOMSON RGS (Division Radiocommunications, Guerre électronique, Sécurité) au premier rang mondial des systèmes de communications.

Sa Direction Technique offre à ceux qui la rejoignent des carrières aussi diversifiées que ses projets. Pour ses activités Radio et Electromagnétisme, elle recherche aujourd'hui des :

INGENIEURS

- Etudier et développer les futures générations d'équipements radio HF, UHF de nos systèmes de télécommunications.
- Concevoir la protection de nos systèmes contre les perturbations électromagnétiques (durcissement EMP, foudre, compatibilité électromagnétique, ...)

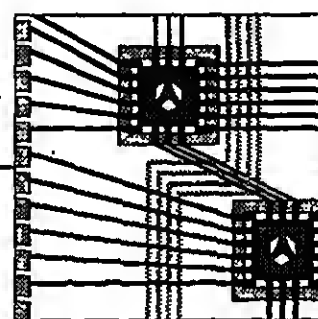
... autant de missions qui vous feront participer à notre expansion vers de nouveaux marchés, vers de nouveaux horizons.

Débuts ou confirmés au sein de nos équipes, relevez nos défis en bénéficiant d'un contexte de haute technicité et de moyens performants :

- nouvelles techniques alliant traitements analogiques et numériques,
- outils de développement permettant la réalisation et la mise au point rapide de prototypes,
- informatique scientifique et logiciels de simulation évolués, sur stations SUN, VAX...
- ingénierie de la protection électromagnétique des systèmes : calculateurs, équipements de transmission, antennes et sources d'énergie,
- moyens d'essais spéciaux : illuminateurs, injecteurs...

Demain, vous pourrez accroître votre niveau d'expertise, vous orienter vers d'autres types d'études ou bien évoluer vers une responsabilité de projets... et toujours au contact des Maîtres d'Ouvre des Grands Systèmes.

Pour savoir ce que RGS vous offre, aujourd'hui et demain, il vous suffit d'adresser votre dossier de candidature sous référence LM/TRE/02 à : Jérôme GABREAU - THOMSON RGS 66, rue du Fossé Blanc - 92231 Gennevilliers Cedex



THOMSON

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

VALTRONIC FRANCE SA

LEADER DE LA MINIATURISATION ELECTRONIQUE
100 Mfr de CA

RECHERCHE DANS LE CADRE DE SON PORT DEVELOPPEMENT

INGENIEURS D'AFFAIRES

Au sein de la Direction Industrielle, vous assurerez la maîtrise du développement de nouveaux produits en technologies hybrides - report on surface - traditionnelle, de la réduction du coût des charges à la livraison de série.

Ingénieur électronique - vos premières expériences de 5 ans minimum ont rodé vos compétences techniques, d'animateur de groupe de projet, de gestionnaire d'affaires. Votre efficacité au sein d'équipes dynamiques et motivées s'appuie sur vos qualités relationnelles et votre sens du résultat.

Postes basés à GIF SUR YVETTE et PURSEUX (45)

INGENIEUR D'INDUSTRIALISATION

de petits systèmes électroniques complexes.

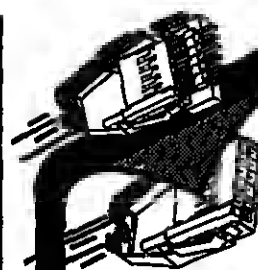
Rattaché à la Direction de l'Usine, ingénieur ou équivalent, vous animez votre équipe de techniciens et dessinateurs.

Elément déterminant de notre performance industrielle, vous coordonnez les choix technologiques, de test, de sous-traitance auprès des cellules d'étude et de production.

Une première expérience dans ce type de poste est souhaitée.

Poste basé à PURSEUX (45)

Merci d'adresser CV détaillé et photo à : Service du Personnel
VALTRONIC FRANCE SA
35, route de Malesherbes - B.P. 33 - 45390 PURSEUX



DU PONT

TECHNICITÉ
ET MANAGEMENT

DU PONT DE NEMOURS à BESANCON : une usine Dynamique, Performante et Novatrice aux premiers rangs mondiaux des produits de connectique destinés aux secteurs des hautes technologies.

Pour prendre la tête de notre Service de Production Découpage, nous recherchons

UN RESPONSABLE DE PRODUCTION

5 ans d'expérience en Organisation et Méthodes de Production

Ce poste aux larges responsabilités techniques, humaines et économiques s'adresse à un ingénieur généraliste ou mécanicien, capable d'encadrer son équipe et de la mobiliser autour d'un projet ambitieux couvrant aussi bien le développement de nos outils et de nos procédés, l'optimisation de la production, le haut niveau de nos performances de Qualité (norme ISO 9001), de Sécurité, de Délais et de Coûts, ...

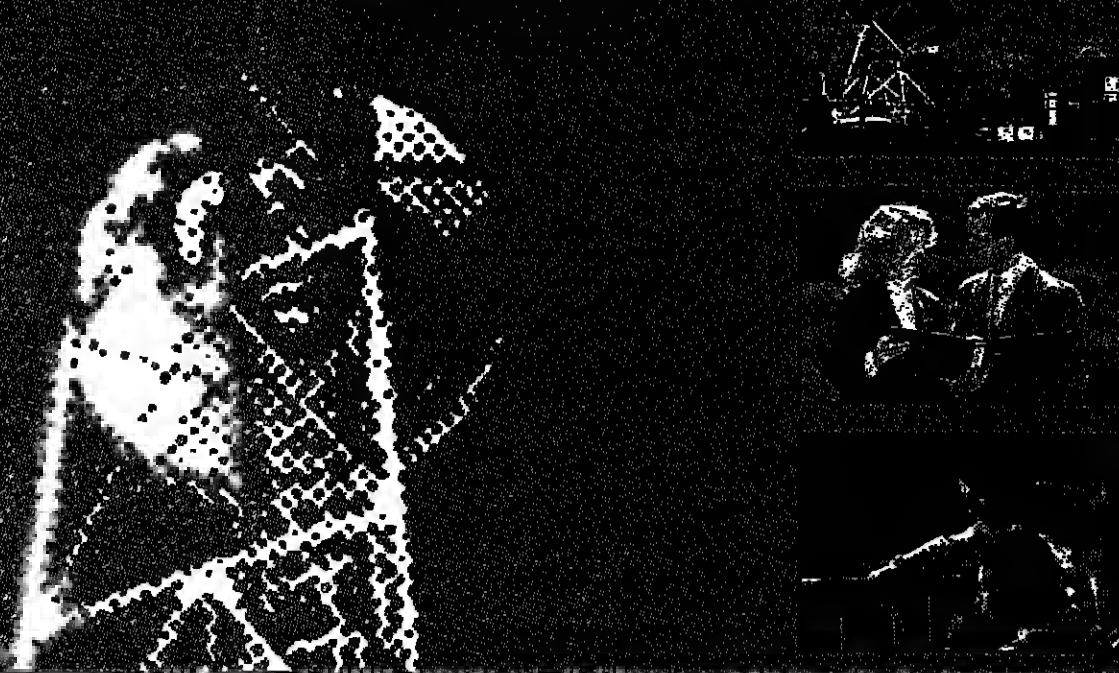
Sa technicité et ses qualités de management et d'innovation lui assureront de larges perspectives d'avenir au sein de notre Groupe. Anglais nécessaire. Prise en charge des frais de déménagement à Besancon.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo sous la référence CSP/02 au Service du Personnel.

DU PONT DE NEMOURS
2, rue Lafayette - BP 2009 - 25050 BESANCON

Le Monde des Secteurs de Pointe

FRANCE TELECOM L'AVENTURE EN PLUS



BAC+5, UN AVENIR A VOTRE MESURE

Ingenieurs et futurs ingénieurs, diplômés d'école ou d'université, débutants ou première expérience, FRANCE TELECOM vous propose, en avril 1991, 100 postes à la mesure de vos ambitions.

Leader mondial des télécommunications, nous relevons chaque jour, dans la perspective de l'expansion de nos marchés nationaux et internationaux, les défis de l'innovation technologique ; le réseau Numéris, le Minitel, les fibres optiques en sont déjà l'illustration.

Pour vous permettre de participer à l'aventure des hautes technologies et d'enrichir vos compétences, d'exercer des responsabilités importantes et de mener une carrière évolutive, nous vous offrons de nombreuses opportunités.

En intégrant nos filières exploitation, informatique et recherche, vous occuperez des postes de haut niveau : architecte de réseau, responsable de division commutation ou de transmission, chef de projet informatique, développement d'une informatique d'application, exploitation du réseau multiservices, recherche fondamentale... tel est l'avenir que vous propose FRANCE TELECOM, celui d'un service public efficace et professionnel.

Cette aventure vous est ouverte en participant à la sélection écrite et orale qui débutera le 3 avril et aboutira à votre intégration à FRANCE TELECOM, deux mois plus tard.

Contactez dès aujourd'hui notre service recrutement pour recevoir votre dossier d'inscription.

Date de clôture des inscriptions : le 7 mars 1991

Neuf 05 21 11 11

FRANCE
TELECOM



UN AVENIR D'AVANCE

FORASOL FORMER
Premier groupe européen
de forages pétroliers

La haute
technologie
une très large
implantation
internationale
et nos hommes
leur niveau
d'exigence et
leur profession-
nalisme nous
valent une po-
sitionnée mon-
diale.

INGENIEUR EXPERIMENTE

ATTACHE A LA DIRECTION DES OPERATIONS

Vous possédez une dizaine d'années d'expérience dans le forage pétrolier.

Vous voulez aujourd'hui évoluer en restant en étroite liaison avec le terrain.

Nous recherchons un COORDINATEUR dont la mission sera d'organiser les actions des différents services afin que les délais, les budgets, les normes de sécurité et de qualité soient parfaitement respectés au moment de la mise en route de nouveaux appareils de forage ou du démarrage de nouveaux chantiers.

Pragmatique et rigoureux, vous êtes disponible et autonome pour relever ce challenge et assumer les responsabilités de la fonction.

Une bonne maîtrise de l'Anglais est nécessaire.

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle à MERCURI URVAL 14 bis rue Daru 75378 PARIS Cedex 08, sous la référence 61. 4661/LM.

Mercuri Urval

VILLE DE VITRY-SUR-SEINE
85 000 HABITANTS, PROCHE PARIS SUD

recherche

1 INGÉNIEUR BATIMENT

chargé du service « Etudes et travaux neufs »

2 DESSINATEURS EN BATIMENT

titulaires du CAP ou du BEP

37 heures hebdomadaires. Primes au taux maximum

Adresser lettre et curriculum vitae à Monsieur le Maire
2, avenue Y.-Gagarine, 94407 Vitry-sur-Seine Cedex

Pour importante société Aéronautique, nous recherchons :

INGENIEURS

GRANDES ECOLES, DESS, DEA, DOCTORATS,

Options : AERODYNAMIQUE, MECANIQUE DES

STRUCTURES ET DES FLUIDES

Activité : Recherches et études dans programmes d'avant-

projets pour le futur.

DUT Génie Mécanique ou Thermique

Tous ces postes s'adressent à des débutants. Disponibles immédiatement. Anglais souhaité.

Lieu de travail : banlieue Sud

Adressez C.V. et prêt à T21, 242 bd Jean Jaurès,

92100 BOULOGNE ou téléphonez pour RV à François

LAULAN au 47.61.00.85

T21

Au delà des méthodes, la stratégie

AUXILEC (740 personnes - 413 MF de CA), leader Européen dans le domaine de la génération électrique embarquée destinée principalement au secteur de l'aéronautique (régulateur, alternateur, convertisseur statique...) recherche pour son établissement de MERU (25 Km de Fontenay) :

INGENIEUR METHODES ELECTRO-MECANIQUE

Maîtrise du poste à 1 an

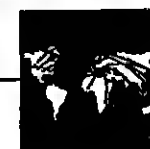
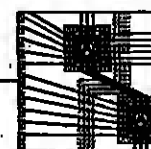
En étroite collaboration avec le responsable des méthodes, vous définissez les objectifs et la stratégie à mettre en oeuvre dans le domaine des méthodes électromécaniques, afin d'assurer le parfait fonctionnement des 3 compétences dont vous êtes le garant :

- Le suivi de fabrication
- Correspondant industrialisation prototypes
- Veille technologique

Pour mener à bien votre mission, vous pilotez et animez une équipe de 6 personnes.

Jeune Ingénieur Electromécanicien-mécanicien, vous souhaitez développer vos qualités de manager. Une expérience de production d'1 ou 2 ans dans un milieu aéronautique sera un plus. Une description de poste sera envoyée à chaque candidat motivé.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV) à : Dominique NOLF - AUXILEC - 3, Rue Emile Zola - 60110 MERU.



THOMSON

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

JEUNES INGENIEURS...

participez à la maîtrise des techniques avancées

Vous intervenirez dans des domaines aussi variés que l'armement, le nucléaire, l'espace et l'environnement. Nous sommes une société industrielle conceptrice et réalisatrice d'équipements de haute technologie. Rejoignez nos équipes où efficacité, compétence et imagination assurent notre capacité d'innovation.

De formation Ingénieur à dominante mécanique, spécialisé dans les matériaux composites, vous êtes débutant ou possédez une première expérience. En étroite collaboration avec les services Calcul, Méthodes, Fabrication et Laboratoire, vous concevez de nouvelles pièces ou matériaux en matériaux composites, définissez et suivez les essais et calculs. Votre créativité allée à un goût pour la méthode et la rigueur sont vos meilleurs atouts de réussite et d'évolution.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) à M. MARCILLON - CNIM - BP 208 - 83507 LA SEYNE-SUR-MER Cedex, téléphone 94.30.32.16.

980 personnes - 1 milliard de CA

CNIM

L.T.S.A.R. (INSTITUT SUPERIEUR D'AUTOMATIQUE et de ROBOTIQUE)
Etablissement de haut niveau dont la vocation est la maîtrise des "Technologies Nouvelles" dans le domaine de l'électronique, de l'informatique industrielle de l'automatique et de la CAO, recherche son :

Directeur

Sous l'autorité du Directeur du Service Enseignement, Formation et Emploi de la CHAMBRE DE COMMERCE et d'INDUSTRIE de VALENCE et de la DROME, il aura en charge l'organisation, l'enseignement, le développement de l'Institut et notamment dans le cadre d'un projet d'école Ingénieurs. Nous recherchons un candidat possédant un fort potentiel dans les domaines visés, capable d'assumer l'animation de l'équipe d'enseignants et d'étudiants, l'enseignement de certaines disciplines, la maîtrise de projets industriels, la veille technologique. Ingénieur Grande Ecole Scientifique ou Universitaire, vous justifiez d'une expérience approfondie dans un ou plusieurs des domaines cités. Votre forte personnalité, votre sens du dialogue, votre sens de la gestion seront vos atouts de réussite !

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à la CHAMBRE DE COMMERCE et d'INDUSTRIE de VALENCE et de la DROME - 52/74, rue Barthélemy de Laffemas - BP 1023 - 26010 VALENCE cedex



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
DE VALENCE ET DE LA DROME

Une fois pour la Drôme !

Hydraulique industrielle, constructeur de pompes et moteurs à engrenage, leader dans la profession recherche

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Formation Arts et Métiers ou équivalent.

Expérience confirmée dans domaine des composants hydrauliques et de leurs applications.

- Aptitude commerciale.
- Sens des contacts.
- Goût des responsabilités
- Anglais indispensable.

Place stable et d'avenir, rémunération en rapport. Poste à pourvoir de suite.

Adressez lettre manuscrite avec CV et photo d'identité
HPI - 26 rue Condorcet ZI
94430 CHENNEVIERES-SUR-MARNE

هكذا من الأصل

الرجاء

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Mercredi 20 février 1991 XXI

Le Monde des Secteurs de Pointe



BERTRAND FAURE AUTOMOBILE

Développer pour le N°1 mondial du siège auto la fonction

PROPRIETE INDUSTRIELLE BREVETS

Vous êtes un jeune ingénieur expérimenté

Vous recherchez l'opportunité d'un poste à responsabilité dans un environnement professionnel très ouvert où vous pourrez mettre à profit vos compétences techniques et votre sens de l'innovation.

Rattaché à la Direction Production, vous serez chargé de développer et de mettre en place les méthodes de travail et les procédures de fabrication des sièges automobiles.

Vous aurez la responsabilité de la mise au point et de la validation des prototypes. Vous serez l'expert et l'animateur des équipes de travail.

Vos fonctions principales seront : la conception, la mise au point, la validation, la mise en place des bureaux d'étude, centres de documentation, des méthodes officielles.

Vous serez responsable de la création et de la mise en place des méthodes officielles.

La polyvalence et l'adaptabilité sont des qualités indispensables.

Merci d'adresser votre candidature sous référence R&I : BFA/PR 2 à VARIANT SA : 7, Av. de la préfecture 72000 LILLE.

Nous vous assurons d'une prompte réponse et de notre totale discrétion.

Consultez 36 16 UGE* PLEIADÉ

VARIANT



Postes basés à Aix-en-Provence (13) et à Jouy-en-Josas (78).

Notre société développe à Boston (USA) le logiciel "Pro/Engineer", la "Top Technology" en matière de CAO mécanique. Une croissance de son CA de 120 % par an et près de 3 000 licences vendues en 2 ans à travers le monde témoignent du succès de P.T.C. Nous développons notre filiale en France, et recherchons des

Ingénieurs commerciaux + 350 KF

A&M - ECP - INSA...

A 25/30 ans environ, vous avez une formation d'ingénieur (A&M, ECP, INSA...) et une première expérience de la vente.

Vous souhaitez rejoindre une société en forte expansion. Vous aurez la responsabilité commerciale d'une région et d'un portefeuille de grands comptes : de nombreux déplacements sont à prévoir.

Ingénieurs technico-commerciaux + 300 KF

A&M - ECP - INSA...

A 25/30 ans environ, vous avez une formation d'ingénieur (A&M, ECP, INSA...) et une bonne expérience de l'utilisation de la CAO en mécanique ; vous avez un bon sens relationnel. Commercial, vous saurez faire prévaloir votre point de vue technique auprès de nos clients.

Merci d'adresser votre CV rapidement à l'attention de Michel Gros, Parametric Technology Corporation, 511 route de la Seds, 13127 Vitrolles ; ou d'appeler au (16) 42.75.03.55. Fax (16) 42.89.18.65.

MAINTENANCE ET QUALITE TOTALE

Notre Unité, située aux portes de la Savoie Olympique, appartient à un grand Groupe industriel français. Parallèlement à une phase d'investissement très importante, optimiser les performances de notre outil de production s'inscrit dans notre plan de qualité totale. Dans ce but nous recherchons notre

RESPONSABLE MAINTENANCE

Ingénieur généraliste de formation, avec une expérience de 3 à 5 ans dans la fonction et de bonnes compétences en automatisation.

Par son dynamisme, son sens de l'organisation, ses qualités de formateur et d'entraîneur d'hommes, il jouera un rôle moteur dans le développement de son équipe, l'amélioration technologique des installations, la mise en oeuvre de méthodes et d'actions orientées vers l'efficacité du curatif, du préventif et de la gestion des pièces détachées, le respect des normes de certification.

Notre appartenance à un groupe industriel important (3500 pers., plus de 4 milliards de CA) lui ouvrira de réelles perspectives d'évolution.

Ecrire sous réf. 8 A 2097-1M à Annie SANTAMARIA 115, rue Turenne - 33000 BORDEAUX.

etap

JEUNE INGENIEUR

Etudes / outillages



GPRI

GPRI (1.600 personnes, 1,6 milliard de F de CA), un des leaders en France et en Europe dans le domaine de la transformation de l'acier, fédère un ensemble de quinze PME. Dans un contexte de forte expansion, GPRI recherche pour une de ses filiales de Profilage à Froid située dans les ARDENNES près de SEDAN (160 personnes, 230 MF de CA, dont une part significative à l'Export), un jeune ingénieur qui prendra en charge la responsabilité du service études/outillages. Rattaché au directeur d'exploitation, il animera un bureau d'études de 4 dessinateurs ainsi qu'un atelier d'outillages comprenant 11 personnes (avec la gestion budgétaire qui en découle). Travaillant en liaison avec le commercial, il sera chargé avec son équipe, de définir et de réaliser les outillages pour les produits nouveaux avec l'aide de l'outil informatique (conception et gestion). Ce poste, rapidement évolutif au sein de l'entreprise et/ou du groupe, s'adresse à un jeune ingénieur mécanicien (ENSAM, ICAM, HEI, ENI...) âgé d'au moins 25 ans, possédant donc une première expérience industrielle. La connaissance de l'allemand sera appréciée. Ecrire à G. MASSON en précisant la référence A/S8628M - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92621 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.51.

PA Consulting Group

Acier
USINOR SAILOR

BANLIEUE SUD-OUEST

Société des Techniques en Milieu Ionisant, filiale des groupes CEA et EDF, nous sommes conseil et prestataire de services dans le secteur de l'énergie nucléaire, nous recherchons des

Jeunes Ingénieurs d'Affaires

Au sein de l'une de nos divisions, vous prendrez en charge en toute autonomie des projets et des réalisations de matériels et d'équipements. Vous assurerez les contacts avec les clients et la gestion financière.

De formation ingénieur en mécanique et automatismes, vous êtes débutant ou avez acquis une première expérience professionnelle.

Entrepreneur et ayant un sens relationnel poussé, vous aurez rapidement l'opportunité d'évoluer vers des responsabilités d'affaires et de contrats.

Merci d'adresser votre candidature : lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, à STMI - Francis Lempereur - 9, rue Fernand Léger 91190 Gif-sur-Yvette.

entre le laser et vous, il y a des atomes crochus

Le Commissariat à l'Energie Atomique recherche pour son Centre d'Etudes de Grenoble un :

PHYSICIEN

Dans le cadre de votre mission vous contribuerez au lancement d'une activité de R & D de nouvelles sources laser solides et à la valorisation de nouveaux matériaux laser et non linéaires.

Vous intégrerez un laboratoire maîtrisant l'ensemble des techniques permettant l'innovation : cristallisation, conditionnement, caractérisation, couches minces...

Diplômé d'une Grande Ecole d'ingénieurs ou universitaire de formation (doctorat de physique), vous justifiez de trois à cinq ans d'expérience dans la conception et l'étude de sources laser solides.

Merci d'adresser votre candidature sous référence PL/M ou Centre d'Etudes de Grenoble - SPAS - BP 85 X 38041 GRENOBLE Cedex.



LA RECHERCHE AU-DELA DE LA RECHERCHE

La conquête de l'espace, c'est au début que cela se passe

SYSECA, Société de Services et d'Ingénierie Informatique (2000 personnes dont 80% d'ingénieurs), partenaire d'un grand groupe international.

Prenant appui sur notre expérience dans la conduite de grands projets, l'intégration et l'ingénierie de systèmes, nous développons actuellement notre activité Espace. Dans ce domaine, nous assurons déjà la maîtrise d'œuvre de centres de contrôle de satellites.

INGENIEUR CHARGE D'AFFAIRES Domaine Espace

En relation directe avec le responsable du Service Spatial, vous prenez en charge la vie complète d'un grand projet logiciel. Responsable de la phase d'appel d'offres, vous proposez des solutions techniques en environnement ADA et mettez en place l'organisation nécessaire à leur réalisation (plan qualité, sous-traitance...). Maître d'œuvre de la phase projet, vous assurez la gestion ainsi que la coordination technique et commerciale de l'affaire avec des partenaires européens.

Ingénieur de formation Grande Ecole, vous êtes aujourd'hui chef de projet confirmé. Ce poste vous permettra d'évoluer dans un environnement européen et de mettre à profit votre expérience en architecture logicielle. Votre sens de la communication ainsi que votre maîtrise de la langue anglaise sont les garants de votre réussite.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 1319 à : SYSECA - Direction des Ressources Humaines 315 Bureaux de la Colline - 92213 Saint Cloud Cedex.

SYSECA

Chefs de chantier ou conducteurs de Travaux

Faites valoir votre professionnalisme !

DÉLEGUÉ À L'ENSEIGNEMENT



Vous avez une expérience minimum de 5 ans d'encadrement dans les chantiers ou ateliers. Vous êtes dynamique et observateur. Vous aimez les contacts. Vous avez le sens de la pédagogie et vous êtes attiré par la formation des professionnels et des futurs professionnels.

Vous recherchez une situation stable et équilibrée, permettant de valoriser vos qualités humaines, et votre sens de la communication. L'Organisation Professionnelle de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics recrute par examen pour son équipe régionale 1 DÉLEGUÉ À L'ENSEIGNEMENT.

Une formation appropriée vous sera dispensée par l'organisme. Nécessité posséder permis de conduire et de s'engager à résider à PARIS ou sa proche banlieue.

Adresser CV manuscrit et justificatifs avant le 6 mars 1991 à OPPBTP - Comité Régional de Paris - 221 Bd Davout - 75020 Paris. Tél. 43.60.64.00.

PRODUCT MARKETING MANAGER

HIGH tech

Ingénieur Grande Ecole ou issu d'une double formation (technologique et marketing), vous avez à votre actif une expérience de 2 à 5 ans dans la fonction Chef de Produit (secteurs électronique de pointe, informatique, mécanique...).

Leader mondial dans notre domaine, nous sommes une structure internationale mais à taille humaine, implantée dans le sud-est. Nous vous proposons aujourd'hui de donner à votre expérience professionnelle sa juste définition PRODUCT MARKETING MANAGER au sein d'une équipe dont les objectifs sont ceux d'un centre de profit (350MF) où vous prendrez en charge la définition des gammes de produits et leur politique de commercialisation.

Véritable chef d'orchestre, vous alliez créativité, rigueur, charisme, autorité, avec une "bonne dose" d'énergie et d'ambition.

Adresser CV, lettre manuscrite et rémunération actuelle à Lévi Tourmay Asscom sous réf. 91047 - 31 bd Bonne Nouvelle - 75009 Paris qui transmettra.

Le Monde des Secteurs de Pointe

Ingénierie de la maintenance : conseiller, optimiser.



INGENIEUR CONSULTANT

Fort de sa maîtrise technologique reconnue au plan mondial, Framatome développe son expertise dans le domaine de l'ingénierie de la maintenance, et vous propose de rejoindre ses équipes pluridisciplinaires aux compétences pointues.

FRAMATOME, PREMIER CONSTRUCTEUR ET EXPORTATEUR MONDIAL DE CENTRALES NUCLÉAIRES AVEC 56 UNITÉS EN SERVICE DANS LE MONDE, EST AUSSI LE DEUXIÈME GROUPE EUROPÉEN DE CONNECTIQUE, LA PREMIÈRE ENTREPRISE FRANÇAISE DE MÉCANIQUE ET LE PREMIER PÔLE EUROPÉEN D'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE. AVEC 14 300 PERSONNES RÉPARTIES SUR LES CINQ CONTINENTS, UN CA DE 20 MILLIARDS DE FRANCS DONT 25 % À L'EXPORT, LE GROUPE FRAMATOME SAURA VOUS DONNER TOUS LES MOYENS POUR RÉUSSIR.

En étroite collaboration avec le service commercial, vous assisterez la fonction marketing et vente de produits, effectuerez des prestations de conseil et d'assistance technique visant à l'amélioration et l'optimisation de la fonction maintenance des entreprises industrielles et tertiaires. Vous analyserez les besoins (audits, organisations...), aiderez à l'élaboration et au choix de politiques et d'outils de maintenance.

De formation ingénieur mécanicien ou électromécanicien, à 28-35 ans, vous avez développé des compétences similaires dans le domaine des services pour l'industrie et/ou le tertiaire.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo, prétentions), sous référence IMX02, à Béatrice Bernoud, Groupe Framatome, Service gestion prévisionnelle, Tour Fiat, 92084 Paris-La Défense Cedex 16.



GROUPE FRAMATOME

Les technologies de l'essor.

ELA MEDICAL

Premier constructeur français de stimulateurs cardiaques recherche

UN INGENIEUR DESIGN ASIC

chargé de la conception de circuits intégrés à dominante analogique.
Expérience souhaitée : 2 ans

Réf. 91/07

UN INGENIEUR ELECTRONICIEN

chargé de développer des logiciels pour stimulateurs.
Expérience souhaitée : de 0 à 3 ans

Réf. 91/08

UN INGENIEUR ELECTRONICIEN

chargé des études ainsi que du développement de systèmes de programmation et d'analyse.

Expérience souhaitée : de 3 à 5 ans

Réf. 91/09

UN RESPONSABLE DU DEVELOPPEMENT TEST

chargé de participer au sein de l'équipe Recherche et Développement à la définition puis à la validation d'équipements et de programmes de tests (rôle d'interface essentiel). Débutant accepté mais connaissance en circuits logiques et analogiques impérative.

Réf. 91/10

Formation exigée pour ces 4 postes : ENSI ou équivalent

UN INGENIEUR MECANICIEN

chargé de l'étude et du développement de stimulateurs ainsi que de sondes associées.
Formation exigée : CNAM, ENSI ou équivalent.

Réf. 91/11

Adresser lettre manuscrite, curriculum-vitae, photo et prétentions en mentionnant la référence du poste choisi à : Philippe CHAUVET-ELA MEDICAL - 98, rue Maurice Arnoux 92120 MONTRouge.

Révéler votre enthousiasme, c'est la force de nos métiers

Pour assurer à nos clients l'électricité intelligente, en toute sécurité, nous leur apportons une réponse globale qui comprend des systèmes mêlant l'électrotechnique à l'électronique et l'informatique industrielle. Les défis de l'innovation technologique que nous relevons se situent plus que jamais dans un contexte de mondialisation des marchés et de renforcement de la concurrence.

électrotechniciens

SUPELEC, IEG, ENSEEIHT, INSA (Génie électrique)...

ingénieur études/développement

1ère expérience ou confirmés
■ Dans un souci permanent de performance et d'anticipation, vous concevez les fonctions électrotechniques de nos futurs produits (distribution terminale, contrôle commande bâtiment). En relation directe avec les services Marketing, Achats et nos fournisseurs vous mettez au point des solutions innovantes. Ce poste est un bon tremplin pour évoluer ensuite vers différents services de la division ou du Groupe.

D MOND 048

■ Au sein de notre Département Transport Haute Tension, deux postes concernent la gestion technique des disjoncteurs TH. En vous appuyant sur votre 1ère expérience en BE/SAV, vous assurez une assistance technique de haut niveau, améliorez la qualité et l'évolution de nos matériels en relation avec de nombreux interlocuteurs internes et externes.

D MOND 708

responsable projet industrialisation

Vous animez et conduisez le développement de l'ensemble des projets contrôle commande (Basse Tension, grandes séries) développés en collaboration avec des entreprises partenaires européennes. Vous valoriserez vos solides bases techniques et votre sens des relations humaines.

D MOND 811

responsable laboratoire d'essais électrotechniques

Notre laboratoire est chargé des essais d'appareillages basse tension dans le cadre de leur développement et de leur homologation. Après une 1ère expérience dans le domaine des essais, vous souhaitez étendre vos responsabilités à une fonction d'animation d'équipe (10 personnes).

D MOND 695

Ces postes sont basés à Grenoble et nécessitent un bon niveau d'anglais.

Renforcer notre professionnalisme et construire ensemble votre propre parcours : une ambition et un enthousiasme que nous vous invitons à partager !

Merci d'adresser votre candidature sous référence choisie à Merlin Gerin, Gestion Prévisionnelle des Cadres, 38050 Grenoble cedex.

L'enthousiasme, valeur d'équipe et de partage !

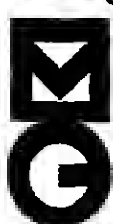
Un formidable atout professionnel pour valoriser vos compétences.

● 31 000 hommes et femmes dont 3 500 cadres : une dynamique exceptionnelle d'innovations technologiques, d'efficacité industrielle et d'expansion économique.

● Un CA multiplié par 6 en 10 ans, 20 milliards aujourd'hui dont 50 % à l'international.

● Dans le monde entier, un métier, la maîtrise de l'énergie électrique, qui évolue vite ! Les exigences de nos clientèles (disponibilité et qualité de l'énergie, automatisation et supervision des systèmes de distribution) et les possibilités qu'offre l'électronique numérique, les réseaux, la sûreté... sont à l'origine de notre performance.

la maîtrise de l'énergie électrique



MERLIN GERIN

GROUPE SCHNEIDER

Avec 26 % du marché, nous sommes le leader mondial de la diffusion de l'image et du son (600 personnes, 600 MP de CA, présents dans 120 pays). Nous concevons et fabriquons des produits professionnels de diffusion d'émission de télévision et de radio FM. Dans le cadre de notre évolution, nous créons le poste de :

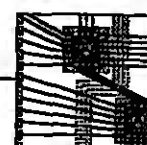
RESPONSABLE DE GROUPE DEVELOPPEMENT

STRUCTURES MECANIQUE/CABLAGE
Paris Ouest 250 KP +

Votre mission : vous êtes responsable de la conception mécanique de nos émetteurs - vous animez une équipe de 6 à 8 techniciens et vous contrôlez les sous-traitants - vous gérez vos ressources techniques et humaines pour respecter les budgets et délais définis - vous assurez l'interface entre les responsables études et la direction industrielle. Nous vous offrons : le cadre d'une entreprise de haute technologie et d'un secteur stratégique pour le groupe - de l'autonomie - des possibilités d'évolution.

Vous avez ☐ 28/30 ans ☐ une formation d'ingénieur mécanique ☐ une première pratique de l'encadrement ☐ une expérience de bureau d'études si possible dans l'industrie électronique ☐ un tempérament de gestionnaire ☐ le souci du résultat ☐ de la rigueur ☐ la volonté de vous investir et de réussir avec nous.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous la réf. 50657 à MELI CONSEIL 16 rue Jacques Duhou - 92300 NEUILLY SUR SEINE



THOMSON

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

FORMATION PROFESSIONNELLE

UNIVERSITÉ RENÉ-DESCARTES
Année 1991-1992

CYCLE FORMATION PÉDAGOGIQUE
DE FORMATEURS D'ADULTES
PRÉPARATOIRE AU D.U.F.A.
(Diplôme universitaire de formateurs d'adultes)

Directeur scientifique : P. BESNARD

1 051 heures d'enseignement de novembre à juin
Renseignements et inscriptions de février à fin mai
Secrétariat du Centre de formation continue
Tél. : 40-46-16-07

هكذا من الأصل